

A black and white photograph of a man in profile, looking out over a body of water under a cloudy sky. The man is wearing a dark jacket and has a backpack strap visible over his shoulder.

**LES MOBILITÉS
MIGRATOIRES
DES AFRICAINS
AU PRISME
DE L'ÉTHIQUE**

Titre : **VisionAfriQ**
Sous-titre : Revue d'études des migrations africaines
ISSN format électronique : 2990-0484
Périodicité : semestrielle
Année de création : 2023
Éditeur : LemAfriQ, Madrid, Espagne
Publication en libre accès
Frais de publication : non
Frais de soumission : non
Procédure d'évaluation : évaluation en double aveugle
Langues : français, anglais, espagnol, portugais, allemand, arabe

LIGNE ÉDITORIALE

VisionAfriQ est une revue pluridisciplinaire à comité de lecture international qui publie des dossiers thématiques pour une meilleure compréhension et un abordage stratégique adéquat du phénomène des migrations. Diffusée sur le web, elle a été fondée en 2023 par le Laboratoire d'étude des migrations africaines (LemAfriQ) basé à Madrid.

Directeur : Pr. Dr. Jean-Arsène Yao

COMITÉ SCIENTIFIQUE ET DE LECTURE

Mustapha Azizi, Centre de Formation des Inspecteurs de l'Enseignement à Rabat, Maroc, Sciences politiques et Droit administratif et des Services publics

Karima Bouallal, Université Mohammed Premier d'Oujda, Faculté pluridisciplinaire de Nador, Maroc, Linguistique générale

Antoine Bouba Kidakou, Université de Garoua, Cameroun, Littérature espagnole et littérature de voyages

Mohammed Charef, Université Ibn Zohr d'Agadir, Maroc, Géographie et sciences humaines

Brema Ely Dicko, Université des Lettres et Sciences humaines de Bamako, Mali, Sociologie

Hanza Diman, Université de Bayreuth, Allemagne, Histoire africaine et géostratégie

Lomomba Emongo, Université de Montréal, Québec-Canada, Anthropologie

Azeddine Ettahri, Université Mohammed V de Rabat, Maroc, Études Hispaniques

Iolanda Évora, Universidade de Lisboa, Portugal, Psychologie sociale

Papa Demba Fall, Université Cheick Anta Diop de Dakar, Sénégal, Géographie et sciences humaines

Roméo Gbaguidi Megninou, Universidad Antonio de Nebrija, Espagne, Sciences humaines et pragmatique interculturelle

El Hassane Jeffali Houari, Universitat Rovira i Virgili, Espagne, Sciences humaines

SOMMAIRE

DOSSIER

PRÉSENTATION DU DOSSIER : LE MOT DES COORDONNATEURS

Oscar Roméo CASSIEN - Université Alassane Ouattara [1-2]

AFRICAN WOMEN AND THE ETHICS OF MIGRATION: FAITH, POLICY ASYMMETRIES, AND ECONOMIC INTEGRATION IN AFRICA-EUROPE RELATIONS

Olga Margret M NAMASEMBE - University of Granada [3-18]

INFRAESTRUCTURA MORAL Y CARTOGRAFÍAS INVISIBLES: ÉTICA SITUADA DE LA MOVILIDAD CIRCULAR SENEGALESA EN EL ESPACIO TRANSNACIONAL

Abdoulaye FALL et Valentina GERACI - Centro studi AMIStaDeS APS [19-30]

LA MIGRATION CLANDESTINE SUBSAHARIENNE EN ESPAGNE : ENTRE TRAGEDIES MARITIMES ET DILEMME MORAL DE L'ACCUEIL

Kouadio Arist-Stéphane KOFFI et Kouakou Laurent LALEKOU - Université Félix Houphouët-Boigny [31-39]

LA DIGNITÉ ET LA SÉCURITÉ DES MIGRANTS EN RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Asséréhou Karl Hector ETEKA - Représentant du LemAfriQ au Bénin [40-56]

ENTRE SURVIE ET TRANSGRESSION : LES DILEMMES ÉTHIQUES DU MIGRANT DANS *LE VENTRE DE L'ATLANTIQUE* DE FATOU DIOME ET *EL METRO* DE DONATO NDONGO-BIDYOGO

Yogoné Tah Théodor TRAORÉ - Université Félix Houphouët Boigny [57-67]

LA PRESENCIA MEDIÁTICA DE LA TEMÁTICA MIGRATORIA EN MARRUECOS: EL CASO DEL DIARIO LAKOM2

Hassan ARABI - Universidad Mohamed I. Marruecos [68-77]

LES PROBLÈMES LINGUISTIQUES DES IMMIGRÉS AFRICAINS EN ESPAGNE

Guissongui KONÉ - Université Félix Houphouët-Boigny [78-88]

DIRE, REPRÉSENTER, ET VIVRE LA MIGRATION : APPROCHES ARTISTIQUES ET DISCOURS COMMUNAUTAIRES AU SÉNÉGAL, LE CAS DE LA RÉGION DE TAMBACOUNDA

Daman CISSOKHO - Université Assane Seck Ziguinchor [89-97]

ESTUDIO COMPARATIVO DE LOS NODOS MIGRATORIOS EN EL SUR GLOBAL: EL CASO DE DALOA (COTE D'IVOIRE) Y SANTIAGO DE CUBA COMO RUTAS MIGRATORIAS DENTRO DE SUS RESPECTIVOS CONTEXTOS REGIONALES

Oscar Roméo CASSIEN - Université Alassane Ouattara [98-107]

DÉCENTRER LE REGARD SUR LES MOBILITÉS INTRA-URBAINES A DAKAR

Aboubacar Sadikh BA - Université Gaston Berger de Saint-Louis [108-122]

SECTION GÉNÉRALE

LE SUPPORT SOCIAL : UN DETERMINANT DE LA RÉINSERTION PROFESSIONNELLE DES EX-DÉTENUS RÉSIDANT A GUEDEAWAYE (DAKAR)

Issa Niang DIOP - Université Gaston Berger de Saint-Louis [123-135]

TÉLÉ-IRRIGATION ET SÉCURISATION NUTRITIONNELLE AU NIGER DE 2011 À 2024

Yao Jules YAO - Université Félix Houphouët-Boigny [136-144]

COMPTE RENDU DE LECTURE

INTERNATIONAL STUDENTS' PERSPECTIVES ON MEDICAL EDUCATION IN MOROCCO: NAVIGATING ACADEMIC CHALLENGES, SEIZING OPPORTUNITIES AND MAKING RESIDENCY DECISIONS

LemAfriQ [145]

NICOLE NDONGALA, DE INMIGRANTE A MEDIADORA INTERNACIONAL

LemAfriQ [147]

Abderrazzak Kabbouri, Université Ibn Tofail de Kénitra, Maroc, Sciences politiques

Paul Kananura, Université de Bordeaux, France, Géopolitique et économie régionale

Patrick Loubaki Mbon, Université de Bordeaux, France, Droit international

Cossi Basile Médénou, Université d'Abomey Calavi, Bénin, Études ibériques

Khalid Mouna, Université Moulay Ismail de Meknès, Maroc, Anthropologie

Théophile Ngapa, Avocat aux Barreaux de Bayonne (France) et du Cameroun, Droit et sciences criminelles

Mamane Oumaria, Swiss University of Niger, Droits de l'homme et libertés fondamentales

Diachari Poudiugo, Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako, Mali, Droit international et relations internationales

Aly Tandian, Université Gaston Berger de Saint Louis, Sénégal, Anthropologie

Abou Tuo, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire, Géographie

DOSSIER

MOT DU COORDONATEUR

Les mobilités migratoires des africains au prisme de l'éthique

Penser les migrations africaines contemporaines exige de dépasser la simple accumulation de données statistiques ou les analyses purement macroéconomiques. Il s'agit avant tout d'interroger les trajectoires humaines dans ce qu'elles ont de plus intime, de plus politique et de plus conflictuel. En plaçant ce numéro sous le sceau de l'éthique, la revue veut avant tout explorer une dimension souvent reléguée au second plan : celle des valeurs, de la responsabilité partagée, des dilemmes moraux et de la justice hospitalière. Les contributions réunies dans ce volume témoignent d'une remarquable diversité géographique et disciplinaire. Elles se croisent et se repensent à travers différents axes théoriques et empiriques, redessinant les contours d'une éthique située de la mobilité. Le premier défi de l'éthique migratoire réside dans la confrontation entre les aspirations des individus et la rigidité des politiques étatiques ou intercontinentales.

C'est dans ce sens que **Olga Margret NAMSEMBE** (African women and Ethics of Migration : Faith, Policy Asymmetries, and Economic integration in Africa-Europe relations) ouvre cette réflexion en interrogeant la place des femmes africaines au cœur des relations Afrique-Europe. En croisant les dynamiques de la foi, les asymétries de politiques publiques et les impératifs d'intégration économique. Elle met en lumière la nécessité d'une refonte morale des accords bilatéraux, souvent ab oculis face aux vulnérabilités de genre. Au-delà des frontières légales, les migrants déploient des stratégies de survie et de circulation qui reposent sur des codes moraux endogènes et des réseaux de solidarité transnationaux.

L'étude de **Abdoulaye FALL** et **Valentina GERACI** (Infraestructura moral y cartografías invisibles : ética situada de la movilidad circular senegalesa en el espacio transnacional) nous plonge de ce fait dans l'univers de la migration circulaire sénégalaise. À travers le concept d'« infrastructure morale », les auteurs révèlent ces cartographies invisibles mais puissantes, où l'éthique de la parole donnée et la réciprocité communautaire guident le mouvement à travers l'espace transnational. Aussi ce numéro s'articule autour du drame de la clandestinité aux confluent des dilemmes moraux et de l'accueil en Europe. La frontière euro-méditerranéenne demeure le théâtre de tensions éthiques aiguës, où la vie humaine est directement mise en balance avec les logiques de repli sécuritaire.

Kouadio Arist-Stéphane KOFFI et **Kouakou Laurent LALEKOU** (La migration clandestine subsaharienne en Espagne : entre tragédie maritime et dilemme moral de l'accueil) analysent de front le cas espagnol. Entre l'horreur des tragédies maritimes répétées et le « dilemme moral » que pose la gestion de l'accueil, leur travail interroge directement et sans faux fuyant la conscience humanitaire et politique de l'Europe face au drame subsaharien. Une fois la frontière franchie, les barrières se déplacent sur le terrain de la communication. Sur le continent même, la question de la responsabilité des États d'accueil est cruciale. **Asséréhou Karl Hector ETEKA** (La dignité et la sécurité des migrants en République du Bénin) examine comment un espace national comme celui du Bénin tente de concilier la souveraineté sécuritaire et l'impératif catégorique de préservation de la dignité humaine, offrant un éclairage essentiel sur les politiques d'hospitalité en Afrique de l'Ouest. Il montre surtout que, contrairement aux perceptions alarmistes, les migrations africaines demeurent majoritairement intra-africaines et soulèvent avant tout des enjeux de gouvernance, de protection des droits humains et d'adaptation des politiques publiques aux réalités locales. Il plaide en somme pour une gouvernance migratoire plus cohérente, inclusive et éthiquement fondée.

De plus, la littérature offre un laboratoire moral inégalé pour explorer la psyché du migrant. Dans cette optique, **Théodor Tah Yagoné TRAORÉ** (Entre survie et transgression : les dilemmes éthiques du migrant dans *Le ventre de l'Atlantique* de Fatou Diome et *El metro* de Donato Ndongo-Bidyogo) livre une analyse comparative rigoureuse de deux œuvres majeures. Il y décortique en effet, les tiraillements tragiques des personnages, condamnés à osciller entre le devoir de réussir pour faire vivre la communauté restée au pays et la transgression des lois ou de leurs propres valeurs pour survivre à l'exil. Sur le plan médiatique, **Hassan ARABI** (La presencia mediática de la temática migratoria en Marruecos: el caso de Diario de Lakom2) il explore la mise en scène de la migration au Maroc, zone charnière de transit et d'installation. L'analyse du "Diario de Lakom2" permet de déconstruire la responsabilité éthique des médias dans la fabrication de l'opinion publique et la visibilisation des droits des migrants. **Guissongui KONÉ** (Les problèmes linguistiques des immigrés africains en Espagne) quant à lui, démontre que l'éthique de l'accueil se joue aussi dans l'accès à la langue. Les obstacles linguistiques ne sont pas de simples détails logistiques, mais de véritables vecteurs d'exclusion qui altèrent le droit à une intégration digne et équitable.

L'un des axes qu'exploite ce numéro se réfère à la présentation, des discours médiatiques et des imaginaires littéraires. L'éthique de la migration se construit également dans la manière dont elle est dite, écrite, filmée ou médiatisée. Les récits et les représentations forgent le regard de la société et l'auto-perception du migrant. Dans le domaine de la création esthétique, **Daman CISSOKHO** (Dire, représenter et vivre la migration : approche artistique et discours communautaires au Sénégal, le cas de la région de Tambacounda) tout comme Hassan ARABI, il montre comment l'art devient un exutoire et un outil de médiation. S'inspirant des observations faites à Tambacounda, il montre avec acuité comment la création artistique permet aux communautés de se réapproprier leur propre récit migratoire, transformant le départ en un espace de parole partagée. Dans une perspective de géographie comparée au sein du Sud Global, **Oscar Roméo CASSIEN** quant à lui dans (Estudio comparativo de los nodos migratorios en el sur global : El caso de Daloa (Côte d'Ivoire) y Santiago de Cuba como rutas migratorias dentro de sus respectivos contextos regionales) analyse la structure et le rôle de carrefours migratoires majeurs à travers une étude comparative entre deux nœuds migratoires : Daloa en Côte d'Ivoire et Santiago de Cuba. Cette comparaison met en évidence comment des contextes régionaux distincts partagent des dynamiques similaires de réseaux, de passages et de négociations éthiques face à l'enclavement ou à l'exode.

Enfin, dans cette logique géospatiale des phénomènes migratoires, **Aboubacar Sadikh BA** (Décentrer le regard sur les mobilités intra-urbaines à Dakar), partant d'une perspective sociologique, anthropologique et politique montre que la migration ne commence pas à la frontière : elle se fabrique au quotidien, dans les espaces ordinaires des centres urbains comme Dakar. La ville apparaît ainsi comme un nœud migratoire dynamique, où se recomposent identités, stratégies et trajectoires traduisant ce qu'il qualifiera de « translocalisme » par le bas. En définitive, ce numéro thématique démontre que la question migratoire africaine ne peut se dissocier d'une posture éthique globale. Qu'il s'agisse de la responsabilité des médias, du traitement réservé aux femmes, de la barrière des langues, des infrastructures de solidarité ou des représentations littéraires et artistiques, l'éthique apparaît ici non pas comme une morale abstraite, mais comme un outil d'analyse indispensable pour comprendre le monde en mouvement.

Dr Oscar Roméo CASSIEN

AFRICAN WOMEN AND THE ETHICS OF MIGRATION: FAITH, POLICY ASYMMETRIES, AND ECONOMIC INTEGRATION IN AFRICA–EUROPE RELATIONS

LES FEMMES AFRICAINES ET L'ETHIQUE DE LA MIGRATION : FOI, ASYMMETRIES POLITIQUES ET INTEGRATION ECONOMIQUE DANS LES RELATIONS ENTRE L'AFRIQUE ET L'EUROPE

Olga Margret M NAMASEMBE
African Women's Entrepreneurship
University of Granada, Spain

Abstract:

Migration from Africa to Europe is frequently framed through the lenses of crisis, security, and irregularity. Yet such framings obscure the ethical, gendered, and epistemological dimensions of mobility, particularly as experienced by African women. This article examines African women's migration through three interconnected analytical lenses: (1) the role of faith and belief in God as a moral and epistemic framework shaping migration decisions and resilience; (2) the structural asymmetries embedded in Africa–European Union (EU) migration governance, particularly the lack of equitable cooperation agreements; and (3) the potential for the economic integration of African women migrants to generate shared value across both regions. Drawing on African gender theory, political economy, and postcolonial thought, particularly the works of Mbembe, Appadurai, and Sen, the paper argues that current migration regimes reproduce colonial hierarchies and constrain migrant agency. The paper concludes by proposing an ethical framework for migration governance grounded in reciprocity, dignity, and capability expansion.

Keywords: African women, migration ethics, Europe, faith, integration, capability approach, postcolonial theory

Résumé :

La migration de l'Afrique vers l'Europe est fréquemment envisagée à travers les prismes de la crise, de la sécurité et de l'irrégularité. Pourtant, ces cadrages occultent les dimensions éthiques, genrées et épistémologiques de la mobilité, en particulier telles qu'elles sont vécues par les femmes africaines. Cet article examine la migration des femmes africaines à travers trois axes analytiques interconnectés : (1) le rôle de la foi et de la croyance en Dieu en tant que cadre moral et épistémique influençant les décisions migratoires et la résilience ; (2) les asymétries structurelles inscrites dans la gouvernance migratoire entre l'Afrique et l'Union européenne (UE), notamment l'absence d'accords de coopération équitables ; et (3) le potentiel de l'intégration économique des femmes migrantes africaines à générer une valeur partagée dans les deux régions. S'appuyant sur la théorie africaine du genre, l'économie politique et la pensée postcoloniale, en particulier les travaux de Mbembe, Appadurai et Sen, l'article soutient que les régimes migratoires actuels reproduisent des hiérarchies coloniales et limitent l'agentivité des migrantes. L'article conclut en proposant un cadre éthique pour la gouvernance des migrations, fondé sur la réciprocité, la dignité et l'expansion des capacités.

Mots-clés: femmes africaines, éthique de la migration, Europe, foi, intégration, approche par les capacités, théorie postcoloniale

INTRODUCTION

Migration between Africa and Europe represents one of the most politically charged and ethically complex dimensions of contemporary globalization. While dominant narratives emphasize irregular migration, border securitization, and humanitarian crises, these frameworks often marginalize the lived realities of migrants themselves, particularly women.

African women migrants occupy a paradoxical position. On one hand, they are frequently portrayed as vulnerable subjects exposed to exploitation and trafficking. On the other, they are active agents who sustain households, contribute to economies, and reshape transnational social fields. This duality demands a more nuanced ethical analysis.

This article advances three central arguments. First, African women's migration is deeply embedded in spiritual and moral frameworks, where belief in God functions as both a motivational force and a coping mechanism. Second, Africa–EU migration governance is characterized by asymmetrical power relations that limit equitable cooperation. Third, the integration of African women migrants offers significant opportunities for shared economic value, yet remains underutilized due to structural barriers.

By integrating postcolonial theory, capability theory, and globalization studies, the paper situates African women's migration within broader debates on justice, agency, and global inequality.

I- THEORETICAL FRAMEWORK

I-1. Postcolonial Power and Mobility (Mbembe)

Achille Mbembe's theory of postcolonial power offers a foundational framework for understanding how contemporary regimes of migration governance are shaped by enduring colonial logics. Rather than viewing mobility as a neutral or purely economic process, Mbembe conceptualizes power in the post colony as operating through forms of control that are both diffuse and deeply material, particularly in relation to the movement of racialized populations. In his broader work on necropolitics, Mbembe (2003; 2019) demonstrates how sovereign power is exercised through the regulation of life chances, exposure to precarity, and differential access to mobility, producing hierarchies of human value that are historically rooted in colonial governance.

Within this framework, contemporary global mobility regimes can be understood as extensions of colonial ordering systems. Borders, visa regimes, asylum procedures, and deportation infrastructures do not simply manage movement; they actively produce it as stratified and unequal. As Mbembe (2019) argues, the postcolonial world is marked by “worlds of separation,” where access to mobility is distributed according to racialized and economic hierarchies that reflect the afterlives of empire. African migrants, in particular, are often positioned within these regimes as subjects of suspicion, containment, and selective inclusion.

Migration policies, therefore, function as technologies of power rather than neutral administrative tools. First, they regulate who can move, under what conditions, and at what cost, producing a system of differentiated mobility rights. Highly skilled migrants, investors, and selected professionals are often granted relatively open pathways, while low-income and informal workers face restrictive visa regimes and heightened surveillance. Second, these policies reinforce global hierarchies of race and labor by systematically privileging mobility for those from the Global North while constraining movement from the Global South, particularly Africa (De Genova, 2017; Mbembe, 2019). Third, they produce and institutionalize categories of “desirable” and “undesirable” migrants, often aligned with economic utility, perceived cultural compatibility, and racialized imaginaries of threat or dependency.

African women migrants occupy a particularly precarious position within this global hierarchy. Their mobility is frequently shaped by intersecting structures of race, gender, and class that render them both economically essential and politically marginal. On the one hand, they are incorporated into global care economies, domestic work

sectors, and informal labor markets that depend on their flexibility and precarity. On the other hand, they are often excluded from pathways to long-term settlement, citizenship, and full social recognition. This reflects what Mbembe (2019) identifies as a broader logic of differential inclusion, where individuals are incorporated into global systems not as equal subjects but as laboring bodies whose value is contingent and conditional.

In this sense, African women migrants are not simply restricted by migration regimes; they are actively produced through them as “manageable” laboring subjects. Their mobility is enabled insofar as it serves global economic demands, yet constrained insofar as it challenges national imaginaries of belonging or citizenship. This tension underscores the biopolitical and necropolitical dimensions of migration governance, where life is not equally protected but selectively valued.

Ultimately, Mbembe’s postcolonial critique reveals that contemporary mobility regimes are deeply embedded in historical structures of domination. Far from overcoming colonial logics, global migration governance often reproduces them in updated forms, structuring the movement of African migrants, particularly women, through systems of unequal recognition, constrained agency, and hierarchical valuation.

I-2. Globalization and Aspirational Mobility (Appadurai)

Arjun Appadurai’s concept of the “capacity to aspire” provides an important cultural lens for understanding migration as a socially embedded and future-oriented practice. Rather than treating aspiration as an individual psychological trait, Appadurai conceptualises it as a culturally shaped navigational capacity through which people imagine, evaluate, and pursue better futures within specific social and material conditions (Appadurai, 2004). This framework is particularly useful for analysing migration among African women, for whom mobility is often shaped by intersecting structures of inequality, transnational imaginaries, and evolving livelihood strategies.

Appadurai (2004) argues that the capacity to aspire is unevenly distributed across societies. It is strengthened by access to cultural resources, including education, media, religious narratives, and collective social experience. In contrast, impoverished or marginalised groups often have a thinner “aspirational horizon,” not because they lack aspirations, but because they have fewer socially sanctioned means of organising and articulating them into actionable pathways. Aspiration, in this sense, is deeply relational and infrastructural, dependent on exposure to alternative life possibilities and the social legitimacy to pursue them.

Within the context of African women’s migration, this concept is particularly illuminating. Migration is not only a response to economic deprivation or political instability; it is also an aspirational project shaped by global cultural flows, diasporic storytelling, and local experiences of inequality. Appadurai’s broader theory of global cultural economy, especially his notion of “mediascapes” and “ideoscapes”, helps explain how images of prosperity, mobility, and gendered independence circulate transnationally and inform women’s decisions to migrate (Appadurai, 1996). Through television, social media, migration narratives from returnees, and diaspora communication networks, African women are exposed to comparative frameworks that allow them to imagine alternative futures beyond their immediate environments.

These aspirational imaginaries are reinforced by structural constraints in local economies, including limited employment opportunities, gendered labour segmentation, and restricted access to capital. In many contexts, women face persistent barriers to economic mobility, which makes migration appear not only as an opportunity but as a rational extension of survival strategies. However, Appadurai’s framework is crucial in highlighting that this decision-making process is not purely reactive. Rather, it is forward-

looking and future-oriented, grounded in the ability to imagine improved life chances and to map pathways toward them, even under conditions of uncertainty.

Diaspora networks play a particularly important role in expanding the capacity to aspire among African women. These networks provide both material resources (such as financial support for travel or job placement abroad) and symbolic resources (such as narratives of success, empowerment, and social mobility). Research on transnational migration has shown that such networks reduce informational asymmetries and help potential migrants construct more concrete and achievable visions of mobility (Levitt & Glick Schiller, 2004).

At the same time, Appadurai's framework also draws attention to inequality in aspirational capability. Not all women have equal access to the cultural and social resources necessary to translate aspiration into mobility. For some, aspirations may remain constrained within locally defined possibilities, while for others, migration becomes a viable and structured life project. This uneven distribution of aspirational capacity reflects broader global inequalities in information, mobility rights, and economic opportunity.

Importantly, understanding migration through the lens of aspiration complicates purely economic or push-pull models of migration. It reveals that migration decisions are embedded in cultural narratives about progress, success, and self-realisation. For African women migrants, the act of migrating often represents not only economic necessity but also an attempt to reconfigure social identities, expand life opportunities, and negotiate autonomy within restrictive local structures.

I-3. Capability and Human Freedom (Sen)

Amartya Sen's capability approach fundamentally reshapes how development is understood by shifting attention away from purely economic indicators toward the substantive freedoms individuals have to live lives they value. In *Development as Freedom*, Sen (1999) argues that development should be assessed in terms of the expansion of human capabilities, the real opportunities people have to achieve well-being, agency, and dignity. Rather than equating development with income growth alone, Sen emphasises a multidimensional understanding of human flourishing that includes political freedoms, social opportunities, economic facilities, transparency guarantees, and protective security.

Within this framework, migration can be understood as both a mechanism for and a site of capability expansion. For many individuals, particularly in the Global South, migration offers access to enhanced income opportunities, improved education, better healthcare, and expanded social freedoms. These changes are not merely material but also transformative in terms of agency, as migration can enable individuals to make choices that were previously unavailable within their countries of origin. As Sen (1999) argues, the expansion of substantive freedoms is both the primary end and the principal means of development, meaning that migration can function as a pathway through which capabilities are broadened.

For African women migrants, the capability approach provides a particularly useful analytical lens because it highlights the intersection of structural constraints and individual agency. Migration may allow women to escape restrictive gender norms, limited labour markets, or political instability, thereby expanding their ability to participate in economic activities, pursue education, and gain financial independence. Empirical research has shown that migration can increase women's bargaining power within households and improve access to autonomous income sources, particularly in contexts where local opportunities are severely constrained (Kabeer, 2000; Sen, 1999).

However, Sen's framework also draws attention to the fact that migration is not inherently empowering; its impact on capabilities depends heavily on the conditions under which mobility occurs. Restrictive migration policies, exploitative labour arrangements, and insecure legal statuses can significantly limit the freedoms that migrants are able to enjoy. For instance, undocumented or temporary migrant workers often face precarious employment conditions, limited access to healthcare, and vulnerability to exploitation, which can undermine rather than expand their capabilities (De Haas, 2010). In such cases, migration may increase income but simultaneously reduce other dimensions of well-being, including security and autonomy.

African women migrants are particularly affected by these uneven outcomes due to the gendered nature of global labour markets and migration regimes. Many are concentrated in low-wage sectors such as domestic work, caregiving, and informal services, where labour protections are weak and mobility is constrained. While these roles may provide income opportunities unavailable in their home countries, they often involve significant trade-offs in terms of dignity, legal protection, and personal freedom. From a capability perspective, this highlights the importance of evaluating migration outcomes not solely in economic terms but in relation to broader dimensions of human well-being, including social recognition and bodily integrity.

Sen's emphasis on agency is especially relevant in this context. Agency refers to the ability of individuals to pursue goals they have reason to value, even when these goals extend beyond personal welfare (Sen, 1999). Migration decisions by African women are often shaped by a complex interplay of necessity and aspiration, where economic survival, family obligations, and personal ambitions intersect. A capability approach thus allows us to recognise migrants not as passive victims of structural forces but as active agents navigating constrained but meaningful choices.

At the same time, capability expansion through migration is deeply mediated by institutional and policy environments. Migration governance regimes, including visa restrictions, labour recruitment systems, and border enforcement mechanisms, play a decisive role in shaping whether migration enhances or restricts capabilities. Sen's framework therefore implies that just migration policies should not only facilitate movement but also ensure that migrants can convert mobility into real freedoms, such as secure employment, access to services, and protection from exploitation.

I-4. African Gender Theory on Migration

African gender theory scholars have long argued that migration cannot be understood as a gender-neutral process. Instead, it is deeply structured by social norms, economic organization, and power relations that systematically shape the opportunities and constraints faced by men and women differently. From this perspective, migration is inherently gendered, reflecting broader patriarchal systems embedded in both local African contexts and global labour markets (Mama, 1996; Ampofo et al., 2004). Rather than being simply a response to economic conditions, women's migration is shaped by intersecting structures of labour market segmentation, unpaid care responsibilities, and persistent social discrimination.

A key insight from African gender scholarship is that labour markets are highly segmented along gender lines, both within African economies and in global migration systems. Women are disproportionately concentrated in low-wage, informal, and precarious forms of employment, while men are more likely to access formal and higher-paying sectors. This segmentation is not accidental but socially produced through institutional practices, hiring norms, and cultural expectations about gender roles (Elson, 1995; Chant & Sweetman, 2012). In migration contexts, these patterns are often

reproduced and intensified, as global demand for cheap and flexible labour aligns with existing gender hierarchies.

Care responsibilities are another central factor shaping African women's migration experiences. Political economy approaches highlight that social reproduction—the work required to sustain households and communities—is disproportionately borne by women and remains largely invisible in economic accounting (Elson, 1995). When women migrate, they often do so within the constraints of “care chains,” where their labour in destination countries is made possible by the transfer of caregiving responsibilities to other women, either within their families or across transnational networks (Hochschild, 2000). This creates what scholars describe as global care chains, in which reproductive labour is redistributed across borders but remains structurally undervalued.

A particularly significant dimension of African women's migration is their concentration in reproductive labour sectors, including domestic work, childcare, eldercare, and other forms of caregiving. These roles are essential for the functioning of both households and broader economies, yet they are systematically undervalued in terms of wages, legal protection, and social recognition. As Parreñas (2001) and Ehrenreich and Hochschild (2003) demonstrate, migrant women often occupy the lowest tiers of global care economies, where their labour is both indispensable and precarious.

Importantly, African gender perspectives also highlight that while these forms of labour are exploitative, they can simultaneously provide women with income, mobility, and partial autonomy. This ambivalence underscores the complexity of migration as both an empowering and constraining process. Women may gain financial independence and expanded social roles through migration, yet still remain confined within gendered labour hierarchies that limit upward mobility and reinforce structural inequality.

In addition, intersectional approaches within African gender theory stress that gender cannot be analysed in isolation from other axes of power such as class, race, and migration status. African women migrants are often racialised and positioned as “migrant others” in destination societies, which compounds their vulnerability in labour markets and social institutions (Crenshaw, 1991; Nnaemeka, 2005). This intersectional marginalisation further entrenches their concentration in undervalued reproductive labour sectors.

II- FAITH, GOD, AND THE MORAL ECONOMY OF MIGRATION FOR AFRICAN WOMEN

Migration among African women is not only an economic or political process but also a profoundly moral and spiritual one. Across diverse African contexts, religious beliefs and practices shape how migration is understood, justified, and experienced. Faith in God, expressed through Christianity, Islam, and indigenous spiritual traditions, provides moral frameworks through which migration is interpreted as both a necessity and a divinely guided journey. Within this moral economy of migration, decisions to move, endure hardship, or remain in precarious conditions are often embedded in theological understandings of destiny, providence, sacrifice, and blessing.

The concept of a “moral economy” is useful for understanding how economic actions are shaped by shared norms of justice, obligation, and moral reasoning rather than purely rational calculations of utility (Thompson, 1971; Scott, 1976). In the context of migration, this means that African women do not simply migrate in response to labour markets or structural inequality; they also interpret mobility through moral and spiritual registers. Migration is often framed as a form of sacrifice for family well-being, a test of faith, or a pathway ordained by God for upward mobility and survival.

Faith traditions play a central role in legitimising migration aspirations. In many Christian and Muslim communities across Africa, migration is frequently interpreted as part of divine providence, something that unfolds according to God's plan. Women migrants may view their movement as "God opening doors," particularly when migration is uncertain, risky, or irregular. This theological framing can provide psychological resilience in the face of hardship, exploitation, or legal precarity in destination countries. As Levitt (2007) shows in her work on transnational religion, migrants often carry religious beliefs across borders, where faith becomes a key resource for coping with displacement and maintaining moral orientation.

For African women, migration is also deeply embedded in moral obligations to family and community. In many cases, women migrate to fulfil socially recognised duties such as supporting children, caring for extended family members, or contributing to household survival. These obligations are frequently reinforced by religious teachings that emphasise sacrifice, care, and responsibility. Within this moral framework, migration becomes not only an individual project but also a collective moral act, where success is measured in terms of the well-being of others rather than personal gain alone (Trager, 2005).

Religious institutions and networks further shape migration trajectories. Churches, mosques, and faith-based organisations often provide material and symbolic support for migrants, including financial assistance, information networks, and spiritual counselling. These institutions also construct narratives that frame migration as morally legitimate, especially when linked to poverty alleviation or family support. In some cases, religious leaders encourage migration as a pathway to fulfilling God-given potential, while also warning against moral dangers associated with migration, such as exploitation or loss of faith (Adogame, 2013).

However, the moral economy of migration is not without tension. While faith can empower women by providing meaning and resilience, it can also produce moral burdens. Migrant women may experience guilt, pressure, or spiritual anxiety when they are unable to meet family expectations or when migration outcomes fail to deliver promised improvements. In such cases, failure may be interpreted not only economically but also spiritually, as a test of faith or moral inadequacy. This highlights the ambivalence of religious frameworks, which can simultaneously support and constrain migrant agency.

Moreover, the intersection of gender and religion is crucial in shaping migration experiences. African women often navigate religious expectations regarding femininity, motherhood, and respectability while participating in transnational labour markets that may challenge these norms. For example, women working in domestic or care sectors abroad may be praised for their sacrifice yet simultaneously stigmatized for their absence from the household. This dual moral positioning reflects broader tensions between economic necessity and cultural expectations of womanhood (Grillo, 2018).

At the same time, faith can also be a source of empowerment and resistance. Religious belief systems often provide women with narratives of dignity, hope, and divine justice that counteract experiences of exploitation or marginalisation. Prayer, ritual practices, and participation in diasporic religious communities help sustain identity and provide emotional stability in contexts of uncertainty. In this sense, faith functions as a transnational resource that enables women to reinterpret migration not only as survival but also as meaningful transformation.

III- AFRICA–EU MIGRATION GOVERNANCE: STRUCTURAL ASYMMETRIES

Africa–EU migration governance is characterised by deep structural asymmetries shaped by historical legacies of colonialism, unequal economic integration, and divergent security priorities. While officially framed as a partnership, the relationship between African states and the European Union (EU) is often marked by unequal bargaining power, where the EU largely sets the terms of migration cooperation. This asymmetry is embedded in policy architecture that prioritises border control, migration containment, and return management, often at the expense of mobility rights, development-oriented migration pathways, and African policy sovereignty (Geddes & Scholten, 2016; Reslow, 2012).

At the core of Africa–EU migration governance is a complex institutional framework that includes bilateral agreements, regional compacts, and multilateral initiatives. Key instruments such as the Rabat Process (2006), the Khartoum Process (2014), and the Valletta Summit on Migration (2015) reflect the EU's externalisation strategy, which seeks to manage migration beyond its territorial borders. These frameworks are complemented by financial instruments such as the EU Emergency Trust Fund for Africa (EUTF), which funds border management, capacity building, and return and reintegration programmes in African states (European Commission, 2015). While these initiatives are presented as cooperative, they are often driven by EU priorities related to irregular migration reduction and security management.

Structural asymmetries are evident in agenda-setting power. The EU possesses significantly greater financial, institutional, and diplomatic leverage, allowing it to define the terms of migration cooperation. African states, by contrast, often engage from a position of dependency, particularly due to development aid linkages and limited bargaining capacity in global governance forums (Betts, 2011). This imbalance results in policy frameworks that prioritise European concerns about border security and irregular migration flows, rather than African priorities such as labour mobility, diaspora engagement, and development-oriented migration governance.

A central feature of Africa–EU migration governance is the externalisation of border control. This refers to the shifting of migration management responsibilities beyond EU borders into transit and origin countries. Through funding agreements, training programmes, and technological support, African states are encouraged—or incentivised—to strengthen border enforcement, prevent irregular departures, and cooperate in readmission agreements (Lavenex, 2006). While this approach is framed as collaborative governance, it effectively extends EU migration control regimes into African territories, raising concerns about sovereignty and human rights.

However, this policy architecture also produces significant structural limitations. First, it tends to treat migration primarily as a security issue rather than a structural development phenomenon. This securitisation narrows policy responses to enforcement and deterrence, neglecting the socio-economic drivers of migration such as inequality, labour demand, demographic pressures, and climate change (de Haas, 2010). As a result, migration governance often addresses symptoms rather than root causes.

Second, return and readmission policies remain highly contested and unevenly implemented. Many African states resist large-scale readmission agreements due to political, economic, and social constraints, including limited reintegration capacity and domestic political resistance. This creates a gap between formal policy commitments and actual implementation, undermining the effectiveness of cooperation frameworks (Carrera et al., 2016).

Third, the asymmetrical nature of funding mechanisms reinforces dependency relationships. While instruments such as the EUTF provide significant financial resources, they are often tied to EU-defined priorities, limiting African ownership of migration governance agendas. This conditionality risks undermining long-term institutional development in African migration governance systems by prioritising short-term containment objectives over sustainable mobility frameworks.

Despite these limitations, African states are not passive actors within Africa–EU migration governance. They actively negotiate, resist, and reinterpret external pressures based on domestic political interests and regional priorities. Regional bodies such as the African Union (AU) have increasingly advocated for more balanced migration frameworks that emphasise free movement within Africa, skills mobility, and diaspora engagement as part of broader development strategies (African Union, 2018). This reflects a growing effort to reframe migration governance beyond EU-centric security paradigms.

Nevertheless, the structural imbalance remains persistent. The EU's ability to leverage development aid, visa regimes, and security cooperation gives it disproportionate influence over migration policy outcomes. Meanwhile, African states face constraints in translating regional migration frameworks into enforceable policy alternatives that can compete with EU-driven externalisation strategies.

IV- ECONOMIC INTEGRATION AND SHARED VALUE

African women immigrants in Europe occupy a strategically important position within transnational labour markets, contributing to both European economies and African development through remittances, knowledge transfer, and social reproduction work. Their economic integration is shaped by gendered labour segmentation, migration governance regimes, and global care chains, yet their contributions generate shared value across continents. Understanding this dual impact requires moving beyond deficit-based narratives of migration toward frameworks that recognise migrants as active economic agents embedded in transnational systems of production and reproduction.

IV-1. Economic Integration in European Labour Markets

African women's economic integration in Europe is largely concentrated in service sectors, particularly domestic work, eldercare, childcare, hospitality, and cleaning services. These sectors are characterised by high demand for flexible, low-cost labour due to demographic ageing, welfare retrenchment, and dual-income household structures across many European states (Anderson, 2000; Kilkey, 2010). African women migrants fill structural labour shortages in these care economies, making their work essential to the functioning of European social reproduction systems.

This integration, however, is often marked by segmentation and informality. Migrant women are disproportionately represented in low-wage and precarious employment, frequently outside formal labour protections. This reflects what feminist economists describe as the “care deficit” in advanced economies, where reproductive labour is outsourced to migrant women under conditions of inequality (Hochschild, 2000). Despite these constraints, African women's labour participation contributes significantly to household welfare, tax bases, and the sustainability of European welfare regimes.

In economic terms, their integration enhances productivity by enabling native-born women to participate more fully in formal labour markets. By filling gaps in unpaid care work, migrant women indirectly support labour force participation and economic output in host countries. This demonstrates how migration is not merely a labour supply

issue but a structural component of contemporary capitalist economies (Williams & Gavanas, 2008).

IV-2. Contributions to African Economies: Remittances and Development

On the African side, women migrants play a critical role in sustaining household economies and contributing to national development through remittances. Remittance flows from Europe to African countries constitute a significant source of foreign income, often exceeding official development assistance in several contexts (World Bank, 2023). Women migrants frequently prioritise remittances for household consumption, education, healthcare, and small-scale investment, thereby enhancing human development outcomes in their countries of origin.

Research suggests that women are more likely than men to allocate remittances toward family welfare and community well-being, reinforcing their role in social reproduction across borders (De Haas, 2007). This transnational economic participation challenges traditional assumptions that place women at the margins of economic production. Instead, African women migrants act as key economic actors embedded in what Levitt and Jaworsky (2007) describe as “transnational social fields,” where economic activity spans multiple national contexts simultaneously.

Beyond remittances, return migration and circular migration also facilitate knowledge transfer, entrepreneurial activity, and skills development. Women returning to African countries often invest in small businesses, education, and community projects, contributing to local economic diversification and development (Ratha et al., 2011).

IV-3. Shared Value and Transnational Economic Systems

The concept of “shared value” is useful for understanding how African women migrants generate economic benefits across both origin and destination countries. Their labour sustains critical sectors in Europe while simultaneously supporting household economies and development processes in Africa. This dual contribution reflects the interconnectedness of global labour markets and the dependence of advanced economies on migrant reproductive labour.

From a structural perspective, this shared value is produced through global care chains, where the reproductive labour of African women supports the reproduction of households and economies in multiple countries simultaneously (Hochschild, 2000). These chains illustrate how economic integration is not a one-way process but a transnational system of interdependence.

However, the distribution of this value is highly unequal. While Europe benefits from subsidised care labour and increased labour force participation, African countries often bear the social costs of family separation and care deficits. At the same time, migrants themselves frequently experience precarious working conditions and limited mobility rights, raising questions about equity in the distribution of migration’s benefits.

In addition, the reliance on migrant care labour in Europe raises ethical and policy questions regarding sustainability and fairness. Scholars argue that without structural reforms in care systems, migration will continue to reproduce global inequalities by outsourcing care work from poorer to richer countries (Parreñas, 2001).

On the African side, overreliance on remittances may create dependency risks and reduce incentives for domestic employment creation if not complemented by broader development strategies. Therefore, migration governance must be integrated into broader economic planning frameworks that address both labour rights and development objectives.

V. POLICY IMPLICATIONS: ETHICAL FRAMEWORK FOR MIGRATION

Contemporary migration governance is increasingly shaped by securitisation, border externalisation, and unequal global mobility regimes. These systems often prioritise control over mobility rather than justice, producing hierarchies of movement that reflect colonial legacies and global inequalities. In response, scholars and policy debates have called for an ethical framework for migration grounded in reciprocity, dignity, capability expansion, and decolonisation. Such a framework shifts the focus from managing migration as a “problem” or “crisis” to governing mobility as a shared human condition embedded in global interdependence (Betts, 2011; Castles, de Haas & Miller, 2014).

V-1. Reciprocity in Migration Governance

Reciprocity refers to the principle that migration systems should be based on mutual benefit and shared obligations between sending, transit, and receiving countries. In current global arrangements, however, reciprocity is often uneven. High-income countries benefit significantly from migrant labour while imposing restrictive visa regimes, limited mobility pathways, and selective admission policies (Geddes & Scholten, 2016). Meanwhile, low- and middle-income countries bear the social costs of migration, including brain drain, care deficits, and family separation.

An ethical migration framework would require more balanced forms of cooperation, including fair labour agreements, circular migration schemes, and recognition of skills across borders. Reciprocity also implies that migration should not be treated as a one-sided extraction of labour but as a mutually beneficial exchange that respects the contributions of migrants and their countries of origin (Hollifield, 2004).

V-2. Dignity and the Moral Foundations of Mobility

Human dignity is a foundational principle in international human rights law and provides a normative basis for migration ethics. Migration systems that expose individuals to detention, exploitation, or precarious legal status undermine this principle by treating migrants as instruments of labour rather than as rights-bearing persons (Gündoğdu, 2018).

African gender theorists and postcolonial scholars further argue that dignity is closely tied to recognition and social value, particularly for marginalized groups such as migrant women. Many African women migrants in global care economies experience undervaluation of their labour and limited social recognition despite their essential contributions to household and national economies (Parreñas, 2001; Anderson, 2000). An ethical framework must therefore ensure that migration governance protects not only physical security but also social dignity through fair wages, legal protections, and pathways to citizenship.

V-3. Capability Expansion and Human Development

Amartya Sen’s capability approach provides a powerful normative foundation for ethical migration governance. Sen (1999) conceptualises development as the expansion of substantive freedoms—the real opportunities individuals have to lead lives they value. Applied to migration, this means evaluating migration policies based on whether they expand or restrict human capabilities.

Migration can enhance capabilities by improving access to income, education, healthcare, and personal autonomy. However, restrictive visa regimes, irregular status, and exploitative labour conditions can significantly limit these freedoms, reducing migrants’ ability to convert mobility into well-being (De Haas, 2010). For African women

migrants, capability expansion is particularly relevant, as migration may offer escape from structural gender inequalities while also exposing them to new forms of vulnerability.

An ethical framework must therefore ensure that migration enhances substantive freedoms rather than merely enabling labour mobility. This includes guaranteeing access to social services, labour rights, and pathways for long-term integration.

V-4. Decolonizing Migration Governance

Decolonising migration governance involves challenging the historical and ongoing influence of colonial power relations in shaping global mobility regimes. Current migration systems are deeply rooted in colonial histories of labour extraction, racialised border controls, and unequal global development structures (Mbembe, 2019; Ndlovu-Gatsheni, 2013). These legacies persist in contemporary practices such as visa hierarchies, externalised border controls, and asymmetrical mobility rights between the Global North and South.

Decolonial approaches call for rethinking who has the authority to define mobility rules and whose interests are prioritised in migration governance. This includes strengthening regional mobility frameworks in Africa, such as the African Union's Free Movement Protocol, and reducing dependency on externalised European border regimes (African Union, 2018). It also involves recognising migrants not as security risks or economic tools but as political subjects with agency and rights.

Decolonising migration governance further requires epistemic justice—valuing African knowledge systems, migration experiences, and policy frameworks rather than relying solely on Eurocentric models of control and securitisation (Mignolo, 2011).

CONCLUSION

The theoretical perspectives explored in this study demonstrate that migration, particularly African women's migration, is a deeply complex phenomenon that cannot be reduced to economic push-pull factors or state-centric policy frameworks. Instead, it emerges at the intersection of global power relations, gendered labour systems, moral economies, cultural imaginaries, and ethical struggles over mobility and belonging.

From Achille Mbembe's (2019) postcolonial analysis, we see that contemporary migration governance is embedded in historical continuities of colonial control, where mobility is unevenly distributed through regimes of surveillance, exclusion, and differential valuation of human life. Migration policies are therefore not neutral administrative tools but instruments that reproduce global hierarchies of race, labour, and citizenship. African women migrants, in particular, are positioned within these hierarchies as both essential labour providers and structurally marginalised subjects.

Arjun Appadurai's (2004) concept of the "capacity to aspire" further deepens this understanding by showing that migration is not only a response to deprivation but also an imaginative and future-oriented project. African women's mobility is shaped by aspirations formed through global media, diaspora networks, and local inequalities. Yet this capacity to aspire is unequally distributed, reflecting broader structural inequalities that shape whose futures can be imagined and pursued.

Amartya Sen's (1999) capability approach reinforces the need to evaluate migration in terms of substantive freedoms rather than income alone. Migration can expand capabilities by increasing access to education, income, and autonomy, but restrictive policies and precarious labour conditions can just as easily undermine these freedoms. For African women migrants, the central ethical question becomes whether migration enhances dignity, agency, and real opportunities for well-being.

African gender theories further demonstrate that migration is fundamentally gendered, structured by labour market segmentation, care responsibilities, and social norms. African women are disproportionately concentrated in reproductive and care labour that sustains both European economies and transnational households, yet this labour remains undervalued and often invisible. Their experiences highlight the persistence of global care chains and the unequal distribution of reproductive labour across borders.

Faith and moral frameworks add another dimension to migration, showing that mobility is also a spiritual and ethical practice. Faith in God, moral obligations to family, and religious interpretations of destiny shape how African women understand migration, endure hardship, and assign meaning to success or failure. Migration is thus embedded in a moral economy where economic decisions are inseparable from spiritual and ethical reasoning.

The Africa–EU migration governance analysis reveals how these individual and social dynamics are embedded in broader structural asymmetries. Despite the language of partnership, migration governance between Africa and Europe is characterised by unequal power relations, securitisation, and externalisation of border control. These structures limit African policy autonomy and reinforce Europe-centric migration priorities, particularly around containment and return.

Despite these constraints, African women migrants generate significant shared value for both Europe and Africa. They sustain European care economies while contributing to African households and development through remittances, skills transfer, and transnational engagement. However, this value is unequally distributed and often extracted under conditions of precarity, reflecting broader global inequalities in labour and mobility governance.

Finally, the proposed ethical framework, grounded in reciprocity, dignity, capability expansion, and decolonization, offers a normative direction for rethinking migration governance. It challenges securitised and asymmetrical systems by emphasising mutual responsibility, human rights, substantive freedoms, and the need to dismantle colonial continuities in global mobility regimes. Such a framework recognises migrants not as threats or instruments of labour, but as full human subjects with rights, aspirations, and agency.

In conclusion, African women's migration sits at the centre of multiple overlapping systems of power and possibility. It is simultaneously shaped by constraint and creativity, exploitation and empowerment, exclusion and transnational belonging. A comprehensive understanding of migration therefore requires integrating political economy, gender theory, cultural analysis, moral philosophy, and decolonial critique. Through such an interdisciplinary and ethically grounded approach can migration governance move toward systems that are more just, equitable, and responsive to the lived realities of migrants themselves.

REFERENCES

- Adogame, A. (2013). *The public face of African new religious movements in diaspora*. Ashgate.
- African Union (2018a). *African common position on migration and development*. AU Commission.
- African Union (2018b). *Protocol on free movement of persons in Africa*. AU Commission.
- Agustín, L. M. (2007). *Sex at the margins: Migration, labour markets and the rescue industry*. Zed Books.

- Ampofo, A. A., Beoku-Betts, J., Njambi, W. N., & Osirim, M. (2004). Women's and gender studies in English-speaking sub-Saharan Africa: A review of research in the social sciences. *Gender & Society*, 18(6), 685–714.
- Andall, J. (2000). *Gender, migration and domestic service: The politics of Black women in Italy*. Ashgate.
- Anderson, B. (2000). *Doing the dirty work? The global politics of domestic labour*. Zed Books.
- Appadurai, A. (1996). *Modernity at large: Cultural dimensions of globalization*. University of Minnesota Press.
- Appadurai, A. (2004). The capacity to aspire: Culture and the terms of recognition. In V. Rao & M. Walton (Eds.), *Culture and public action* (pp. 59–84). Stanford University Press.
- Betts, A. (2011). *Global migration governance*. Oxford University Press.
- Carling, J. (2005). Trafficking in women from Nigeria to Europe. *Migration Information Source*.
- Carling, J. (2006). *Migration, human smuggling and trafficking from Nigeria to Europe*. PRIO.
- Carrera, S., Den Hertog, L., & Stefan, M. (2016). *It wasn't me, it was the EU: The externalisation of migration policy in the EU*. CEPS.
- Castles, S., de Haas, H., & Miller, M. J. (2014). *The age of migration* (5th ed.). Palgrave Macmillan.
- Chant, S., & Sweetman, C. (2012). Fixing women or fixing the world? “Smart economics,” efficiency approaches, and gender equality in development. *Gender & Development*, 20(3), 517–529.
- Crenshaw, K. (1991). Mapping the margins: Intersectionality, identity politics, and violence against women of color. *Stanford Law Review*, 43(6), 1241–1299.
- De Genova, N. (2017). *The borders of “Europe”: Autonomy of migration, tactics of bordering*. Duke University Press.
- De Haas, H. (2007). *Remittances, migration and social development: A conceptual review*. UNRISD Working Paper.
- De Haas, H. (2010). Migration transitions: A theoretical and empirical inquiry into the developmental drivers of international migration. *International Migration Institute Working Paper*.
- Deaton, A. (2013). *The great escape: Health, wealth, and the origins of inequality*. Princeton University Press.
- Ehrenreich, B., & Hochschild, A. R. (Eds.). (2003). *Global woman: Nannies, maids, and sex workers in the new economy*. Metropolitan Books.
- Elson, D. (1995). “Male bias in macro-economics: The case of structural adjustment”. In D. Elson (Ed.), *Male bias in the development process*. Manchester University Press.
- European Commission (2015). *EU Emergency Trust Fund for Africa*. European Commission.
- Foucault, M. (1978). *The history of sexuality, Volume 1*. Pantheon Books.
- Geddes, A., & Scholten, P. (2016). *The politics of migration and immigration in Europe*. Sage.
- Grillo, T. (2018). Gender, migration, and religion: African women in transnational spaces. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44(5), 1–18.
- Gündoğdu, A. (2018). *Rightlessness in an age of rights: Hannah Arendt and the contemporary struggles of migrants*. Oxford University Press.
- Hagan, J., & Ebaugh, H. R. (2003). Calling upon the sacred: Migrants' use of religion in the migration process. *International Migration Review*, 37(4), 1145–1162.

- Hochschild, A. R. (2000). Global care chains and emotional surplus value. In W. Hutton & A. Giddens (Eds.), *On the edge: Living with global capitalism*. Jonathan Cape.
- Hollifield, J. F. (2004). The emerging migration state. *International Migration Review*, 38(3), 885–912.
- Kabeer, N. (2000). *The power to choose: Bangladeshi women and labour market decisions in London and Dhaka*. Verso.
- Kilkey, M. (2010). Domestic-sector work in the European context. *Journal of European Social Policy*, 20(4), 351–363.
- Kofman, E., Raghuram, P., & Merefield, M. (2013). Gendered migrations and global care chains. *International Migration Review*, 47(4), 100–120.
- Lavenex, S. (2006). Shifting up and out: The foreign policy of European immigration control. *West European Politics*, 29(2), 329–350.
- Levitt, P. (2007). *God needs no passport: Immigrants and the changing American religious landscape*. The New Press.
- Levitt, P., & Glick Schiller, N. (2004). Conceptualizing simultaneity: A transnational social field perspective on society. *International Migration Review*, 38(3), 1002–1039.
- Levitt, P., & Jaworsky, B. N. (2007). Transnational migration studies: Past developments and future trends. *Annual Review of Sociology*, 33, 129–156.
- Mama, A. (1996). *Women's studies and studies of women in Africa during the 1990s*. CODESRIA.
- Mbembe, A. (2003). “Necropolitics”. *Public Culture*, 15(1), 11–40.
- Mbembe, A. (2019). *Necropolitics*. Duke University Press.
- Mezzadra, S., & Neilson, B. (2013). *Border as method, or, the multiplication of labor*. Duke University Press.
- Mignolo, W. (2011). *The darker side of Western modernity*. Duke University Press.
- Ndlovu-Gatsheni, S. J. (2013). *Coloniality of power in postcolonial Africa*. African Books Collective.
- Nnaemeka, O. (2005). African women, colonial discourses, and imperial histories: Toward an African feminist postcolonial studies. *Palgrave Macmillan*.
- Parreñas, R. S. (2001). *Servants of globalization: Women, migration, and domestic work*. Stanford University Press.
- Ratha, D., Mohapatra, S., & Scheja, E. (2011). *Impact of migration on economic and social development*. World Bank Policy Research Working Paper.
- Reslow, N. (2012). “Deciding on EU external migration policy: The member states and the mobility partnerships”. *Journal of European Integration*, 34(3), 223–239.
- Riccio, B. (2004). Transnational Mouridism and the Afro-Muslim critique of Western modernity. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 30(5), 929–944.
- Robin, N. (1996). *Senegalese women migrants in France*. UNESCO.
- Sassen, S. (2007). *A sociology of globalization*. W. W. Norton.
- Scott, J. C. (1976). *The moral economy of the peasant: Rebellion and subsistence in Southeast Asia*. Yale University Press.
- Sen, A. (1999). *Development as freedom*. Oxford University Press.
- Sen, A. (2009). *The idea of justice*. Harvard University Press.
- Sökefeld, M. (2006). Mobilizing in transnational space: A social movement approach to the formation of diaspora. *Global Networks*, 6(3), 265–284.
- Thompson, E. P. (1971). The moral economy of the English crowd in the eighteenth century. *Past & Present*, 50(1), 76–136.
- Trager, L. (2005). Migration and economy: Global networks and local actors. *Africa Today*, 52(1), 45–66.

Williams, F., & Gavanas, A. (2008). The intersection of childcare regimes and migration regimes. *International Journal of Sociology and Social Policy*, 28(11–12), 479–490.

World Bank. (2023). *Migration and development brief*. World Bank Group.

INFRAESTRUCTURA MORAL Y CARTOGRAFÍAS INVISIBLES: ÉTICA SITUADA DE LA MOVILIDAD CIRCULAR SENEGALESA EN EL ESPACIO TRANSNACIONAL

MORAL INFRASTRUCTURE AND INVISIBLE CARTOGRAPHIES: A SITUATED ETHICS OF SENEGALESE CIRCULAR MOBILITY IN TRANSNATIONAL SPACE

Abdoulaye FALL
Valentina GERACI
Centro studi AMISaDeS APS

Resumen:

Este artículo examina la movilidad circular senegalesa cuestionando los marcos de análisis de las migraciones centrados en la soberanía estatal y la elección individual. Sostiene que la movilidad se entiende mejor como una práctica situada social y moralmente, inscrita en redes transnacionales de familia, comunidad y religión. A partir de una investigación etnográfica cualitativa y multisituada llevada a cabo entre Senegal e Italia, el estudio analiza la forma en que la movilidad se organiza y legitima a través de lo que conceptualiza como «infraestructuras morales» y «cartografías invisibles». Estos sistemas relacionales estructuran las obligaciones, las expectativas y las formas de pertenencia que sustentan la movilidad más allá de los marcos institucionales formales. Los resultados muestran que la movilidad no es solo una cuestión de decisión individual, sino a menudo una forma de responsabilidad hacia los demás y hacia proyectos de vida que traspasan las fronteras nacionales. Al mismo tiempo, estas prácticas se desarrollan bajo regímenes de movilidad restrictivos que generan tensiones, interrupciones y formas de inmovilidad negociada o forzada. El artículo propone el concepto de «ética transnacional situada de la movilidad» para dar cuenta de estas dinámicas, y contribuye así a repensar la ética de las movیلidades senegalesas más allá de los paradigmas estatocéntricos y universalistas.

Palabras clave: movilidad circular senegalesa; infraestructuras morales; cartografías invisibles; movilidad transnacional; ética situada de la movilidad

Abstract:

This article examines Senegalese circular mobility by challenging migration frameworks centered on state sovereignty and individual choice. It argues that mobility is better understood as a socially and morally situated practice, embedded in transnational networks of family, community, and religion. Drawing on qualitative, multi-sited ethnographic research conducted between Senegal and Italy, the study analyzes how mobility is organized and legitimized through what it conceptualizes as “moral infrastructures” and “invisible cartographies.” These relational systems shape obligations, expectations, and forms of belonging that sustain mobility beyond formal institutional frameworks. The findings show that mobility is not only a matter of individual decision-making but often a form of responsibility toward others and toward life projects that transcend the definition of national borders.. At the same time, these practices unfold under restrictive mobility regimes that generate tensions, interruptions, and forms of negotiated or forced immobility. The article proposes the concept of a “situated transnational ethics of mobility” to account for these dynamics, contributing to rethinking the ethics of African mobilities beyond state-centric and universalist paradigms.

Keywords: African women, migration ethics, Europe, faith, integration, capability approach, postcolonial theory

INTRODUCCIÓN

Durante mucho tiempo, las movیلidades africanas han sido leídas a través de categorías externas a las experiencias de quienes se desplazan: la frontera, el control, la

legalidad, la “integración”. En esa gramática dominante, la movilidad aparece sobre todo como un problema de gestión o, en el mejor de los casos, como una trayectoria individual orientada a mejorar las condiciones materiales de vida. Sin embargo, esta lectura resulta insuficiente para comprender los recorridos de muchos senegaleses cuya circulación entre Senegal y otros espacios transnacionales no responde únicamente a cálculos económicos ni puede reducirse a una sucesión de entradas, salidas y retornos. Se trata, más bien, de movilidades inscritas en tramas relacionales densas, sostenidas por expectativas familiares, obligaciones morales, afiliaciones religiosas y formas de pertenencia que desbordan las cartografías estatales.

En este sentido, la movilidad circular senegalesa constituye un observatorio privilegiado para repensar la dimensión ética de la migración desde una perspectiva no eurocéntrica. Más que un simple desplazamiento entre un lugar de origen y un lugar de destino, la circulación se configura aquí como una práctica social y moral que organiza vínculos, redistribuye responsabilidades y produce continuidades entre espacios geográficamente distantes pero socialmente conectados. Sin embargo, estas movilidades no se desarrollan en un marco abstracto, ni responden exclusivamente a lógicas internas a las comunidades. Se inscriben en un campo de tensiones marcado por políticas migratorias restrictivas, regímenes de visado desiguales y dispositivos de control que fragmentan los trayectos, ralentizan las circulaciones y, en muchos casos, las precarizan.

En el caso senegalés, partir no significa necesariamente romper con el lugar de origen; tampoco volver implica clausurar la experiencia migratoria. Entre llamadas cotidianas, remesas, decisiones familiares negociadas a distancia, visitas periódicas, compromisos comunitarios y proyectos de retorno parcial o diferido, la movilidad se convierte en una forma de presencia distribuida. Estos vaivenes obedecen tanto a dinámicas personales como a conyunturas exógenas. En este marco, las relaciones familiares transnacionales no pueden reducirse a una dimensión meramente afectiva. Se estructuran en torno a obligaciones morales, jerarquías intergeneracionales, expectativas de reciprocidad y formas de presión social que atraviesan la distancia y reorganizan la vida cotidiana a escala transcontinental.

Desde esta perspectiva, el artículo parte de una hipótesis central: la movilidad circular de los senegaleses no puede analizarse únicamente como estrategia económica o respuesta a restricciones estructurales, sino como una práctica sustentada en una ética secular. Dicha ética no se articula prioritariamente en torno al individuo autónomo ni al lenguaje de los derechos, sino alrededor de la responsabilidad hacia otros: la familia extensa, la comunidad religiosa, las redes de solidaridad y, en muchos casos, el horizonte moral del retorno, aunque este no llegue a materializarse de manera definitiva (Fall, 2017). La movilidad, por tanto, con frecuencia aparece como forma de cumplir con obligaciones que se actualizan y renegocian a través del movimiento.

Esta lectura exige desplazar la mirada desde las cartografías oficiales hacia lo que podemos llamar cartografías invisibles de la movilidad. No se trata únicamente de itinerarios físicos, sino de geografías relacionales hechas de redes familiares, circuitos religiosos, espacios digitales, cadenas de ayuda mutua, corredores económicos informales y memorias compartidas. Las diásporas obligan a pasar de una lectura centrada en el territorio a otra centrada en la relación, mostrando que los lazos, las decisiones y las formas de pertenencia exceden los mapas oficiales y reescriben los marcos desde los que se piensa la gobernanza. Esa intuición resulta especialmente fecunda para el estudio de la movilidad senegalesa, donde los trayectos transnacionales se sostienen en infraestructuras sociales y morales poco visibles para los dispositivos institucionales, pero decisivas en la vida cotidiana.

A partir de estas premisas, este artículo se plantea la siguiente pregunta de investigación: ¿cómo se construyen, negocian y transforman las normas éticas que orientan la movilidad circular senegalesa en el espacio transnacional, más allá de los marcos normativos estatales y de las concepciones dominantes de la ética migratoria?

En este sentido, el trabajo propone contribuir al debate sobre la ética de las movilidades desplazando la atención desde los marcos abstractos y universalistas hacia una comprensión situada de las prácticas, mostrando cómo la movilidad puede constituirse simultáneamente como recurso, obligación y forma de relación, produciendo sus propios códigos morales más allá de los marcos estatales. Aunque circunscrito en el contexto italiano, las conclusiones de este trabajo son extrapolables al caso español tanto por la similitud de la estructura de la población en los dos países como el paralelismo en las dinámicas de llegada y de socialización.

En su trabajo sobre la inmigración senegalesa en España, Fall (2017) establece una clara incidencia de las dinámicas sociales y culturales transnacionales en el desarrollo de unos proyectos de vida que se implementan de manera simultánea en los países de origen y de destino.

I- MARCO TEÓRICO Y ENFOQUE ANALITICO

Los debates contemporáneos sobre la ética de la migración han estado en gran medida dominados por marcos normativos centrados en el Estado, el control de las fronteras y la regulación jurídica de la movilidad (Benhalib, 2004). Incluso en sus formulaciones más críticas, estos enfoques tienden a estructurarse en torno a categorías como los derechos individuales, la soberanía territorial y la gestión de los flujos, situando al Estado como principal horizonte de legitimidad y al individuo como sujeto privilegiado de la acción moral.

Al centrarse en la dimensión del individuo, los análisis dominantes sobre la movilidad humana suelen privilegiar un enfoque economicista que reduce a las personas migrantes a meros actores de la producción y del mercado laboral, descuidando sus subjetividades y especificidades (Borjas, 2003; Bloom & Stark, 1985). Esta perspectiva, ampliamente difundida también en el discurso público y mediático, contribuye a oscurecer la complejidad de las trayectorias identitarias que caracterizan la experiencia migratoria y de la movilidad humana, en la cual los individuos no se limitan a desplazarse geográficamente, sino que transportan consigo saberes, prácticas educativas, códigos religiosos y universos culturales profundamente articulados. A este respecto, el historiador Michele Colucci, en la antología *Il confine tra noi* (2019), señala en el prólogo que:

“El espacio en el que las inmigraciones han encontrado atención e interés ha sido siempre y continuamente únicamente el de la crónica, impregnado lamentablemente de instrumentalizaciones peligrosas y perjudiciales. Este enfoque ha eliminado del horizonte público las vivencias, los recorridos, las vidas, los orígenes y las procedencias de quienes son apresuradamente llamados “migrantes”, autorizando con esta definición la supresión de todo aquello que precede y sigue a la experiencia de la migración”¹.

¹ N. Cangi, P. Di Luca y A. Triulzi, *Il confine tra noi: Storie migranti. DiMMi Diari Migranti, Antologia dei racconti finalisti del concorso DiMMi, Diari Multimediali Migranti 2019, 2020*. Traducción al español a cargo de los autores del presente trabajo. La versión original:

«Lo spazio in cui le immigrazioni hanno trovato attenzione e interesse è stato sempre e continuamente solo quello della cronaca, imbevuto purtroppo di strumentalizzazioni pericolose e dannose. Questo approccio ha eliminato dall'orizzonte pubblico i vissuti, i percorsi, le vite, le origini, le provenienze di coloro che sbrigativamente vengono chiamati ‘migranti’, autorizzando

En el ámbito de los estudios sobre migración, el desarrollo del enfoque transnacional ha contribuido a desplazar esta mirada, mostrando cómo las personas migrantes mantienen y producen vínculos sociales, económicos, políticos y simbólicos a través de múltiples espacios simultáneamente. Trabajos como los de Peggy Levitt o Nina Glick Schiller han evidenciado que la vida social de los migrantes no se organiza en una lógica de “aquí” y “allí”, sino en campos sociales transnacionales donde prácticas, normas y pertenencias circulan y se transforman. Desde esta perspectiva, la movilidad deja de ser un evento puntual para convertirse en una condición estructurante de la vida social.

En paralelo, la noción de movilidad circular ha permitido cuestionar las representaciones lineales de la migración como tránsito definitivo entre origen y destino. Como ha mostrado Alain Tarrius, muchas trayectorias migratorias contemporáneas se configuran como circulaciones continuas, intermitentes y multilocales, en las que los desplazamientos no implican necesariamente ruptura ni integración final, sino la construcción de formas de presencia distribuida. Esta perspectiva resulta especialmente relevante en contextos africanos, donde la movilidad ha sido históricamente una práctica social ordinaria, articulada a redes familiares, comerciales y religiosas que atraviesan escalas locales, regionales y globales.

El artículo pretende partir de estos enfoques avanzando hacia una comprensión de la movilidad no sólo como práctica social, sino como una práctica éticamente orientada, desplazando la atención desde los marcos normativos hacia los sistemas de valores, obligaciones y legitimidades que emergen en los contextos concretos de movilidad y entre las personas en movilidad. Para abordar esta dimensión, este artículo se apoya en dos herramientas analíticas complementarias. En primer lugar, la noción de infraestructuras morales, entendida como el entramado de disposiciones éticas, expectativas sociales y obligaciones relacionales que sostienen y orientan las prácticas de movilidad. En contextos como el senegalés, estas infraestructuras se configuran a través de la familia extensa, las redes comunitarias y las organizaciones religiosas, produciendo formas de legitimidad que no dependen exclusivamente del reconocimiento institucional. En segundo lugar, el concepto de cartografías invisibles permite captar la dimensión espacial de estas dinámicas más allá de las geografías oficiales. Lejos de coincidir con los mapas estatales, los trayectos migratorios se inscriben en redes relacionales y digitales que conectan personas, recursos, conocimientos y autoridades a través de múltiples escalas. Estas cartografías articulan cada vez más movilidad, pertenencia y reciprocidad en contextos transnacionales.

Ambos conceptos permiten avanzar hacia una lectura integrada de la movilidad como fenómeno simultáneamente relacional, espacial y moral. En este marco, la movilidad circular senegalesa puede ser entendida como una práctica situada que se construye en la intersección entre obligaciones sociales, expectativas colectivas y restricciones estructurales. Esto implica reconocer que las decisiones de moverse, permanecer o retornar no se inscriben únicamente en cálculos individuales ni en marcos normativos estatales, sino en campos de relaciones donde intervienen múltiples formas de autoridad y legitimidad.

Desde esta perspectiva, el artículo propone el concepto de ética transnacional situada de la movilidad para dar cuenta de aquellas prácticas en las que la circulación se organiza en torno a responsabilidades relacionales, se negocia frente a regímenes desiguales de control y produce formas propias de justificación moral. Esta propuesta no

con questa definizione la rimozione di tutto ciò che viene prima e dopo l'esperienza della migrazione»

busca sustituir los marcos existentes, sino ampliarlos, incorporando formas de normatividad que emergen desde las prácticas mismas y que resultan indispensables para comprender las diferentes movilidades africanas contemporáneas.

II- METODOLOGIA

El análisis se basa en un enfoque cualitativo de tipo etnográfico, desarrollado a través de una perspectiva multi-situada que permite captar la dimensión transnacional de las prácticas de movilidad. Este enfoque resulta particularmente pertinente para el estudio de trayectorias migratorias que no se circunscriben a un único territorio, sino que se despliegan simultáneamente en distintos contextos sociales, relacionales y normativos.

El trabajo de campo se llevó a cabo en los últimos cinco años (entre 2020 y 2025) en Senegal (principalmente en Dakar, Touba y Rufisque) y en varios contextos con presencia significativa de población senegalesa en Italia (Milán, Pisa, Palermo, Torino, Florencia). Esta articulación entre espacios de origen y de instalación ha permitido analizar las prácticas de movilidad como procesos relacionales que se construyen, negocian y reconfiguran entre múltiples localizaciones.

La investigación se apoya en una combinación de técnicas cualitativas. En primer lugar, se realizaron 68 entrevistas semiestructuradas a miembros de la diáspora senegalesa pertenecientes a distintas generaciones. La muestra incluyó prioritariamente a migrantes de primera generación (48 entrevistas), así como a jóvenes nacidos o socializados en Italia (20 entrevistas), con una distribución equilibrada en términos de género, edad, trayectorias migratorias y adscripción religiosa. La selección de las personas entrevistadas se realizó mediante un muestreo intencional y progresivo, complementado por técnicas de bola de nieve, con el fin de incluir perfiles diversos en términos de estatus jurídico, inserción sociolaboral, trayectoria migratoria y grado de implicación en redes comunitarias y religiosas. Estas entrevistas permitieron reconstruir trayectorias de movilidad, prácticas familiares transnacionales, formas de pertenencia y representaciones éticas asociadas al desplazamiento. Del total de entrevistas, 41 se realizaron en Italia y 27 en Senegal. Esta distribución responde a la centralidad de Italia como principal espacio de asentamiento de la población estudiada, sin perder de vista las conexiones transnacionales que articulan distintos polos de la diáspora.

En segundo lugar, se ha llevado a cabo observación participante en contextos comunitarios y religiosos, particularmente en el seno de asociaciones y *dahira* de la *Muridiyya*² (así como en eventos religiosos transnacionales, reuniones familiares,

² Con el término *dahira* se hace referencia a asociaciones religiosas y comunitarias formadas por miembros de la cofradía de la *Muridiyya*, una de las principales cofradías sufíes senegalesas, cuyos miembros presentan una fuerte presencia en el extranjero, particularmente entre Italia y España. No obstante, el panorama confraternal en Senegal se caracteriza por su complejidad y pluralidad. Entre las cofradías más relevantes se encuentran:

- la *Muridiyya*: fundada a finales del siglo XIX, valoriza el trabajo como práctica devocional, la disciplina espiritual, la fidelidad al maestro y una fuerte organización comunitaria. Su principal centro religioso es la ciudad de Touba.
- la *Tijaniyya*: introducida en el siglo XIX, se inspira en las enseñanzas de Ahmad al-Tijani (Argelia, siglo XVIII). Propone una espiritualidad de carácter más doctrinal y universalista en comparación con la *Muridiyya* y constituye hoy una de las cofradías más extendidas en el país.
- la *Qadiriyya*: originada en el siglo XII en Iraq con 'Abd al-Qādir al-Jīlānī, es la cofradía sufi más antigua y una de las primeras en difundirse en África occidental. En Senegal mantiene una presencia significativa, aunque con estructuras generalmente menos centralizadas que las de la *Muridiyya* y la *Tijaniyya*.

iniciativas asociativas y espacios informales de sociabilidad diaspórica), que constituyen espacios clave de socialización, apoyo mutuo y producción de normas en la diáspora. La participación en actividades colectivas, encuentros comunitarios y prácticas religiosas ha facilitado el acceso a dinámicas cotidianas difícilmente captables a través de instrumentos exclusivamente declarativos. Asimismo, el análisis se ha complementado con el estudio de materiales producidos en el ámbito comunitario y digital, incluyendo comunicaciones internas, contenidos difundidos en redes sociales y otros dispositivos de interacción transnacional. Estos materiales han permitido observar la circulación de valores, discursos y formas de autoridad más allá de los espacios físicos, evidenciando la extensión digital de las redes diaspóricas.

El enfoque adoptado no busca producir generalizaciones representativas sobre la población senegalesa en su conjunto, sino ofrecer una comprensión circunscrita de las prácticas de movilidad y de las lógicas éticas que las orientan. En este sentido, el análisis privilegia la reconstrucción de significados, relaciones y formas de legitimidad tal como son experimentadas y negociadas por los propios actores.

Es importante señalar que el posicionamiento de los investigadores se inscribe en una relación prolongada y diferenciada con los contextos estudiados: por un lado, a través de trayectorias de proximidad y pertenencia; por otro, mediante experiencias de investigación situadas en distintos espacios sociales y geográficos. Esta doble ubicación ha facilitado el acceso a espacios de confianza y una comprensión más profunda de los códigos culturales y relacionales. Al mismo tiempo, dicha proximidad ha sido objeto de una reflexión constante, orientada a reconocer sus implicaciones en la producción del conocimiento y a mantener una atención crítica sobre los procesos de interpretación.

II- INFRAESTRUCTURAS SOCIALES Y MORALES DE LA MOVILIDAD

Más que describir los soportes de la movilidad, esta sección se centra en los procesos a través de los cuales dichos soportes se activan y operan en la práctica, haciendo posible, legítima o, por el contrario, problemática la circulación en contextos marcados por fuertes asimetrías en el acceso a la movilidad.

Los datos de campo recogidos entre Senegal y Italia muestran que las trayectorias de movilidad humana no se configuran como eventos puntuales, sino como procesos progresivos contruidos mediante decisiones distribuidas en el tiempo y en el espacio, que se articulan en modalidades plurales, físicas y digitales, formales e informales. La movilidad emerge así como un fenómeno estratificado que atraviesa simultáneamente dimensiones individuales y colectivas, prácticas informales y dispositivos institucionales, redes locales y conexiones transnacionales, así como proyectos individuales e iniciativas asociativas, tanto formales como informales.

En el seno de estas dinámicas, es posible identificar tres dimensiones principales, profundamente interconectadas, que estructuran las prácticas de circulación.

La primera remite al transnacionalismo económico. Las remesas, las contribuciones asociativas y las inversiones comunitarias (dirigidas tanto a la familia como a proyectos colectivos o religiosos, como en el caso de la ciudad de Touba) no pueden ser interpretadas únicamente como transferencias monetarias. Se configuran más bien como actos morales, inscritos en un sistema de valores que vincula el trabajo con la devoción y la redistribución con la responsabilidad hacia la comunidad de pertenencia. En este marco, el dinero circula como signo de presencia, reconocimiento y adhesión a obligaciones sociales que exceden la dimensión individual. En el estudio “Senegal y

-
- la *Layenne*: fundada por Seydina Limamou Laye a finales del siglo XIX en el barrio de Yoff (Dakar), es una cofradía minoritaria pero teológicamente singular, particularmente arraigada entre las comunidades Lébou de la costa.

España: ¿paraíso o realidad? Por vías legales de migración”, Collado Cueto et al. (2024) sostienen que las remesas financian educación, vivienda y pequeños negocios en Senegal, reforzando vínculos familiares y comunitarios.

La segunda dimensión, no por orden de importancia, se sitúa en el plano socio-relacional y concierne a la capacidad de las redes diaspóricas de funcionar como formas de bienestar informal y transnacional. Las prácticas observadas, desde el apoyo a connacionales en situación de dificultad hasta el acompañamiento en procesos de inserción, desde la acogida temporal hasta la orientación en el mercado laboral o en los procesos de regularización, ponen de manifiesto que la movilidad produce, y al mismo tiempo depende de, circuitos de solidaridad que se activan en respuesta a necesidades concretas. A estas formas de apoyo se suman dinámicas más estructuradas de cooperación internacional, activismo y producción de redes, que incluyen colaboraciones con instituciones locales, universidades y organizaciones transnacionales, a menudo facilitadas por una interacción constante entre presencia física y conexión digital. En este sentido, la movilidad se configura también como un espacio de producción y transmisión de saberes, prácticas e identidades, que se renegocian entre contextos diversos.

La tercera dimensión, de carácter cultural y simbólico, remite a las formas de producción artística y narrativa diaspórica. La música, la literatura, la producción audiovisual y los espacios públicos de expresión se convierten en ámbitos a través de los cuales la experiencia de la movilidad es reelaborada, narrada y visibilizada, también mediante prácticas plurilingües en una sociedad interconectada e hiper globalizada. Estas dinámicas contribuyen asimismo a la construcción de formas de presencia pública y a la redefinición de los límites de la participación, especialmente para las nuevas generaciones, produciendo nuevas modalidades de pertenencia y reconocimiento.

Esta articulación procesual permite observar cómo la movilidad se inscribe en circuitos de responsabilidad que no se agotan en el momento de la partida, sino que se extienden en el tiempo a través de compromisos que deben ser constantemente mantenidos y renegociados. En este marco, las remesas adquieren un papel particularmente significativo: su continuidad o interrupción es interpretada no sólo en términos económicos, sino también, y sobre todo, en términos morales y en relación con las expectativas sociales y familiares. Algunas narrativas recogidas durante la investigación muestran cómo estas dinámicas pueden generar tensiones, pero también formas de dependencia y reconfiguración de las relaciones familiares, haciendo emerger con fuerza una condición de doble responsabilidad que caracteriza numerosas trayectorias de movilidad: por un lado, hacia el contexto de origen en calidad de hijos, padres, cónyuges o miembros de la comunidad y, por otro, hacia el contexto de destino, a menudo marcado por la precariedad jurídica y por una prolongada identificación como “migrantes”. Esta tensión produce configuraciones complejas en las que la movilidad no libera, sino que redefine y multiplica las responsabilidades.

Las trayectorias reconstruidas muestran además que estas dinámicas no pueden comprenderse sin considerar las formas en que los actores se orientan en el espacio. La circulación no sigue exclusivamente trayectorias formales o lineales, sino que se apoya en repertorios prácticos de conocimiento como contactos, recomendaciones, experiencias compartidas, estrategias desarrolladas progresivamente para responder a dificultades concretas en el vivir y el vincularse entre dos continentes. Estas prácticas configuran lo que puede definirse como una cartografía operativa de la movilidad, en la que ciertos lugares adquieren centralidad no por su posición en los dispositivos institucionales, sino por su integración en redes de confianza y apoyo.

En este sentido, ciudades como Touba, Milán o Barcelona emergen en los relatos no solo como puntos geográficos, sino como espacios relacionales en los que se

concentran recursos, intermediaciones y posibilidades de acción. Sin embargo, el acceso a estas redes no es homogéneo: las entrevistas evidencian diferencias significativas vinculadas al capital relacional disponible, introduciendo desigualdades concretas en las posibilidades de circulación.

Todos estos elementos, raramente explicitados en forma normativa, emergen en las prácticas cotidianas y en las narrativas, configurando marcos de legitimidad que orientan las acciones y que, sin embargo, permanecen en gran medida invisibilizados o insuficientemente considerados en los análisis convencionales de la movilidad.

IV. Ética de la movilidad

Los elementos analizados en la sección anterior permiten desplazar la interpretación de la movilidad desde una lógica descriptiva hacia una lectura propiamente ética, en la que el desplazamiento deja de ser entendido únicamente como práctica social o respuesta a condiciones estructurales, para ser abordado como un campo de significación normativa en el que se definen obligaciones, responsabilidades y criterios de legitimidad. Las evidencias empíricas muestran que las decisiones de partir, permanecer o circular no se inscriben únicamente en cálculos individuales ni en marcos institucionales formales, sino en sistemas de evaluación situados que orientan las prácticas desde dentro de las relaciones sociales. Las nociones de “cumplir”, “responder”, “estar presente” o “no fallar”, recurrentes en las narrativas recogidas, remiten a una dimensión ética que no se formula necesariamente en términos explícitos, pero que estructura de manera decisiva las trayectorias de movilidad.

Este desplazamiento implica reconocer que la ética de la movilidad no puede reducirse a los marcos normativos dominantes, centrados en la oposición entre derechos individuales y control estatal. Sin negar la relevancia de estos enfoques, el caso analizado muestra que existen otras formas de normatividad que emergen de las prácticas mismas y que organizan la movilidad en torno a responsabilidades relacionales, formas de reciprocidad y compromisos que se extienden en el tiempo. La movilidad se inscribe así en una economía moral en la que las acciones no se valoran únicamente por su legalidad o su eficacia, sino por su capacidad de sostener vínculos y responder a expectativas personales y compartidas.

Al mismo tiempo, estas configuraciones éticas se desarrollan en contextos marcados por desigualdades estructurales y restricciones crecientes a la circulación. Esto introduce tensiones constantes entre lo que debe hacerse y lo que es posible hacer, generando procesos de negociación en los que los sujetos articulan obligaciones sociales, limitaciones institucionales y trayectorias individuales. A partir de este marco, el análisis se orienta en cuatro direcciones complementarias: en primer lugar, hacia una problematización de los límites de la ética migratoria dominante; en segundo lugar, hacia la definición de una ética situada de la movilidad senegalesa; en tercer lugar, hacia el examen de la movilidad como forma de obligación y responsabilidad; y, finalmente, hacia el análisis de las tensiones que emergen en contextos de restricción, inmovilidad y negociación.

IV-1. Más allá de la ética migratoria dominante

Las aproximaciones dominantes a la ética de la migración han tendido a estructurarse en torno a un eje normativo centrado en la relación entre soberanía estatal y derechos individuales. En este marco, la movilidad se evalúa principalmente en términos de legitimidad del control, acceso a derechos y regulación de flujos, situando al Estado como instancia privilegiada de producción normativa y al individuo como sujeto central de la acción moral.

Si bien estos enfoques han resultado fundamentales para visibilizar desigualdades y denunciar formas de exclusión, presentan limitaciones significativas a la hora de dar cuenta de configuraciones en las que la movilidad no se organiza prioritariamente como una elección individual. Como muestran los materiales empíricos analizados, las decisiones de movilidad se encuentran profundamente imbricadas en relaciones sociales que exceden el binomio individuo–Estado, y que introducen formas de obligación, expectativa y evaluación que no pueden ser plenamente captadas dentro de este marco.

En este sentido, la centralidad otorgada al individuo autónomo y a la legalidad como criterio principal de legitimidad tiende a invisibilizar otras formas de normatividad que operan en las prácticas. La movilidad no solo se regula desde arriba, a través de dispositivos institucionales, sino también desde dentro de las relaciones sociales, donde se producen criterios situados sobre lo que es correcto, necesario o esperado. Este desplazamiento obliga a reconsiderar la ética de la movilidad como un campo plural, en el que coexisten diferentes órdenes normativos que no siempre son reducibles entre sí.

IV-2. Ética situada de la movilidad senegalesa

A partir de estas consideraciones, el análisis propone comprender la movilidad senegalesa como una práctica éticamente situada. Esta perspectiva no remite a un relativismo normativo, sino a la necesidad de inscribir las prácticas en los contextos relacionales en los que adquieren sentido, reconociendo que las formas de legitimidad no se producen únicamente en el plano institucional, sino también en las dinámicas sociales que estructuran la vida cotidiana.

En los contextos analizados, la movilidad se articula en torno a sistemas de evaluación implícitos que orientan las decisiones y las prácticas. Expresiones recurrentes en las entrevistas como “cumplir”, “responder”, “estar ahí”, “no fallar” remiten a una lógica en la que el valor del desplazamiento no se mide exclusivamente por su éxito económico o su estatus jurídico, sino por su capacidad de sostener relaciones y de dar continuidad a compromisos asumidos. La movilidad adquiere así una dimensión ética que se construye en la intersección entre expectativas familiares, pertenencias comunitarias y referencias religiosas.

Hablar de ética situada implica, por tanto, reconocer que estas prácticas no pueden ser evaluadas únicamente a partir de categorías abstractas, sino que deben ser comprendidas en relación con las condiciones concretas en las que se desarrollan.

IV-3. Movilidad como obligación y responsabilidad

Uno de los rasgos más significativos de esta configuración ética es la centralidad de la obligación y la responsabilidad en la organización de la movilidad. Lejos de presentarse exclusivamente como una oportunidad o una estrategia, el desplazamiento aparece con frecuencia como una práctica orientada hacia otros, inscrita en circuitos de reciprocidad que atraviesan el espacio transnacional.

Las trayectorias analizadas muestran que la movilidad se vincula a la necesidad de responder a expectativas familiares, sostener redes de solidaridad y participar en proyectos colectivos. En este marco, prácticas como el envío de remesas, la participación en iniciativas comunitarias o el mantenimiento de vínculos a distancia no constituyen dimensiones accesorias, sino elementos constitutivos de la experiencia de movilidad. No hacerlo puede implicar no solo consecuencias materiales, sino también formas de deslegitimación dentro de las redes de pertenencia.

Sin embargo, esta dimensión obligacional no se traduce en un esquema unívoco. Como muestran diversas narrativas, las responsabilidades se negocian constantemente en

función de las condiciones concretas de vida, generando tensiones entre aspiraciones individuales, limitaciones estructurales y expectativas sociales. La movilidad se configura así como un espacio en el que la responsabilidad se redefine continuamente en la práctica.

IV-4. Tensiones: restricciones, inmovilidad y negociación

La dimensión ética de la movilidad no puede ser comprendida al margen de las condiciones estructurales en las que se desarrolla. Las políticas migratorias restrictivas, los regímenes de visado desiguales y las formas de precariedad jurídica introducen limitaciones que afectan de manera directa a las posibilidades de circulación, generando interrupciones, trayectorias fragmentadas y situaciones de inmovilidad forzada.

En este contexto, emerge una tensión constante entre las obligaciones relacionales que orientan la movilidad y las restricciones institucionales que la limitan. Las expectativas de presencia, apoyo y participación no desaparecen ante la imposibilidad de circular, sino que se intensifican, obligando a los sujetos a desarrollar estrategias de adaptación y negociación. Estas pueden incluir formas de circulación intermitente, reorganización de las responsabilidades dentro de las redes o reinterpretaciones de los compromisos asumidos.

Las evidencias empíricas muestran que la inmovilidad no implica necesariamente una ausencia de movilidad, sino su reconfiguración bajo condiciones restrictivas. En este sentido, la movilidad debe ser entendida no como una condición binaria, sino como un campo de posibilidades desiguales en el que los sujetos negocian constantemente entre lo que deben hacer y lo que pueden hacer.

Estas tensiones ponen de relieve la existencia de un desajuste entre las infraestructuras morales que sostienen la movilidad y los marcos institucionales que la regulan. Mientras las primeras se orientan hacia la continuidad de los vínculos y la responsabilidad hacia otros, los segundos tienden a fragmentar las trayectorias y a limitar las posibilidades de circulación. Es precisamente en este espacio de fricción donde la ética de la movilidad se hace visible como práctica situada, negociada y en permanente redefinición.

CONCLUSION

El análisis desarrollado a lo largo de este artículo ha permitido desplazar la comprensión de la movilidad circular senegalesa desde una lectura centrada en trayectorias individuales o en marcos normativos estatales hacia una interpretación que la sitúa en el cruce entre infraestructuras relacionales, cartografías operativas y sistemas éticos situados. En este sentido, la movilidad debe ser entendida como un proceso social y moralmente organizado que produce sus propias formas de legitimidad.

A partir de los materiales empíricos, se ha mostrado cómo las prácticas de movilidad se sostienen en un entramado de relaciones familiares, comunitarias y religiosas que no solo hacen posible la circulación, sino que la orientan, la evalúan y la normativizan. Estas infraestructuras morales, lejos de constituir un trasfondo pasivo, operan como dispositivos activos de producción de sentido, en los que se definen lo que significa moverse, hacerlo correctamente y responder a las expectativas que atraviesan el espacio transnacional.

En este marco, la noción de cartografías invisibles ha permitido evidenciar que la movilidad no se organiza exclusivamente en función de geografías institucionales, sino a través de redes relacionales que conectan lugares, actores y recursos más allá de los mapas oficiales. Estas cartografías no solo facilitan la circulación, sino que configuran las condiciones bajo las cuales esta se vuelve practicable, diferenciando de manera significativa las posibilidades de acceso a la movilidad.

Uno de los aportes centrales del artículo reside en haber mostrado que la movilidad se configura, en muchos casos, como una práctica éticamente orientada en torno a la responsabilidad hacia otros. Lejos de responder únicamente a lógicas de elección individual, el desplazamiento aparece como parte de un sistema de obligaciones relacionales que se extiende en el tiempo y se renegocia constantemente. En este sentido, la movilidad no libera de las responsabilidades, sino que las reconfigura, las redistribuye y, en muchos casos, las intensifica.

Al mismo tiempo, el análisis ha puesto de relieve las tensiones que atraviesan estas configuraciones. Las infraestructuras morales que sostienen la movilidad se enfrentan a regímenes de control que fragmentan las trayectorias y limitan las posibilidades de circulación, generando situaciones de negociación permanente entre lo que debe hacerse y lo que es posible hacer. En este contexto, la inmovilidad no aparece como una simple ausencia de movilidad, sino como una de sus formas, producida bajo condiciones de restricción.

Desde esta perspectiva, el artículo propone el concepto de ética transnacional situada de la movilidad para dar cuenta de estas dinámicas. Esta propuesta no busca sustituir los marcos existentes, sino ampliarlos, incorporando formas de normatividad que emergen de las prácticas y que resultan fundamentales para comprender las movilidades africanas contemporáneas. Reconocer estas formas implica desplazar la mirada desde una ética abstracta y universalista hacia una comprensión situada, relacional y plural de la movilidad.

En última instancia, este trabajo invita a reconsiderar la movilidad no únicamente como objeto de regulación, sino como un campo en el que se producen y se disputan sentidos, obligaciones y formas de vida. En este sentido, más que un fenómeno que deba ser gestionado, la movilidad aparece como una práctica que interpela los marcos desde los cuales se la piensa, obligando a ampliar las categorías analíticas y a reconocer la centralidad de las relaciones en la producción de lo social. En palabras del sociólogo All Baba Faye:

“De dónde venimos y hacia dónde vamos es un misterio para todos, que cada uno desvela a su manera. Pero que el humanismo cosmopolita sea el ambiente adecuado para desarrollar lo mejor de nosotros mismos y de nuestras posibilidades colectivas es un hecho. Y sé que la historia no me desmentirá”³.

REFERENCES

- Ambrosini, M. (2008). *Un'altra globalizzazione. La sfida delle migrazioni transnazionali*. Bologna: Il Mulino.
- Ambrosini, M. (2014). *Non passa lo straniero? Le politiche migratorie tra sovranità nazionale e diritti umani*. Bologna: Il Mulino.
- Babou, C. A. (2007). *Fighting the Greater Jihad: Amadu Bamba and the Founding of the Muridiyya of Senegal, 1853–1913*. Athens (OH): Ohio University Press.
- Basch, L., Glick Schiller, N., & Szanton Blanc, C. (1992). *Towards a Transnational Perspective on Migration*. New York: New York Academy of Sciences.

³ Faye A. B., *Italia mia. Il racconto del mutamento sociale da un protagonista venuto da lontano*, Roma, 2025. Traducción al español a cargo de los autores del presente trabajo. La versión original:

«Da dove veniamo e dove andiamo è un mistero per tutti, che ognuno svela a suo modo. Ma che l'umanesimo cosmopolita sia l'ambiente adatto per sviluppare il meglio di noi stessi e delle nostre possibilità collettive, questo è un dato di fatto. E so che la storia non mi smentirà».

- Bloom, D. E., & Stark, O. (1985). *The new economics of labor migration*. American Economic Review, 75(2), 173–178.
- Borjas, G. J. (2003). *The labor demand curve is downward sloping: Reexamining the impact of immigration on the labor market*. Quarterly Journal of Economics, 118(4), 1335–1374.
- Casanova, J. (1994). *Public Religions in the Modern World*. Chicago: University of Chicago Press.
- Collado et al. (2024). *Senegal y España: ¿paraíso o realidad? Por vías legales de migración*. Revista de Cultura y Ciencias Sociales n° 116-117
- Diagne, S. B. (2011). *African Art as Philosophy: Senghor, Bergson, and the Idea of Negritude*. New York: Seagull Books.
- Diop, M.-C. (2008). *Le Sénégal des migrations: mobilités, identités et sociétés*. Paris: Karthala.
- Diouf, M. (2000). The Murid Trade Diaspora and the Making of a Vernacular Cosmopolitanism. *Public Culture*, 12(3), 679–702.
- Faist, T. (2000). *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*. Oxford: Oxford University Press.
- Fall Diaw, A. (2017). Migraciones y programas de asistencia a la migración senegalesa en Cataluña. Universitat Autònoma de Barcelona. <https://hdl.handle.net/10803/456235>
- Faye A. B. (2025), *Italia mia. Il racconto del mutamento sociale da un protagonista venuto da lontano*, Roma.
- Geraci, V. (2024). “Ci amiamo tra due continenti: storie di famiglie transnazionali”. *Africa Rivista*. Geraci, V. (2025). Invisible cartographies: why diasporas rewrite the world. *ISS Today (Institute for Security Studies)*.
- Glick Schiller, N., & Levitt, P. (2004). Conceptualizing Simultaneity: A Transnational Social Field Perspective. *International Migration Review*, 38(3), 1002–1039.
- Guèye, C. (2002). *Touba: la capitale des mourides*. Paris: Karthala.
- Kane, A. (2011). *The Homeland is the Arena: Religion, Transnationalism, and the Integration of Senegalese Immigrants in America*. Oxford: Oxford University Press.
- Levitt, P. (2007). *God Needs No Passport: Immigrants and the Changing American Religious Landscape*. New York: The New Press.
- Levitt, P. (2008). Religion as a Path to Civic Engagement. *Ethnic and Racial Studies*, 31(4), 766–791.
- Mbembe, A. (2019). *Necropolitics*. Durham: Duke University Press.
- Riccio, B. (2014). Dallo “Islam nascosto” dei senegalesi muridi ai “Giovani Musulmani Italiani”. In *Identità e pluralità nel dialogo interreligioso* (pp. 59–66). Bologna: Alseicoop.
- Roy, O. (2004). *Globalized Islam: The Search for a New Ummah*. New York: Columbia University Press.
- Simone, A. M. (2004). *For the City Yet to Come: Changing African Life in Four Cities*. Durham: Duke University Press.
- Tarrius, A. (2002). *La mondialisation par le bas: Les nouveaux nomades de l'économie souterraine*. Paris: Balland.

LA MIGRATION CLANDESTINE SUBSAHARIENNE EN ESPAGNE : ENTRE TRAGÉDIES MARITIMES ET DILEMME MORAL DE L'ACCUEIL

CLANDESTINE SUB-SAHARAN MIGRATION TO SPAIN: BETWEEN MARITIME TRAGEDIES AND MORAL DILEMMA OF THE WELCOME

Kouadio Arist-Stéphane KOFFI
Kouakou Laurent LALEKOU
Université Félix Houphouët-Boigny

Résumé

La migration clandestine subsaharienne en Espagne est un phénomène humain et social qui s'inscrit dans un contexte mondial marqué par l'intensification des mobilités. Cette migration qui s'effectue principalement par la route atlantique, est d'une gravité extrême, car cette route est connue pour ses naufrages, ses nombreuses morts et les souffrances qu'elle impose aux migrants. Compte tenu des problèmes structurels auxquels les migrants sont confrontés dans leur pays d'origine, ils sont de plus en plus amenés à partir, à traverser l'atlantique dans l'optique de s'offrir une meilleure vie. Pourtant, après avoir défié la mort sur cette route, les migrants subsahariens découvrent des conditions d'accueil difficiles dans les centres pour migrants et dans la société espagnole à leur arrivée. L'étude se propose d'analyser l'ambivalence de la réponse espagnole qui, d'un côté présente un discours fondé sur la dignité humaine et de l'autre offre des pratiques de d'exclusion, de rejet et contrôle qui interroge la cohérence de cette approche.

Mots-clés : immigration clandestine, subsahariens, Espagne, accueil moral

Abstract

Sub-Saharan irregular migration in Spain is a human and social phenomenon that takes place in a global context marked by the intensification of mobility. This migration, which is mainly carried out by the Atlantic route, is extremely serious, because this route is known for its shipwrecks, its many deaths and the suffering it imposes on migrants. Given the structural problems that migrants face in their countries of origin, they are increasingly forced to leave and cross the Atlantic in order to afford a better life. Yet, after defying death on this route, the sub-Saharan migrants discover difficult reception conditions in the migrant centers and in the Spanish society upon their arrival. The study aims to analyze the ambivalence of the Spanish response which, on one hand presents a discourse based on human dignity and on the other hand offers practices of exclusion, rejection and control that question the coherence of this approach.

Keywords : illegal immigration, Sub-Saharan Africa, Spain, moral welcome

INTRODUCTION

À seulement 14 km du continent africain, l'Espagne occupe une position particulière en Europe (Marei, 2009, p. 121). Cette proximité, conjuguée à d'autres déterminants socioéconomiques, ont fait du pays ibérique l'une des principales portes d'entrée du continent européen. Si cette position peut être peu bénéfique à l'Espagne sur le plan commercial, il faut aussi reconnaître qu'elle la place en première ligne du phénomène migratoire subsaharien.

Depuis le début des années 2000, des centaines de milliers d'hommes, de femmes et d'enfants ont tenté la périlleuse traversée vers les côtes espagnoles, au péril de leur vie. Cette intensification s'inscrit dans une dynamique migratoire qui, sans faiblir, s'est transformée, tant dans ses itinéraires que dans ses modalités et ses logiques. Ainsi, la route méditerranéenne vers la péninsule qui était autrefois la plus empruntée, du fait des contrôles, a progressivement cédé à la longue et dangereuse route de l'atlantique vers les canaries (Ruiz-Benitez, 2022, pp. 5-9).

Au-delà des milliers d'arrivant chaque semaine et des données statistiques, ces flux migratoires posent à l'Espagne la question fondamentale des conditions d'accueil des migrants qui est très souvent éludée par les discours politiques et médiatiques. En effet, l'Espagne, une société qui se veut démocratique, attachée aux droits de l'homme et de la dignité humaine fait face aujourd'hui à la nécessité de définir une réponse adaptée à l'arrivée des migrants subsahariens qui fuient le chômage, la pauvreté, les conflits armés et le changement climatique. À Cette préoccupation morale, le gouvernement de Pedro Sánchez a choisi de répondre de manière explicite. En janvier 2026, lorsqu'il annonce un décret pour régulariser des centaines de milliers de migrants irréguliers, le président du gouvernement espagnol fonde d'abord sa décision sur un principe moral avant de la présenter comme un impératif économique (El Ouassif, 2026, pp. 10-11).

Cette déclaration, aussi courageuse que controversée, cristallise le dilemme espagnol. D'un côté, le pays affiche la volonté de placer la dignité au centre de sa politique migratoire. De l'autre, l'on voit une réalité implacable faite de frontières extériorisées, de conditions d'accueil indignes et d'une société polarisée où les discours xénophobes gagnent du terrain. Autrement dit, si l'Espagne régularise à l'intérieur, elle ferme ses frontières à travers l'externalisation du contrôle migratoire vers des pays comme le Maroc, la Mauritanie et le Sénégal qui deviennent comme des « gardes côtes » de la péninsule espagnole.

Entre humanisme et compromis politiques, besoins économiques et peurs identitaires, solidarité citoyenne et rejet xénophobe, l'Espagne incarne un laboratoire unique des contradictions européennes face aux migrations. Ainsi donc, nous nous demandons : quelles sont les conditions réelles d'accueil réservées à ceux qui parviennent jusqu'au territoire espagnol ? Et surtout, comment se décline, dans le débat public et dans les pratiques quotidiennes, cette question morale que le gouvernement prétend placer au centre de son action ?

L'objectif de ce travail est d'analyser la migration clandestine subsaharienne en l'Espagne à travers une double perspectives empirique et éthique. Il s'agit d'une part, de mettre en évidence la réalité des traversées, faite de conditions de déplacement particulièrement précaires et de tragédies. D'autre part, l'étude entend interroger le dilemme moral que pose l'accueil des subsahariens. À travers l'examen des tensions entre les impératifs de contrôle des frontières et le respect des principes fondamentaux de dignité humaine.

L'hypothèse que nous soulevons est que, l'accueil des migrants subsahariens en situation irrégulière en Espagne repose sur une logique ambivalente, dans laquelle les impératifs de contrôle migratoire tendent à primer sur les exigences éthiques de protection de la dignité humaine. Cette primauté contribue à produire des formes de précarité et de marginalisation, révélatrice d'un dilemme moral structurel dans la gestion des migrations clandestines.

Cette étude s'appuie sur la proposition de Paul Ricoeur (Ricoeur, 1990, pp. 155-200). Pour qui, l'analyse socio-éthique consiste à évaluer les pratiques sociales et politiques à l'aune de principes moraux fondamentaux, tels que la dignité humaine, la justice et le respect d'autrui. cela dit, l'analyse qui suit s'articulera autour de trois (3) axes : 1) le périple des migrants subsahariens vers l'Espagne, 2) leur arrivée en Espagne et la réalité de l'accueil, 3) la question morale à l'épreuve dans le débat espagnol.

I- LES DETERMINANTS DE LA MIGRATION CLANDESTINE SUBSAHARIENNE EN ESPAGNE

Ces dernières années, la route atlantique vers les canaries s'est imposée comme l'un des corridors migratoires les plus meurtriers de notre planète. Elle constitue

actuellement un véritable chemin de croix pour des milliers de subsahariens en quête d'un avenir meilleur. Ainsi donc, avant même d'aborder la question de l'accueil, il est essentiel de comprendre les déterminants qui précèdent l'arrivée des subsahariens dans le pays ibérique, à savoir, les profils des migrants, les motivations du voyage et ses dangers.

I-1. Les profils des migrants

Contrairement aux discours nationalistes véhiculés dans les médias, les migrants subsahariens ne sont pas majoritairement des « profiteurs » ou des criminels. Ce sont plutôt des personnes ordinaires poussées sur les routes par les circonstances extraordinaires.

Sur les routes méditerranéennes et canariennes, les nationalités présentes englobent toute l'Afrique au sud du Sahara. Parmi elles, les principales représentations sont les maliens, les sénégalais, les guinéens, les gambiens, les burkinabés, les nigériens et de plus en plus, les ivoiriens (Barros et al., 2002, p. 18). Sur la route de la migration, ces différentes nationalités qui effectuent de long parcours avant d'atteindre les côtes qui mènent à l'Espagne connaissent le pire de l'humanité.

S'ils viennent de différents pays subsahariens, les causes qui les amènent à entreprendre ce périple sont quasi similaires. D'abord, il faut reconnaître que les motivations sont avant tout économiques et climatiques (Nga, 2021, p. 329). En effet, le changement climatique qui frappe depuis le début du présent siècle les régions agricoles de notre sous-continent a laissé des millions de personnes qui vivaient de la terre sans moyens de subsistance. Cette situation, combinée à la désertification massive de nos régions, a poussé également les éleveurs à abandonner leur mode de vie traditionnel.

Ce qui n'est pas sans conséquence. Puisque, la pression sur le marché du travail dépasse les capacités des gouvernements à créer des emplois. Ainsi, nous assistons à un chômage élevé et à un manque de perspective économique pour une part importante de la population. À cela s'ajoute des phénomènes de corruption généralisée et de mauvaise gestion des ressources étatiques, qui affaiblissent la capacité des institutions à répondre aux besoins des citoyens. Cet ensemble de facteurs a entraîné une perte de confiance envers l'État, renforcé le sentiment d'insécurité socioéconomique et poussé plusieurs personnes à considérer la migration non comme un choix, mais comme une stratégie de survie et un moyen de préserver leurs perspectives d'avenir (African Peer Review Mechanism et African Governance Architecture, 2023 p. 69).

Il convient également de souligner le rôle déterminant des facteurs sécuritaires et conflictuels qui affectent particulièrement l'espace sahélien et ses périphéries. Cette région est aujourd'hui le théâtre d'une instabilité chronique, entretenue par la prolifération de groupes armés et l'expansion des mouvements djihadistes. Les populations civiles, prises dans cet engrenage, sont directement exposées à des violences multiformes, à savoir, les attaques armées contre les villages, les déplacements forcés qui arrachent les familles à leurs terres et les atteintes répétées aux droits fondamentaux. Cette insécurité qui vient aggraver une précarité déjà endémique, rend les conditions de vie insoutenables (Badewa et Dinbabo, 2021).

Face à cette situation, des populations qui n'ont plus rien à perdre, sinon leur vie, sont tentées de jouer à pile ou face avec leur existence dans l'Atlantique, dans l'espoir de s'offrir un minimum de dignité.

I-2. Les Canaries comme destination privilégiée des subsahariens : chiffres et réalités d'une pression migratoire constante

L'archipel des Canaries, situé à plus de 1500 km des côtes du Sénégal est devenu l'épicentre de la migration subsaharienne en Espagne. La route de l'Atlantique, comme

l'on l'appelle, recouvre en réalité plusieurs itinéraires partant des côtes du Sahara occidental, de la Mauritanie, du Sénégal, de la Gambie et de plus en plus, du Cap vert. Ces itinéraires, se caractérisent par leur extrême dangerosité dans la mesure où les embarcations utilisées, souvent vétustes et inadaptées à la navigation en haute mer, sont généralement surchargées et effectuent des traversées pouvant durer plusieurs jours, voire plusieurs semaines.

Si durant la pandémie de Covid, caractérisée par des restrictions de voyages et la militarisation des frontières, les arrivées de personnes en situations irrégulières en Espagne avaient baissées en volume, avec la levée de ces mesures, l'on a constaté une hausse significative de ces flux. C'est-à-dire, depuis le début de l'année 2023, nous observons une véritable augmentation des arrivées qui contraste avec la relative accalmie de la crise sanitaire et place à nouveau les dispositifs d'accueil espagnols face à une pression croissante.

L'année 2024 constitue le point d'ancrage dans l'évolution récente de cette tendance migratoire. Comme le souligne le ministère de l'intérieur espagnol, entre le 1 janvier et le 31 décembre, près de 64 000 personnes sont arrivées de manière clandestine par voie maritime en Espagne (Ministère de l'intérieur d'Espagne, 2024, p. 2). Parmi elles, la grande majorité ont atteint les îles Canaries par la route atlantique. Cette situation a mis les dispositifs d'accueil de l'archipel à rude épreuve.

En 2025, même si le nombre d'arrivées a légèrement baissé par rapport à l'année précédente, avec environ 37 000 personnes enregistrées sur les côtes espagnoles à la mi-novembre, la pression reste toujours forte (Ministère de l'intérieur d'Espagne, 2025, p. 2). Les arrivées clandestines se sont poursuivies tout au long de l'année, avec des afflux importants à certaines périodes, souvent liés aux conditions météorologiques.

Pour ce qui est de l'année 2026, il faut dire que les perspectives restent tout aussi préoccupantes. En fait, un rapport interne de la Garde civile espagnole relayé par la presse « La Gaceta » en novembre 2025, faisait état de la présence de plus de 360 000 migrants en Mauritanie, susceptibles de tenter la traversée vers les Canaries. Selon le rapport, une part importante de ces migrants n'apparaît dans aucun registre officiel et attendrait simplement des conditions favorables pour prendre l'atlantique (Pulido, 2026).

Derrière les chiffres, derrière le nombre considérable d'arrivées, se trouve cette réalité humaine tragique, faite de milliers de morts et de disparus qui jalonnent la route atlantique. Cette route qui compte parmi les plus meurtrières au monde, englouti chaque jour plusieurs embarcations de fortune qui tentent de rejoindre les territoires espagnols.

En Mai 2025, l'ONG espagnole *Caminando Fronteras* dans son rapport affirmait que 1 865 personnes, dont 342 enfants ont perdu la vie en mer en tentant de rejoindre l'Espagne. Or, ces chiffres, aussi terrifiants soient-ils, ne reflètent qu'une partie infime de cette réalité. En fait, sur la route de l'atlantique, beaucoup de naufrages restent invisibles, et leurs victimes qui naviguent dans la clandestinité, disparaissent sans laisser de traces (Caminando Fronteras, 2025, p. 2).

En ce qui concerne l'OIM, elle estime que depuis 2014, 3 100 personnes sont mortes ou ont disparues lors de traversées vers les Canaries (Black, 2021, pp.10-13). Le constat qui émerge au-delà de ces données est que, à cause de la pauvreté, de l'instabilité et des violences dans leurs pays, plusieurs jeunes, enfants, mères et pères, ont pris la mer par désespoir, à la recherche d'un avenir meilleur qui n'a jamais abouti.

À cela, il faut ajouter que, le 05 mars 2026, la marine sénégalaise avait localisé aux larges de ses côtes une embarcation à la dérive avec 139 migrants subsahariens à bord. Partie de la Gambie onze jours plutôt, la pirogue avait pour destination les Canaries. À son bord, les secouristes découvrent le corps sans vie d'un nouveau-né, mort pendant la traversée. Ce bébé dont l'existence n'aura duré que le temps d'un voyage impossible,

symbolise à lui seul l'innocence sacrifiée sur l'autel de la forteresse Espagne (Radio Télévision Sénégalaise, 2026).

II-LES MIGRANTS SUBSAHARIENS EN ESPAGNE : ENTRE DISCOURS ET PRATIQUE D'ACCUEIL

L'une des épreuves à laquelle sont confrontées les migrants subsahariens une fois les côtes espagnoles atteintes, est le système d'accueil espagnol avec ses promesses et ses manquements. Entre les déclarations politiques ambitieuses et la réalité du terrain, le fossé est parfois immense.

II-1. La stratégie Sánchez à la croisée des chemins

Arrivé au pouvoir en 2018, le gouvernement socialiste de Pedro Sánchez a tenté de rompre avec le discours sécuritaire qui prévalait jusqu'alors en matière migratoire. Dès ses premiers mois au pouvoir, il a fait de la question migratoire un marqueur politique, avant d'accueillir le navire humanitaire Aquarius et prôner une approche réaliste et morale du phénomène.

Cette politique officielle développer par le premier ministre socialiste repose sur trois piliers essentiels. Le premier est caractérisé par la coopération renforcée avec les pays d'origine et de transit des migrants. L'Espagne a multiplié les accords avec la Mauritanie, le Maroc, le Sénégal et la Gambie, en leur fournissant des aides financières, matérielles et opérationnelles pour le contrôle de leurs frontières et la lutte contre les réseaux de passeurs (Radio Télévision Sénégalaise, 2026). Pourtant, si cette politique est présentée comme un moyen de lutter contre l'immigration clandestine et de sauver des vies par la dissuasion des départs, elle subit les critiques des organisations de défense des droits humains. Puisque, l'externalisation des frontières a déplacé le contrôle et la violence loin du territoire espagnol en s'appuyant sur des pays où les violations des droits des migrants sont monnaie courante.

Le deuxième est consacré au développement des voies légales de la migration. L'Espagne a mis en place des programmes de migration circulaire, afin de permettre à des travailleurs saisonniers subsahariens d'aller travailler dans l'agriculture espagnole pendant quelques mois avant de retourner dans leur pays. À ce niveau, il faut dire que, ces initiatives, même si elles sont insuffisantes compte tenu des besoins, constituent une tentative de réguler les flux et d'offrir des alternatives à la clandestinité (Jeune Afrique, 2024).

Le troisième constitue en la régularisation des migrants déjà présents sur le territoire. En Janvier 2026, le gouvernement a présenté un décret visant à régulariser entre 500 000 et 800 000 sans-papiers. Cette mesure, présentée par Pedro Sánchez comme un « principe morale, répond à une initiative citoyenne portée par plus de 900 organisations de défense des droits de l'homme.

Comme lo souligne Elma Saiz, ministre de l'inclusion, de la sécurité sociale et des migrations, la régularisation constitue un moyen de « renforcer un modèle migratoire fondé sur les droits de l'homme et l'intégration, compatible avec la croissance économique et la cohésion sociale (Ministère de l'Inclusion, de la Sécurité Sociale et des Migrations d'Espagne, 2026). En réalité, de façon générale, ces migrants irréguliers qui vivent déjà en Espagne travaillent certes dans la clandestinité mais contribuent à l'économie. Pourtant, ils ne bénéficient d'aucun droit. Ainsi, leur régularisation intervient à la fois comme un acte de justice et un impératif économique.

II-2.L'accueil : entre conditions indignes et violations des droits

Malgré les avancées législatives qui ont eu lieu ces dernières années, la réalité de l'accueil des migrants subsahariens restent empreintes de conditions indignes et de violations de leurs droits fondamentaux.

Aux Canaries, la saturation des centres d'accueil a atteint des niveaux records. En juin 2025, alors que le système d'accueil de l'archipel avait une capacité de 2 211 places, se sont près de 5 600 mineurs non accompagnés qui étaient pris en charge. Pire encore, des cas de maltraitance avérée ont été documentés. Entre juillet 2025 et mars 2026, dans le cadre de l'opération Cábila, deux centres d'accueil géré par l'ONG Quorum social 77 ont été fermés à Gran Canarias pour des présumés mauvais traitements. Également, des perquisitions ont eu lieu à Tenerife et Fuerteventura, et quinze travailleurs de l'ONG arrêtés (Gouvernement de Gran Canarias, 2026).

Dans les deux enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla, la situation n'est pas non plus différente. L'accès à la procédure d'asile, droit fondamental pourtant garanti par les conventions internationales, est devenue une course d'obstacle presque impossible. Plusieurs demandeurs d'asile subsahariens se sont retrouvés à la rue, sans accès au Centre d'accueil temporaire pour immigrants et sans possibilité de formaliser leur demande.

Dans la péninsule, les conditions de vie des migrants subsahariens régularisés ou en attentes de régularisation restent aussi précaires. Beaucoup travaillent dans l'agriculture intensive des serres d'Almería et de Huelva, exploités, payés en dessous du salaire minimum et logés dans des bidonvilles sans eau ni électricité. D'autres à Madrid ou à Barcelone, survivent avec des petits boulots et dorment dans des foyers surpeuplés ou à la rue. En effet, pendant l'hiver 2025-2026 à Badalone, des centaines de migrants ont été délogés des bâtiments industriels abandonnés dans lesquels ils s'étaient installés sans aucune solution de relogement. Plusieurs personnes se sont donc retrouvées à la rue en plein hiver, sous les caméras des médias, dans l'indifférence quasi générale.

III-LA QUESTION MORALE DANS LE DÉBAT ESPAGNOL

La gestion de la migration clandestine subsaharienne ne se limite pas à la question des structures d'accueil des migrants. Elle touche au cœur même des valeurs de la société espagnole et interroge sa capacité à conjuguer les principes humanitaires et les réalités politiques. Le débat autour de la régularisation massive qui traverse le pays depuis le mois de janvier 2026 révèle des conceptions radicalement différentes de la morale et de l'intérêt national.

III-1. Le discours moral sur l'accueil à l'épreuve

Aujourd'hui, la question morale de l'accueil des migrants clandestins en Espagne est sujette d'une double interprétation diamétralement opposée. D'une part, nous avons le gouvernement et ses partisans, pour qui, la politique migratoire doit être guidée par des principes moraux, au premier rang desquels, la dignité inviolable de la personne humaine. Pour le premier ministre, l'immigration n'est pas un problème mais une réalité qu'il faut gérer avec humanité et pragmatisme. Pour cela, la politique de Sánchez et ses pairs s'inscrit dans une logique où il faut reconnaître des droits à des personnes qui vivent, travaillent et contribuent à l'économie nationale du pays.

D'autre part, il y a les partis de droite et d'extrême droite pour qui, la politique du gouvernement socialiste est un politique « naïve » qui encourage l'immigration clandestine et menace l'identité espagnole. C'est dans cette veine que Muñoz Ester, porte-parole du Parti Populaire, dit que le projet de régularisation massive n'est qu'un stratagème du gouvernement pour détourner l'attention du peuple des problèmes réels auxquels le pays fait face (Muñoz, 2026).

Au-delà du parti populaire, le discours de Vox, le parti d'extrême droite, a atteint un degré de radicalité sans précédent. Pour son leader Santiago Abascal, Sánchez est un tyran qui hait le peuple espagnol et veut le remplacer par une invasion migratoire (Europa Press, 2026). En réalité, pour Vox, la régularisation s'inscrit dans un contexte délibéré de grand remplacement, une théorie mise en place par le parti socialiste pour remplacer la population espagnole par des migrants extra-espagnols.

III-2. La société espagnole entre solidarité et rejet

Le débat politique qui se mène au sommet de l'État se répercute dans la société espagnole, où coexistent et s'affrontent des attitudes contrastées face à l'immigration clandestine d'origine subsaharienne. D'un côté, l'on trouve une solidarité citoyenne exceptionnelle, avec des milliers de bénévoles engagés dans des associations d'aide aux migrants, des familles qui ouvrent leur porte et des municipalités qui mettent en place de nouvelles politiques d'intégration.

Mais l'autre visage de l'Espagne est plus sombre avec des manifestations particulièrement violentes et xénophobes. En juillet 2025, à Torre-Pacheco dans la région de Murcie, des émeutes ont éclaté après l'agression d'un homme espagnol par trois individus d'origine nord-africaine. Des groupes d'extrême droite ont appelé à la violence anti-migrante sur les réseaux sociaux, et des milices ont attaqué les personnes étrangères dans les rues de la localité sans aucune distinction (Álvarez, 2025). Aujourd'hui, dans la société espagnole, plusieurs migrants font face à une vague de racisme et d'exclusion sociale dans certaines communautés.

Ce qui crée une réalité sociétale complexe. Car, l'opinion publique espagnole est tiraillée entre des aspirations contradictoires. D'un côté, les espagnols reconnaissent la contribution économique des migrants, indispensables dans plusieurs domaines de l'économie. De l'autre, la peur de l'insécurité, alimentée par certains discours politiques et médiatiques, favorise un rejet du migrant.

CONCLUSION

Au terme de notre réflexion, il convient de noter que la migration clandestine subsaharienne en Espagne apparaît comme un phénomène ambivalent, où s'entremêlent la souffrance humaine, les impératifs politiques et les exigences morales de l'accueil. De la route atlantique, aux centres d'hébergement des Canaries, en passant par les débats sur les politiques migratoires du gouvernement et les manifestations de rejet, se dessine l'image d'un pays confronté à la question de l'accueil des personnes qui arrivent après avoir défié la mort dans l'atlantique.

L'Espagne a certes tenté d'apporter une réponse plus humaine que dans d'autres contextes européens. Le discours fondé sur la dignité, la solidarité et la régularisation témoigne d'une volonté de rompre avec la logique purement répressive. Toutefois, cette orientation reste fragilisée par la précarité des conditions d'accueil et de vie ainsi que les comportements discriminatoires et xénophobes. Entre l'affirmation de principes humanitaires et la mise en œuvre de politique d'accueil, l'écart se creuse.

Cette situation révèle une contradiction majeure à savoir, l'Europe, même si elle proclame son attachement aux droits humains, continue de privilégier des logiques de contrôle et de dissuasion aux frontières extérieures. L'Espagne, en raison de sa position et de son rôle de porte d'entrée du continent, se trouve au centre de cette contradiction. Elle devient le lieu où se manifeste, avec une intensité particulière, la difficulté de concilier sécurité, solidarité et responsabilité éthique.

En définitive, la migration clandestine subsaharienne en Espagne ne saurait être réduite à une simple question de gestion des flux. Elle interpelle la capacité des sociétés

européennes à reconnaître la dignité de l'autre, à protéger les plus vulnérables et à penser l'accueil non comme une menace, mais comme une exigence morale et politique. C'est à cette condition seulement qu'une réponse durable, juste et humanitaire pourra être apportée à un drame qui continue de coûter la vie à des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants issus du sud du Sahara.

RÉFÉRENCES

- AFRICAN PEER REVIEW MECHANISM et AFRICAN GOVERNANCE ARCHITECTURE (2023). Rapport sur la gouvernance en Afrique : Changements anticonstitutionnels de gouvernement en Afrique. 122 p.
- ÁLVAREZ PATILLA, Diego (17/07/2025). De la inseguridad vecinal a los mensajes de odio: las claves de los enfrentamientos en Torre Pacheco. Rtve. <https://www.rtve.es/noticias/20250713/claves-incidentes-torre-pacheco/16662548.shtml>.
- BADEWA Adeyemi, DINBABO Mulugeta (2021). "Irregular Migration and Regional Complex in the Sahel-Lake Chad Corridor: A Human Security Discourse". *Ìrìnkèrindò: Journal of African Migration*, n°12. https://africamigration.com/issue/nov2021/IJAM_12_IRREGULAR_MIGRATION_WEB.pdf.
- BARROS, Lucile et al (2002). "L'immigration irrégulière subsaharienne à travers et vers le Maroc". *Cahiers de Migrations Internationales*. n°54, pp. 1-69.
- BLACK, Julia (2021). Maritime Migration to Europe: Focus on the Overseas Route to the Canary Islands. Geneva, IOM.
- CAMINANDO FRONTERAS (2025). Monitorio del derecho à la vida en la frontera occidental euroafricana. 12 p.
- El OUASSIF, Amal (2026). "La régulation exceptionnelle de 2026 en Espagne : fondements, portée et limites". *Policy Brief*, n°09, vol. 26, pp. 1-13.
- EUROPA PRESS (2026). Abascal (Vox) dice que Sánchez promueve la "invasión migratoria". <https://youtu.be/Gblg8nissao?si=r84mQ5FH2hgaJtPB>.
- GOUVERNEMENT DE GRAN CANARIAS (2026). La Policía Autonómica registra un centro de menores en Puerto de la Cruz. <https://www3.gobiernodecanarias.org/noticias/la-policia-autonomica-registraun-centrode-menores-en-puerto-de-la-cruz/>.
- JEUNE AFRIQUE (2024). Entre l'Espagne, la Mauritanie et la Gambie, des accords de « migration circulaire ». <https://www.jeuneafrique.com/1603066/politique/-entrelespagne-la-mauritanieet-la-gambie-des-accords-de-migration-circulaire/>.
- MAREI, Nora (2009). "Le détroit de Gibraltar, fenêtre sur le monde pour l'Espagne". *Historiens et Géographes*, n° 408, pp. 121-130.
- MINISTÈRE DE L'INCLUSION, DE LA SÉCURITÉ SOCIALE ET DES MIGRATIONS D'Espagne (2026). Elma Saiz defiende la coherencia de la política migratoria del Gobierno y la aportación de las personas migrantes en el crecimiento económico. *Revista seguridad social*. <https://www.inclusion.gob.es/w/elma-saiz-defiende-la-coherencia-de-la-politica-migratoria-del-gobierno-y-la-aportacion-de-las-personas-migrantes-en-el-crecimiento-economico>.
- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR D'ESPAGNE (2024). Informe Quincenal: Inmigración irregular 2024, datos del 1 de enero al 31 de diciembre, 10 p.
- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR D'ESPAGNE (2025). Informe Quincenal: Inmigración irregular 2025, datos del 1 de enero al 31 de diciembre, 12 p.
- MUÑOZ DE LA IGLESIA, Ester (2026). Ester Muñoz, sobre la regularización masiva de inmigrantes: "Van a convertir a España en un coladero de delincuentes en contra de las leyes europeas. Page Officielle du Partie Populaire <https://www.pp.es/actualidad/articulos/ester-munoz-sobre-la-regularizacion-masiva-de-inmigrantes-van-a-convertir-a-espana-en-un-coladero-de-delincuentes-en-contra-de-las-leyes-europeas/>.

NGA, Agnès Olivia (2021). "Illusions et désillusions de l'immigration à l'heure de la mondialisation dans 'le paradis du nord', 'le ventre de l'atlantique' et 'voici venir les rêveurs'". *Revue Akofena*, vol.1, n°002, pp. 321-332.

PULIDO, Rubén (2026). Informes de la Guardia Civil alertan de que Mauritania acumula 360 000 inmigrantes ilegales que amenazan con llegar a Canarias en 2026, La Gaceta. <https://gaceta.es/espana/informes-de-la-guardia-civiles-alertan-de-que-mauritania-acumula-360-000-inmigrantes-ilegales-que-amenazan-con-llegar-a-canarias-en-2026-20251108-1225/>.

RADIO TÉLÉVISION SÉNÉGALAISE (05/03/2026). Migration irrégulière : la marine nationale secourt 139 migrants après 11 jours de dérive en mer. <https://www.rts.sn/actualite/detail/a-la-une/migration-irreguliere-la-marine-nationale-secourt-139-migrants-apres-11-jours-de-derive-en-mer>.

RICOEUR, Paul (1990). *Soi-même comme un autre*. Paris, Éditions du Seuil.

RÍOS, Damián (2023). "La política de seguridad en las fronteras exteriores de la Unión Europea: El caso de España". *Trans-Pasando Fronteras*, n°20, pp. 57-97.

RUIZ-BENITEZ DE LUGO, Lucia Bird (2022). Passage du nord-ouest: recrudescence des migrations irrégulières par voie maritime vers les îles Canaries. Global initiative against transnational organized crime. Collection 2022, 2022, pp. 1-37.

LA DIGNITÉ ET LA SÉCURITÉ DES MIGRANTS EN RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

THE DIGNITY AND SAFETY OF MIGRANTS IN THE REPUBLIC OF BENIN

Asséréhou Karl Hector ETEKA
Représentant du LemAfriQ au Bénin

Résumé :

Ce document analyse la question de la mobilité migratoire en Afrique de l'Ouest à partir du cas du Bénin, en mettant l'accent sur la conciliation entre les exigences de souveraineté des États, les ambitions de libre circulation et le respect de la dignité des personnes migrantes. Il montre que, contrairement aux perceptions alarmistes, les migrations africaines demeurent majoritairement intra-africaines et soulèvent avant tout des enjeux de gouvernance, de protection des droits humains et d'adaptation des politiques publiques aux réalités locales. L'étude met en évidence les avancées du Bénin en matière de cadre normatif, de pratiques d'accueil, de protection des réfugiés, de réintégration des migrants de retour et d'innovations institutionnelles et numériques. Elle souligne également plusieurs limites persistantes, notamment l'absence d'une politique migratoire formellement validée, les contraintes institutionnelles et sécuritaires, l'accessibilité insuffisante de l'information et la prise en compte encore partielle des vulnérabilités spécifiques, en particulier celles des femmes. L'ensemble plaide pour une gouvernance migratoire plus cohérente, inclusive et éthiquement fondée.

Mots-clés : libre circulation, droit d'entrée, droit de résidence et droit d'établissement

Abstract :

This document examines migration governance in West Africa through the case of Benin, with a focus on balancing state sovereignty, regional free movement ambitions, and the protection of migrants' dignity. It argues that, contrary to alarmist narratives, African migration is predominantly intra-African and should be understood primarily through the lenses of governance, human rights protection, and the adaptation of public policies to local realities. The study highlights Benin's progress in developing a legal and institutional framework for migration, including reception practices, refugee protection, returnee reintegration mechanisms, and digital and administrative innovations. It also identifies several persistent challenges, notably the absence of a formally adopted migration policy, institutional and security constraints, limited accessibility of information, and insufficient attention to specific vulnerabilities, particularly those affecting women. Overall, the document calls for a more coherent, inclusive, and ethically grounded migration governance framework.

Keywords : freedom of movement, right of entry, right of residence and right of establishment

INTRODUCTION

La mobilité humaine est un phénomène ancien qui joue un rôle important dans les dynamiques de développement social. Sa portée géopolitique s'est toutefois considérablement accrue au cours des dernières années. Selon les statistiques de l'Organisation internationale pour les migrations, plus de trois cents millions de personnes vivent hors de leur pays d'origine, dont environ quarante-six millions de migrants africains. Si le Bénin ne compte pas un nombre particulièrement élevé de ressortissants vivant à l'étranger, il accueille en revanche diverses communautés étrangères. Le pays apparaît ainsi comme un espace de stabilité, d'accueil et de transit pour de nombreux migrants internationaux.

Bien que la mobilité humaine soit aussi ancienne que l'histoire des sociétés, la modernité lui a imposé de nouvelles contraintes. La fixation des frontières par les

royaumes, les empires puis les États contemporains a progressivement restreint la liberté d'aller et de venir, en soumettant les déplacements à des mécanismes de contrôle et de régulation.

Dans ce contexte, notamment sous l'effet des flux migratoires orientés vers les pays occidentaux, des politiques de restriction et des barrières à la mobilité se sont progressivement consolidées et institutionnalisées.

Le passage d'un pays à un autre est désormais soumis à des règles et à des conditions obligatoires. Si la mobilité relève des droits fondamentaux, les déplacements transfrontaliers exigent souvent des ressources importantes, parfois hors de portée de nombreuses personnes. La porosité de certaines frontières favorise en outre les migrations irrégulières, souvent associées à de multiples formes de vulnérabilité et de tracasseries.

La mobilité humaine se trouve ainsi encadrée par des restrictions dont la violation peut entraîner des arrestations, des renvois vers le pays d'origine ou des mesures de détention.

Il convient dès lors de s'interroger sur la conformité des pratiques migratoires contemporaines aux principes éthiques reconnus, ainsi que sur la manière dont chaque État, qu'il soit territoire de départ, d'accueil ou de transit, se positionne à l'égard du respect de ces principes dans la gouvernance des migrations.

Dès lors, une double interrogation s'impose : comment concilier, en Afrique de l'Ouest, les exigences de souveraineté des États, les ambitions de libre circulation et le respect de la dignité des personnes migrantes ? Dans cette perspective, notre réflexion défend l'idée que la gouvernance migratoire ne peut être pleinement légitime que si elle articule sécurité, protection des droits humains et prise en compte des réalités locales. Le présent travail s'organise en trois temps : il examine d'abord les réalités des mobilités africaines et les tensions éthiques liées à la libre circulation ; il analyse ensuite le cas du Bénin à travers son cadre normatif, ses pratiques d'accueil et ses dispositifs institutionnels ; il met enfin en évidence les principaux défis persistants ainsi que les conditions d'une amélioration durable.

I-LES MOBILITÉS AFRICAINES À L'ÉPREUVE DE LA LIBRE CIRCULATION ET DE L'ÉTHIQUE

L'Afrique se caractérise par les mouvements massifs de sa population. Les déplacements séculaires de commerçants et d'éleveurs sont les plus connus et documentés.

Les experts s'accordent à reconnaître que la libre circulation des personnes, des biens et des services contribue au commerce et aux investissements¹. Spécifiquement, « Les mobilités africaines représentent un enjeu majeur pour le continent. » — Yassine Ben Mokhtar (2023).

De plus, les jeunes représentent plus de 60 % de la population du continent². Ce qui constitue une force pour accroître les potentialités du continent car les jeunes sont plus aptes à la mobilité. Paradoxalement, les préoccupations de la jeunesse sont insuffisamment prises en compte dans les politiques publiques des États africains comme force de développement.

¹ Voir Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), *Is migration good for the economy?* Débats de l'OCDE sur les politiques migratoires, mai 2014. Disponible à l'adresse : www.oecd.org/migration/OECD%20Migration%20Policy%20Debates%20Numero%202.pdf.

² Voir K. Ighobor, "Africa's youth: a 'ticking time bomb' or an opportunity?" *African Renewal*, mai 2013. Disponible à l'adresse : www.un.org/africarenewal/magazine/may-2013/africa%E2%80%99s-youth-%E2%80%99Cticking-time-bomb%E2%80%99D-or-opportunity (consulté le 20 mars 2017).

Depuis la création de l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA), les États membres de l'Union africaine (UA) affirment leur attachement au principe de la libre circulation des personnes et des biens. Les progrès enregistrés demeurent toutefois inégaux selon les communautés économiques régionales. Les réticences étatiques s'expliquent le plus souvent par des préoccupations liées à la sécurité nationale, à la santé publique ou aux disparités socioéconomiques, qui freinent encore la pleine effectivité de la libre circulation à l'échelle continentale.

Le Conseil de paix et de sécurité souligne régulièrement les avantages de la libre circulation pour la paix et la stabilité du continent, en s'appuyant notamment sur l'expérience de pays tels que le Bénin, le Ghana, Maurice, le Rwanda, le Sénégal et les Seychelles. Ces exemples montrent que les obstacles sécuritaires, sanitaires et socioéconomiques ne sont pas insurmontables lorsque la coopération régionale est renforcée et que les logiques strictement nationalistes s'atténuent. Les États gagneraient ainsi à consolider leurs capacités en matière d'état civil, de gestion des frontières, de santé publique, d'application des législations nationales et de migration de travail. Or, à ce jour, la mobilité de la main-d'œuvre reste pourtant limitée et soumise à des règles qui en ralentissent le développement, malgré ses bénéfices potentiels.

Les parcours migratoires sont souvent motivés par la quête de meilleures conditions économiques et la volonté de bâtir des moyens de subsistance durables. Cependant, examinées sous le prisme de l'éthique, les mobilités africaines révèlent une complexité qui dépasse largement les représentations médiatiques centrées sur les traversées méditerranéennes. Elles soulèvent des questions fondamentales de justice, de responsabilité et de protection des droits humains.

Il est important de noter, comme le souligne la chercheuse Marie-Laurence Flahaux (2016), que :

- La migration africaine n'est pas en explosion massive mais reste globalement stable (moins de 3 % de la population migre).
- Plus de 80 % des déplacements migratoires se font à l'intérieur du continent africain.
- La majorité des migrants subsahariens restent dans leur région d'origine (7 sur 10 ne quittent pas l'Afrique subsaharienne).

Les principales destinations des migrants internationaux sont les États-Unis (pays accueillant le plus grand nombre de migrants), suivis par l'Europe qui constitue la zone d'attrait globale la plus importante. Et en matière d'origines principales des migrants internationaux, l'Inde est le premier pays d'origine avec 18 millions de ses ressortissants vivant à l'étranger, suivie du Mexique (11 millions), de la Fédération de Russie et de la Chine. L'Afrique ne figure donc pas dans ces statistiques mondiales. Les études de plusieurs chercheurs comme Felwine Sarr, Mbembe Achille, Ngozie Adichie Chimamanda, Diome Fatou, Mabanckou Alain, etc. aboutissent à la même conclusion. Quand on analyse les flux de transactions des migrants vers le Bénin, on arrive à la même conclusion. Selon le rapport d'analyse de l'enquête sur les transferts des migrants publié en mars 2012 par l'Institut National de la Statistique et de l'Analyse Economique (INSAE, aujourd'hui Institut National de la Statistique et de la Démographie (INStAD)), les transferts reçus par les ménages proviennent essentiellement de la diaspora résidant en Afrique (62,68%) et en Europe (29,15%), principalement en France (20,06%). Les montants reçus de la diaspora vivant en Afrique, proviennent en grande partie de l'Afrique de l'ouest (32,9%) notamment le Nigéria (13,5%) et de l'Afrique du centre (21,5%) principalement le Gabon (8,68%) et le Congo (6,23%).

En ce qui concerne les envois des ménages à la diaspora, ils sont destinés à l'Afrique (62,15%), l'Europe (20,93%), l'Amérique (13,97%) et autres continents (2,95%). Les transferts en direction de l'Europe ont été majoritairement orientés vers la France (17,79%) alors que ceux en direction de l'Amérique sont dominés par les envois vers le Canada (10,62%). Les envois des ménages à la diaspora vivant en Afrique de l'ouest sont estimés à 46,51% des émissions totales. Le Sénégal (8,31%), le Ghana (7,68%), le Niger (6,66%) et la Côte d'Ivoire (5,03%) constituent les principales destinations.

Les discours alarmistes selon lesquels les africains envahissent l'Occident, notamment l'Europe, ne rendent pas compte de la réalité sur les destinations des migrants africains et les origines des vrais « envahisseurs » de l'Occident.

II-LE BÉNIN COMME ESPACE D'ACCUEIL, DE TRANSIT ET DE PROTECTION

II-1. Cadre normatif et principes applicables

La mobilité migratoire est encadrée par des règles qui entrent parfois en tension avec les principes éthiques consacrés par les conventions internationales relatives aux droits humains. Plusieurs contradictions persistent à cet égard. L'analyse portera ici plus particulièrement sur le droit d'entrée, d'installation et d'établissement, au regard des exigences de dignité, d'équité, de non-discrimination et de respect des droits fondamentaux.

La protection de la vie humaine constitue un principe fondamental consacré par de nombreux instruments juridiques. Pourtant, les politiques migratoires de plusieurs États tendent encore à privilégier la protection des frontières au détriment de la sécurité et de la dignité des personnes en mobilité.

Les migrants demeurent des sujets de droits, quelle que soit leur situation administrative. Le respect de ces droits doit être garanti sans discrimination car, il contribue à réduire les préjugés et les discriminations dont ils font l'objet. À l'échelle internationale, de nombreux efforts visent à promouvoir un traitement plus équitable et plus cohérent de cette question.

S'agissant du droit d'entrée, le principe de non-refoulement, consacré à l'article 33 de la Convention de Genève de 1951 relative au statut des réfugiés, demeure central. Il interdit aux États d'expulser ou de refouler une personne vers un territoire où sa vie ou sa liberté serait menacée. Ce principe s'applique également aux personnes qui n'ont pas encore obtenu officiellement le statut de réfugié, dès lors qu'elles se présentent à la frontière.

Un autre principe essentiel est celui de la libre circulation. Sa portée varie toutefois selon qu'il est envisagé comme un droit humain universel ou comme le produit d'accords politiques entre États, à l'image de l'Union européenne ou de l'espace CEDEAO.

Au niveau International (Droit de l'homme)

Selon l'Article 13 de la Déclaration universelle des droits de l'homme :

- À l'intérieur d'un État : Toute personne a le droit de circuler librement et de choisir sa résidence à l'intérieur d'un pays.
- À l'extérieur : Toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays.
- Nuance importante : S'il existe un droit de quitter un pays, il n'existe pas de droit universel d'entrer dans un autre pays (cela relève de la souveraineté de chaque État).

Ce dernier alinéa pourrait être considéré comme le grand frein à la libre circulation et la source des restrictions. Ainsi, pour des raisons d'ordre public, de sécurité ou de souveraineté, tout Etat peut pratiquer une politique de sensibilisation restrictive. Le non-refoulement devient alors un principe sur papier et n'est envisagé que de façon restreinte. Ainsi, les experts s'accordent à dire qu'il n'y a pas de vague massive, mais plutôt une crise de l'accueil et des politiques migratoires restrictives, souvent imposées par des puissances extérieures, qui mettent en péril la vie des migrants. Le monde connaît donc une crise de l'accueil et non une crise migratoire.

Au Bénin, différentes dispositions législatives et juridiques consacrent la position du pays sur certains principes relatifs au respect des droits des étrangers (migrants, réfugiés...). La loi N° 2025-20 du 17 décembre 2025 modifiant et complétant la loi N° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin telle que modifiée par la loi N° 2019-40 du 07 novembre 2019 dispose en son article 39 : « *Les étrangers bénéficient sur le territoire de la République du Bénin des mêmes droits et libertés que les citoyens béninois et ce, dans les conditions prévues par la loi.* ».

La loi 2022-32 portant code de nationalité au Bénin aussi consacre la reconnaissance du statut des étrangers et les modalités d'obtention de la nationalité béninoise. La loi 2022-31 du 20 décembre 2022 portant statut des réfugiés et apatrides en République du Bénin quant à elle, consacre le non-refoulement à son article 6. Le décret 2024-1362 du 20 novembre 2024 portant attributions, composition, organisation et fonctionnement de la Commission nationale chargée des Réfugiés et des Apatrides (CNRA) vient confirmer en son article 2 ce principe de non-refoulement conformément aux lignes directrices du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). Un récapitulatif du droit positif béninois en la matière est présenté en annexe 1.

II-2. Pratiques d'accueil, de retour et de protection

Le Bénin dispose d'une tradition d'accueil des étrangers, attestée par les facilités accordées de longue date sur son territoire. Plus récemment, sa volonté de s'aligner sur les orientations de l'Union africaine³ en faveur de la libre circulation, affirmées depuis 2005 et consolidées entre 2015 et 2018, s'est traduite par des mesures concrètes. Parmi celles-ci figurent la suppression du visa d'entrée pour les ressortissants africains⁴ et la dématérialisation, accompagnée d'un allègement, de la procédure de demande de visa pour les ressortissants non africains : le e-visa⁵.

Par ailleurs, le pays a mis en place un comité interministériel chargé de coordonner l'arrivée des migrants de retour dans le cadre du retour volontaire, afin d'assurer leur prise en charge et leur orientation vers un processus de réintégration familiale ou communautaire. Plusieurs institutions composent ce comité. L'accompagnement débute dès l'aéroport et se poursuit jusqu'aux localités d'origine ou de destination souhaitées par les migrants. Des séances d'écoute permettent également de mieux appréhender les expériences, les inquiétudes et les perspectives des personnes concernées.

Il existe aussi une Plateforme de gestion des risques de catastrophes qui dispose d'un Fonds national de Réponses aux Catastrophes (FONCAT). Ce dispositif est

³ L'Union africaine essaie d'aller vers l'instauration d'un passeport africain unique et plusieurs Etats, compte tenu de la protection de leur souveraineté, restent inflexibles sur leur politique d'immigration en maintenant le visa d'entrée pour les ressortissants des autres pays africains.

⁴ Actuellement, moins de 10 Etats africains ont mis en application la directive de l'UA sur la libre circulation et la suppression du visa entre ressortissants des Etats africains.

⁵ Voir la page du Portail national des services publics du Bénin à l'adresse : <https://www.service-public.bj> La durée de traitement des demandes est de 24h à 72h.

On peut aussi voir à l'adresse <https://www.evisa.bj>

Lors de la crise de COVID 19, cette procédure dématérialisée et simplifiée a fait ses preuves.

coordonné par le Ministère en charge de la sécurité publique et réunit plusieurs autres Ministères. Il intervient en cas de déplacements forcés dus à des catastrophes (inondations, sécheresses, incendies...). Il permet d'accompagner et de soutenir les victimes, sans discrimination.

En outre, face à l'arrivée de réfugiés consécutive aux attaques terroristes survenues dans les pays voisins, des équipes mixtes ont été mobilisées pour accueillir, installer et accompagner les personnes déplacées de force. Des familles d'accueil, des établissements scolaires ainsi que des infrastructures communales sont sollicités pour assurer l'hébergement. Les partenaires techniques et financiers appuient le Gouvernement afin de garantir une assistance minimale à ces personnes particulièrement vulnérables, contraintes d'abandonner leur cadre de vie, leurs activités et parfois une partie de leur entourage familial. Avec le financement de la Banque Mondiale, le Projet de Cohésion sociale des régions Nord du Golfe de Guinée (COSO), un projet régional, est implémenté au Bénin et permet de faire face à l'afflux de réfugiés et de mettre en place les infrastructures socio-communautaires indispensables.

Dans cette même dynamique, le Bénin déploie des efforts sur plusieurs fronts afin d'assurer aux personnes déplacées et migrantes, la sécurité et le minimum pour leur dignité, le Bénin étant une terre d'hospitalité. Dans le cadre de la mitigation des crises entre éleveurs et cultivateurs, un Haut-Commissariat à la Sédentarisation des éleveurs (HCSE) a été créé en juin 2021 puis opérationnalisé.

Enfin, il faut noter que le document des Procédures Opérationnelles Standard (POS) en matière de protection des migrants a été élaboré et porté à l'étude de plusieurs acteurs au cours du mois de mai 2026 pour sa validation. C'est un processus conduit par le Consortium WeWorld-WiLDAF Afrique de l'Ouest dans le cadre du projet OUESTAF financé par l'Union européenne (ICMPD).

Une synthèse des droits et devoirs des migrants et de leur protection en République du Bénin est présentée en annexe 2.

II-3. Dispositifs institutionnels et innovations numériques

Le Bénin s'est également doté d'un cadre institutionnel qui peut favoriser l'émergence d'une gouvernance migratoire plus éthique, notamment par la digitalisation et la gestion responsable des données. Plusieurs institutions y contribuent, parmi lesquelles le Ministère du Numérique et de la Digitalisation (MND), l'Agence des Systèmes d'Information et du Numérique (ASIN), l'Autorité de Protection des Données Personnelles (APDP) et l'Agence Nationale de l'Identification des Personnes (ANIP). Cet ensemble vise à améliorer la gestion de l'état civil sur l'ensemble du territoire, y compris pour les étrangers résidant au Bénin, à renforcer la protection des données personnelles et à encadrer l'usage des technologies numériques dans le respect des droits fondamentaux. Dans ce dispositif, l'Autorité de Protection des Données Personnelles joue un rôle essentiel en veillant à ce que la collecte, le traitement et l'utilisation des données sensibles s'effectuent dans le respect de la vie privée, enjeu particulièrement crucial dans le contexte migratoire.

Les mobilités migratoires constituent une préoccupation actuelle et les défis qu'elles imposent au monde sont énormes. Leur régulation appelle à des décisions fortes empreintes d'humanisme et de respect des droits fondamentaux.

III- Limites persistantes et conditions d'amélioration

Appliquer l'éthique dans la gouvernance de la migration se heurte à des contraintes d'ordre structurel, juridique, socioéconomique, institutionnel, culturel, linguistique.

III-1. Une gouvernance encore insuffisamment structurée

La principale difficulté du Bénin en matière migratoire réside dans l'absence d'une politique migratoire formellement validée et largement diffusée. Un projet de politique a bien été élaboré entre 2015 et 2018, mais son processus de validation, puis de soumission au Conseil des ministres, n'a pas abouti. En conséquence, les actions et interventions des différents acteurs se déploient sans une vision unifiée ni des orientations retenues unanimement et suffisamment stabilisées, ce qui limite leur cohérence et leur évaluation à partir d'indicateurs clairement définis.

Il en est de même pour certains comités/commissions comme le Comité chargé de l'accueil et de la prise en charge des migrants de retour qui ne dispose pas encore d'acte définissant sa composition, ses attributions et son fonctionnement. Toutefois, un comité composé de plusieurs Ministères (Affaires étrangères, Intérieur et Sécurité, Affaires sociales), des Institutions des Nations unies (OIM, HCR) et des Organisations de la société civile se réunit pour statuer sur la gestion des retours (accueil, écoute, orientation, prise en charge psycho-sociale, intégration en famille, hébergement...).

III-2. Des contraintes institutionnelles, sécuritaires et contextuelles

À l'instar de plusieurs pays ouest-africains, le Bénin fait face à des contraintes matérielles, humaines et financières qui réduisent la capacité des institutions à suivre efficacement les flux migratoires et à garantir des conditions optimales de prise en charge. À cela s'ajoutent des pressions sécuritaires et économiques qui obligent l'État à concilier l'ouverture régionale avec les exigences de contrôle des frontières, dans un contexte marqué par des risques transfrontaliers persistants. Cette tension peut fragiliser l'application effective des principes de non-discrimination et de protection des droits des migrants. En effet, les politiques de fermeture des frontières transforment profondément les mobilités africaines (Jocelyne Streiff-Fénart and Aurélia Segatti, 2012).

Les difficultés de coordination institutionnelle et de formation des acteurs impliqués constituent également des obstacles importants à une gouvernance migratoire pleinement éthique et efficace.

III-3. L'exigence d'une adaptation plus inclusive des politiques migratoires

Un autre défi majeur tient à l'inadéquation possible entre certains cadres éthiques importés, souvent inspirés de perspectives occidentales, et les réalités culturelles et sociales locales. Les lignes directrices classiques en matière d'éthique migratoire tendent parfois à refléter des valeurs et des normes insuffisamment adaptées à la diversité culturelle, au caractère contextuel des pratiques sociales et aux références propres aux sociétés africaines. Dans un pays comme le Bénin, marqué par une forte pluralité culturelle, l'élaboration et l'application de principes éthiques supposent donc une adaptation attentive aux réalités communautaires et aux valeurs localement partagées.

Un autre obstacle important concerne la question linguistique et l'accessibilité de l'information. Les directives éthiques en matière de migration sont souvent rédigées dans des langues officielles ou étrangères, ce qui limite leur compréhension et leur appropriation par une partie importante de la population, notamment dans les secteurs informels. En outre, de nombreux usagers privilégient les formats oraux, ce qui réduit l'efficacité des supports exclusivement écrits. Cette double barrière, linguistique et

médiatique, freine la diffusion concrète des principes éthiques, en particulier auprès des groupes les plus vulnérables.

Il est vrai que des efforts considérables sont déployés dans quelques secteurs pour rendre accessibles certaines notions juridiques aux populations les plus marginalisées, dans les langues locales, à travers les radios locales et des séances de sensibilisation. C'est un effort qui ne couvre pas encore tous les secteurs, particulièrement celui de la migration. Enfin, la féminisation croissante de la migration demeure également insuffisamment prise en compte. La proportion de filles et de femmes en mobilité augmente, alors même que leurs trajectoires et leurs motivations diffèrent souvent de celles des hommes. Le mariage, l'éducation, l'emploi ou encore le commerce constituent, entre autres, des facteurs de mobilité féminine. Ces parcours spécifiques, marqués par des vulnérabilités particulières, devraient faire l'objet d'une attention plus soutenue dans les politiques publiques de gouvernance migratoire.

CONCLUSION

L'analyse des mobilités africaines à partir du cas béninois montre que la question migratoire ne peut être réduite à une logique de contrôle des frontières. Elle met en évidence la nécessité de concilier les impératifs de souveraineté, les ambitions régionales de libre circulation et l'exigence éthique de protection de la dignité humaine.

L'approche éthique invite également à nuancer la perception dominante d'une prétendue « invasion » de l'Europe, alors que les données disponibles mettent en évidence une réalité bien différente.

- Migrations intra-africaines majoritaires : Environ 80 % des flux migratoires africains restent sur le continent.
- Éthique de l'hospitalité versus Politiques de fermeture : le débat se déplace d'une prétendue "crise migratoire" vers une véritable crise de l'accueil et des politiques restrictives des pays de destination.
- Inclusion comme levier : d'un point de vue moral et pragmatique, l'inclusion des personnes en mobilité est présentée comme une condition indispensable au développement durable.

Les efforts déployés par le Bénin dans ce domaine sont importants et diversifiés. Ils concernent notamment l'état civil, le numérique, la protection sociale, la protection juridique, l'accompagnement socio-économique et le renforcement des capacités. La sécurité des migrants et le respect de leurs droits tendent ainsi à s'inscrire dans les politiques publiques nationales, en articulation avec les normes internationales et dans une prise en compte progressive des réalités locales.

Malgré ces avancées, le processus demeure confronté à plusieurs difficultés. Les réponses engagées par le pays méritent donc d'être consolidées afin de produire des effets plus durables et des résultats plus tangibles.

La présente étude s'est principalement concentrée sur le cadre normatif et institutionnel. Une étape ultérieure consistera à mener une enquête auprès des acteurs publics et privés impliqués dans la gestion de la migration, ainsi qu'auprès de différents groupes de migrants, notamment les personnes déplacées en raison des attaques terroristes et les migrants de retour au Bénin. L'analyse des données issues de cette enquête permettra d'évaluer plus finement le cadre présenté ici, d'en identifier les limites et de proposer des pistes de consolidation et d'amélioration.

Toutefois, l'effectivité d'une gouvernance migratoire éthique demeure conditionnée par plusieurs améliorations : la validation d'une politique migratoire cohérente, le renforcement de la coordination institutionnelle, une meilleure accessibilité des normes et une prise en compte plus fine des vulnérabilités spécifiques. À partir du cas

béninois, cette étude plaide ainsi pour un équilibre plus solide entre les exigences de contrôle, les réalités locales et le respect inconditionnel des droits fondamentaux des personnes migrantes dans l'espace ouest-africain.

ANNEXE 1 : LE CADRE LÉGAL ET JURIDIQUE DU BÉNIN EN MATIÈRE DE MIGRATION (par ETEKA A.K.H.)

La République du Bénin a ratifié et adhéré à plusieurs textes internationaux qui postulent tous la promotion et la protection des droits de l'homme en général et ceux des migrants en particulier. Et cette volonté se traduit par le premier texte de la République, sa Constitution qui consacre la protection des droits humains et pour ce faire, la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples est partie intégrante à la Constitution de la République du Bénin.

Au nombre des textes internationaux, nous pouvons citer, entre autres :

- l'ensemble des actes internationaux sur la traite des blanches (1904, 1910, 1949) ;
- la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (1965) ;
- le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (1966) ;
- le Pacte international relatifs aux droits économiques, sociaux et culturels ;
- la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979) ;
- la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (1984) ;
- la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant le trafic des migrants par terre, air et mer
- le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant le trafic des migrants par terre, air et mer ;
- la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (1989).
- la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille ;
- les Protocoles de Palerme relatifs à la traite des personnes et au trafic illicite de migrants (2000) ;
- la Convention n°143 de l'OIT qui vise à éradiquer les migrations irrégulières et l'emploi illégal de migrants ;
- la Convention n°29 de l'OIT sur le travail forcé ;
- la Convention n°87 de l'OIT sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical ;
- la Convention n°98 de l'OIT sur le droit d'organisation et de négociation collective ;
- la Convention n°100 de l'OIT sur l'égalité de rémunération ;
- la Convention n°111 de l'OIT concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession ;
- la Convention n°105 de l'OIT sur l'abolition du travail forcé ;
- la Convention n°81/85 de l'OIT sur l'inspection du travail ;
- la Convention n°144 de l'OIT sur les consultations tripartites relatives aux normes internationales du travail ; avec le Nigeria, le Congo (Brazzaville), le Qatar, le Koweït, le Gabon, le Bénin a signé des accords bilatéraux et tripartites relatifs à la protection des enfants et des femmes, à la lutte contre la traite d'humaines et à l'échange de main-d'œuvre ;
- la Convention n°95 de l'OIT sur la protection du salaire ;
- la Convention n°154 de l'OIT sur la négociation collective ;
- la Convention n°161 de l'OIT sur les services de santé au travail ;

- la Convention n°138 de l'OIT concernant l'âge minimum d'admission à l'emploi ;
- la Convention n°182 de l'OIT sur les pires formes de travail des enfants ;
- la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme et des Peuples (10 décembre 1948) ;
- le Protocole Facultatif à la Convention relative aux Droits de l'Enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants (25 mai 2000) ;
- la Convention des Nations-Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants (15 novembre 2000) ;
- le Protocole Additionnel à la Convention des Nations-Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir, à réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants (adoptée le 15 novembre 2000).

Engagements régionaux

- la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (1981), faisant partie intégrante de la Constitution de la République du Bénin ;
- la Charte Africaine des droits et du Bien-Être de l'Enfant (juillet 1990) ;
- la Convention générale de sécurité sociale de la CEDEAO (1993) : ici, il faut préciser que le Bénin a signé, dans ce domaine, des conventions bilatérales avec certains pays comme la France, la Côte d'Ivoire, le Niger, le Burkina Faso, le Sénégal.
- la Convention de la CEDEAO sur l'entraide judiciaire, (25 octobre 2001) ;
- la Convention de la CEDEAO sur l'extradition, (28 avril 2005) ;
- la Déclaration des chefs d'Etats de la CEDEAO sur la lutte contre la traite, (2001).

Politique et législation nationales

En plus des conventions et textes internationaux cités ci-dessus, le Bénin dispose dans son droit positif, entre autres de :

- la loi n° 2025-20 du 17 décembre 2025 modifiant et complétant la loi n° 90-32 du 11 décembre 1990 portant Constitution de la République du Bénin telle que modifiée par la loi n° 2019-40 du 07 novembre 2019 ;
- le Code du travail ;
- le régime des étrangers en République du Bénin ;
- la loi n° 2022-32 du 20 décembre 2022 portant Code de la nationalité béninoise ;
- le Code des personnes et de la famille en République du Bénin du 24 août 2004 ;
- la loi n° 2006-04 du 10 avril 2006 portant conditions de déplacement des mineurs et répression de la traite des enfants en République du Bénin et ses décrets d'application ;
- la loi n° 2011-26 du 09 janvier 2012 portant prévention et répressions des violences faites aux femmes et aux filles ;
- la loi n° 2015-08 du 8 décembre 2015 portant Code de l'enfant en République du Bénin (en cours de relecture) ;
- la loi n° 2018-16 portant Code pénal en République du Bénin ;
- la loi n° 2021-11 du 20 décembre 2021 portant dispositions spéciales de répression des infractions commises à raison du sexe des personnes et de la protection de la femme en République du Bénin ;

- la loi n° 2022-31 du 20 décembre 2022 portant Statut des réfugiés et apatrides en République du Bénin ;
- le décret n° 2024-1362 du 20 novembre 2024 portant attributions, organisation et fonctionnement de la Commission nationale chargée des réfugiés (CNRA) ;
- le décret portant réglementation de l'hébergement des étrangers en République du Bénin ;
- l'arrêté instituant la carte de séjour et les pièces constitutives ;
- etc.

ANNEXE 2 : DROITS DES MIGRANTS : RESPECT ET PROTECTION (par ETEKA A.K.H.)

Il sera présenté la caractérisation de la migration au Bénin ainsi que la protection des droits des migrants pour favoriser leur intégration. Mais avant tout, une cartographie sommaire des migrants au Bénin sera faite.

1. Caractéristiques des migrants au Bénin

Les données et informations fournies dans ce sous-titre proviennent d'un recoupement d'informations issues de l'INSAE devenu INStaD, de l'Union des Ressortissants de la CEDEAO (UR-CEDEAO) et d'une étude du Professeur IGUE, J.

Les types de migrants au Bénin se retrouvent dans certaines catégories socio-professionnelles. Mais avant tout et en grande proportion, ce sont des migrants venus des différents Etats de l'Afrique de l'Ouest (migration de proximité), ensuite des migrants d'autres Etats de l'Afrique. Depuis quelques années, une nouvelle catégorie de migrants se sont installés et viennent du continent asiatique. Il s'agit de migrants de l'Inde, le Pakistan, la Chine ainsi que du proche orient comme le Liban. On retrouve en faible proportion au Bénin des migrants européens et américains.

Ces migrants se retrouvent dans des secteurs socio-professionnels comme le commerce, la transformation agroalimentaire, l'industrie, les professions libérales, l'administration (organismes internationaux, ONG, administration de programmes et projets, etc.), le travail domestique (regroupant les travailleuses de sexe, le service dans l'hôtellerie, les débits de boissons/bars et restaurants, les résidences, l'entretien et le nettoyage...), la religion (religieux et religieuses, prédicateurs et assimilés), le système scolaire (élèves et étudiants voire enseignants).

Ces migrants ont des droits et des devoirs et les Etats dans lesquels ils se retrouvent ont l'obligation de prendre toutes les mesures et dispositions en vue de protéger ces droits et faciliter l'intégration des migrants. Quels sont ces droits et devoirs ?

2. La défense et la protection des droits des migrants au Bénin

Au Bénin, les textes de loi garantissent aux migrants, des droits et devoirs. Ces droits et devoirs ont été résumés dans un « ***Guide d'accueil, d'installation et d'assistance aux migrant.e.s en République du Bénin*** », rédigé par la **Plateforme Multi-acteurs de la migration au Bénin (PMB)**. La PMB est un ensemble d'acteurs de la société civile, de partenaires techniques et financiers et de services publics (Ministères intervenant dans le domaine de la migration : affaires étrangères, développement, sécurité publique, santé, affaires sociales, promotion de l'emploi, travail, etc.). Cette plateforme est née après que les organisations syndicales ont pris conscience de leur rôle aux côtés des migrants, et surtout des migrants travailleurs et de la protection de leurs droits. Ces organisations se sont réunies au sein du Réseau des organisations syndicales pour la défense des travailleurs migrants du Bénin (ROSyD-TM). Avec le soutien des partenaires dont principalement la Fondation Friedrich Eberg Stiftung au Bénin (FES), le ROSyD-TM a eu droit à des renforcements de capacité en matière de migration, droits des migrants, protection et assistance aux migrants travailleurs et aux membres de leurs familles. C'est cet élan qui a donné naissance plus tard à la PMB car il fallait associer toutes les parties prenantes pour une prise en compte holistique de la question de protection des migrants, de leur assistance et de leur intégration à la communauté béninoise.

Des droits du migrant au Bénin

Il s'agit notamment du droit à la liberté de circuler, le droit de résidence et le droit d'établissement. Même si on se trouve dans un contexte de libre circulation, il est indispensable de se munir d'un document d'identité et/ou d'un document de voyage. Une fois sur le territoire, il faut aussi régulariser sa situation si le séjour dépasse 90 jours (délai maximal de séjour sans ou avec visa au Bénin), en se faisant établir un titre de séjour (carte de séjour pour les adultes et visa long séjour pour les mineurs).

Il y a également, le droit de s'établir et de vivre partout au Bénin avec sa famille, ainsi que celui d'accéder à une activité et de l'exercer, d'exercer une activité salariée en vertu d'un contrat de travail à durée déterminée au cours des deux premières années de la résidence régulière de l'étranger ou de l'immigrant au Bénin, comme l'indique l'article 26 de la loi n° 98-004 du 27 janvier 1998 portant code du travail en République du Bénin et les conventions collectives.

De même, au Bénin l'immigrant dispose du droit au visa du contrat de travail en tant que travailleur étranger (employé expatrié). L'obtention de ce visa est subordonnée au permis de travail, d'une durée de validité de 12 mois renouvelable, comme l'indiquent les articles 27 et 28 de la loi 1998 portant code du travail en République du Bénin et les conventions collectives.

Dans le pays, le migrant dispose du droit à l'instruction lui et ses enfants, ainsi que l'accès aux opportunités de travail au même titre que les nationaux béninois, bien que des spécificités existent. Il a également le droit de se constituer en association apolitique ou intégrer des associations existantes. C'est le cas des nombreuses associations de communautés étrangères vivant au Bénin dont l'Union des Ressortissants de la CEDEAO (UR-CEDEAO), très active. Lors des fêtes nationales, ces associations ont le droit d'organiser des réjouissances et différentes activités, tant qu'atteinte n'est pas portée à l'ordre public.

Aussi, en lien avec l'Objectif de Développement Durable 3, le migrant bénéficie du droit à un meilleur état de santé qui soit, avec l'accès aux services sociaux de base et à l'assistance nécessaire. Une fois les conditions remplies, au Bénin le travailleur migrant a le droit de demander et d'obtenir la nationalité béninoise. Il a également le droit de réclamer ses droits, et de saisir les juridictions compétentes pour obtenir justice au besoin. Quant aux réfugiés, ils peuvent obtenir le droit à l'asile.

Des devoirs du migrant au Bénin

Comme tout autre citoyen vivant au Bénin, le Migrant a des devoirs. Au nombre de ceux-ci, l'article 20 la loi portant régime des étrangers en République du Bénin précise qu'il a le devoir de se faire délivrer une carte de séjour trois mois au plus tard, après son arrivée dans le pays. Le dossier de demande de carte de séjour conformément à l'article 21 de ladite loi est composé de plusieurs pièces⁶.

En effet, le migrant a également le devoir de s'informer sur les lois de la République du Bénin. A cet effet, la Plateforme Multi-acteurs de la migration au Bénin (PMB) située à la Bourse du Travail à Cotonou reste un partenaire disposé à accompagner les travailleurs migrants. Certains autres acteurs disposent aussi de centres ou bureaux d'écoute, d'orientation et d'assistance/accompagnement des migrants.

⁶ Un casier judiciaire du pays d'origine ou de dernière résidence ; un certificat d'hébergement ; un certificat médical ; un contrat de travail visé par les services compétents du ministère du travail ; une justification de ressources suffisantes ; une carte d'inscription au registre du commerce ou à un ordre professionnel pour les commerçants et autres professionnels ; et la présentation d'une caution de rapatriement ou d'une dispense de caution

De même, le migrant a le devoir de respecter les lois du Bénin, son pays d'accueil. Il doit faire les formalités pour obtenir le visa du contrat de travail, en tant que travailleur étranger.

Outre cela, le migrant a le devoir de se présenter au Chef de son Quartier ou Village et connaître la représentation de son pays d'origine sur le territoire béninois. Également, a-t-il le devoir de scolariser ses enfants, filles comme garçons ; payer régulièrement ses impôts et taxes ; subvenir aux besoins de ses enfants conformément à la Convention relative aux Droits de l'Enfant, à la Charte Africaine des droits et du bien-être de l'enfant et de la loi n° 2015-08 du 8 décembre 2015 portant Code de l'enfant, ainsi que le devoir de coopérer avec tout service compétent dans la recherche de la vérité et pour la sécurité du Bénin, son pays d'accueil.

Enfin, il faut préciser que la PMB a inscrit dans le Guide les noms, adresses physiques, contacts téléphoniques et de courriel des structures (étatiques, OSC, Organisations syndicales, Partenaires et autres acteurs de la Migration) intervenant dans le secteur migratoire. Ce qui permet au migrant sur le territoire de la République du Bénin de ne pas se perdre et de pouvoir bénéficier de toute assistance et tout conseil pour son mieux-être.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Ayimpam, S., « Mobilités, circulations et frontières. Migrations, mobilités et développement en Afrique », *Anthropologie & développement* [En ligne], 51 | 2020, mis en ligne le 01 décembre 2020, consulté le 28 avril 2026. URL : <http://journals.openedition.org/anthropodev/1068> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/anthropodev.1068>
- Beauchemin, C. (2015) « Migrations entre l'Afrique et l'Europe (MAFE) : Réflexions sur la conception et les limites d'une d'enquête multisituée ». *Population*, Vol. 70. DOI: [10.3917/popu.1501.0013](https://doi.org/10.3917/popu.1501.0013)
- Beauchemin, C. Flahaux, M-L. Schoumaker, B. (2020) “Three sub-Saharan migration systems in times of policy restriction”. *Comparative Migration Studies*, 8. DOI: [10.1186/s40878-020-0174-y](https://doi.org/10.1186/s40878-020-0174-y)
- Ben Mokhtar, Y. (2023). « Dynamiques migratoires africaines Enjeux, défis et perspectives de gouvernance ». *Afrique(s) en mouvement*, 6(2), 104-107. <https://doi.org/10.3917/aem.006.0104>.
- Bocquier, P. Cha'ngom, N. Docquier, F. Machado, J. (2024) “The within-country distribution of brain drain and brain gain effects: A case study on Senegal”. *Journal of Demographic Economics*, 90. DOI: [10.1017/dem.2023.27](https://doi.org/10.1017/dem.2023.27)
- Brachet, J. (2009). *Migrations transsahariennes : Vers un désert cosmopolite et morcelé (Niger)* Terra-HN. <https://shs.cairn.info/migrations-transsahariennes--9782914968652?lang=fr>.
- Bredeloup, S. (2007), *La Diam'spora du fleuve Sénégal. Sociologie des migrations africaines*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 2007, 301 p., ISBN : 978-2-85816-938-2.
- Cassarini, C., Cassarino, J-P., Dauchy, A. et Perrin, D. (2024), « Des régimes de mobilité en Afrique : politiques, territorialités, usages et régionalisation », *Revue européenne des migrations internationales* [En ligne], vol. 40 - n°4 | 2024, mis en ligne le 31 décembre 2024, URL : <http://journals.openedition.org/remi/27153> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/138i5>
- Choplin, A., (2012), « Jocelyne Streiff-Fénart and Aurélia Segatti, *The Challenge of the Threshold: Border Closures and Migration Movements in Africa* », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 28 - n°4 | 2012, 171-174.
- Eyebiyi, E. et Mendy, A. (éd.) (2019). *Mobilités, circulations et frontières. Migrations, mobilités et développement en Afrique*, Niamey/Parakou, Éditions Daraja Press et LASDEL, 2019, 271 p.
- Flahaux, M-L. De Haas, H. (2016) *African migration: trends, patterns, drivers*. *Comparative Migration Studies*, 4. DOI: [10.1186/s40878-015-0015-6](https://doi.org/10.1186/s40878-015-0015-6)
- INSAE, *Rapport d'analyse de l'enquête sur les transferts des migrants*, publié en mars 2012
- Lessault, D. et Flahaux, M-L., (2013) « Regards statistiques sur l'histoire de l'émigration internationale au Sénégal », *Revue européenne des migrations internationales*, vol. 29 - n°4 | 2013, 59-88.
- Rea, A., Dimé, M., White, B. (dir.) (2025), *Les frontières des circulations migratoires africaines*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, Presses de l'université de Montréal, coll. « Sociologie et anthropologie », 2025, 248 p.
- Rey, J. (2021). [Review of *Dieu, les migrants et l'Afrique*. (« Les mobilités africaines »), by B. Sophie]. *Cahiers d'Études Africaines*, 61(241 (1)), 215–218. <https://www.jstor.org/stable/27126848>

Streiff-Fénart, J. and Segatti, A. (eds.) (2012). *The Challenge of the Threshold: Border Closures and Migration Movements in Africa*, Lanham, Maryland, Lexington Books, 270 p., ISBN: 978-0-7391-6510-2.

Thiollet, H., (2024), *Externalisation. Comprendre la diplomatie migratoire et l'Union européenne*. 2024. {hal04738209v1}

Wihtol de Wenden, C. (2010). « *La question migratoire au XXIe siècle : Migrants, réfugiés et relations internationales* ». Presses de Sciences Po. <https://doi.org/10.3917/scpo.wende.2010.01>.

**ENTRE SURVIE ET TRANSGRESSION : LES DILEMMES ÉTHIQUES DU
MIGRANT DANS *LE VENTRE DE L'ATLANTIQUE* DE FATOU DIOME ET *EL
METRO* DE DONATO NDONGO-BIDYOGO**

**BETWEEN SURVIVAL AND TRANSGRESSION: THE ETHICAL DILEMMAS
FACED BY MIGRANTS IN FATOU DIOME'S *LE VENTRE DE L'ATLANTIQUE* AND
DONATO NDONGO-BIDYOGO'S *EL METRO***

Yogoné Tah Théodor TRAORÉ
Université Félix Houphouët Boigny

Résumé :

Cet article analyse les dilemmes éthiques liés à l'expérience migratoire dans deux œuvres emblématiques que sont : *Le ventre de l'Atlantique* de Fatou Diome et *El metro* de Donato Ndongo-Bidyogo. À partir d'une approche comparative, cette étude montre que la migration clandestine en plus d'être une simple transgression individuelle, s'inscrit dans un ensemble de contraintes sociales, économiques et politiques. D'abord, l'article met en exergue la manière dont l'imaginaire migratoire et les pressions communautaires produisent le départ. Ensuite, il examine la trajectoire migratoire clandestine comme un espace de suspension morale où les sujets migrant développent des stratégies de survie en remettant en question les différentes catégories traditionnelles du bien et du mal. L'article s'intéresse aussi aux transformations morales et identitaires des personnages, ce qui caractérise la vie en situation d'irrégularité. Et enfin de compte, cette étude montre que ces romans nous proposent une critique implicite des politiques migratoires contemporaines précisant que les contradictions d'un système produit l'illégalité qu'il prétend combattre. Ainsi, l'article tout en défendant l'idée que la migration constitue une expérience éthique limite nous invite à repenser la responsabilité individuelle à la lumière des structures globale qui conditionnent la mobilité.

Mots-clés : Ethique migratoire - imaginaire migratoire - migration clandestine - mobilité et transgression - littérature contemporaine.

Abstract :

This article analyzes the ethical dilemmas linked to the migratory experience in two emblematic works: *Le ventre de l'Atlantique* of Fatou Diome and *El metro* by Donato Ndongo-Bidyogo. Using a comparative approach, this study shows that clandestine migration cannot be reduced to simple individual transgression, but rather is embedded in a set of social, economic and political constraints. First all, the article highlights how the migratory imaginary and community pressure produce the departure. Second, it examines the clandestine migratory trajectory as a space of moral suspension where migrant subject develops survival strategies by questioning the various traditional categories of good and evil. The article also focuses on the moral identity transformations of the characters, which characterize life in a state of irregularity. Finally, the study shows that these novels offer an implicit critique of contemporary migration policies, highlighting how the contradictions of a system produce the very illegality it claims to combat. Thus, while defending the idea that migration constitutes a borderline ethical experience, the article invites us to rethink individual responsibility in light of the global structures that shape mobility.

Keywords : Migration ethic – migratory imaginary – Clandestine migration – mobility and transgression – contemporary literature

INTRODUCTION

La migration contemporaine constitue aujourd'hui l'un des phénomènes majeurs qui structurent les dynamiques sociales, politiques et culturelles du monde globalisé. Dans le contexte africain, les mobilités migratoires vers l'Europe sont généralement motivées par des aspirations économiques, des imaginaires de réussite sociale et même

des pressions communautaires qui transforment le départ en horizon quasi inévitable pour de nombreux jeunes. Toutefois, derrière les récits d'espoirs et de mobilité ascendante se déploie une autre réalité bien plus complexe, faite d'incertitude, de marginalisation et de contradiction morales. La migration irrégulière confronte en effet les individus à des situations où la frontière entre l'égalité et illégalité, entre morale et nécessité, devient particulièrement fragile. Dans ce cas de figure, les migrants se retrouvent souvent placés face à des dilemmes éthiques : Faut-il respecter les normes juridiques et sociales au risque de compromettre sa survie, ou transgresser ces normes pour continuer à exister dans un espace qui leur est structurellement hostile ?

La littérature africaine contemporaine s'est largement emparée de cette problématique en donnant à voir l'expérience de la migration et les tensions morales qui l'accompagnent. C'est donc à travers la fiction que les écrivains explorent les contradictions d'un système mondial marqué par de profondes inégalités, où la liberté de circulation demeure un privilège inégalement distribué. Ces différentes œuvres littéraires ne se limitent pas au simple fait de décrire le déplacement géographique, elles interrogent également les implications éthiques de ce déplacement, en montrant clairement comment les migrants négocient leur identité, leurs valeurs et leurs choix face aux contraintes du monde contemporain.

Cette situation est précisément celle que donne à voir *Le ventre de l'Atlantique* et *El metro*. Dans ces deux romans, les trajectoires migratoires sont marquées par des expériences de précarités, de désillusion et de violence symbolique ou matérielle. Les différents personnages se trouvent souvent confrontés à des choix difficiles où la transgression, qu'il s'agisse de franchir clandestinement des frontières, de contourner les règles administratives ou adopter des stratégies de survie informelles apparaît comme une nécessité plutôt qu'une simple déviance.

Dans cette perspective, cet article se propose d'analyser la manière dont ces romans représentent les dilemmes éthiques auxquels sont confrontés les migrants africains dans leurs quêtes d'une vie meilleure. Il s'agira notamment de montrer comment les logiques de survie conduisent les personnages à naviguer dans une zone morale ambiguë où les normes juridiques et sociale sont constamment renégociées. L'étude de ces œuvres permettra ainsi de mettre en évidence la façon dont la littérature révèle la dimension profondément éthique de l'expérience migratoire, en exposant les contradictions d'un monde où les frontières, loin d'être de simples limites géographiques, deviennent des espaces de tension entre humanité, nécessité et transgression.

I. PRODUIRE LE MIGRANT : IMAGINAIRE, CONTRAINTES ET FABRICATION DU DÉPART

« L'émigration n'est plus une aventure, elle est une nécessité fabriquée ». Cette réflexion de Sami Naïr résume la manière dont les sociétés contemporaines produisent les candidats au départ à partir de contraintes économiques, de pressions symboliques et de récits idéologiques (Naïr, 2007, p. 37). Ainsi, l'on comprend que cette situation ne relève d'un désir individuel, mais plutôt comme le résultat d'un système de représentations qui transforme l'ailleurs en horizon de salut. Cette fabrication du migrant occupe une place centrale dans les littératures africaines contemporaine. Il faut noter qu'avant même de franchir les frontières, le sujet migrant est déjà pris dans un réseau d'attente sociale, de fantasmes collectifs et d'injonctions morales qui conditionnent sa décision. Dans notre corpus, la migration naît d'une aspiration libre, la frustration et le devoir. Le dilemme éthique ici commence bien avant la traversée de la méditerranée en se nouant dans le même moment où le départ s'impose comme la seule issue possible d'une vie meilleure.

I-1. Migration et injonction sociale au départ

Dans *Le ventre de l'Atlantique et El metro*, le désir ne provient pas uniquement du sujet migrant lui-même. Cet dernier est porté, renforcé et souvent imposé par un groupe social. La famille, le village, les amis ou encore les imaginaires de la réussite exercent sur les sujets une pression constante. Dans ce contexte, partir devient un impératif.

Chez Fatou Diome, le personnage de Madické rêve de rejoindre la France parce qu'il associe le continent Européen à la réussite, la richesse, la reconnaissance sociale et non parce qu'il connaît réellement ce pays. Le village entier alimente cette croyance de la bonté de l'ailleurs. Elle écrit : « Pour les jeunes de l'île, l'Europe était devenue un vaste terrain de football où chacun croyait pouvoir marquer le but de sa vie » (Diome, 2003, p. 58). Cette métaphore sportive utilisée par Fatou Diome n'est pas anodine car elle inscrit la migration dans une logique virile de performance et de conquête. Réussir, pour un jeune, c'est partir.

De plus, cette pression exercée sur les hommes est particulièrement forte. Dans les sociétés africaines généralement, la masculinité reste liée à la capacité de subvenir aux besoins de la famille en accédant à une forme de prestige économique. Lorsque les ressources locales se raréfient, l'émigration semble être le seul moyen de répondre aux attentes. C'est bien dans cette optique qu'Achille Mbembe rappelle que « l'Afrique contemporaine est traversée par une économie du manque qui pousse les jeunes à chercher ailleurs les conditions de leurs existence » (Mbembe, 2016, p. 112). Dans ce contexte, le fait de rester au pays peut être perçu comme un signe d'échec, voire d'impuissance.

Fatou Diome comme Donato Ndongo-Bidyogo montrent clairement cette logique dans le regard que les habitants portent sur ceux qui reviennent d'Europe. Bien que ceux-ci aient connu toutes formes de précarité ou d'humiliation, ils sont accueillis comme des héros parce qu'ils incarnent la possibilité d'un destin exceptionnel. Diome observe ainsi : « Dès qu'un émigré revenait au village, les regards se suspendaient à ses vêtements, à sa montre, à ses chaussures » (Diome, 2003, p. 39). L'individu ne vaut plus pour lui-même sinon pour les signes matériels de son succès supposé. Cette valorisation sociale du sujet migrant produit ce que nous appellerons un mécanisme d'injonction dans la mesure où le sujet migrant qui part devient un modèle et celui qui reste, une figure du renoncement. Dans ses recherches, Pierre Bourdieu a montré que les aspirations individuelles sont toujours structurées par les attentes du groupe et par les représentations socialement valorisées (Bourdieu, 1994, p. 73). Dans *Le ventre de l'Atlantique*, le départ vers la France est un véritable « devoir moral » pas seulement pour soi, mais aussi pour toute la famille et pour sa communauté.

Cette dimension est également présente chez Donato Ndongo-Bidyogo. Obama Ondo ne quitte pas seulement son pays pour une amélioration de sa situation personnelle, mais il porte en lui et sur ses épaules les attentes de tout un peuple resté au pays. Il a dès lors une responsabilité écrasante, car s'il échoue, ce n'est pas seulement lui qui tombe, mais l'ensemble des espoirs investis dans sa migration. Il sait que son départ doit déboucher sur une réussite économique et symbolique.

I-2. L'imaginaire migratoire comme construction idéologique

Si nous considérons que la migration s'impose comme une évidence, c'est bien parce qu'elle repose sur un imaginaire puissant, construit à partir de récits, de médias, de rumeurs et de mythologie sociale. Dans *Le ventre de l'Atlantique et El metro*, l'Europe est d'abord un espace fantasmé, où toutes les frustrations du présent trouveraient leurs résolutions.

Dans *Le ventre de l'Atlantique*, l'idéalisation de ce projet est entretenue par les images télévisées, particulièrement celles des matchs de football européens. La télévision apparaît donc comme un instrument de production du désir migratoire où chaque jeune de l'île projette son rêve de richesse et de célébrité. À ce propos, « La télévision avait fait de l'Europe une vitrine éclatante où chacun venait contempler le bonheur des autres » (Diome, 2003, p. 47). Dans ce cas, l'Europe devient un spectacle. Cette représentation correspond à ce que Arjun Appadurai appelle les “imagined words”, qui sont pour lui, des mondes imaginés collectivement à travers la circulation globale des images et des récits (Arjun, 1996, p. 33). Dans ce sens, le départ des migrants est un allé vers une fiction sociale construite à partir d'information partielles et de récits embellis.

Dans les différentes œuvres, les récits des migrants revenus au pays jouent un rôle déterminant dans la construction idéologique de l'ailleurs. Pour la préservation de leur prestige, beaucoup taisent les humiliations, les difficultés et les échecs qu'ils ont connus en Europe. Chaque migrant préfère mettre en avant les signes extérieurs de leur réussite. L'autrice insiste ici sur un tel phénomène quand elle écrit : « Les émigrés ne racontent jamais leurs nuits de faim ni leurs journées de honte ; ils exhibent leurs cadeaux et leurs vêtements » (Diome, 2003, p. 80).

Un autre point est celui de la souffrance qui nourrit le mythe migratoire. En effet, les jeunes candidats au départ n'ont accès qu'à une version tronquée de la réalité. *El metro* par exemple, déconstruit brutalement cette illusion. En fait, la ville en tant qu'espace de liberté apparaît comme un lieu hostile où le migrant doit constamment prouver qu'il mérite d'exister. De cette opposition entre imaginaire et réalité, nous pouvons comprendre la dimension idéologique de la migration que développe Abdelmalek Sayad lorsqu'il parle de « double illusion ». Pour lui, le pays de départ imagine le continent Européen comme un paradis, tandis que le pays d'accueil réduit le sujet migrant à sa seule fonction économique (Sayad, 1999, p. 61). Ainsi, le sujet migrant est pris entre deux fictions contradictoires qui finissent par le priver de sa propre vérité.

I-3. De la décision au basculement éthique

La décision de partir vers un ailleurs meilleurs constitue un tournant majeur. À cet instant, le départ devient un engagement concret et non un rêve. Or cet engagement dont il est question implique déjà une première rupture avec l'ordre normatif. C'est dans ce sens que dans les deux œuvres, les différents personnages comprennent rapidement que partir légalement est presque impossible. Les frontières ainsi que les dossiers administratifs que sont les visas et les contrôles ferment l'accès à la mobilité. Quitter son pays implique et suppose des formes de contentement que sont ; voyager sans papiers, recourir à des passeurs, mentir sur son identité ou accepter l'irrégularité.

Dans l'œuvre *El metro*, cette prise de conscience est immédiate. Obama Ondo découvre que son avenir dépendra de sa capacité à transgresser des règles qu'il n'a pourtant pas choisies. Le fait de migrer vers un autre État entraîne une fracture morale dans la mesure où pour survivre, il faudra peut-être désobéir. Dans le même cas, Fatou Diome nous présente également que le rêve du départ porte en lui cette dimension de transgression. Lorsque les jeunes de Niodior évoquent la possibilité de partir clandestinement, ils ne font mention d'un crime, mais d'une nécessité. C'est en ce sens que Fatou Diome écrit : « Les lois des hommes riches semblaient faites pour empêcher les pauvres de respirer » (Diome, 2003, p. 126). Ainsi, la transgression apparaît comme une réponse à une injustice, pas comme une faute.

Dans cette dynamique, la réflexion de Paul Ricoeur semble appropriée quand il pense que l'éthique consiste dans la recherche d'« une vie bonne, avec et pour les autres, dans des institutions justes » (Ricoeur, 1990, p. 202). Or dans les œuvres, les différentes

institutions migratoires sont précisément comme injuste car elles ferment les voies légales et produisent elles-mêmes les conditions de l'irrégularité. En ce moment, le migrant se voit confronté à la dure réalité du départ, faut-il respecter la loi ou la transgresser au nom de sa survie ? Ce dilemme éthique commence donc bien avant le passage de la frontière. Il apparaît au moment où le sujet migrant comprend que son désir d'une vie meilleure ne pourra s'accomplir qu'au prix d'une rupture avec l'oubli. Ainsi, le migrant devient ce que nous appellerons un sujet moralement déchiré, placé entre l'obéissance aux normes et la nécessité de vivre.

II- TRAVERSER : LA CLANDESTINITÉ COMME ESPACE DE SUSPENSION MORALE

Dans la littérature migratoire contemporaine, la migration clandestine constitue un espace où les normes morales habituelles sont suspendues ou reconfigurées. Chez Donato Ndongo-Bidyogo, Obama Ondo montre clairement comment la traversée migratoire se construit dans une zone d'incertitude où les frontières entre l'égalité et légitimité sont instables. Le sujet est contraint d'adopter des stratégies de survie qui questionnent les cadres moraux traditionnels car confronté à la précarité, la violence et même l'exclusion sociale.

II-1. Franchir la frontière : entre illégalité et légitimité

Dans *El metro*, la traversée du migrant est marquée par une tension entre illégalité administrative et légitimité existentielle. Le protagoniste Obama Ondo est très vite confronté aux dangers de la migration clandestine et cela aux risques mortels dû au trajet. La narration nous montre également que la violence dans cette partie du continent est structurelle de ces parcours car la mort est belle et bien constante. Il affirme : « Siempre la muerte como sombra aterrador. Muerte atroz, de hambre o de sed, enloquecidos por la insolación... Muerte inútil, sin haber alcanzado el objetivo » (Ndongo-Bidyogo, 2014, p. 228). Cette référence textuelle présente la dimension tragique de la migration clandestine comme une quête incertaine vers une vie meilleure. Le roman met en exergue l'ampleur des pertes humaines et l'anonymat des victimes : « Nadie sabrá jamás... cuántas víctimas anónimas perecen a diario en la ruta espinosa hacia la felicidad » (Ndongo-Bidyogo, 2014, p. 299).

A partir de ces différents passages, il est donc important de souligner que la frontière est une épreuve existentielle et pas seulement géographique ou juridique. Dans un tel contexte, la question de l'illégalité du passage semble être relativisée par la légitimité du désir de survivre et de construire une vie meilleure. Le faisant, le migrant tente de répondre à une nécessité vitale sans prendre en compte la transgression des normes juridiques.

De plus, Obama Ondo, une fois en pays d'accueil constate que la violence existe même après avoir franchie les frontières. Il est exposé à diverses formes de vulnérabilité, il fait face à des skinheads dans le metro, ce qui illustre bien le poids que portent les migrants noirs. « Había oído hablar de los skin, de su racismo violento e irracional... No querían negros en su territorio » (Ndongo-Bidyogo, 2014, p. 252). Ainsi, le corps du migrant décrit dans ce texte apparaît comme un espace où se matérialise les tensions raciale et morale.

II-2. Stratégie de survie et micro-transgressions

Face aux dures réalités que font face les migrants, ceux-ci développent diverses stratégies de survie. Obama Ondo, le migrant est contraint de vivre dans un univers

d'invisibilité sociale où l'absence de papiers détermine l'accès à l'emploi, le logement et biens d'autres droits fondamentaux. Faisant référence aux documents administratifs, il est bien de noter qu'ils sont un élément central de cette précarité : « No debía seguir indocumentos, sin ningún papel que demostrara siquiera que tenía nombre y apellidos. Necesitaba empezar a existir » (Ndongo-Bidyogo, 2014, p. 330). Cet énoncé montre l'importance symbolique et politique des papiers d'identité. Sans document administratif, le sujet migrant est réduit à une forme d'inexistence administrative et cette irrégularité devient dans le même temps l'une des conditions qui pousse à adopter des stratégies parfois situées à la limite de la légalité.

De même, la clandestinité implique l'acceptation de différentes formes d'exploitation économique. Dans plusieurs parties du roman, les migrants travaillent dans des conditions précaires, trompé par des employeurs qui profitent de leur vulnérabilité. Ces conditions de travail montrent comment la clandestinité quel que soit sa nature produit une économie informelle fondée sur l'inégalité et la dépendance. Les migrants dans ce cas, se voient obligés d'accepter ces conditions car elles représentent souvent la seule solution et possibilité de subsister.

II-3. La « zone grise » de l'éthique migratoire

Dans le roman *El metro*, l'expérience migratoire telle que décrite nous conduit à une remise en question des catégories morale traditionnelles. Contrairement à ce que vivent les milliers de migrants subsahariens en Europe, le roman révèle que les migrants clandestins ne peuvent être ni réduit à la figure de la victime passive ni à celle du transgresseur volontaire de lois.

Obama Ondo agit constamment dans une zone grise où des décisions sont dictées par la nécessité et l'incertitude. Dans une telle atmosphère, les règles habituelles perdent leur pertinence car la clandestinité fait d'elle un espace de suspension morale et les différents choix du sujet migrant, sont moins le résultat d'une volonté de transgression que d'une adaptation à une situation extrême. Cette situation révèle donc l'existence d'une éthique située, autrement dit, une morale construite dans un contexte spécifique de contraintes et de vulnérabilité. Toutes les actions du migrant ne peuvent être jugées indépendamment des conditions matérielles qui les rendent nécessaires.

Ainsi, dans les différentes œuvres, la clandestinité apparaît comme un espace de tension entre survie et légalité. En prenant en compte la trajectoire diasporique du personnage de Obama Ondo, l'auteur met en exergue que la clandestinité ne révèle pas d'une infraction juridique, mais aussi d'une expérience humaine complexe où se redéfinissent les frontières de l'éthique.

III. VIVRE EN MIGRATION : RECOMPOSITION MORALE ET IDENTITAIRE

III-1. Survivre dans l'irrégularité

Dans l'espace migratoire il existe d'autres formes de violence plus diffuse et plus quotidienne puisque l'arrivée dans cet espace ne marque pas seulement la fin de l'épreuve. Le migrant clandestin vit dans une précarité permanente où chaque geste ordinaire, tel que travailler, se déplacer, se loger et même le fait de consulter un médecin est une prise de risque. Sa situation irrégulière ne lui conférant pas un statut administratif, produit une autre condition existentielle fondée sur la peur, l'invisibilité et l'instabilité. Généralement, dans les récits migratoires, la précarité se voit d'abord par les conditions matérielles de vie. Dans ces conditions, le migrant est celui qui occupe les marges de la ville, il dort dans des logements insalubres, accepte des emplois clandestins et demeure constamment exposé à l'exploitation.

La survie économique de ce dernier repose sur des activités dites informelles, sous-payées et dangereuses dans la mesure où celui-ci ne possède ni papiers ni protection juridique. Le migrant dans ces conditions ne peut ni revendiquer ses droits ni dénoncer les abus dont il est victime. Son existence toute entière est suspendue à la volonté des autres et donc de son employeur. Nous assistons donc à un climat de peur continue. Étant dans une situation irrégulière, le migrant est dans l'anticipation constante d'une arrestation, de contrôle ou d'expulsion. Celui-ci se voit éviter certains quartiers, ne pas parler fort de peur d'attirer l'attention. L'invisibilité est pour le migrant une stratégie de survie, il faut risquer sa vie pour éviter l'expulsion et aussi renoncer à une part de son humanité. Pour cela le migrant existe socialement sans véritablement exister juridiquement.

Dans *Le ventre de l'Atlantique*, Fatou Diome présente comment le rêve de plusieurs jeunes se transforme en désillusion et d'exclusion en Europe. Elle souligne que l'imaginaire collectif du départ repose sur une illusion tenace car pour elle l'Europe n'est plus seulement un continent, elle est devenue un miroir où chacun veut contempler sa propre réussite (Diome, 2003, p. 56). Partant de ce postulat, il faut noter que derrière ce rêve, la réalité de l'exil est faite d'humiliation et de marginalisation. Abdelmalek Sayad déjà cité écrit que « l'immigré est toujours un immigré provisoire, même lorsqu'il s'installe durablement » (Sayad, 1999, p. 105). Les migrants Sénégalais en Europe et plus précisément en France découvrent que l'Eldorado occidental repose sur une hiérarchie implicite qui les maintient dans une position de subordination. En tant qu'étranger, ils ne peuvent être considérés qu'à condition de demeurer dans les périphéries, espaces invisibles, travail précaire. Ainsi, cette fracture identitaire positionne le migrant dans un entre deux, c'est-à-dire qu'il n'est plus pleinement dans son pays d'origine ni totalement dans le pays d'accueil.

Dans le cas de *El metro*, l'auteur fait de cette expérience migratoire irrégulière, le cœur du parcours des migrants. Le protagoniste découvre que la survie suppose l'acceptation de la misère et de l'invisibilité. Il affirme :

Cuanto dinero tenía en el mundo se reducía a las pocas monedas que tintineaban en su bolsillo [...] se acurrucó contra la pared de uno de los puestecillos, ahora cerrado, hundió la cabeza entre sus rodillas y se dispuso a soportar la lenta espera de lo que deparase la vida (NDONGO-BIDYOGO, 2014, pp. 132-133).

Cette scène montre la précarité radicale du migrant clandestin, puisqu'il ne possède ni logement, ni ressources, ni avenir assuré. Plus encore il apprend à se cacher. Obama Ondo, personnage principal vit et traverse une succession d'espace hostiles où il ne peut que suivre les règles de la clandestinité. Également, Donato montre que l'existence migrante apparaît dans l'œuvre comme une tension permanente à laquelle le sujet migrant vit entre deux mondes, différentes temporalités et deux identités. Celui-ci est toujours en quête de vie meilleure, l'obtention des papiers, un travail stable et une reconnaissance de la part du pays d'accueil. La vie pour lui, est une attente interminable, il est suspendu et cette non insertion empêche toute projection dans le futur, et, bien qu'il vive dans le présent il survit dans un entre deux.

III-2. Culpabilité, honte et responsabilité

Si nous devons considérer la violence sociale de l'irrégularité, alors à cela s'ajoute une autre forme de souffrance plus intime qu'est la culpabilité. Les rapports qu'entretient le sujet migrant avec la famille restée au pays sont des rapports complexes, que sont la responsabilité, la dette et l'obligation morale. Le déplacement du sujet migrant n'a jamais

été un choix purement individuel dans la mesure où il engage toute une famille, un village qui investit matériellement et symboliquement dans le projet migratoire. Ainsi, celui-ci devient dépositaire d'un espoir collectif. Il porte les espoirs et conviction de tout un peuple qui veut le voir réussir, qu'il envoie de l'argent et qu'il améliore la situation des siens. Il est donc confronté à une attente qui crée une pression considérable, d'autant plus forte que la migration a souvent exigé des sacrifices tel que la vente d'un terrain, emprunts, endettement, séparation familiale.

Encore, dans les récits migratoires, la pression des membres restés au pays pousse les migrants à mentir sur leur condition de vie réelle. En réalité, ils cachent la pauvreté, la peur et la solitude afin de préserver l'illusion de la réussite. Dans *Sortir de la grande nuit*, Achille Mbembe montre que l'Afrique contemporaine est travaillée par une économie de l'espérance où l'ailleurs devient la condition imaginaire du salut (MBEMBE, 2010, p.172). Pour lui, le migrant porte sur ses épaules une grande obligation de réussite presque impossible à satisfaire.

Dans *Le ventre de l'Atlantique* cette logique est visible. Elle présente l'écart entre le mythe européen qu'entretient les villageois et la dure réalité vécue par les migrants. Car « Là-bas, même les éboueurs sont mieux habillés que nos instituteurs, alors comment convaincre ceux qui rêvent encore » (Diome, 2003, p. 37). Aller en Europe et réussir est une obligation sociale. Revenir de cette quête sans argent ou sans indice visible de prospérité revient à perdre son honneur. Pierre Bourdieu explique à cet effet que la honte est inséparablement liée au regard des autres (Bourdieu, 1997, p. 238). L'Europe, dans la vision du peuple depuis le pays d'origine est comparé à un espace d'abondance et de réussite. Les sujets migrants qui reviennent temporairement au village vendent l'illusion de cette Europe riche. Pourtant, derrière cette apparence se cache la précarité, la honte qui les empêche de dire la vérité à leurs pairs. Ainsi, reconnaître que l'échec reviendrait à reconnaître que le rêve migratoire était une illusion.

Également, dans les œuvres, la culpabilité se transforme en un moteur paradoxal de la survie. Le migrant, épuisé, humilié ou exploité continue d'avancer parce qu'il se sent responsable des siens. Sa condition de vie n'est pas des plus belles, cependant il accepte l'inacceptable et supporte la violence au nom d'une obligation morale envers sa famille. Cette charge produit une profonde recomposition identitaire. En fait, le migrant n'est pas celui qui se définit par ses désirs personnels, il est celui qui doit réussir pour les autres. Dans ce sens, son identité se construit dans une tension constante entre ce qu'il vit et ce qu'il est censé représenter. Il vit dans la contradiction, un espace où coexistent la honte de l'échec et l'obligation de paraître victorieux.

III-3. Redéfinition du bien et du mal

Au vu de sa condition précaire, le migrant se voit obligé de développer progressivement une morale de circonstance. Ses repères éthiques hérités du pays d'origine ou des normes universelles sont bouleversés par la nécessité de survivre. La faute, la transgression deviennent alors des conditions indispensables de l'existence. De même, la situation irrégulière du migrant l'oblige à franchir les limites morales jamais envisagées. Le fait de mentir à la police, utiliser de faux documents, travailler illégalement, cacher sa véritable identité et même tromper sa famille sur sa situation relève normalement de la transgression. Cependant, dans ce contexte migratoire, ces pratiques acquièrent une signification. Ces actes ne sont plus des actes mauvais en soi, bien au contraire, ils sont considérés comme des moyens de préserver sa vie, sa dignité.

« Nunca le revelaron los tortuosos vericuetos por los que transitaban [...] No preguntaba. No juzgaba. Lo de menos era su nueva nacionalidad, porque, a fin de cuentas, la patria se lleva en el corazón » (Ndongo-Bidyogo, 2014, p. 339). Obama Ondo considère

l'usage de faux papiers comme une nécessité. Cette conception semble être partagée par Michel de Certeau pour qui les individus dominés élaborent des “arts de faire” destinés à contourner les contraintes imposées par les structures de pouvoir (De Certeau, 1980, p. 45). Ici, le sujet migrant se rend compte que le strict respect des règles conduit à la misère, l'expulsion alors que le fait de les contourner permet de subsister. Cette nouvelle hiérarchie mise en place est celle du bien qui ne correspond plus à l'obéissance à la loi, plutôt à la capacité de protéger les siens et de continuer à vivre.

Dans les deux œuvres, la redéfinition du bien et du mal est particulièrement forte. Les différents personnages sont contraints de s'adapter à un univers où les règles ne garantissent pas forcément la justice ou la protection. La survie alors dans ces conditions est celle de développer une éthique pragmatique fondée sur l'efficacité immédiate et non les principes abstraits. L'élément fondamentale dans la migration est cette morale adaptative qui ne signifie pas la disparition de l'éthique puisque le migrant n'est pas un être immoral, mais celui qui réorganise simplement ses priorités. Si tel est alors le cas, nous pouvons donc dire qu'il est possible de comprendre certaines conduites du migrant pas comme des déviations individuelles, mais comme des conséquences du système qui place les migrants dans une situation instable. Mieux, la clandestinité ainsi décrite produit un espace moral instable où les catégories traditionnelles du bien et du mal perdent leur évidence et la loi n'est pas forcément l'incarnation de la justice tandis que la désobéissance peut apparaître comme une forme de légitimité.

IV- ÉTIQUE ET CRITIQUE DU SYSTÈME : LA RESPONSABILITÉ DÉPLACÉE

IV-1. Les politiques migratoires comme producteurs de transgression

Compris comme un acte individuel de transgression, la migration clandestine s'inscrit dans un cadre politique et institutionnel qui produit lui-même les conditions de l'illégalité. Les différentes politiques migratoires restrictives, en particulier la fermeture progressive des frontières européennes transforme les aspirations des migrants en un départ clandestin. Donc, la question de l'illégalité des migrants est en grande partie fabriquée par les dispositifs de contrôle migratoire et non seulement le résultat d'un choix individuel.

Dans *Le ventre de l'Atlantique* et *El metro*, la réalité des migrants est de façon implicite à travers les difficultés rencontrées par les migrants. Dans *El metro* par exemple, Obama Ondo sait que la mobilité légale est inaccessible car l'obtention des papiers est un parcours opaque dominé par des réseaux clandestins. Cette situation du sujet migrant montre les véritables raisons de l'impossibilité d'accéder à des voies légales de migration. Également, la fermeture des frontières en est un facteur de multiplication des stratégies de contournement, qu'il soit question de faux papiers, des intermédiaires, des réseaux clandestins.

De même, Fatou Diome dans *Le ventre de l'atlantique* développe une critique similaire à celle de Donato Ndongo-Bidyogo. La France constitue un espace presque inaccessible où les différentes politiques migratoires contribuent elles-mêmes à produire la clandestinité qu'elles prétendent combattre. En ce sens, bien que les migrants soient des figures prises dans des contradictions, ils sont à la fois nécessaires économiquement puis rejetés juridiquement. Il est donc normal de parler de migration transformée en espace ambigu car les migrants sont tous contraints d'agir dans l'illégalité afin de poursuivre un projet de vie légitime qui est celui de travailler, soutenir leur famille ou simplement chercher une existence plus digne.

IV. 2. Critique implicite dans *Le ventre de l'Atlantique* et *El metro*

Les différentes œuvres constituant notre corpus critiquent de façon implicite des illusions migratoires et des hypocrisies du global. En effet, les récits mettent à nu le fait que le rêve européen repose le plus souvent sur une vision idéalisée et entretenue par les médias, les récits des migrants retournés au pays et les imaginaires collectifs.

Chez Donato, le parcours du personnage principal montre bien la brutalité de cette désillusion. Il constate que l'Europe n'est pas l'Eldorado imaginé et ainsi la migration qui apparaît comme une trajectoire marquée par la précarité du pays d'accueil, l'exploitation dans les lieux de travail et aussi l'invisibilité sociale. Cette œuvre souligne également le fait que la possibilité de mourir dans l'exil renvoie à une forme de déshumanisation du migrant dans l'espace européen. Encore, le roman nous permet de comprendre les différentes contradictions du système migratoire. En réalité, dans l'espace migratoire, la tolérance des migrants est due au fait que ceux-ci fournissent une main-d'œuvre bon marché bien qu'ils restent socialement marginalisés.

Chez Fatou Diome, la critique de la migration s'exprime par la dénonciation du mythe de l'Europe. Cela s'explique par le simple fait que les jeunes de Niodior rêvent tous de réussir en Europe bien que la réalité migratoire soit souvent faite d'énorme humiliation et de précarité. Il est donc question dans ce cas d'un décalage entre l'imaginaire migratoire et l'expérience réelle des migrants.

Ainsi donc, comparant ces deux œuvres, il ressort qu'ils mettent en exergues les hypocrisies du système global où les sociétés occidentales valorisent la mobilité dans les discours en restreignant l'accès à leurs territoires. La migration en elle-même devient un espace des contradictions entre les principes universalistes que sont la liberté, l'égalité, les droits de l'homme et leur application réelle.

IV-3. Vers une éthique de la reconnaissance

Au vu des contradictions, les différents romans nous invitent à repenser l'éthique de la migration. À la lecture des œuvres, ils nous proposent de façon implicite une perspective fondée sur la reconnaissance de l'humanité du migrant. Ils mettent également en avant l'individualité, les émotions et aspirations des migrants.

Dans le cas de *El metro*, la narration met l'accent sur la subjectivité du migrant, sur ses doutes, ses espoirs et ses souffrances dans le pays d'accueil. Obama Ondo n'est pas seulement un migrant clandestin, il est le fils, l'amoureux, un homme porteur de rêves et de responsabilités familiales. L'humanisation de Obama Ondo constitue ce que nous appellerons une résistance narrative face aux représentations déshumanisantes. Pareillement, Fatou Diome met un point d'accord sur la complexité des motivations migratoires. Dans cette œuvre, les migrants poursuivent des objectifs profondément humains tels que la dignité ou la reconnaissance sociale sans forcément chercher la richesse.

Les représentations faites dans les différentes œuvres, conduisent à la question de responsabilité. Il n'est pas question d'attribuer uniquement la migration clandestine aux individus qui traversent la frontière car elle est le résultat de plusieurs facteurs structurels que sont l'inégalité économique globale, les héritages coloniaux et politiques migratoires restrictives. Donc, la lecture de ces œuvres invite à dépasser cette vision morale simpliste opposant les migrants illégaux et les États souverains tout en suggérant une réflexion éthique globale sur les conditions qui produisent la migration clandestine.

Dans cette optique, le fait de reconnaître l'humanité du migrant implique la reconnaissance de la légitimité de ses aspirations. Ces récits littéraires portent en fin de compte l'attention vers la compréhension des trajectoires humaines tout en transformant le regard sur la migration.

CONCLUSION

En fin de compte, l'étude des œuvres, *Le ventre de l'Atlantique* de Fatou Diome et *El metro* de Donato Ndongo-Bidyogo nous a permis de comprendre la complexité éthique de l'expérience migratoire. La migration dans ces œuvres en plus d'être des transgressions individuelles, est aussi un processus façonné par des contraintes sociales, économiques et politiques. Le déplacement du pays d'origine vers le pays d'accueil s'inscrit dans un imaginaire collectif qui valorise le continent européen comme Eldorado et fait en même temps de la migration un idéal de réussite générant une pression sociale, motif de départ des individus. Ainsi, ce parcours permet de voir le migrant dans un espace où les catégories traditionnelles du bien et du mal sont instables, c'est donc un espace de suspension morale. Face à cette situation d'irrégularité, le sujet migrant se voit développer des stratégies de survie qui impliquent des transgressions comprises dans un contexte d'éthique marqué par les contraintes et aussi la nécessité de survivre. Bref, la migration dans son ensemble peut être comprise comme une expérience éthique limite, car elle présente les tensions entre les aspirations individuelles des migrants et les contraintes sociales et ordre juridique. Cette logique, permet donc de penser une réflexion plus poussée sur l'éthique des mobilités africaines contemporaines dans le monde et aussi sur la nécessité de repenser les différents cadres moraux, politiques à partir desquels elles sont interprétées.

BIBLIOGRAPHIE

- ARJUN, Appadurai (1996). *Modernity at Large: Cultural dimensions of Globalization*, University of Minnesota Press, p.33.
- BOURDIEU, Pierre (1994). *Raison pratiques : Sur la théorie de l'action*. Seuil, p, 73.
- BOURDIEU, Pierre (1997). *Méditation Pascalienne*, Paris, (Edition do Seuil), Trans (Forthcoming) Richard Nice, *Pascalian Meditations* Cambridge : Polity Press, p, 238.
- DE CERTEAU, Michel (1980). *L'invention du quotidien, Arts de faire, Paris* : Union générale d'édition, t, 1, p, 45.
- DIOME, Fatou (2003). *Le ventre de l'Atlantique*, Anne Carrière, p. 37-39-47-56-58-80-126.
- MBEMBE, Achille (2010). *Sortir de grande nuit, Essai sur l'Afrique décolonisée*, Paris, La découverte, p.172.
- MBEMBE, Achille (2016). *Politique de l'inimitié*, La découverte, p, 112.
- NAÏR, Sami (2007), *Y a-t-il une vie avant la mort ?* Plon, p, 37.
- NDONGO-BIDYOGO, Donato (2014). *El metro*, Assata Ediciones, p, 228-229-131-133-339.
- RICOEUR, Paul (1990). *Soi-même comme un autre*, Seuil, p ; 202.
- SAYAD Abdelmalek, (1999), *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrance de l'immigré*, Paris, Seuil, Coll, « liber », p, 105.

LA PRESENCIA MEDIÁTICA DE LA TEMÁTICA MIGRATORIA EN MARRUECOS: EL CASO DEL DIARIO LAKOM2

MEDIA COVERAGE OF MIGRATION ISSUES IN MOROCCO: THE CASE OF THE LAKOM2 NEWSPAPER

Hassan ARABI¹

Universidad Mohamed I. Marruecos

Resumen:

En los últimos tiempos, la migración se ha convertido en un tema de importancia capital en todo el mundo. En la zona del mediterráneo occidental, donde Marruecos y España, representan el espacio de las migraciones africanas hacia Europa, el discurso sobre las migraciones acapara las instancias de la vida política, social y, sobre todo, a nivel de los medios de comunicación. En Marruecos, la migración tiene doble cara; los nacionales que salen hacia fuera y de los foráneos que llegan al país, bien para continuar su carrera hacia la orilla norte del mediterráneo, bien para quedarse y buscarse la vida en el país. Los medios de comunicación no son ajenos a estos movimientos humanos. En este trabajo, intentamos analizar una franja de tiempo que oscila entre agosto de 2024 y febrero de 2025, de un diario digital Lakom2. El análisis pretende demostrar el interés o desinterés de la prensa marroquí, hacia un fenómeno creciente y de suma importancia, para las relaciones internacionales, para el desarrollo y la seguridad de las naciones y, sobre todo, para las relaciones entre Marruecos y España y la Unión europea.

Palabras clave: Migración, Lakom2, Marruecos-España, Africa

Abstract:

In recent times, migration has become an issue of capital importance around the world. In the Western Mediterranean area, where Morocco and Spain represent the space of African migrations to Europe, the discourse on migrations monopolizes the instances of political and social life and, above all, at the level of the media. In Morocco, migration has two sides; the nationals who leave abroad and the foreigners who arrive in the country, either to continue their career towards the northern shore of the Mediterranean, or to stay and look for a life in the country. The media are no strangers to these human movements. In this work, we try to analyze a time frame that ranges between August 2024 and February 2025, from a digital newspaper Lakom2. The analysis aims to demonstrate the interest or disinterest of the Moroccan press in a growing and extremely important phenomenon for international relations, for the development and security of nations and, above all, for relations between Morocco and Spain and the European Union.

Keywords: Migration, Lakom2, Morocco-Spain, Africa

INTRODUCCIÓN

La migración es un fenómeno perenne y de suma actualidad en todos los tiempos y todos los espacios. En Marruecos la temática migratoria, quizás, es más que una cuestión global, es un asunto que forma parte de su identidad. Marruecos es un país cruce entre culturas y continentes diferentes y, a veces, hasta dispares económica y culturalmente. El país se encuentra en la costa occidental mediterránea, abierto al continente africano al sur, al mundo árabe al este y a las culturas europeas al norte. Esta situación geográfica, le ha convertido en un espacio de continuos movimientos migratorios, en todas las direcciones y durante todos los tiempos.

Es por ello, la composición humana en Marruecos, tiene mucho que ver con las migraciones que surgieron a lo largo de la historia. La composición del actual marroquí

¹ Esta publicación, es parte del proyecto PID2023-147064OB-I00 financiado por MICIU/AEI/10.13039/501100011033 y “FEDER/UE”.

es heterogénea en cuanto a la procedencia, es la simbiosis de mucha mezcla sanguínea y cultural. Beréberes, árabes, africanos, españoles, franceses. Fenicios, romanos, griegos y demás pueblos han embarcado en este país y han dejado sus huellas clarividentes en el carácter del marroquí.

En la actualidad, las cosas no han cambiado mucho, el país sigue siendo un lugar de mucho movimiento humano, tanto de los autóctonos que levantan el vuelo hacia otros países, como de foráneos que llegan a Marruecos, algunos para seguir su camino hacia otros lugares más prósperos, otros se contentan con lo que encuentran en el país y deciden quedarse para formar parte del tejido económico, social y cultural. Este bullir de personas, en todas las direcciones en Marruecos, suscita mucho interés tanto en el mundo de la política como en el mundo académico y, sobre todo, en los medios de comunicación tanto locales como extranjeros.

Siendo Marruecos un país emisor y receptor de personas, la prensa del país hace eco del fenómeno y le reserva una parte importante de su contenido. La migración tiene carácter polivalente, y puede ser tratada desde varias perspectivas. Existe la migración rural-urbana que afecta al país por dentro, la migración regional o continental, la migración de tránsito de flujos subsaharianos hacia Europa. Esta complejidad del fenómeno, suscita debates sobre la legislación humanizada de políticas migratorias, la regulación y gestión de fronteras, los procesos de regularización ateniendo a intereses diplomáticos y a la presión de la sociedad civil y organizaciones de derechos humanos. La prensa no debe omitir estos debates ni debe estar al margen de seguir lo que sucede en el escenario migratorio del país.

En este trabajo, intentaré analizar la migración registrada en un medio de comunicación marroquí LAKOM.com de una fecha reciente, sacando artículos y noticias que datan desde el 02 de agosto de 2024 al 13 de febrero de 2025. Un poco más de medio año, suficiente para tener una idea de cómo se analiza el fenómeno en uno de los medios de comunicación más visitados en Marruecos.

En este trabajo, hemos estimado oportuno optar por un análisis de contenido (Cualitativo-Cuantitativo), combinando el estudio del producto (noticias, titulares, imágenes, etc.) con el contexto social, histórico y las prácticas de la redacción para entender mensajes, intenciones y sesgos políticos, ideológicos o de intereses comunes. Para ello, hemos aplicado la cuantificación de la frecuencia de la aparición de la temática relacionada con el fenómeno migratorio y proceder a un análisis global de contenido.

I-BREVE BIOGRAFÍA DE DIARIO LAKOM2.COM

Lakome.com, es un medio digital, fue fundado en diciembre de 2010 por Ali Anouzla con ediciones en lengua árabe, francés e inglés. El periodista Aboubakr Jamaï se unió, más tarde, para hacerse cargo de la edición francesa. El medio tiene, también una versión editada en inglés a cargo de su fundador Ali Anouzla.

Cuando estallaron en Marruecos las protestas de 2011, inspiradas en la Primavera Árabe, Jamaï² puso en marcha un servicio de noticias en Internet, Lakome.com. La página contaba con una pequeña plantilla, y se centraba en informar sobre los acontecimientos políticos en todo Marruecos. En abril de 2011, era la cuarta página web más visitada de Marruecos, y en 2013 fue prohibida por las autoridades marroquíes.

² Nota: Abu Bakr Jamaï: Galardonado con el Premio Internacional a la Libertad de Prensa del Comité para la Protección de los Periodistas y el Premio Gebran Tueni de la Asociación Mundial de Periódicos, Jamaï había fundado anteriormente dos periódicos en Marruecos, Le Journal Hebdomadaire y Assahifa al-Ousbouiya, periódicos que fueron prohibidos por el Gobierno de Marruecos en múltiples ocasiones por abordar temas políticamente tabúes.

Lakom2.com, vuelve a la carga en el año 2015 y presenta a sí mismo como “una continuación de la página web “Lakom.com” que fue bloqueada por las autoridades marroquíes en 2013. El equipo editorial, pretende ser una valiosa aportación al panorama mediático marroquí y asumir su responsabilidad mediática de informar, concienciar y esclarecer, garantizando el respeto de los principios universales que enmarcan la libertad de prensa y adhiriendo a estándares profesionales reconocidos internacionalmente.”

II-MARRUECOS PAÍS DE EMIGRACIÓN E INMIGRACIÓN

Como ya hemos mencionado anteriormente, Marruecos es un país conocido a escala internacional por tener una numerosa diáspora en muchos países del mundo, especialmente en la Unión europea, Estados Unidos, Canadá y los países del Golfo. La migración marroquí está considerada como un fenómeno mayor, con más de 5 millones de ciudadanos fuera (aproximadamente el 10 % de la población total). Del mismo modo, el país es considerado un lugar de tránsito de miles de ciudadanos africanos que desean llegar al dorado europeo. Esta doble función le convierte, junto con México en el continente americano, como una pieza clave en la gestión de la migración mundial sur-norte, con todo lo que conlleva la gestión y la regulación de los flujos de la migración irregular.

La tradición migratoria marroquí, está ligada a parámetros que tienen que ver con razones históricas como el colonialismo, siendo Francia y España los principales destinos de la migración marroquí. Además, existen otros parámetros como la necesidad del mercado laboral, la necesidad demográfica y la cercanía geográfica.

“Las causas que explican la historia migratoria marroquí más reciente son de una extrema complejidad y combinan, como en otros casos, factores sociales, demográficos, culturales y económicos en origen, así como estímulos a la recepción en algunas de las principales áreas de destino. Sin embargo, su papel en las dinámicas migratorias internacionales está estrechamente unido al sistema demográfico europeo, no al africano, activo en otras latitudes, por razones no sólo geográficas, sino también históricas.” (López Sala, p. 55)

III-LA MIGRACIÓN UN TEMA EN LA PRENSA MARROQUÍ

Siendo Marruecos un país con un número considerable de sus ciudadanos que viven y trabajan fuera de sus fronteras, su presencia en el debate institucional es continua. Los medios de comunicación, de todos los tipos y colores ideológicos, tienen presente este fenómeno. El panorama heterogéneo en materia de migración; la transformación de Marruecos en un país de acogida y de emisión, requiere una cobertura equilibrada, serena y con una prospección analítica que parte de la defensa de las personas y de sus derechos individuales y colectivos.

“Las realidades migratorias están cambiando la fisonomía del universo y cada vez, se necesita esta movilidad humana para generar desarrollo económico, social y cultural. Bajo el sufrimiento de las generaciones de migrantes, está naciendo una nueva civilización, la de todos los humanos sin exclusión ninguna. Para facilitar la tarea y la trayectoria será más llevadera, se deben tomar medidas adecuadas, razonadas y muy humanas.” (Arabi, 2023)

A lo largo del período tratado del medio de comunicación Lakom2.com, vamos a analizar el número de artículos que abordan el tema de la migración, la cuantía, la temática tratada y la frecuencia. A partir de allí, intentaremos sacar unas cuantas conclusiones que pueden ser ilustrativos a la hora de emitir cualquier juicio en este sentido.

En un estudio inaudito de la Red Marroquí de los Periodistas de las Migraciones, en sus siglas en francés, RMJM³ (Réseau marocain des journalistes des migrations), y basado sobre el análisis de 184 artículos publicados entre diciembre 2023 y junio de 2024. El estudio revela que la presencia de los migrantes extranjeros en la prensa marroquí queda muy limitada y, mayormente, tratada desde un ángulo institucional y de seguridad. Otra conclusión a la que llega el estudio es la aparición de la migración de manera informativa, faltando artículos de análisis y de opinión que tratan el fenómeno desde un punto de vista más amplio. Cabe señalar que el resultado de este estudio atañe, tan solo, la presencia de migrantes extranjeros en Marruecos.

Ahora queda analizar la presencia de la migración, de modo general, tanto de marroquíes hacia fuera, como de foráneos en Marruecos. Es lo que pretendemos averiguar a lo largo del presente trabajo.

Las realidades migratorias están cambiando la fisionomía del universo y, cada vez, se necesita esta movilidad humana para generar desarrollo económico, social y cultural. Bajo el sufrimiento de las generaciones de migrantes, está naciendo una nueva civilización, la de todos los humanos sin exclusión ninguna. Para facilitar la tarea y la trayectoria será más llevadera, se deben tomar medidas adecuadas, razonadas y muy humanas.

IV-ARTÍCULOS TRATADOS EN LAKOM2.COM

Los artículos seleccionados, inicialmente, para ser tratados eran 112: pero tras ser examinados, hemos descubierto que muchos eran repetidos, quedando unos 88 artículos que van a ser tratados en esta muestra que vamos a indagar en este trabajo. Por lo que 24 eran excluidos por ser repetidos y considerados no pertinentes. En una franja de tiempo de un poco más de medio año, siendo el tiempo desde el 02 del mes de agosto hasta el 13 de febrero de 2025.

Los 88 artículos que, en un principio, hemos pensado que tratasen de temas migratorios, resulta que existen algunos que indagan temas diferentes, quedando la muestra como sigue:

Total de artículos a tratar: 88	Tema tratado
66	Migración
11	Conflicto Israel-Palestina
11	Otros

Elaboración propia

Del total de los artículos tratados, como se ve en la tabla, existen 11 artículos que tratan del conflicto palestino-israelí. Bien es cierto que, a veces aparecen términos como migración forzada o refugiados palestinos, pero lo esencial de la información era denunciar la maquinaria bélica israelí, por sus continuos acosos a los palestinos, sacándolos de sus propias casas. Estos artículos suelen aparecer, frecuentemente, en la prensa marroquí, tanto la escrita como la digital, ya que el problema está tomando unas dimensiones, humanamente, insostenibles.

Otros 11 artículos tratan de temas varios, como la salud pública en Marruecos, la desalación de aguas, la situación de los presos en las cárceles marroquíes, los derechos

³Hajjar El Haiti, 20 juillet, 2025. <https://Lematin.ma/author/-11/Hajjar-El-Haiti>

humanos o la oscura muerte de dos jóvenes chicas. Nada que ver con el fenómeno objeto de estudio.

Estamos, pues, ante artículos que, si bien, aparece a menudo la palabra migrante, en realidad, su fondo tiene poco que ver con la temática migratoria. En cuanto a la mayoría de los artículos tratados, la temática migratoria aparece, claramente, con una cierta frecuencia desequilibrada. El asunto de la migración marroquí domina con 48 artículo, la mayoría con carácter informativo y, a veces, como denuncias por parte de organizaciones no gubernamentales y de la sociedad civil.

Artículos o información que tratan, exclusivamente, de la migración

Número de artículos	País	Tipo de artículo	Genero
48	Marruecos	Informativo /denuncia	No consta
6	EE.UU	Informativo/ denuncia	No consta
2	Siria	Informativo/denuncia	No consta
1	Túnez	Informativo/denuncia	No consta
1	Mali	Informativo/ denuncia	No consta
3	General	Opinión	No consta

Elaboración propia

Como se presenta en la anterior tabla, el número de artículos que tratan o informan del fenómeno global son escasos. Tan solo 6 artículos que tratan del fenómeno en Estados Unidos, por las declaraciones del presidente americano y las reacciones de algunos países latinos como el caso de Colombia, o reacciones de algunas personalidades conocidas del mundo del arte como la cantante Selena Gómez. Es una presencia pobre, viendo la magnitud del fenómeno a escala internacional.

Otro país que aparece ligado al fenómeno es Siria, con dos artículos. Un balance pobre si tenemos en cuenta las oleadas de los sirios que siguen saliendo o retornando a su país tras la aparente parada de guerra. En los artículos, aparece la palabra “refugiados sirios” en referencia a su presencia en países de acogida en Europa como refugiados y no como inmigrantes. Túnez aparece en un artículo donde se denuncia la trata de personas migrantes en este país; del mismo modo aparece Mali como país de tránsito de la migración subsahariana hacia el norte de África.

Los artículos de análisis o de opinión escasean, solo 3 artículos que podemos calificar de opinión que tratan del fenómeno de una manera general. Llama mucho la atención el bajo número de firmas que tratan el tema migratorio en un medio digital de bastante difusión en Marruecos. Los países de la unión europea aparecen con frecuencia, siendo España y Francia los más presentes por el contacto directo que tienen las personas migrantes marroquíes.

Al averiguar la presencia de género en los artículos tratados, hemos llegado a la conclusión de una ausencia total; una conclusión que llama la atención, siendo la presencia femenina muy importante en el proceso migratorio y, además, es la parte más frágil en la experiencia migratoria, bien de ciudadanos marroquíes que se dirigen hacia fuera, como de personas foráneas que llegan a Marruecos.

En cuanto a la trata de personas, salvo en una ocasión donde se menciona al problema en Túnez, no han vuelto a aparecer en todo el tiempo que hemos tratado. De este modo, se cuestiona el papel de la prensa en Marruecos, hacia un tema importante que atañe la vida cotidiana del ciudadano marroquí.

V-LA MIGRACIÓN HACIA CEUTA Y MELILLA

Los países que aparecen en la migración internacional son, en primer lugar, Estados Unidos, seguidos de la Unión europea, Colombia, Argelia, Túnez, Jordania y Malí. Estos cuatro últimos, con una aparición tímida e insignificante, como hemos visto

en la tabla anterior. Sin embargo, la migración de jóvenes marroquíes hacia los enclaves de Ceuta y Melilla, ha aparecido con una frecuencia, casi diaria, debido a la migración masiva de jóvenes marroquíes a finales del mes de septiembre del 2024. Los intentos de llegada a Ceuta, fue organizada por jóvenes a través de las redes sociales. La organización de los jóvenes, ha pillado de imprevisito a las autoridades, tanto de Marruecos como de España, provocando altercados entre los migrantes y las fuerzas de seguridad y creando un ambiente de tensión, miedo e inestabilidad en la zona fronteriza. Estos acontecimientos, han tenido una cobertura mediática en todo el mundo y, sobre todo, en la prensa española y marroquí.

Durante los intentos y bastantes días después, Lakom2 ha publicado información sobre los hechos. No se han encontrado artículos de análisis profundo de la temática, ni un estudio que justifica dicha organización de jóvenes para cruzar la frontera desde la ciudad marroquí de Fnidek hacia la ciudad de Ceuta. La aparición de la temática se ajusta, esencialmente, en declaraciones de las autoridades en ambos lados, destacando la colaboración entre las fuerzas de seguridad en ambas partes. De la misma manera, aparecen declaraciones de organizaciones locales, de abogados y defensores de los derechos humanos que han presenciado los juicios de las personas acusadas de incitar a la migración irregular. Llama la atención, la aparición de la migración de menores procedentes de otras zonas de Marruecos y de ciudadanos de terceros países como el caso de los argelinos y subsaharianos. En declaraciones a la Agencia EFE, el portavoz del Ayuntamiento de Castillejos (en árabe Fnidek), ciudad desde la cual parten los migrantes hacia Ceuta, insistía que:

“La emigración es un fenómeno estructural en la historia de Castillejos, pero la novedad es que hasta los vecinos participan ahora en ella. El mar nos trae los cadáveres de los que se lanzan al agua e intentan nadar ese kilómetro para llegar a Ceuta» (traspaderne, 2024)

Los intentos de llegar a nado a la ciudad de Ceuta y a Melilla, no siempre terminan con llegada a salvo de las personas que toman el riesgo. Muchas veces, aparecen cadáveres en la superficie de personas de marroquíes o africanas que han arriesgado sus vidas para llegar al “Dorado”. “Ceuta y Melilla, tan distantes, tan distintas y a la vez con tantos elementos comunes, como la valla y sus asaltos, los Menores Extranjeros No Acompañados, el contrabando, la droga, la serie El Príncipe.” (Pérez, 2025. p.88)

Diario Digital Lakom2. Migraciones Crosstabulation⁴

Diario digital Lakom2	Llegada de migrantes	Salida de Migrantes	Acogida y refugio	Medidas contra la Migración irregular	Integración de migrantes	Causas de la migración	Relación país de origen-migrante	No pertenente	Uso político del tema	Flujo de migrantes (no se indica si llegada o salida Total)	total
Count	4	20	9	40	6	4	2	24	1	2	112
%	3,6%	17,9%	8,0%	35,7%	5,4%	3,6%	1,8%	21,4%	0,9%	1,8%	100 %

⁴ Esta tabla fue realizada por el equipo del proyecto PID2023-147064OB-I00 financiado por MICIU/AEI/10.13039/501100011033 y “FEDER/UE”.

Del total de artículos tratados, y aunque los artículos, son informativos en casi su totalidad, se ofrece poca información sobre la temática. Siguiendo la información elaborada por el equipo de trabajo y, analizando el contenido de la presencia migratoria en el diario Digital Lakom², llegamos a entender que la temática no parece ser tomada en consideración por la importancia que tiene a nivel social y política del país. El 17% de los artículos tratados, hablan de la salida de migrantes, un dato que no registra una cierta verdad en la continuidad de los meses tratados. El porcentaje logrado es por los acontecimientos de los intentos de la migración masiva organizado por jóvenes hacia la ciudad de Ceuta a finales del mes de septiembre de 2024. Si excluimos los días donde el tema fue un acontecimiento mediático en todo el mundo, no se registran grandes noticias o artículos que hablan del fenómeno que existe, permanentemente, en las últimas décadas y que se está acentuando con la llegada de personas africanas a Marruecos. El 35,7% trata de las medidas que se toman contra la migración irregular. Este alto porcentaje no traduce, exactamente, la preocupación de la prensa por el papel que está jugando Marruecos para luchar contra la migración irregular, siendo el país un espacio de partida de la mayoría de los candidatos a emigrar. En esta ocasión, también, aludimos a los intentos de centenares de jóvenes que han querido entrar o han entrado, de una manera masiva y colectiva, a la ciudad de Ceuta. Lakom, ha recogido las declaraciones de las autoridades de ambos lados para destacar el trabajo y la coordinación entre los cuerpos de seguridad del estado, tanto en Marruecos como en España, para hacer frente a la migración irregular. Si nos alejamos de los meses, cuando ocurrieron los hechos, el porcentaje baja considerablemente. Otro porcentaje alto son los artículos “no pertinentes”, que no tocan la temática migratoria. En la casilla de “la llegada de los inmigrantes”, solo aparecen cuatro artículos que significan el 3, 6% del total de artículos. Este bajo interés por la llegada de los inmigrantes a Marruecos, refleja el poco interés de la prensa, a un fenómeno que va en aumento en esta última década. Poco o nada aparece tanto como información como artículos de opinión y análisis. La llegada de inmigrantes es notoria al país, y los africanos se ven en todas las ciudades de Marruecos, trabajando y viviendo entre la población. Llama la atención este desinterés, que parece generalizado en la prensa nacional marroquí. El estudio, al que hemos aludido anteriormente. realizado por RMJM (Réseau marocain des journalistes des migrations) insistía en que el trabajo fue realizado en un contexto caracterizado por el aumento de la presencia de los migrantes extranjeros en Marruecos; y pese a ello la visibilidad mediática del fenómeno es muy limitada. “un contexte marqué par une présence croissante des **migrants étrangers au Maroc**, qui ne sont plus uniquement de passage, mais désormais installés dans plusieurs grandes villes du Royaume. Pourtant, leur **visibilité médiatique** reste limitée, notamment en dehors des actualités liées aux faits divers, à la régularisation administrative ou aux questions de sécurité. »

El 17,9% lo que suma un total de 20 artículos, tratan “la salida de emigrantes”. Este porcentaje se entiende por dos razones; la primera consiste en que Marruecos es un país, tradicionalmente emisor de emigrantes, y eso afecta a las relaciones con su vecindad en temas de seguridad y control de fronteras, con la firma de acuerdos y demás asuntos relacionados con la temática. Otra razón es los intentos que se registran para cruzar la frontera hacia la península, hacia Ceuta y Melilla y Canarias. La migración hacia Europa, a través de España, no es, exclusivamente, de ciudadanos marroquíes; existe un número considerable de africanos que lo intentan cada vez que se les ofrezca la oportunidad. El tema de seguridad salta a la luz, y llama la atención por su alto porcentaje porque, “Las migraciones en el Mediterráneo son concebidas como una amenaza a la seguridad europea. Sin embargo, más que una amenaza real y objetiva, la inmigración es una

amenaza construida. Esta imagen es reforzada por los medios de comunicación y los discursos de los líderes políticos europeos”. (Ferreira, 2019, s/p). Los artículos que tratan el tema de “Acogida y refugio” suman un total de 8 artículos, lo que representa el 9% del total, un balance tímido si consideramos el número de refugiados que llegan a Marruecos en los últimos años. “Au mois de juillet 2025, le Maroc comptait 19 756 réfugiés⁵ et demandeurs d’asile, selon les chiffres récemment publiés par le Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR). Ce nombre marque une légère augmentation par rapport à juin (19 382).

La “integración de inmigrantes” con 6 artículos, representa el 5,4%; “Causas de inmigración” con 4 artículos lo que significa el 3,6%; el “uso político del tema” con 1 solo artículo 0,9 % y “flujo de inmigrantes sin determinar la salida o la llegada” con 2 artículos, 1,8%, respectivamente. Estos artículos son dedicados, normalmente, al análisis y la comprensión del fenómeno. Se observa una pobre aportación de este tipo de artículos que se dedican a profundizar en las razones que empujan a los jóvenes a prender el proceso migratorio, o al uso político del tema migratorio, por parte de las instituciones tanto nacionales como internacionales. Esta falta de análisis responde, probablemente, a la poca conciencia de lo que supone la migración para una sociedad en desarrollo. Se podría pensar en la falta de formación adecuada de periodistas en temas migratorios; lo que supone una alerta para una sensibilización del personal en las instituciones de la prensa nacional en Marruecos y dotarles de las herramientas materiales y logísticas para analizar, en profundidad, los cambios sociales y enriquecer el debate en la prensa nacional.

El fenómeno migratorio en Marruecos carece de visibilidad en todos los sentidos. No se habla de las dificultades que encuentran los africanos en el país, ni de las ventajas que ofrecen para un mercado laboral que está careciendo de una mano de obra en materia de agricultura y otros sectores vitales. Lakom, en este sentido no es ninguna excepción, el tema aparece solo cuando hay algún problema que surge en la frontera. Rara vez se habla de la migración, en todas sus versiones (tanto de marroquíes que salen como de africanos que llegan al país), y la información que se ofrece es a través de terceros: opiniones de la sociedad civil, de las asociaciones de derechos humanos o de las declaraciones de responsables institucionales nacionales o internacionales. Los artículos, predominantemente, carecen de diversidad y no incluyen las voces de los propios migrantes, a pesar de la creciente importancia de los flujos migratorios internos y externos.

No existen firmas de periodistas que analizan el tema, y aportan sugerencias fuera de los momentos de tensión y lejos de la rigidez institucional. Se puede pensar, también que esta falta de presencia del fenómeno migratorio, se debe a que el país no quiere crear una alarma social, y se limita gestionar el fenómeno desde un punto de vista securitario y en concordancia con las políticas migratorias de la Unión Europea.

CONCLUSIÓN

La migración, siendo un fenómeno global debe tratarse, con una cierta seriedad, por todas las instituciones nacionales e internacionales. La prensa que se considera como el cuarto poder, y la que hace eco de lo que pasa en las sociedades, debería estar a la vanguardia con su información, su descripción y su análisis del fenómeno. En Marruecos, aunque la migración es un hecho palpable, que se vive en cada familia y en cada rincón del país, la prensa no ofrece al ciudadano, lo que realmente está pasando, ni tampoco transmite las inquietudes y las demandas de los inmigrantes o emigrantes.

⁵ Cifras ofrecidas por el Alto Comisariado para los Refugiados. (Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR))

A lo largo de nuestra investigación en *Diario Lakom2*, en un tiempo bastante suficiente (entre agosto del 2024 y febrero del 2025), hemos observado una pobre presencia del fenómeno. Salvo en los días de tensión en la frontera con Ceuta, poca información se ofrece al respecto. A nivel internacional, solo las declaraciones del presidente americano y sus decisiones respecto a la migración, y su eco en la prensa mundial, han salpicado, de alguna manera, las páginas de la prensa nacional en Marruecos, con la recogida de las reacciones de personalidades del mundo de la política o del arte en América Latina. La frontera con Mauritania o con Argelia no aparece, aunque los flujos migratorios de los subsaharianos, llegan desde allí. Las tensiones creadas en las ciudades de Casablanca, entre los propios inmigrantes, tampoco tuvieron una cobertura mediática adecuada y razonada.

La parte más importante donde Lakom2 ha hecho eco, es la parte de las medidas que se toman para frenar la migración irregular. El medio recoge las declaraciones de responsables institucionales o de la sociedad civil y de los derechos humanos, para destacar la importancia de la colaboración de Marruecos en el tema de la lucha contra la migración irregular. Desde el punto de vista político, las manifestaciones que se recogen en la prensa, responden a un deseo de agradar a la parte europea, que espera de Marruecos ser un fiel colaborador para frenar la inmigración ilegal.

Hemos notado, del mismo modo, pocos artículos que analizan la integración de los inmigrantes foráneos en Marruecos. Este desinterés mostrado por parte de la prensa, especialmente en Lakom, puede juzgarse como que, en Marruecos, nadie cree que los africanos están decididos a quedarse en el país, porque su viaje debe terminar en Europa y, por lo tanto, no haría falta esforzarse en programas de integración de dichos inmigrantes.

Se ha observado, también, una carencia de análisis del tema migratorio, sin firmas de profesionales formados en la materia, o de académicos dedicados a la investigación del fenómeno. Los artículos dedicados al análisis representan un mínimo que no sobrepasa el 2% del total de artículos tratados.

Dicho todo lo anterior, podemos llegar a entender que el fenómeno migratorio en Marruecos, no está teniendo la importancia que se debe en los medios de comunicación, como se ha notado en el caso de Lakom. La aparición de temas migratorios, está siendo ocasional y circunstancial, dependiendo de sucesos y hechos que se registran ocasionalmente, sobre todo cuando se trata de casos que tienen que ver con la seguridad o el cruce de fronteras. Esta indiferencia o incapacidad de traducir lo que, realmente, pasa con la migración en Marruecos refleja, en cierto modo, la “La incapacidad o indiferencia de las instituciones internacionales para con los movimientos migratorios, hicieron crecer nuestro escepticismo en las maneras llevadas en la gestión de las políticas migratorias seguidas hasta el momento (Arabi, 2018).

BIBLIOGRAFÍA

ARABI, Hassan (2023). *Diáspora y pertenencia: una reflexión acerca de la realidad de la diáspora marroquí*. En, *Diáspora, identidad y desarrollo*. Una aproximación a la realidad de la diáspora. Ed. Sindéresis. Madrid, pp.27-40.

ARABI, Hassan (2018). *La migración. España y Marruecos*. En: *El Siglo de Europa*. 7 de septiembre de. n° 1259. <http://www.elsiglodeuropa.es/siglo/historico/2018/1259/Index%20Opinion%20Arabi.html>

ÁVILA PÉREZ, Enrique (2025). *La inmigración en Ceuta y Melilla: más allá del fenómeno coyuntural*, *Revista de Estudios en Seguridad Internacional*, Vol. 11, No. 1, pp. 77-94.

DE SOUSA FERREIRA, Susana. “Las migraciones en el Mediterráneo: Retos de seguridad para Europa.” <https://www.anepe.cl/las-migraciones-en-el-mediterraneo-retos-de-seguridad-para-europa/>

LÓPEZ SALA, Ana María: *Las dinámicas migratorias en el Marruecos actual*. Análisis, https://digital.csic.es/bitstream/10261/283918/1/Dinamicas_migratorias_marruecos_act_ual.pdf

TRASPADERNE, María (2024). *Tensión social en la frontera con Ceuta tras un verano de emigración masiva de marroquíes*. 30 septiembre.

LES PROBLÈMES LINGUISTIQUES DES IMMIGRÉS AFRICAINS EN ESPAGNE

LINGUISTIC CHALLENGES FACED BY AFRICAN IMMIGRANTS IN SPAIN

Guissongui KONÉ
Université Félix Houphouët-Boigny

Résumé :

Dans cet article, nous mettons en relief les défis linguistiques auxquels sont confrontés les immigrés africains en Espagne voire en Europe. Ces défis linguistiques nous emmènent donc à examiner minutieusement l'impact des barrières linguistiques sur leur intégration sociale, économique et culturelle. Cette analyse nous permettra de mettre en exergue les barrières linguistiques et de montrer l'importance de la langue du pays d'accueil dans leur intégration sociale et professionnelle. Elle prendra en considération les efforts d'adaptation des immigrés ainsi que les politiques linguistique et sociale en Espagne à travers une approche théorique.

Mots clés : Problèmes linguistiques- immigrés- Espagne

Abstract:

In this article, we highlight the linguistic challenges faced by African immigrants in Spain and, more broadly, in Europe. These linguistic challenges lead us to closely examine the impact of language barriers on their social, economic, and cultural integration. This analysis allows us to shed light on language barriers, the adaptation efforts of immigrants, as well as linguistic and social policies in Spain through a theoretical approach.

Keywords : Linguistic problems- Immigrants- Spain

INTRODUCTION

Présentation du sujet

La migration est un phénomène mondial qui façonne les sociétés modernes en transformant leur composition démographique, sociale et culturelle. Comme nous l'avons mentionné dans notre thèse, les flux migratoires sont motivés par des raisons sociales, environnementales, politiques, les inégalités économiques, etc. Divers pays africains tels que la Guinée Equatoriale, le Maroc, le Sénégal, le Nigéria etc., vont en quête de leur bien-être dans des pays européens.

La migration africaine vers l'Espagne a connu une véritable hausse. L'immigration désigne « l'entrée dans un pays de personnes non autochtones qui viennent s'y établir, généralement pour y trouver un emploi ». (*Dictionnaire historique de la langue française*, 2000, p.1069). En ce qui concerne le ministère de l'intérieur espagnol, entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} août, l'effectif des migrants arrivés aux îles Canaries était de 22 304 contre 9 864 précisément pour la même période de l'année dernière, c'est-à-dire en 2024. Ces chiffres mettent en exergue une hausse de 126 %. (*Le monde.fr*). Selon *BBC Afrique*, plus de 42000 migrants notamment sans papiers sont arrivés en Espagne en cette année 2024. Ce chiffre marque donc une augmentation de 59% par rapport à l'année antérieure.

Quant au Haut Conseil à l'intégration, un immigré est une personne résidant dans un pays étranger ou qui est née dans un pays étranger (« Population immigrée »96).

Revue de la littérature

Les recherches relatives aux problèmes linguistiques des immigrés africains dans leur pays d'accueil respectifs sont abordées par un certain nombre d'auteurs, mais nous ne citerons en revue que quelques travaux.

Dans sa thèse intitulée « *La enseñanza de la lengua española a hablantes ivorienses de diversas lenguas autoctonas : dificultades y problemas que plantea* », le professeur Seydou Koné (2005) a mis en exergue la diversité culturelle et le contact linguistique dans la première partie. En ce qui concerne la deuxième partie, il a parlé des prolégomènes : Francophonie, langues africaines et ivoiriennes. Dans cette optique, il qualifie la francophonie d'un espace linguistique complexe. Enfin dans la troisième partie, il met en relief le contraste entre la langue espagnole et les langues de la Côte-d'Ivoire. En bref, il met en exergue les difficultés que rencontrent les apprenants ivoiriens dans le processus d'apprentissage de ELE et aussi le cas des immigrants en Espagne ou autres pays hispanophones dans le but de dominer leurs erreurs.

« *Du bledos au toubab* » de l'influence des langues africaines et des français d'Afrique dans le parler urbain de jeunes lycéens de Vitry-Sur-Seine » est un article de Isabelle Anzorgue. Dans cet article, elle met en exergue l'influence des langues africaines et des français d'Afrique dans le parler urbain des jeunes lycéens de Vitry-Sur-Seine ; ce qui souligne les particularités du français d'Afrique noire.

Dans son rapport intitulé « *Barrières linguistiques dans l'accès aux soins de santé* », Sarah Bowen (2015), met en exergue le traitement que reçoivent les populations qui ne parlent pas l'une des langues officielles du pays d'accueil. Ceux-ci sont défavorisés par le système de santé au Canada. En clair, elle souligne les répercussions des barrières linguistiques au niveau sanitaire au sein de la société canadienne.

Au vue de ce qui précède, nous pouvons affirmer que ces différents travaux ont mis en relief d'abord les difficultés d'apprentissage des apprenants ivoiriens, ensuite l'influence des langues africaines et des français d'Afrique et enfin les conséquences des barrières linguistiques dans le domaine de la santé.

Justification du sujet

Le titre : « les problèmes linguistiques des immigrés africains en Espagne » est d'une importance capitale dans cette ère de globalisation. Cette ère marquée profondément par des échanges culturels, économiques, politiques etc... Ces échanges sont donc souvent possibles grâce aux avancées technologiques et aux interprètes dans des contextes diplomatique et politique, juridique, commercial, économique, médical et humanitaire... Au niveau culturel et éducatif, la présence des interprètes lors des conférences académiques, des activités culturelles et des festivals internationaux souligne encore l'importance des langues étrangères a l'échelle mondiale.

En ce qui concerne les problèmes linguistiques des immigrés africains en Espagne/ Europe, il est important de noter que la majorité des immigrés africains sont analphabètes. De là découlent donc les difficultés ou les obstacles relatifs d'abord à la compréhension, ensuite à l'utilisation et enfin à l'apprentissage de la langue étrangère. Ces défis linguistiques des immigrés africains en Espagne mettent en relief les obstacles liés à leur intégration socio-économique.

La problématique

- Quelle est l'influence des langues étrangères dans le quotidien des immigrés ?
- Dans quelle mesure les difficultés linguistiques influencent-elles l'intégration des immigrés africains ?

Le problème

- La barrière linguistique comme obstacle principal à l'intégration.

Hypothèse

- L'immigration équato-guinéenne voire africaine en Espagne et les problèmes linguistiques.

L'objectif

- Montrer l'importance des langues étrangères (LE) dans le processus d'adaptation et d'intégration des immigrés.

Dans cette logique, nous nous évertuerons d'analyser en profondeur les problèmes linguistiques auxquels sont confrontés les immigrés africains en Espagne. Cette analyse se centrera d'abord sur les causes des défis linguistiques, ensuite leurs impacts sur la vie des immigrés et enfin les solutions pour favoriser une meilleure et vraie intégration linguistique, source d'ouverture.

Approche sociolinguistique

Pour mieux comprendre notre sujet, nous utiliserons la méthode théorique, particulièrement la théorie sociolinguistique qui prend en compte la langue dans son environnement social et non comme un système abstrait. Elle étudie le langage dans son contexte social. C'est dans cette logique que Meillet dans son œuvre *Comment les mots changent de sens* (1905-1906) affirme que : « Le langage est donc éminemment un fait social. En effet, il entre exactement dans la définition que proposait Durkheim, une langue existe indépendamment de chacun des individus, elle est cependant, de par sa généralité, extérieure à lui ». Le linguiste français Antoine Meillet (1866-1936) avait déjà mis en relief l'aspect social de la langue en la définissant comme un fait social. William Labov, l'un des pères fondateurs de cette discipline affirme que la sociolinguistique est « tout simplement de la linguistique » (Labov, 1978, p.258). Elle est apparue dans les années 60 aux Etats-Unis sous l'impulsion de William Labov, John J. Gumperz et Dell Hymes. Cette théorie s'est développée à partir de la fin des années 1960. En ce qui concerne la théorie du capital linguistique de Pierre Bourdieu, la maîtrise de la langue du pays d'accueil est cruciale pour accéder à des ressources économiques et sociales. Il considère le langage comme un capital, une ressource qui confère un avantage social et symbolique. Le langage est donc une ressource, un capital qui donne du pouvoir et du prestige à ceux qui le maîtrisent. Cette maîtrise de la langue est source d'opportunités sociales, économiques et culturelles. Le capital linguistique est aussi une forme de capital culturel. Dans un article (1991) de K. Koerner, la sociolinguistique est le produit d'une filiation Whitney-Saussure-Meillet-Martinet-Weinreich-Labov, et de manière étendue, elle est le produit de trois courants qui sont : la dialectologie, la linguistique historique et les études sur le plurilinguisme.

I-LA BARRIÈRE LINGUISTIQUE ET SES CONSÉQUENCES

I-1. Les causes des barrières linguistiques

Les barrières linguistiques représentent des obstacles considérables à la communication entre individus de différentes langues. L'une des causes de la barrière linguistique des immigrants et des immigrés est le fait que leur pays d'origine regorge une grande diversité linguistique y compris la diversité des langues à travers le monde. Cette diversité linguistique prend en considération les langues maternelles et aussi les langues coloniales officielles telles que le français, l'anglais ou le portugais mais nombreux sont ces africains qui ne maîtrisent pas ces langues de communication internationale dans cette ère de mondialisation. Dans son œuvre intitulée *Language: An Introduction to the study of Speech*, le linguiste Edward Sapir (1921) : « la langue est un guide de l'actualité, mais elle est aussi un guide de la culture ». Ceci pose un véritable problème lorsque ceux-ci émigrent vers des pays qui ont pour langue officielle le français, l'anglais, le portugais ou l'espagnol.

Le manque d'éducation linguistique est aussi un facteur important de la barrière linguistique. L'absence d'accès à une éducation adéquate en langues étrangères rend difficile la communication avec ceux qui parlent d'autres langues. C'est dans cette même veine d'idées que le linguiste et théoricien du langage Noam Chomsky (1965) affirme que : « L'acquisition du langage est une compétence fondamentale qui doit être cultivée ».

Une source de création de ponts et de barrières linguistiques est la technologie en ce sens que les outils de traduction en ligne qui facilitent la communication ne peuvent pas remplacer l'apprentissage même d'une langue. Ils peuvent parfois donner lieu à des erreurs d'interprétations dues à des traductions inexactes. C'est dans cette logique que le sociologue Manuel Castells (2001), a précisé que : « l'Internet a transformé la manière dont nous communiquons, mais il peut aussi renforcer les inégalités linguistiques ».

I-2. La barrière linguistique, un frein à l'intégration

La barrière linguistique est un défi majeur pour l'immigrant africain venant d'un pays où le français ou l'anglais sont plus courants. Elle est un frein à leur intégration sociale, économique et aussi culturelle. Le contraste entre les langues africaines comme (l'arabe, le bambara ou le wolof) avec l'espagnol et les langues régionales telles que le catalan et le basque crée une fracture communicationnelle significative. Cette barrière mettant en exergue le manque de compétence linguistique d'une part, devient un obstacle à l'obtention d'un emploi, à l'accès des services publics et à l'interaction avec la communauté locale. D'autre part, la domination linguistique ou la norme langagière devient un critère de hiérarchisation sociale : « *su acento los delataba antes incluso de abrir la boca* » (Inongo-Vi-Makomé, *Nativas*, 2008, p.76). L'Acte de Civil Rights de 1964 interdit la discrimination basée sur l'origine nationale, mais des problèmes de compréhension linguistique existent et persistent encore.

I-3. Les conséquences de la barrière linguistique

Les barrières linguistiques auxquelles sont confrontés les migrants africains en Espagne voire en Europe ont de lourdes conséquences sur différents aspects relatifs à leur vie quotidienne et de leur intégration sociale, économique et culturelle.

Au niveau social, les conséquences de la barrière linguistique entraînent une marginalisation en ce sens que l'interaction entre les immigrants et les populations locales est limitée, freinant ainsi leur processus d'intégration sociale. Dans Langage et pouvoir symbolique, cet isolement est mis en relief par Pierre Bourdieu (1991), le langage est un instrument de pouvoir qui conditionne l'accès aux ressources sociales. Ils n'ont donc pas d'autre choix que d'être marginalisés dans des quartiers abandonnés afin de se retrouver avec des êtres humains qui pratiquent la même langue. Selon lui : « les échanges linguistiques sont aussi des rapports de pouvoir symbolique » (Bourdieu, 1982, p.14). C'est dans cette logique que Eva Codó met en exergue que : les ONG locales peuvent dévaloriser les ressources linguistiques « non-locales » des migrants y compris des langues mondiales comme l'anglais ou le français, ce qui limite leur accès à l'emploi. Du coup, « la langue officielle s'impose comme la seule légitime dans toutes les situations formelles de communications » (Bourdieu, 1991, p.45). Dans le but de leur intégration culturelle et linguistique, les ONG locales privilégient la langue locale qui est l'espagnol dans notre cas précis au détriment des langues que parlent déjà les migrants y compris des langues aussi mondiales comme l'anglais et le français. En dépit de leurs qualifications, la langue devient un frein dans leur processus d'intégration sociale et professionnelle.

C'est ce que souligne le sociologue français Pierre Bourdieu (1991) lorsqu'il affirme que : « La langue est un instrument de pouvoir et d'exclusion ». La valorisation donc de certaines langues au détriment d'autres entraînent inéluctablement la marginalisation.

Donato Ndongo met aussi en relief l'expérience de Lambert Obama un immigré africain en Espagne confronté à l'exclusion linguistique. La maîtrise imparfaite de l'espagnol entraîne inéluctablement une invisibilité sociale : « *no saber hablar bien es no existir para los otros* » (Donto Ndongo, *El metro*, 2007, p.112).

Au niveau psychologique, ils se sentent donc rejeté, exclu de leur société d'accueil.

Au niveau économique, il y a indubitablement un isolement économique. En ce qui concerne leur intégration économique, la méconnaissance de la langue rend difficile l'obtention d'un visa de travail, l'obtention d'un emploi ou l'occupation de postes qualifiés dans la mesure où certains immigrants n'ont ni la capacité de lire et écrire.

Au niveau professionnel, la barrière linguistique impacte négativement le quotidien même des immigrants en ce sens qu'elle les empêche d'accéder à des opportunités professionnelles. En ce qui concerne Saida Baaziz, l'acquisition de la langue du pays d'accueil est essentielle pour l'intégration, et une connaissance insuffisante de la langue freine donc l'intégration.

Au niveau sanitaire, le manque de services d'interprétation adaptés dans le but d'aider les patients qui ne parlent pas et ceux qui ne maîtrisent pas la langue du pays

d'accueil, peut causer des erreurs médicales. Du coup, le patient peut être affecté mentalement.

Au niveau éducatif, *le manque de maîtrise de la langue scolaire constitue un facteur expliquant les difficultés académiques des élèves issus de l'immigration* (Alvarez-Sotomayor & Martínez-Cousinou, 2017, p.4).

Au vue de ce qui précède, nous pouvons affirmer que les conséquences de la barrière linguistique qui mettent en exergue l'inégalité linguistique sont vastes et multidimensionnelles pour les migrants africains en Espagne.

II- LES DIFFICULTÉS ET LES SOLUTIONS RELATIVES AUX DÉFIS LINGUISTIQUES

II-1. Les difficultés liées à l'apprentissage de la langue du pays d'accueil

Au niveau éducatif, les enfants des immigrés sont confrontés à des défis qui sont entre autres l'adaptation à une nouvelle langue différente de celle parlée à la maison. De même, si ces enfants ne maîtrisent pas la langue, ils peuvent être confrontés à des difficultés d'adaptation même du système éducatif espagnol. Dans le but de faciliter leur intégration, des cours de langue leur sont proposés. Dans cette logique, Eva Codó souligne que les ONG s'attardent sur l'apprentissage d'une langue (le catalan). Celle-ci ne garantit même pas l'accès à un emploi stable. Mais des ONG aussi proposent des cours de langue gratuits ou à faible cout, ainsi que des programmes d'accompagnement pour faciliter l'intégration sociale et professionnelle.

En outre, des ateliers linguistiques sont organisés par de nombreuses municipalités afin de permettre aux immigrants d'apprendre la langue espagnole dans un cadre social. C'est dans cette logique que certaines écoles de la ville de Barcelone ont mis en place des programmes spécifiques et adaptés afin de faciliter l'apprentissage de l'espagnol a ces enfants, et en protégeant par la même occasion leur langue maternelle.

En un mot, les ONG contribuent à la formation linguistique et professionnelle au même titre que des programmes d'intégration sociale. Ces organisations non gouvernementales (ONG) collaborent souvent avec les institutions gouvernementales dans le but d'améliorer les conditions de vie des immigrés.

II-2. L'importance des langues étrangères (LE)

Les rédacteurs GlobalExam dans leur article intitulé *Nos 6 avantages des langues étrangères* et publié le 25 aout 2021. Ces avantages favorisent : la facilité de l'insertion professionnelle, l'amélioration de l'ouverture culturelle, l'augmentation de l'intelligence, l'amélioration de la compréhension de la langue maternelle, la facilité des échanges universitaires et la poursuite des études, le développement des capacités cognitives. L'espagnol est une langue internationale dans la mesure où, plus de 500 millions de personnes l'utilisent comme langue maternelle ou seconde. (Instituto Cervantes, 2023, p.5).

La maîtrise de la langue pour les immigrants et les immigrés est un facteur clé de leur intégration dans la mesure où elle accroît les possibilités d'emploi et facilite la participation sociale et politique. L'apprentissage et la maîtrise des langues étrangères

participent non seulement au développement personnel et professionnel mais aussi et surtout à la favorisation d'une société plus ouverte et inclusive. En un mot, les compétences linguistiques sont un atout indispensable dans nos interactions quotidiennes et professionnelles au sein de cette communauté mondiale.

Au niveau professionnel, l'incapacité à communiquer avec efficacité dans une langue donnée peut réduire les chances d'emploi des migrants africains, en les plaçant dans des postes précaires ou informels. C'est dans ce même ordre d'idée que Sapir (1921) affirme que : « la langue est un reflet de la culture et un vecteur d'opportunités ».

Ces barrières linguistiques empêchent les immigrés à accéder aux informations essentielles relatives à leurs droits et aux ressources disponibles. C'est ce que Castells souligne lorsqu'il dit : « l'exclusion linguistique peut mener à une exclusion sociale plus large ». Dans cette même veine d'idée, Nebrija Sonia Boulos affirme que: *“si la lengua es una barrera para los derechos humanos de los inmigrantes, los Estados necesitan tomar medidas para evitarlo”* (Muniz José Muniz, 2021)

II-3. L'intégration sociolinguistique des immigrés

L'intégration sociolinguistique prend en considération divers aspects qui sont la langue, la culture et des dynamiques sociales. Il est évident que la maîtrise de la langue est cruciale pour cette intégration. Mais cette intégration connaît une certaine résistance de la part de certains immigrés. Le fait de conserver ou pas la langue d'origine dépend de la condition sociale de l'immigré ; c'est dans cette logique que Heredia-Deprez affirme que : « Parmi le niveau socioculturel bas, ce sont souvent ceux qui ont été chassés de leur pays pour des motifs politiques qui restent le plus attaché à leur langue ». (34)

En 1967, les recherches de Fishman relatifs à la diglossie soulignent comment les langues en présence peuvent influencer les dynamiques sociales. En ce qui concerne Bourdieu (1982), la langue est un capital social. C'est dans cette logique qu'elle a le pouvoir de limiter l'accès des immigrés à l'éducation, au marché du travail et aux services publics. Les politiques relatives à l'immigration et à l'intégration consacrées à la langue du pays d'accueil, cela sous-entend le rôle de la LE. Dans l'optique de donner encore plus de poids à la langue du pays d'accueil, les autorités prennent en main la révision de leur politique d'intégration en y intégrant une dimension linguistique. Les lois intègrent un test linguistique axé sur la volonté d'intégration des immigrés, en mettant l'accent sur leur maîtrise de la langue. En Europe, l'association ALTE¹ a pour objectif de comparer les politiques d'intégration et d'accès à la nationalité en Europe.

L'apprentissage des LE² facilite l'insertion professionnelle de l'individu dans la mesure où le multilinguisme est une compétence très prisée par les employeurs. La connaissance d'une LE par les étudiants est un moyen favorable dans l'obtention d'un emploi. L'intervention de ces étudiants dans des entreprises comble inéluctablement le fossé culturel.

Les ressources multilingues telles que l'accès à des documents d'information traduits en plusieurs langues afin d'aider les immigrés à mieux comprendre leurs droits

¹ Association of Language Testers in Europe

² Langue Etrangère

et les services disponibles. Il est crucial de mentionner que l'intégration sociolinguistique ne se limite pas seulement à l'apprentissage d'une langue, mais elle prend en considération une reconnaissance et un respect mutuels entre les différentes cultures. Cette reconnaissance mutuelle et ce respect mutuel créent naturellement un environnement inclusif afin de favoriser l'intégration des immigrants et surtout d'enrichir la société d'accueil à partir de leur diversité culturelle.

III-LES SOLUTIONS RELATIVES AUX DÉFIS LINGUISTIQUES

III-1. Les initiatives d'intégration

-La création des programmes de formation gratuits et surtout accessibles à tous les immigrants sans distinctions. Les ONG (Organisations Non Gouvernementales) ou les municipalités doivent donc proposer des cours d'espagnol adaptés afin de faciliter l'apprentissage de la langue.

-Le renforcement de l'accès à l'apprentissage linguistique et la sensibilisation des employeurs.

Quant aux solutions, les politiques doivent renforcer l'accès à l'apprentissage linguistique à travers la création de plusieurs centres de formation en tenant compte de la disponibilité des travailleurs immigrants. De même, il est aussi crucial de sensibiliser les entreprises dans le but de les encourager à dispenser gratuitement des cours de langue au sein des entreprises pour promouvoir une meilleure intégration professionnelle.

Au niveau culturel, nous pouvons souligner que les aspects culturels occupent une place importante dans l'intégration des immigrants et participent aussi aux changements culturels qu'ont apporté ces immigrants au sein de la société d'accueil.

-La formation interculturelle des travailleurs sociaux

La mise en place d'une politique dans le but d'encourager les échanges culturels entre les communautés locales et les immigrants peut favoriser une meilleure compréhension mutuelle et enrichir par la même occasion le tissu social. Dans un monde globalisé où les interactions entre diverses cultures sont fréquentes, la formation interculturelle des travailleurs sociaux s'impose. En ce qui concerne Gonzalez-Mena (2025), « la compétence interculturelle est essentielle pour établir des relations de confiance avec les clients issus de milieux culturels différents ».

-L'intégration culturelle

Elle est un enrichissement mutuel, où diversité et cohésion coexistent. C'est donc le processus par lequel des individus ou des groupes issus de différents contextes culturels adoptent et adaptent certains aspects de la culture dominante, en préservant certains éléments de leur propre identité culturelle. Elle suppose une interaction et un échange réciproque entre les cultures dans le but de créer une coexistence harmonieuse et respectueuse dans une société multiculturelle. Elle prend en considération l'acquisition de compétences et de connaissances clés telles que : la langue, les normes sociales et les pratiques locales. Sa valorisation des apports culturels des nouveaux arrivants est permise grâce à l'ouverture de la société d'accueil. Cette intégration culturelle suppose aussi un équilibre identitaire. Dans ce contexte précis, les migrants doivent s'intégrer tout en maintenant une partie de leur héritage culturel sans être obligés de l'abandonner.

-Les politiques européennes coordonnées

Les programmes linguistiques dans des pays comme l'Espagne, souvent premier point d'entrée, l'Union européenne pourrait donc soutenir les programmes linguistiques en apportant davantage de financement.

CONCLUSION

Dans la société, la langue ne doit pas être perçue particulièrement comme un simple outil de communication mais elle doit être vue comme un pont vers une meilleure inclusion sociale et aussi économique. Les défis linguistiques auxquels sont confrontés les immigrés africains impactent leur intégration sociale, économique et culturelle. La faible compétence de l'espagnol, langue officielle du pays rend difficile les interactions avec les natifs, mais entrave aussi leur capacité à naviguer dans des systèmes complexes tels que la santé, la justice ou l'administration.

Leur situation linguistique engendre un sentiment d'isolement et d'exclusion parmi les immigrés tout en intensifiant les inégalités sociales. Leurs langues maternelles et leurs cultures contribuent à la diversité culturelle de l'Espagne. Le bilinguisme et le multiculturalisme contribuent favorablement à l'enrichissement du patrimoine culturel local. L'apprentissage de la langue officielle du pays d'accueil doit être combiné avec une valorisation des langues et des cultures des pays d'origine des immigrés. Cette combinaison est un moyen de bâtir une société plus inclusive et solidaire.

Il est donc important d'apprendre les langues étrangères en général mais l'espagnol en ce qui nous concerne car elle est l'unique moyen qui facilite une véritable intégration sociale et professionnelle.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Articles et romans

Adami, H. (s.d.). *Politiques linguistiques et politiques d'intégration en Europe : Analyse des fondements idéologiques*.

Adami, H. (s.d.). *La question de l'utilité de la langue française vue par les migrants*.

Álvarez-Sotomayor, A., & Martinez-Cousinou, G. (2017). Immigration, language and academic achievement in Spain: A systematic review. *Revista Internacional de Sociología*.

Chomsky, N. (1965). *Aspects of the theory of syntax*. Cambridge (MA): MIT Press.

Calvet, L.-J. (1994). *La sociolinguistique*. Paris : Presses Universitaires de France.

Castells, M. (2001). *The Internet galaxy: Reflections on the internet, business, and society*. Oxford : Oxford University Press.

De Heredia-Deprez, C. (1976). Pour une étude des rapports aux langues maternelles dans la migration. *Langue française*, 29, 31-44.

Deumert, A., Trenchs-Parola, M., & Patino-Santos, A. (2017). *Deskilling and delanguaging African migrants in Barcelona: pathways of labour market incorporation and the value of global English*. *Journal of Multilingual and Multicultural Development*, 38(5), 365-379.

Gonzalez-Mena, J. (2005). *Diversity in early care and education: Honoring differences*. Pearson Education.

- Inongo-VI-Makome (2008). *Nativas*. Madrid: Sial Ediciones.
- Instituto Cervantes. (2023). *El español en el mundo*. Madrid: Instituto Cervantes.
- Labov, W. (1976) : *La sociolinguistique*, Paris Editions de Minuit.
- Leconte, F. (2000). *Langues et identités des migrants originaires d'Afrique noire*. Paris : L'Harmattan.
- Leconte, F. (2023). *Appropriations du français dans les migrations d'Afrique subsaharienne en France*. Paris : L'Harmattan.
- Martínez, T. C. (2015). *Intersectionality in language trajectories: African women in Spain*. Berlin/Boston: Universitat Oberta de Catalunya (UOC).
- Meillet, A. (1921). *L'état actuel des études de linguistique*. Dans *Linguistique historique et linguistique générale*. Paris : Champion. (Leçon inaugurale au Collège de France, 13 février 1906).
- Moore, E. (2021). *From Africa to Catalonia: Notes on a sociolinguistics of youth migration and English*.
- Ndong-Bidyogo, D. (2007). *El metro*. Barcelona: Ediciones del Bronce.
- Rodriguez-Izquierdo, R.M. (2018). Políticas de inclusión lingüística en España destinadas al alumnado de nacionalidad extranjera de reciente incorporación al sistema educativo: Dilemas y tensiones en tiempos de crisis. *Archivos Analíticos de Políticas Educativas*, 26(154).
- Sapir, E. (1976). *Beyond Culture*. New York: Anchor Books.
- Valero-Garcés, C. (2015). Linguistic and Pragmatic Barriers in Immigrant Health Care in Spain: The Need for Interlinguistic & Intercultural Mediators. *Entreculturas. Revista de Traducción y Comunicación Intercultural*, 7-8, 625-634.
- GONZALEZ, Mena J.:(2005): *Diversity in Early Care and Education: Honoring Differences*. Pearson

Essais- mémoires- thèses

- Bourdieu, P. (1982). *Ce que parler veut dire : l'économie des échanges linguistiques*. Paris : Fayard.
- Bourdieu, Pierre. (1991) *Langage et pouvoir symbolique*. Paris : Seuil.
- Bowen, S., & Kaufert, J. M. (2000). *Aspects méthodologiques et politiques de l'évaluation des services d'interprétation et d'accès linguistique en milieu médical*. Winnipeg: University of Manitoba, Department of Community Health Sciences.
- Bowen, S. (2001). *Barrières linguistiques dans l'accès aux soins de santé*, Santé Canada.
- Extra, G., Yagmur, K. (2012). *Langue Rich Europe: Trends in Policies and Practices*. Cambridge University Press.
- Fernandez, M. (2021). “Politiques linguistiques et diversité culturelle en Espagne”, *Revue Espagnole des Sciences Sociales*.
- Fisman, J.A. (1967). *Bilingualism with and without diglossia*. Journal of Social Issues.
- Garcia, P., & Ruiz, C. (2020). “L'intégration des immigrés en Espagne : Défis et perspectives”, *Revue Européenne de Migration*.
- Sanchez, L. (2019). “Langue et immigration : le rôle des barrières linguistiques dans l'intégration des communautés”, *Journal of Immigrant Studies*.

Seydou, Kone (2005). *La enseñanza de la lengua española a hablantes ivorienses de diversas lenguas autóctonas: dificultades y problemas que plantea*. Thèse de doctorat, Universidad Complutense de Madrid (Dir. Par Dr Alicia Puigvert Ocal)

Webographie

<https://doi.org/10.1080/01434632.2017.1292351>

<https://doi.org/10.24310/Entreculturasertci.vi7-8.11358>

Openaccess.uoc.edu

www.alte.org

WWW.theses.fr

WWW.academia.edu.org

WWW.jstor.org/stable/pdf/41557741.pdf

DIRE, REPRÉSENTER, ET VIVRE LA MIGRATION : APPROCHES ARTISTIQUES ET DISCOURS COMMUNAUTAIRES AU SÉNÉGAL, LE CAS DE LA RÉGION DE TAMBACOUNDA

SPEAKING TO SEE DIFFERENTLY: MANDE LANGUAGES AND THE DECOLONIZATION OF IMAGES IN THE MANDE AREA – THE CASE OF EASTERN SENEGAL

Daman CISSOKHO

Université Assane Seck Ziguinchor, Sénégal

Résumé :

Située à l'est du Sénégal, la région de Tambacounda occupe une place singulière dans les dynamiques migratoires nationales et sous-régionales. Frontalière de quatre pays – la Gambie, le Mali, la Mauritanie et la Guinée-Conakry –, elle constitue un carrefour stratégique des mobilités humaines en Afrique de l'Ouest. En tant que région la plus vaste du pays, caractérisée par une faible densité de population et une large couverture territoriale, elle présente d'importants défis en matière de contrôle et de gestion des flux migratoires, tant légaux qu'irréguliers. Par ailleurs, Tambacounda est particulièrement exposée aux effets du changement climatique, notamment la dégradation des terres, l'irrégularité des précipitations et l'insécurité des moyens de subsistance agricoles et pastoraux. Dans cet article, nous proposons d'examiner la manière dont la migration climatique est dite, représentée et vécue dans la région de Tambacounda. En nous appuyant sur un corpus d'expressions artistiques et de discours communautaires, nous analysons la façon dont les contraintes environnementales s'articulent aux facteurs socio-économiques pour façonner les imaginaires migratoires et les pratiques de mobilité. La migration apparaît ainsi, pour les populations locales, non seulement comme une réponse aux difficultés économiques, mais également comme une stratégie d'adaptation aux vulnérabilités climatiques. En mettant en lumière le rôle des productions artistiques et des récits communautaires dans la construction sociale de la migration climatique, cette étude entend contribuer à une compréhension plus fine des logiques locales d'adaptation, souvent marginalisées dans les politiques publiques et les discours institutionnels sur la migration.

Mots clés : migration climatique, expressions artistiques, discours communautaires, vulnérabilités climatiques, imaginaires migratoires

Abstract:

Located in eastern Senegal, the Tambacounda region occupies a unique position within national and sub-regional migration patterns. Bordering four countries – The Gambia, Mali, Mauritania and Guinea – it serves as a strategic hub for human mobility in West Africa. As the country's largest region, characterised by low population density and a vast territorial area, it faces significant challenges in controlling and managing both legal and irregular migration flows. Furthermore, Tambacounda is particularly vulnerable to the effects of climate change, notably land degradation, erratic rainfall and the insecurity of agricultural and pastoral livelihoods. In this article, we set out to examine how climate migration is discussed, represented and experienced in the Tambacounda region. Drawing on a corpus of artistic expressions and community discourse, we analyse how environmental constraints interact with socio-economic factors to shape perceptions of migration and mobility practices. Migration thus appears, for local populations, not only as a response to economic hardship, but also as a strategy for adapting to climate-related vulnerabilities. By highlighting the role of artistic works and community narratives in the social construction of climate migration, this study aims to contribute to a more nuanced understanding of local approaches to adaptation, which are often marginalised in public policy and institutional discourse on migration.

Keywords : climate migration, artistic expressions, community discourse, climate vulnerabilities, migratory imaginaries

INTRODUCTION

Située à l'est du Sénégal, la région de Tambacounda, à la croisée de plusieurs frontières ouest-africaines (Gambie, Mali, Mauritanie, Guinée-Conakry), est particulièrement exposée aux pressions climatiques qui accentuent les vulnérabilités socio-économiques. Dans cet espace, la mobilité, ancienne et plurielle, constitue une réponse structurante aux transformations environnementales. Toutefois, la migration climatique ne peut être réduite à un simple ajustement économique : elle est aussi socialement construite, symboliquement médiatisée et quotidiennement vécue par les populations.

Cet article interroge ainsi les processus sur lesquels la migration est dire, représentée et vécue. Plus précisément, il analyse comment les discours communautaires, les récits et les expressions symboliques et artistiques contribuent à produire du sens autour de la migration en tant que stratégie d'adaptation. Pour ce faire, l'analyse s'organise en trois étapes : la migration comme construction sociale à travers le « dire », ses mises en forme dans les imaginaires et les créations artistiques, et enfin ses expériences vécues au prisme des pratiques et des trajectoires.

I- DIRE : LA MIGRATION CLIMATIQUE COMME UNE CONSTRUCTION SOCIALE LOCALE

La migration climatique comme toute forme de migration est exprimée dans les discours communautaires. Certes, elle n'est pas une catégorie autonome, mais elle constitue une réalité imbriquée dans les récits, les témoignages et les paroles ordinaires. Cette dynamique collective, se reflète dans les témoignages des habitants, qui traduisent au quotidien des problèmes liés à la migration climatique. Le témoignage suivant illustre de manière vivante les réalités décrites par les populations locales.

Ici, à Sinthiou Bocar, dans la région de Tambacounda, les pluies arrivent tard et s'arrêtent brusquement, ou parfois détruisent tout en quelques jours. Cette année encore notre récolte sera peu abondante. Nos dettes s'accumulent ; à la maison, les repas diminuent. Des familles quittent pas par envie, mais par nécessité, c'est-à-dire éviter le pire.

Ce témoignage montre clairement que le départ n'est pas un choix, mais il est dû à une précarité territoriale, telle que, l'insuffisance des récoltes, les dettes croissantes et la raréfaction des ressources alimentaires. Dans ce cas précis la migration n'apparaît pas comme une opportunité mais comme une stratégie de survie face à la précarité, dont l'un des facteurs déclencheurs demeure l'irrégularité des pluies. En revanche, la migration comme une opportunité est également évoquée. A titre illustratif, le témoignage suivant recueilli lors de l'enquête de terrain, rend de manière concrète cette opportunité au sein de la communauté.

Ici, avant, les jeunes restaient. Ils travaillaient dans les champs avec leurs parents. Mais avec le temps, les choses ont changé. La pluie n'est plus régulière, et les récoltes ne suffisent plus.

Par exemple, dans ma propre famille, mon fils est parti en Espagne. Aujourd'hui, il envoie de l'argent chaque mois. Grâce à lui, nous avons pu construire la maison, acheter du matériel agricole et même aider d'autres membres de la famille.

Ce passage s'organise autour d'un contraste entre stable et un présent marqué le changement. Le village était stable dans un ancrage familial. Du coup survint une rupture

liée à un facteur environnemental, notamment l'irrégularité climatique et la fragilisation du système agricole. Dans un tel contexte, la migration due au climat devient une opportunité, voire une réponse à une transformation structurale du village. Par conséquent, elle est progressivement passée d'une inquiétude à une stratégie d'adaptation économique. Elle porte à la fois une fonction économique (transfert d'argent) et une dimension sociale, notamment la solidarité familiale (aider d'autres membres de la famille).

Par ailleurs, au-delà des témoignages recueillis sur la migration climatique, nous avons également des récits communautaires et des paroles ordinaires qui évoquent le départ comme une nécessité, un espoir et des injonctions sociales. Le récit ci-après permet de saisir, à travers une expérience située, les dynamiques de précarisation, d'espoir et d'inquiétude liés à la mobilité évoqués précédemment.

Autrefois fondé sur une agriculture stable, le village est aujourd'hui fragilisé par l'irrégularité des pluies et la baisse des récoltes. Face à cette précarité, les jeunes migrent, soutenant leurs familles par des envois d'argent. Cependant, ce départ suscite de l'espoir certes, mais suscite également la peur liée aux risques du voyage.

Ce récit met en évidence une recomposition des dynamiques socio-économiques du village. D'abord, il souligne une précarisation environnementale, marquée par l'irrégularité des pluies et la baisse de la productivité agricole, qui fragilise les moyens d'existence traditionnels. Puis, il montre que cette migration due au climat s'impose comme une stratégie d'adaptation ; elle devient ainsi un levier essentiel de survie à travers les transferts d'argent.

Cependant, bien que cette mobilité génère des avantages pour les familles restées au village, mais elle génère également des émotions négatives, telles la peur et l'incertitude liées aux risques de parcours migratoires. Enfin, le récit révèle une mutation des rapports sociaux et des imaginaires, où la réussite sociale dans les villages tend à être associée qu'au départ comme la seule alternative aux difficultés de la vie. Par conséquent, de plus, les valeurs et les perspectives communautaires sont en train de se transformer.

Au-delà du récit communautaire et des témoignages, des paroles ordinaires recueillies lors de l'enquête permettent d'appréhender de manière plus directe les perceptions individuelles liées à cette réalité migratoire. A titre illustratif, ces paroles suivantes recueillies en sont des exemples.

Ici, rester c'est souffrir. Partir, c'est une nécessité, même si ce n'est pas facile. On ne part pas seulement pour rêver, on part parce qu'on n'a pas le choix.

Aujourd'hui, un jeune qui ne tente pas de partir est vu comme quelqu'un qui ne veut pas réussir. Partir est devenu un espoir, mais aussi presque une obligation sociale.

Ces paroles également comme les récits et les témoignages mettent en évidence une normalisation progressive de la migration climatique dans les représentations sociales locales.

Le premier discours exprime d'abord une contrainte structurelle, notamment le départ est présenté comme une réponse à la précarité vécue dans les communautés. Ainsi, l'opposition entre « rester » et « souffrir » traduit une perception négative des conditions de vie des populations locales et fait du départ une nécessité, voire une forme de survie locale et économique.

Le second discours évoque plus la dimension normative et sociale de la mobilité climatique. Dans cet exemple, le départ apparaît non seulement comme un espoir individuel, mais aussi comme une injonction sociale implicite. D'autant que dans

certaines localités, le fait de ne pas migrer devient presque un signe de lâcheté. Par conséquent, la migration devient un critère local de réussite.

Dans l'ensemble, ces deux discours révèlent une tension entre nécessité économique, aspiration à une vie meilleure et pression sociale, où la migration devient à la fois une stratégie, un idéal et une norme socialement valorisée.

Ainsi la migration climatique apparaît comme une expérience socialement construite et narrativement mise en sens par les populations locales, qui mobilisent des récits narratifs, les discours et les témoignages pour décrire le départ. Elle ne se limite pas à ceux-ci, elle se prolonge et se reconfigure également dans des formes d'expressions symboliques, artistiques, à travers lesquelles, les populations locales élaborent, partagent et transforment leurs imaginaires migratoires.

II- REPRÉSENTER LA MIGRATION : IMAGINAIRES, CRÉATIONS ARTISTIQUES

En général, les productions artistiques et les formes d'expressions symboliques façonnent les imaginaires d'une communication, qu'elle qu'en soit sa situation. Cela est aussi valable pour la migration climatique. Cette dynamique est également à l'œuvre dans la migration climatique. Dans ce cas précis, elles jouent un rôle central de sa mise en récit, car elles traduisent les expressions individuelles et collectives en images, symboles et émotions partageables. En plus, elles contribuent à la construction d'imaginaires migratoires, à la fois porteurs de rêves, de craintes, tout en constituant des espaces critiques face aux discours institutionnels dominants sur la mobilité climatique (Arjun Appadurai, 1996).

II-1. Mise en images et en récits la migration climatique à Tambacounda

La migration climatique à Tambacounda dépasse le cadre d'un phénomène lié aux transformations environnementales ; elle se construit également à travers des formes de représentations qui en façonnent la compréhension et la signification. Les images, qu'elles soient produites localement ou issues de circulations numériques, ainsi que les récits qui les accompagnent, jouent un rôle majeur dans la mise en sens du départ. Ces images et ces récits produits traduisent des expériences vécues, tout en participant à la construction d'imaginaires migratoires mêlant contraintes, espoirs et projections vers ailleurs. Comme le souligne Stuart Hall, les pratiques de représentation contribuent activement à la production du sens social. Dans cette perspective, les exemples suivants, issus d'une enquête de terrain, permettent d'observer comment la mobilité climatique est mise en images et en récits dans le contexte de Tambacounda.

Lors d'un entretien collectif dans un village, un groupe de jeunes discute autour du thé en consultant un smartphone. Ils regardent des vidéos envoyées par l'un de leurs camarades vivant en Espagne. On y voit des images de rues et de places publiques ; il y apparaît vêtu d'un manteau et d'un chapeau pour se protéger du froid. Les jeunes commentent, comparent et rient. En parallèle, ils évoquent leurs conditions de vie difficiles au village, oscillant entre le dur labeur des champs et une chaleur accablante.

Ici la mise en image par la circulation de contenus numériques qui nourrissent les imaginaires migratoires. Le téléphone devient un outil de médiation symbolique, qui relie le territoire local fragilisé à des milieux plus stables et prospères.

Cette scène illustre la co-construction d'un imaginaire collectif, où la migration est synonyme de réussite et d'amélioration des conditions de vie, malgré les risques connus. On trouve dans cet exemple une tension entre réalité locale (chaleur accablante)

et représentation idéalisée de l'ailleurs. Dans cette perspective, les mages servent à orienter les désirs et les décisions de départ, en participant à une mise en récit partagée de la migration.

Ainsi pour répondre à leur camarade, un de leurs, lui envoie une photographie il a dû la prendre avec son téléphone. On y voit une plantation de bananes craquelée par un manque d'eau, à côté un vieux sac de voyage posé sur le sol, laissant apparaître des haillons.

Cette image est silencieuse, mais lourde de sens. On observe ici une articulation entre contrainte climatique et projection migratoire. L'image ne montre pas le départ, mais le rend présent. Elle participe ainsi à la construction de l'imaginaire où la migration apparaît comme une réponse à la mobilité climatique. Ce type de représentation rejoint l'idée selon laquelle l'imagination sociale structure les aspirations et les pratiques de mobilité.

II-2. Les productions artistiques comme espaces critiques et politiques

Dans le prolongement des récits sociaux qui structurent les imaginaires migratoires, les productions artistiques apparaissent comme des espaces privilégiés d'expression, de critique et de reconfiguration du réel. En effet, au-delà de leur dimension esthétique, elles constituent des lieux où se formulent des discours alternatifs sur la mobilité. En plus, elles révèlent à la fois les tensions sociales, les rapports de pouvoir et les aspirations individuelles et collectives. Ainsi, l'art devient un médium à travers lequel les acteurs sociaux interrogent, contestent et redéfinissent les dynamiques migratoires. Dans le contexte sénégalais, les travaux de Papa Demba Fall montrent que la migration s'inscrit dans les logiques sociales, économiques et territoriales complexes, fortement ancrées dans les dynamiques locales (Fall, 2010). De même Alain Ricard souligne le rôle des productions culturelles et artistiques comme espaces d'expression des expériences sociales africaines (Ricard, 2000)

A titre illustratif, lors d'un entretien collectif à Gouloumbou, village situé à quelques kilomètres de la ville de Tambacounda, un groupe de jeunes a partagé une chanson de rap enregistrée sur téléphone. Le morceau, produit de manière artisanale, évoque les difficultés économiques locales dues à l'irrégularité des pluies, le chômage et la pression sociale au départ. Un extrait des paroles disait : « *Ici, tu restes, tu souffres ! Là-bas, tu pars, tu risques ! Mais rester sans rien, c'est synonyme de mort progressive !* »

Cette production musicale fonctionne comme un espace critique, où les jeunes mettent en mots leur condition sociale et les contradictions du projet migratoire. Le rap devient ici un outil de politisation ordinaire, qui révèle à la fois, les causes, la contrainte au départ et la lucidité face aux dangers de la migration. Il participe à la construction d'un imaginaire ambivalent, entre espoir et désillusion.

Dans ce même village, au cours d'une sensibilisation aux dangers de la migration clandestine, un mur a été peint à l'initiative des populations locales. Il représente une pirogue surchargée en mer, entourée de vagues sombres, en train de sombrer. Ce dessin, réalisé par un artiste du village, a été commenté par les habitants comme un rappel des dangers de la migration climatique.

Ce type d'expression visuelle constitue un support de médiation sociale, qui permet de rendre visible une expérience souvent absente des discours officiels. Le mural agit à la fois comme une mémoire locale des départs et des drames, mais aussi comme un outil de sensibilisation. Il traduit une forme d'appropriation collective du phénomène migratoire, en le transformant en objet de débat public au sein de la communauté.

III- VIVRE LA MIGRATION : PRATIQUES DE MOBILITÉ ET STRATÉGIE D'ADAPTATION

Dans le contexte sénégalais, la migration climatique ne se réduit pas à un simple déplacement géographique, mais constitue une expérience sociale complexe, structurée par des pratiques de mobilité et de stratégies d'adaptation développées par des individus et les groupes. En effet, face aux contraintes économiques, environnementales et sociales, les acteurs construisent des parcours migratoires, marqués par les ressources financières, les opportunités et les réseaux mobilisés. A ce titre, les travaux d'Aly Tandian mettent en évidence la manière dont les migrants sénégalais déploient des stratégies diversifiées afin de s'insérer dans les espaces d'accueil, tout en maintenant des liens étroits avec leurs territoires d'origine. De même, les recherches de Papa Demba Fall soulignent l'importance des réseaux sociaux et familiaux dans l'organisation des mobilités, tandis qu'Abdou Salam Fall insiste sur les logiques d'adaptation au changement climatique et de résilience qui structurent les trajectoires migratoires.

Ainsi, vivre la migration climatique renvoie à un ensemble de pratiques quotidiennes, à travers lesquelles les migrants leurs conditions d'existence, entre le lieu de départ et celui d'accueil.

III-1. La migration comme expérience vécue stratégie d'adaptation

Au Sénégal, et particulièrement dans la région de Tambacounda, au-delà des contraintes économiques et environnementales, la migration constitue également une expérience vécue, socialement construite, qui s'inscrit dans les trajectoires individuelles et collectives comme une véritable stratégie d'adaptation face aux contraintes liées au changement climatique.

Les travaux d'Aly Tandian montrent qu'elle doit être appréhendée comme un processus multidimensionnel, où s'entrelacent facteurs climatiques, économiques, sociaux et culturels. Dans cette perspective, partir n'est pas uniquement subir une contrainte, mais aussi agir, en mobilisant des ressources, des réseaux et des imaginaires.

Dans les zones rurales de Tambacounda, les récits recueillis auprès des populations mettent en évidence une transformation progressive des conditions de vie : irrégularité des pluies, baisse de rendements agricoles, raréfaction des ressources. Ces mutations ne provoquent pas immédiatement le départ, mais elles contribuent à redéfinir les marges de manœuvre des individus.

III-2. Effets sociaux et territoriaux de la migration climatique : entre recompositions, résilience et incertitude à Tambacounda

Les dynamiques migratoires liées aux transformations environnementales dans la région de Tambacounda produisent des effets sociaux et territoriaux complexes. L'analyse des données issues de l'enquête de terrain montre que ces mobilités participent à des reconfigurations familiales et communautaires, tout en transformant les rapports au territoire. Ces processus s'inscrivent dans une tension entre résilience, vulnérabilité, confirmant le caractère ambivalent de la migration comme stratégie d'adaptation (Sall et al, 2011 ; Tandian, 2020).

III-2-1. Reconfigurations familiales : solidarités à distance et nouvelles dépendances

Les récits recueillis mettent en évidence une transformation profonde des structures familiales, liée au départ des membres actifs, en particulier des jeunes hommes. Ainsi, la migration s'accompagne d'un aménagement des responsabilités au sein de la famille, mais aussi d'une solidarité économique excessive à distance. « Aujourd'hui,

c'est mon fils qui est en France qui fait vivre la famille. Ici, la pluie ne suffit plus. Sans lui, on ne pourra pas tenir.» (Entretien, homme, 58, Missirah).

Ce type de discours souligne le rôle crucial des transferts migratoires dans l'entretien des ménages ruraux. Ces flux permettent de compenser les pertes agricoles liées à l'irrégularité pluviométrique. Comme le montre Aly Tandian (2020) et Sall et al. (2011), la migration constitue ainsi une stratégie de diversification des revenus face aux risques climatiques.

Cependant, cette dépendance aux ressources externes engendre également une forme de vulnérabilité. « *Ici, dans ce village, si les migrants n'envoient d'argent, tout s'arrête. Nous dépendons d'eux.* » (Entretien, femme de 45 ans, Sarré Elhadji)

Par ailleurs, les données de terrain révèlent une reconfiguration des rôles sociaux, notamment une montée en responsabilité des femmes : « *Depuis que mon mari est part, c'est moi qui gère tout : les champs, les enfants, les dépenses.* » (Entretien, femme, 39 ans à Faraba)

Ces mutations traduisent une recomposition des rapports de genre et d'autorité au sein des familles, confirmant que la migration agit comme un facteur de reconstruction sociale (Tandian, 2020).

III-2-2. Transformations communautaires : entre valorisation sociale et tensions

À l'échelle communautaire, la migration de manière générale contribue à redéfinir les hiérarchies sociales. Les familles qui disposent de migrants à l'étranger bénéficient souvent d'un statut valorisé. « *Ici, ceux qui ont des enfants en Europe sont respectés. Ils construisent des maisons, ils aident les autres.* » (Entretien collectif, jeunes, Tessan)

Cette valorisation alimente un imaginaire de la réussite migratoire, largement partagée par les jeunes générations : « *Rester ici, c'est souffrir. Si tu veux réussir, il faut migrer.* » (Jeune homme ; 24 ans, Faraba)

Ces représentations rejoignent les analyses de Sylvie Mazzela (2014), qui souligne le rôle des imaginaires migratoires dans la structuration des aspirations. Cependant, l'enquête met également en évidence les tensions sociales : « *Tout le monde ne peut pas partir. Ce sont ceux qui restent qui aident les migrants à réaliser leurs vœux, mais ils se sentent dévalorisés au profit des migrants.* » (Entretien, homme, 50 ans, Moulessy)

Ces inégalités observées entre migrants et résidents contribuent à produire des formes de différenciation sociale accrues.

III-2-3. Transformation du rapport au territoire : entre attachement et distanciation

Les mobilités observées relatives à la migration climatique à Tambacounda s'accompagnent d'une reconfiguration du rapport au territoire. Les habitants développent des formes d'ancrage multiples, articulant espace d'origine et espace d'accueil. « *Nos migrants, certes sont ailleurs, mais tous construisent ici, et leur souhait c'est de finir leur vie ici.* » (Entretien, chef de village de Sarré Bogué)

Ce type de discours illustre la persistance d'un attachement symbolique au territoire d'origine, malgré la distance. Les investissements des migrants dans les villages d'origine participent au maintien à ce lien. Toutefois, le territoire local est également perçu comme un espace fragilisé par les changements environnementaux : « *Avant, la terre donnait. Aujourd'hui, tu travailles beaucoup, mais tu ne récoltes rien.* » (Entretien, agriculteur, 52 ans, Boundou)

Cette perception renforce l'idée que le territoire ne garantit plus la reproduction sociale, ce qui alimente les logiques de départ. Comme le souligne François Gemenne (2015), les mobilités environnementales traduisent souvent une crise du rapport au territoire, sans pour autant rompre totalement les liens d'appartenance.

III-2-4. Une adoption ambivalente : entre résilience, vulnérabilité et incertitude

L'ensemble des données met en évidence le caractère ambivalent de la migration climatique comme stratégie d'adaptation. D'un côté, nous avons la résilience, lorsqu'on cherche à diversifier des ressources et à améliorer des conditions de vie. « *Grâce à l'association des migrants en Espagne, nous avons pu acheter une motopompe. Maintenant, nous pouvons irriguer nos parcelles sans la pluie* » (Entretien, jeune agriculteur)

D'un autre côté, elle produit de nouvelles vulnérabilités, telles que les risques liés aux parcours migratoires, la dépendance aux transferts et les déséquilibres familiaux. Enfin, elle s'inscrit dans un contexte d'incertitude générale : « *On veut partir, mais on ne sait pas si on va arriver et si on va réussir là-bas. Mais vouloir rester ici, c'est un autre problème.* » (Jeune homme, 27 ans)

Ces éléments montrent que la migration constitue également une stratégie adaptative située, dont les effets dépendent des ressources sociales, économiques et territoriales disponibles (Sall et al., 2011, ; Tandian, 2020 ; Gemenne, 2025).

CONCLUSION

La migration climatique dans la région de Tambacounda apparaît comme une réalité à la fois vécue, dite et représentée à travers des discours, des récits et des expressions symboliques et artistiques. Ces formes d'expression mettent en lumière les effets de la dégradation environnementale et les recompositions socio-économiques qu'elle engendre, tout en révélant des émotions ambivalentes et des tensions entre nécessité de partir et aspiration à une vie meilleure.

Ainsi, elles participent à la structuration des imaginaires migratoires et constituent des espaces d'expression critique ainsi que de reconfiguration sociale, où s'élaborent des logiques d'adaptation face aux incertitudes environnementales. En ce sens, l'approche par le « dire », le « représenter », et le « vivre » permet de saisir la complexité du phénomène migratoire en articulant dimensions matérielles et subjectives.

Cette contribution ouvre ainsi la voie à une lecture croisée de la migration climatique et invite à approfondir, dans de futurs travaux, l'analyse des liens entre imaginaires, pratiques sociales et dynamiques de résilience dans d'autres contextes.

BIBLIOGRAPHIE

- Fall, A. S. (2008). *Sociologie des dynamiques sociales au Sénégal*.
Fall, P. D. (2010). « Migrations internationales et développement local au Sénégal », *Revue européenne des migrations internationales*.
Gemenne, F. (2010). « Migrations et environnement ». *Revue européenne des migrations internationales*, 26(1), 7–16.
Gemenne, F. (2015a). *La géopolitique du changement climatique*. Paris : Armand Colin.
Gemenne, F. (2015b). « One good reason to speak of “climate refugees” ». *Forced Migration Review*, 49, 70–71.
Lassailly-Jacob, V., & Boyer, F. (2014). « Les migrations environnementales en Afrique de l'Ouest ». *Afrique contemporaine*, 249, 17–31.
Mazzella, S. (2014). *Sociologie des migrations*. Paris : Presses Universitaires de France.
Morin, M., & Thiollot, H. (2016). *Les migrations internationales en Afrique de l'Ouest*. Paris : Karthala.
Piguet, E., Pécoud, A., & de Guchteneire, P. (2011). *Migration and Climate Change*. Paris : UNESCO Publishing.

- Sall, M., & Tall, S. M. (2016). *Environnement, changements climatiques et mobilités au Sénégal*. Dakar : CODESRIA.
- Sall, M., Tall, S. M., & Tandian, A. (2011). *Changements climatiques, stratégies d'adaptation et mobilités humaines au Sénégal*. IIED.
- Tandian, A. (2012). « Les migrations sénégalaises : logiques, réseaux et dynamiques territoriales ».
- Tandian, A. (2017). *Migration et stratégies des acteurs au Sénégal*.
- Tandian, A. (2020). *Migrations internationales sénégalaises et dynamiques locales*. Dakar : L'Harmattan Sénégal.

ESTUDIO COMPARATIVO DE LOS NODOS MIGRATORIOS EN EL SUR GLOBAL: EL CASO DE DALOA (CÔTE D'IVOIRE) Y SANTIAGO DE CUBA COMO RUTAS MIGRATORIAS DENTRO DE SUS RESPECTIVOS CONTEXTOS REGIONALES

A COMPARATIVE STUDY OF MIGRATION HUBS IN THE GLOBAL SOUTH: THE CASE OF DALOA (CÔTE D'IVOIRE) AND SANTIAGO DE CUBA AS MIGRATION ROUTES WITHIN THEIR RESPECTIVE REGIONAL CONTEXTS

Oscar Roméo CASSIEN
Université Alassane Ouattara

Resumen:

Este trabajo propone un análisis comparativo de dos enclaves urbanos del sur global Daloa en Côte d'Ivoire y Santiago de Cuba en el Caribe como nodos migratorios estratégicos en sus respectivos contextos regionales. Ambas urbes, aunque situadas en continentes distintos, comparten dinámicas que las convierten en puntos de tránsito, recepción y salida de poblaciones en movimiento. En el caso de Daloa, su posición geográfica central y su diversidad étnica la han transformado en un espacio de atracción para migrantes internos y regionales, especialmente en relación con la expansión agrícola y las tensiones sociopolíticas en Côte d'Ivoire. Por su parte, Santiago de Cuba ha sido históricamente un puerto de salida hacia el Caribe y América continental, al tiempo que receptor de migraciones haitianas y antillanas que marcaron su identidad cultural afrocaribeña. El estudio propone una lectura holística de estos procesos, subrayando cómo la migración no solo responde a factores económicos y políticos, sino también a dinámicas culturales y sociales que redefinen las ciudades como crisol de identidades y puentes regionales. La comparación revela que, pese a sus diferencias históricas y geográficas, Daloa y Santiago de Cuba comparten retos comunes.

Palabras clave: Nodos migratorios- Sur Global- Estudio comparativo- Rutas migratorias

Abstract:

This paper presents a comparative analysis of two urban enclaves in the Global South: Daloa in Côte d'Ivoire and Santiago de Cuba in the Caribbean, as strategic migration hubs within their respective regional contexts. Although situated on different continents, both cities share dynamics that make them points of transit, reception and departure for mobile populations. In the case of Daloa, its central geographical position and ethnic diversity have made it a magnet for internal and regional migrants, particularly in relation to agricultural expansion and socio-political tensions in Côte d'Ivoire. For its part, Santiago de Cuba has historically been a port of departure for the Caribbean and continental America, whilst also serving as a destination for Haitian and Antillean migrants who have shaped its Afro-Caribbean cultural identity. The study proposes a holistic interpretation of these processes, highlighting how migration responds not only to economic and political factors, but also to cultural and social dynamics that redefine cities as melting pots of identities and regional bridges. The comparison reveals that, despite their historical and geographical differences, Daloa and Santiago de Cuba share common challenges.

Keywords: Keywords: Migration hubs – Global South – Comparative study – Migration routes

INTRODUCCIÓN

Para soslayar los efectos sociales de los movimientos migratorios es imprescindible estudiar los puntos de partida de los migrantes. Encontrar medidas concretas para menguar el fenómeno migratorio implica saber más del microcosmos de las rutas migratorias. El estudio de las rutas migratorias implica analizar no solo los trayectos físicos que recorren las personas, sino también el entramado socioeconómico,

político y cultural que fundamenta y sostiene dichos movimientos. En este sentido, la contextualización de las rutas migratorias de Daloa, en Côte d'Ivoire, y Santiago de Cuba, en el Caribe, supone comprender los procesos específicos que configuran estos flujos en sus respectivos territorios, al tiempo que permite identificar las divergencias y convergencias que los delimitan tanto en su funcionalidad como en su incidencia regional. Para tener un acercamiento histórico y social del tema planteamos la pregunta siguiente: ¿De qué manera funcionan Daloa (Côte d'Ivoire) y Santiago de Cuba como rutas y nodos migratorios dentro de sus respectivos contextos regionales, y cuáles son las similitudes y diferencias en sus dinámicas socioeconómicas, institucionales y espaciales que explican los flujos entrantes, salientes y de tránsito? La formulación de la pregunta de investigación se fundamenta en la necesidad de comprender con profundidad y precisión cómo operan las rutas migratorias en contextos regionales específicos, poniendo en diálogo dos realidades aparentemente distantes pero que comparten el carácter de nodos migratorios relevantes. Partiendo del reconocimiento previo de sus diferencias y similitudes en factores económicos, institucionales y espaciales, la interrogante central busca articular estas dimensiones para desentrañar en el marco de las relaciones sur-sur las lógicas que explican los flujos entrantes, salientes y de tránsito.

Así, el objetivo abarca la identificación y análisis de las similitudes y diferencias en las dinámicas migratorias observadas, con la intención de contribuir a teorizar sobre las rutas migratorias sur-sur en contextos diversos. La comparación permitirá previamente valorar el grado en que elementos estructurales, culturales e institucionales se reproducen o divergen. Luego haremos hincapié sobre la contribución de estos elementos a una mayor comprensión de los procesos migratorios complejos y multifacéticos que desafían enfoques simplistas o unidimensionales. Las teorías de los corredores migratorios constituyen un marco conceptual esencial para comprender cómo ciertos espacios geográficos se configuran como nodos dinámicos dentro de redes migratorias transregionales, facilitando y condicionando el flujo de personas, información y recursos entre países y regiones. Este enfoque teórico parte del reconocimiento de que las migraciones no ocurren de manera aleatoria, sino que responden a estructuras espaciales, sociales y económicas que actúan como “corredores” o puentes, conectando territorios específicos y generando patrones recurrentes que se sustentan en vínculos históricos, culturales, económicos e institucionales. El análisis desde el enfoque de redes sociales y estructuras institucionales resulta crucial para profundizar en la comprensión de las dinámicas migratorias tanto en Daloa como en Santiago de Cuba, especialmente tras haber contextualizado estas ciudades dentro de corredores migratorios específicos.

I- DINÁMICAS SOCIOECONÓMICAS Y REDES DE REMESAS EN LA RUTA DALOA

I-1. Características socioeconómicas de la ciudad de Daloa

Daloa, ubicada en el centro-oeste de Côte d'Ivoire, constituye un nodo clave dentro de las migraciones internas y regionales. La comprensión de las dinámicas socioeconómicas en torno a la ruta migratoria de Daloa exige una rigurosa exploración de cómo las redes de remesas actúan como mecanismos esenciales que articulan los procesos de movilidad y desarrollo local. Estas dinámicas constituyen un eje fundamental para explicar no solo el sentido de las migraciones desde y hacia Daloa, sino también las transformaciones socioeconómicas que atraviesan las comunidades implicadas en este corredor transcultural. En efecto, la ruta de Daloa, situada a ciento cuarenta y un kilómetros de Yamusukro y tres cientos ochenta y tres kilómetro de Abidjan, actuaba en los años sesenta como un foco de fuerte concentración humana. Ubicada en las

encrucijadas de los caminos provenientes de la fronteras norte y oeste del país, constituía un lugar de tránsito para los marfileños de las zonas norte y oeste hacia el sur o el norte. Pierre Kipré (1985, 58 p). En la década de 1970, Daloa tenía el aspecto de una ciudad moderna, con un mercado central, barrios administrativos y comerciales, así como zonas habitadas por las comunidades autóctonas bété, los baoulé del centro del país¹, los dioula procedentes del norte y de los países como Mali y Guinea Conakry. Daloa se ha convertido en las décadas setenta en un importante centro agrícola que atrae a trabajadores migrantes para el cultivo del cacao, motor de la economía de Costa de Marfil. La población de Daloa está constituida hoy por los bété, los niamboua, los zombo y niédéboua, pero también por numerosos forasteros y extranjeros que se han establecido allí por motivos económicos. También han favorecido la diversidad cultural y religiosa, con el establecimiento de cofradías musulmanas y la convivencia de varias tradiciones. Las migraciones internas de las aldeas a la ciudad y externas de países limítrofes como Burkina Faso, Malí, Guinea han dado forma a una sociedad cosmopolita. La fuerte migración ha provocado tensiones en materia de derechos de propiedad y problemas de urbanismo caracterizada por saturación de los barrios, expansión no planificada. Las crisis repetidas conocidos por el país al inicio de los años 2000 han recrudecido la presión demográfica sobre la ciudad en los años 2010. A pesar del desarrollado zonas industriales y comerciales, la región sigue teniendo una tasa elevada de desempleo sobre todo al nivel de la juventud. RezoIvoire (2021), www.Rezo-Ivoire.net | *historique de la ville de daloa*

Así, Daloa esta situada en un contexto de creciente interacción entre migraciones internas e internacionales. En Daloa la migration se organiza alrededor de redes de reclutamiento desde los sententa. En la ciudad de Daloa existen varias redes de emigración ilegal. Un grupo de jóvenes, al menos cuatro, organiza viajes transfronterizos con fines lucrativos. Se trata de un sistema que tiene sus propias reglas y códigos, y que funciona como organizaciones criminales. Existe un contrato implícito entre el migrante irregular y su red de tráfico. Este contrato se basa en la confianza que el migrante deposita en su traficante. El traficante es el representante visible de la red, está en contacto directo con el migrante y, a menudo, forma parte de su entorno. De hecho, según diversas fuentes orales, las redes clandestinas de la ciudad de Daloa son agrupaciones de personas, a menudo transnacionales, que, a cambio de una remuneración, ayudan a uno o varios candidatos a la emigración clandestina a ser trasladados de un país a otro o a permanecer en él de forma irregular. El papel de las redes es muy importante en la decisión de emigrar, ya que estas pueden proporcionar ciertos elementos indispensables para la emigración. La fiabilidad de las redes a nivel de esta ciudad hace que casi la mayoría de los migrantes del país y de la subregión prefieren pasar por Daloa para llegar a Europa, ya que estas redes utilizan todos los medios posibles para garantizar el éxito del viaje del migrante. El siguiente testimonio sacado de una entrevista con una migrante muestra que las redes desempeñan un papel crucial en el éxito del proyecto migratorio:

Cuando quise enviar a mi hijo a España, busqué las redes de confianza aquí en Daloa. Hay muchas y pueden enviarte a cualquier parte del mundo; sin ellas, muchos jóvenes de Daloa no se habrían interesado por la aventura, pero si ves que todo el mundo se lanza al agua es porque aquí hay una red de confianza detrás de todo esto. Ni siquiera hace falta que te dé por ahí, solo tienes que traer el dinero². Ahoua fatim Coulibaly, Serhan Nasser (2025, pp. 178-186).

¹ Eran allí para trabajar en los campos de cacao y café, que cultivaban alquilando o comprando tierras con los autóctonos bété.

² Extracto de una entrevista con la madre de un emigrante. Red del barrio de Garage Sud BVarrio situado en el camino hacia San Pedro.

I-2. Las remesas como fuente de desarrollo económico

La ciudad de Daloa se configura más bien como un espacio donde las remesas funcionan como vectores de apoyo tangible para los hogares. Las remesas enviadas por los migrantes incidiendo mucho en la reproducción social y en las lógicas de inversión en bienes materiales, inmobiliarias, educación y salud. En efecto, en términos económicos, las remesas prácticas derivadas de migrantes transfronterizos, principalmente provenientes de movimientos hacia Ghana, Mali y otros países vecinos, se convierten en un recurso imprescindible para la subsistencia y el dinamismo económico local. Los flujos monetarios enviados por migrantes permiten atender necesidades básicas o generar emprendimientos pequeños que, a pesar de su escala, constituyen un alivio ante las condiciones de vulnerabilidad estructural que caracteriza a amplias zonas rurales y suburbanas alrededor de Daloa en las ciudades como Vavoua, Issia, Bouaflé, Zoukougbeu etc.... Este fenómeno se complementa con redes étnicas y familiares que operan estratégicamente para garantizar vías seguras y continuas para el envío y gestión de recursos, evidenciando la presencia de una compleja institucionalidad social gestionada por los propios migrantes y sus comunidades de origen. Desde una perspectiva sociológica, la mayoría En el ámbito profesional y económico, la mayoría trabajaba en el sector informal (57,10 %) antes de su partida, en su mayoría como taxistas, comerciantes, mecánicos, sastres y otros empleos menores, y el 31 % de los emigrantes percibía unos ingresos inferiores a 50 000 francos CFA al mes, menos de cien euros Nasser SERHAN (2025). Las remesas también desempeñan un papel simbólico que trasciende lo económico, consolidando vínculos afectivos y sociales que refuerzan las identidades colectivas y la pertenencia a redes transnacionales. En Daloa, esto se traduce en gestos de reciprocidad y solidaridad que promueven la cohesión comunitaria, a la vez que configuran pautas culturales de movilidad planificada. A través de estas redes, no solo se canalizan recursos económicos, sino también información estratégica sobre oportunidades laborales, coyunturas políticas y riesgos en destinos potenciales, lo que contribuye a una toma de decisión migratoria más informada y segura. Estas conexiones se inscriben en un entramado complejo de relaciones sociales donde, además, la institucionalidad estatal y comunitaria interactúa para modelar la experiencia migratoria y sus impactos. En Daloa se puede observar una mayor heterogeneidad en los actores y modalidades de envío, ligadas a la diversidad étnica y la fragmentación del mercado laboral regional. La informalidad que domina las transacciones de remesas en contextos africanos, incluida Daloa, dificulta la cuantificación precisa, pero subraya la importancia de comprender estos flujos como una economía paralela que complementa las limitaciones estatales y posibilita ciertas formas de autonomía económica territorial. Así, en Daloa las remesas permitieron construir habitaciones en barrios como Lobia extensión, Tazibouo Plateau, Balouzon etc... Ahoua fatim Coulibaly, Serhan Nasser (2025) reemplazando el estado a nivel de las propuestas en termino inmobiliario en la ciudad.

En el plano institucional, las redes de remesas funcionan en sinergia con esquemas comunitarios y formas tradicionales de organización social, fenómeno característico de las rutas migratorias en África occidental. Estas redes actúan como mediadores funcionales que reducen costos de traslado y seguridad en los envíos, al tiempo que aseguran un flujo constante que beneficia a distintas unidades domésticas y grupos sociales. Además, la cooperación entre organizaciones migrantes y autoridades locales promueve iniciativas que buscan formalizar y optimizar estos circuitos, apuntando a la integración de la migración en los planes de desarrollo territorial, en consonancia con las políticas regionales impulsadas por CEDEAO. Este entramado institucional, aunque frágil y en parte informal, ofrece posibilidades para fortalecer la ruta de Daloa como nodo

estratégico dentro de la dinámica migratoria de África occidental, configurando un caso relevante para el análisis comparativo con Santiago de Cuba. Así, la ruta migratoria de Daloa emerge como un espacio donde la articulación entre dinámicas socioeconómicas y redes de remesas configura un entramado complejo y vital para entender la movilidad y sus impactos en la región.

II- Características institucionales y espaciales de la ruta Santiago de Cuba

II-1. La ubicación de Santiago Cuba

Santiago de Cuba siempre ha sido un cruce de caminos fundamental para la migración caribeña, tanto como punto de partida de los migrantes cubanos hacia otras islas y el continente americano como lugar de llegada de las poblaciones procedentes del Caribe y África que han forjado su identidad cultural. Su papel se explica mejor como el de un «puerto de tránsito» y un «crisol cultural» en el seno del Caribe. De este modo, la ruta migratoria que atraviesa Santiago de Cuba presenta características institucionales y espaciales particulares que reflejan tanto su historia socioeconómica como la compleja interacción entre las políticas migratorias nacionales y las dinámicas locales. A diferencia de la ruta estudiada en Daloa, donde la informalidad y las redes étnicas atraviesan la gestión de flujos migratorios y remesas, Santiago de Cuba se inscribe en un contexto donde la institucionalidad estatal ha mantenido, a lo largo de las décadas, un rol preponderante en la regulación y control de los movimientos migratorios. A decir verdad, esta influencia convive y a menudo se tensiona con redes sociales informales y espacios urbanos que configuran la movilidad en la región (Da Silva, 2020, pp. 114 – 126).

Desde una perspectiva espacial, Santiago de Cuba es una ciudad que actúa como nodo crucial de tránsito y origen para flujos migratorios tanto internos como internacionales. La ubicación estratégica y la demografía de este territorio en la costa sur de la isla lo convierte en un punto de partida para rutas migratorias hacia Estados Unidos, Europa y otros países. El fenómeno migratorio se ha intensificado en esta parte de la isla, tras la flexibilización de ciertas políticas migratorias en Cuba. Así como por las condiciones socioeconómicas locales y las redes transnacionales que sustentan estas movilidades. Marcos Antonio Da Silva (2020). A diferencia del contexto africano donde predominan rurales y suburbanos con alta informalidad, Santiago de Cuba presenta una estructura urbana diferenciada. Esta estructura condiciona la naturaleza de los flujos. En esta ciudad, existen áreas con mayor concentración de migrantes y familias receptoras de remesas. Esta, configura desigualdades territoriales internas donde ciertos municipios alrededor de Santiago o barrios se potencian como espacios de salida o recepción, favoreciendo la construcción de circuitos migratorios específicos y consolida lazos transnacionales (Mora y Aja, 2025, pp. 21-42).

El entramado espacial también está determinado por la desigualdad territorial interna, tanto en la provincia de Santiago como en sus áreas circundantes. Estudios recientes subrayan cómo las disparidades socioeconómicas y el acceso diferencial a recursos culturales y económicos influyen en las capacidades de las familias para planificar y ejecutar proyectos migratorios. En Santiago de Cuba el bajo nivel económico de la población impacta sobre la distribución y el sentido de los flujos migratorios. Este fenómeno es comparable a las desigualdades que emergen en el caso de Daloa, aunque con particularidades propias de la realidad cubana, donde la migración interna, combinada con la movilidad internacional, produce configuraciones territoriales complejas, y una distribución no homogénea de los beneficios y riesgos asociados a la migración (Mora y Aja, 2025).

II-2. La política migratoria cubana

En términos institucionales, la ruta de Santiago de Cuba está marcada por la intervención de entidades estatales dedicadas a la gestión migratoria. Esta ruta se destaca también por la presencia relevante de organizaciones comunitarias y formas diversificadas de sociabilidad que median el proceso migratoria. Es imprescindible reconocer el papel que juega la política migratoria cubana, cuyo carácter restrictiva tradicionalmente ha limitado la salida de migrantes. En los últimos años, esta política ha evidenciado cambios significativos que permiten mayores grados de movilidad, influenciando la dinámica en este nodo. Esta regulación estatal va acompañada de un entramado institucional que incluye centros de atención a migrantes y programas sociales dirigidos a hogares con miembros en el exterior. También esta regulación integra no solo la gestión formal sino también la generación de redes sociales y económicas que facilitan la movilidad, la recepción y el envío de remesas. Así, la institucionalidad en Santiago de Cuba opera en un plano mixto donde la formalidad convive con mecanismos alternativos que se desarrollan en los espacios urbanos y rurales circundantes (Maldonado y Harris, 2023).

Además, en Santiago de Cuba, las redes familiares y comunitarias tienen un papel fundamental no solo en facilitar la movilidad sino también en la gestión de remesas y recursos económicos que alimentan la economía local. Sin embargo, la dinámica de estas redes se ve condicionada por un marco político e institucional que, en ocasiones, limita su acción o la formalización de ciertas prácticas económicas ligadas a la migración. Esta particularidad introduce una tensión entre lo oficial y lo informal, que modela la experiencia migratoria de manera distinta a las rutas africanas, donde la informalidad es predominante pero menos intervenida por un Estado centralizado y con amplias capacidades de regulación. En este sentido, Santiago de Cuba constituye un espacio donde los flujos entrantes, salientes y de tránsito están institucionalizados bajo una matriz estatal. Al mismo tiempo se encuentran inmersos en procesos sociales que desafían y resignifican estas estructuras.

La coexistencia de estos elementos institucionales y espaciales propicia una ruta migratoria cubana caracterizada por su multidimensionalidad, en la que convergen elementos históricos, políticos y socioeconómicos para dar lugar a patrones de migración que responden a la vez a tradiciones locales y a la inserción global. La circulación de personas de origen diversos y recursos a través de Santiago de Cuba moviliza no solo capital económico, sino también social y cultural. Por tanto, el análisis de esta ruta requiere comprender plenamente cómo las dimensiones institucionales y espaciales interactúan para moldear los flujos migratorios, tanto en sus formas como en sus consecuencias socioeconómicas, lo cual amplía el horizonte comparativo con la experiencia de Daloa y permite identificar particularidades que convergen en procesos regionales de cooperación Sur-Sur.

III- SIMILITUDES Y DIFERENCIAS EN POLÍTICAS MIGRATORIAS Y ESTRUCTURAS ESTATALES

La comparación entre las políticas migratorias y las estructuras estatales de Daloa y Santiago de Cuba revela tanto convergencias como divergencias que explican las formas en que ambas rutas articulan sus dinámicas migratorias en contextos regionales marcados por desigualdades socioeconómicas y complejidades institucionales.

III-1. Balance

En primer lugar, es necesario reconocer que ambos territorios funcionan dentro de sistemas estatales diferentes y poseen características propias. Pero comparten la función primordial de regular y, en cierto sentido, canalizar los flujos migratorios en consonancia con sus objetivos nacionales y sus capacidades institucionales. Sin embargo, el alcance y la naturaleza de esta intervención estatal varían considerablemente entre Daloa y Santiago de Cuba. Mejor dicho, este aspecto es lo que influye directamente en las configuraciones socioterritoriales de cada ruta.

En el caso de Santiago de Cuba, la estructura estatal tiene un papel preponderante y relativamente centralizado, caracterizado por marcos normativos claros y órganos especializados que gestionan la migración en un contexto donde el control y la regulación formal constituyen aspectos definitorios. La política migratoria cubana, históricamente restrictiva, ha impuesto límites al desplazamiento internacional, especialmente al intento de emigrar irregularmente, pero a la vez ha desarrollado mecanismos de apoyo vinculados con la recepción y envío de remesas, así como programas sociales focalizados en comunidades con alto grado de emigración (Hernández y Mora, 2018, pp. 314-321). Esta política estatal no solo regula sino que también estructura las posibilidades mismas de movilidad, condicionando, por ejemplo, la permanencia de redes transnacionales y la creación de circuitos migratorios institucionalizados que atraviesan Santiago de Cuba y sus municipios circundantes. Además, la insularidad y la configuración política particular del Estado cubano refuerzan una intervención más directa y multifacética en el fenómeno migratorio, convirtiendo la migración en un asunto de alta relevancia política y social que se traduce en instrumentos legales y prácticas institucionales específicas (Pérez-García, 2019, p.11).

Por el contrario, en Daloa, la presencia estatal en la gestión migratoria resulta menos efectiva y formalizada. Esta limitación responde no solo a la menor capacidad administrativa sino también a una tradición de gobernanza más fragmentada y marcada por la informalidad que caracteriza los flujos migratorios en muchas regiones del África occidental. La inestabilidad de las fronteras heredadas de la era colonial, provocan fallos en el control de los movimientos migratorios. Allí, los procesos migratorios y la circulación de remesas se articulan en gran medida a través de redes étnicas, familiares y comunitarias. Estas redes funcionan en ámbitos que el Estado no logra abarcar completamente y donde la informalidad permea tanto las relaciones sociales como los mecanismos económicos asociados a la movilidad. En este sentido, la debilidad institucional en el caso de Daloa contrasta con el apareamiento de estructuras estatales cubanas más robustas. El control estatal en Cuba establece un entramado migratorio que, aunque también responde a dinámicas políticas, otorga un papel central a los actores sociales no estatales en la gestión de vínculos migratorios.

III-2. Influencia de los factores territoriales en los patrones de circulación, entrada y salida

Las diferencias en la calidad de la institucionalidad estatal entre Daloa y Santiago de Cuba, tiene consecuencias directas en la configuración territorial y en las modalidades de las rutas migratorias. Santiago de Cuba exhibe una articulación espacial más formalizada y diversificada, donde zonas urbanas y suburbanas desempeñan roles diferenciados como puntos de origen, tránsito o recepción. La interacción entre las estructuras estatales y las redes comunitarias configura territorios migratorios con una gestión relativamente organizada y regulada. Daloa, en cambio, refleja un manejo más difuso y descentralizado de la movilidad, donde el control estatal es limitado y el protagonismo recae en las redes familiares y étnicas que movilizan recursos y personas a

través de rutas frecuentemente informales e impredecibles. La ausencia de una intervención estatal fuerte propicia un paisaje migratorio que se sostiene en la sociabilidad comunitaria, en el capital social y en la iniciativa privada, factores que explican en parte los flujos fluctuantes y su impacto en la economía local y regional (Touame, 2019).

No obstante, ambas rutas comparten la existencia de tensiones entre lo formal e informal, aunque esta relación se expresa con matices diversos. En Santiago de Cuba, la coexistencia de políticas migratorias restrictivas y la necesidad práctica de canales alternativos para la movilidad y transferencia de recursos generan una interacción dinámica entre formalidad estatal e informalidad social. Esto impulsa modelos híbridos de gestión migratoria. Por el contrario, en Daloa la informalidad es una condición estructural más profunda, dada la limitada capacidad regulatoria del Estado y la centralidad de las redes comunitarias en la gestión migratoria, lo cual produce una menor presencia de mecanismos estatales formales en la ordenación de los flujos. Estas diferencias subrayan la importancia de considerar el contexto político y administrativo en el análisis de las rutas migratorias, ya que influyen directamente en los patrones de movilidad y en la organización territorial asociada (Morejón y San Marful, 2009).

En síntesis, las políticas migratorias y las estructuras estatales en Santiago de Cuba y Daloa operan bajo lógicas distintas pero complementarias, que reflejan las especificidades de sus historias políticas, económicas y sociales. Esta comparación permite entender cómo el grado de formalización institucional y el papel del Estado configuran el entramado migratorio, influyendo en los flujos entrantes, salientes y de tránsito, y aportando perspectivas esenciales para el diseño de intervenciones, cooperaciones y políticas adaptadas a contextos variados en el espacio global de las migraciones.

CONCLUSIÓN

El análisis comparativo de las rutas migratorias en Daloa y Santiago de Cuba permite articular una visión integrada que responde con mayor precisión a la pregunta central de esta investigación. Al revelar cómo sus contextos regionales, así como las dinámicas socioeconómicas, institucionales y espaciales, configuran flujos migratorios con características tanto convergentes como divergentes. En primer término, la presencia de condiciones territoriales favorables o restrictivas aparece como un elemento decisivo que modula no solo el volumen sino también la naturaleza de los desplazamientos. A partir de estos elementos se va consolidando patrones específicos de tránsito, entrada y salida que no pueden entenderse al margen del entorno geográfico y político. Santiago de Cuba, en su condición insular y bajo un control estatal centralizado y riguroso, ejemplifica un modelo de ruta migratoria donde los flujos son altamente regulados, lo que provoca que la movilidad sea principalmente planificada y restringida a circuitos institucionalizados. Este fenómeno está asociado a una segmentación territorial marcada tanto por la espacialización de las políticas migratorias como por la distribución socioeconómica dentro de la ciudad y sus municipios adyacentes, que determinan diferencias en la recepción, expulsión y tránsito de personas. La densidad urbana, combinada con una estructura institucional fuerte, establece nodos que funcionan como filtros de la migración, articulando la salida hacia destinos transnacionales a partir de redes familiares y sociales previamente establecidas que legitiman y facilitan la movilidad recurrente o temporal. Estos elementos sostienen la hipótesis de que la insularidad y el control estatal condicionan y canalizan las dinámicas migratorias, configurando así una ruta que, pese a los limitantes físicos y políticos, mantiene un flujo sostenido determinado por vínculos transnacionales y oportunidades socioeconómicas relativas (ONEI, 2025).

Por el contrario, Daloa se configura en un espacio continental donde predomina la ausencia de un control institucional homogéneo y fuerte. Así, favorece una movilidad mucho más fluida, incluso cuando menos previsible o regulada. En este contexto, la ruta migratoria se presenta como una respuesta adaptativa a las particularidades socioeconómicas locales. De allí subyace la precariedad y la informalidad vinculadas a actividades agrícolas y comerciales que crean una red compleja de circulación que depende en gran medida de relaciones sociales, étnicas y económicas no institucionalizadas. Esta condición territorializa el tránsito como una estrategia multinivel de supervivencia económica, que además refuerza la flexibilidad de los movimientos y la temporalidad de las estancias dentro del espacio regional. Así, Daloa no es apenas un destino, sino un espacio de paso y estancia temporal que articula flujos de entrada y salida bajo una lógica funcional orientada a consolidar redes locales y regionales más que a establecer residencias definitivas (ASA, 2018).

Finalmente, al evaluar estas distinciones y similitudes en la relación entre políticas migratorias y estructuras estatales, es crucial integrar la mirada sobre las implicaciones para la cooperación Sur-Sur y las políticas regionales. Mientras Santiago de Cuba refleja un modelo donde el Estado canaliza y modula flujos para mediar en la integración social y económica dentro de un esquema normativo definido, Daloa representa una dinámica donde la cooperación y el apoyo comunitario se constituyen en piezas fundamentales para sostener las movilidades, dadas, las limitaciones institucionales. Estas características evidencian que el nivel de institucionalización estatal constituye un factor clave que condiciona no solo las modalidades de flujos sino también las estrategias de las comunidades migrantes para enfrentar las incertidumbres y maximizar las oportunidades en sus trayectorias migratorias. Estos hallazgos confirman la necesidad de abordar las rutas migratorias desde una perspectiva integral y contextualizada, que tome en cuenta la interacción entre factores territoriales, institucionales y socioeconómicos para entender las dinámicas migratorias en escenarios diversos. Así, para la cooperación Sur-Sur, estos resultados implican que las estrategias locales y regionales deben diseñarse considerando las particularidades que condicionan el flujo migratorio en cada contexto, evitando enfoques unilaterales y reconociendo la multidimensionalidad del fenómeno. En definitiva, la síntesis comparativa entre Daloa y Santiago de Cuba contribuye a un entendimiento más profundo de cómo las rutas migratorias funcionan en zonas con realidades muy distintas y cómo sus características reflejan las estructuras y procesos específicos que las producen.

BIBLIOGRAFIA

- Asa, A. S. (2018). *L'émigration irrégulière en Afrique de l'Ouest: Logiques sociales de la réinvention risquée d'une jeunesse en crise*.
- Coulibaly, Ahoua Fatim et Serhan, Nasser (2025). "Les Filières Clandestines De La Cote D'ivoire: Le Cas D'anyama Et Daloa", *Quest Journals Journal of Research in Humanities and Social Science* Volume 13 ~ Issue 6 (June 2025) pp: 178-186. www.questjournals.org.
- Da Silva, Marcos Antonio (2020). "De la Isla al mundo: aproximaciones a la migración cubana contemporánea", *Novedades en Población*, Journal volume & issue. Vol. 16, no. 31, pp. 114 – 126. <https://doaj.org/article/8c58df27e4d44ed899e93ea1af0bde76>
- Hernández Mondejar, W. y Mora Pérez, A. (2018). "Perspectiva espacial de la migración interna en Cuba en el trienio 2015-2017. Una conducta que no pierde fuerza." *Novedades en Población*, 14(28), 314-321. http://scielo.sld.cu/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S181740782018000200314.
- Kipré, Pierre (1985). *Daloa, une cité dans l'histoire*, SIIS, 58 p.

- Maldonado, René y Harris, Jeremy (2023). Las remesas a Latinoamérica y el Caribe al primer semestre de 2023: retomando el crecimiento previo, p. cm. — (Nota técnica del BID; 2845), Banco Interamericano de Desarrollo (BID) [file:///C:/Users/pc%20hp/Downloads/Las-remesas-a-Latinoamerica-y-el-Caribe-en-2023-retomando-el-crecimiento-previo%20\(1\).pdf](file:///C:/Users/pc%20hp/Downloads/Las-remesas-a-Latinoamerica-y-el-Caribe-en-2023-retomando-el-crecimiento-previo%20(1).pdf)
- Mora Pérez, Arelis Rosalen y Aja Díaz, Antonio (2025). "Migración interna en Cuba en el período 2019-2024." *Novedades en Población*, pp. 21-42. <http://www.novpob.uh.cu>.
- Morejón Seijas, B. y San Marful Orbis, E. (2009). "Migraciones Internas. Cuba Población y Desarrollo." Cap. V. Editorial CEDEM. <https://fudepa.org/Biblioteca/recursos/ficheros/BMI20100000067/cap.5.pdf>
- Oficina Nacional de Estadística E Información ONEI (2025). Interfase. Provincias y Municipios 2024. Oficina Nacional de Estadísticas e Información, La <https://www.onei.gob.cu/interfase-poblacion-2024>.
- Pérez-García, Yulianela (2019). "Estado y migración: el reflejo de las políticas en la movilidad externa de cubano», <https://doi.org/10.29105/10.29105/pgc6.11-2>
- RezoIvoire (2021). www.Rezo-Ivoire.net | [historique de la ville de daloa](http://www.Rezo-Ivoire.net)
- Serhan, Nasser (2025). "Caractéristiques sociodémographiques et économiques des émigrés irréguliers de Daloa", *Le journal des sciences sociales* -ISSN-L : 3006-3086 -- ISSN-P : 2073-9303, <https://revue.labo-vst.org/papers/volume-4/issue-29/caracteristiques-sociodemographiques-et-economiques-des-emigres-irreguliers-de-daloa>.
- Touame Zrampieu, Lopes (2019). *Daloa la plaque tournante de l'émigration clandestine en Côte d'Ivoire*, Transtec, Juin, 87p.

DÉCENTRER LE REGARD SUR LES MOBILITÉS INTRA-URBAINES A DAKAR

SHIFTING THE FOCUS ON INTRACITY MOBILITY IN DAKAR

Aboubacar Sadikh BA
Université Gaston Berger de Saint-Louis

Résumé :

Cet article propose de décentrer le regard dominant sur les migrations africaines, trop souvent réduites aux seuls flux vers l'Europe, pour explorer les mobilités intra-urbaines à Dakar. À partir d'une enquête qualitative menée entre 2020 et 2025 — combinant récits de vie, entretiens approfondis et observation participante —, l'étude met en lumière la richesse et la complexité des dynamiques migratoires qui se jouent à l'intérieur même de la ville. Les marchés emblématiques (Sandaga, Colobane) et les quartiers résidentiels (Sicap, Mermoz, Parcelles Assainies) se révèlent être de véritables « laboratoires de stratégies transnationales », où se construisent des réseaux, se recyclent les savoirs issus des migrations avortées, et s'inventent des formes inédites de solidarité genrée (tontines masculines vs. mbootaay féminins). L'analyse articule les perspectives sociologique, anthropologique et politique pour montrer que la migration ne commence pas à la frontière : elle se fabrique au quotidien, dans les espaces ordinaires de Dakar. La ville apparaît ainsi comme un nœud migratoire dynamique, où se recomposent identités, stratégies et trajectoires — traduisant ce que l'auteur conceptualise comme un translocalisme par le bas.

Mots-clés : mobilités, Dakar, migrations, translocalisme, économie, solidarités

Abstract:

This article shifts the dominant focus on African migration — too often narrowly framed around movements toward Europe — to explore intra-urban mobilities in Dakar. Drawing on qualitative fieldwork conducted between 2020 and 2025, combining life histories, in-depth interviews, and participant observation, the study reveals the richness and complexity of migratory dynamics unfolding within the city itself. Iconic markets (Sandaga, Colobane) and residential neighborhoods (Sicap, Mermoz, Parcelles Assainies) emerge as genuine "laboratories of transnational strategies," where networks are built, knowledge from failed migration attempts is recycled, and novel forms of gendered solidarity are invented (male tontines vs. female mbootaay). The analysis combines sociological, anthropological, and political perspectives to demonstrate that migration does not begin at the border: it is forged daily, in the ordinary spaces of Dakar. The city thus appears as a dynamic migratory hub, where identities, strategies, and trajectories are constantly reshaped — capturing what the author conceptualizes as grassroots translocalism.

Keywords : mobilities, Dakar, migrations, translocalism, economy, solidarities

INTRODUCTION

Les discours dominants sur les migrations africaines tendent à se focaliser presque exclusivement sur les départs vers l'Europe, créant une vision réductrice et souvent unidimensionnelle d'un phénomène bien plus complexe. Cette communication propose de déconstruire ce récit en explorant une facette méconnue mais fondamentale des mobilités africaines : les migrations intra-urbaines. En prenant Dakar, la capitale sénégalaise, comme étude de cas emblématique, nous mettrons en lumière la richesse et la diversité des dynamiques migratoires qui s'opèrent à l'intérieur même des villes africaines.

À partir d'une enquête qualitative approfondie, menée de 2020 à 2025, nous avons collecté des informations détaillées à partir de récits de vie et d'entretiens approfondis auprès des acteurs variés de ces mobilités.

L'ethnographie, à travers l'observation participante et les entretiens approfondis réalisés au cours de nos investigations, nous ont offert une compréhension fine de la migration comme expérience vécue, en dépassant les limites des enquêtes quantitatives centrées sur les flux et les chiffres. Cette approche met en lumière la manière dont les migrants négocient, inventent et adaptent leurs pratiques au quotidien, révélant des dimensions souvent invisibles des trajectoires migratoires.

Nos investigations nous ont également confirmé que des espaces ordinaires de Dakar, tels que les marchés emblématiques (Sandaga, Colobane) et des quartiers résidentiels diversifiés (Sicap, Mermoz, Sacré Cœur), se présentent comme des « laboratoires de stratégies transnationales », où se construisent des réseaux, s'expérimentent des formes de solidarité et s'articulent des pratiques économiques, sociales et culturelles. Ces lieux illustrent la complexité et la créativité des mobilités urbaines, montrant que la migration n'est pas seulement un mouvement géographique, mais un processus dynamique d'adaptation et d'innovation, profondément enraciné dans le quotidien des migrants.

Ces lieux deviennent également des scènes où se déploient des phénomènes migratoires méconnus et souvent sous-estimés par la recherche conventionnelle alors que le constat est que l'ancrage local des réseaux transnationaux nous renseigne comment les migrants intra-urbains, loin d'être isolés, s'insèrent dans des réseaux sociaux et économiques complexes qui dépassent les frontières nationales. Les marchés, par exemple, servent de plateformes pour la circulation de biens, d'informations et de capitaux, reliant Dakar à des villes régionales et internationales.

Cette étude détaille les mécanismes d'adaptation et les stratégies innovantes que les migrants développent pour s'intégrer et prospérer dans un environnement urbain en constante évolution. Cela inclut la diversification des activités économiques, la mutualisation des ressources, et la réinvention des pratiques culturelles et sociales.

Loin des catégories figées, les récits de vie nous révèlent la fluidité et la plasticité des identités migrantes, qui se transforment au gré des déplacements et des interactions urbaines. Il y a, en plus d'une redéfinition des identités migrantes, un effritement des frontières entre « autochtones » et « migrants » laissant place à des hybridations identitaires à la fois riches et complexes.

Ces constats nous livrent à produire une analyse qui met en exergue les spécificités des expériences migratoires selon le genre et l'âge, soulignant les défis et les opportunités propres à chaque groupe. Les femmes et les jeunes, en particulier, développent des stratégies distinctes pour naviguer dans l'espace urbain et forger leur propre parcours. Une telle situation nous confirme les dynamiques de genre et générationnelles qui s'affichent clairement dans nos lieux d'observation et à travers les discours recueillis.

Cette analyse propose une lecture intégrée des mobilités à Dakar en mobilisant conjointement les perspectives sociologique, anthropologique et politique, afin de dépasser les approches classiques centrées sur les flux migratoires et les cadres eurocentrés. Elle met en évidence la migration comme un processus relationnel, situé et dynamique, inscrit dans des configurations sociales complexes et multi-scalaires.

D'un point de vue sociologique, les mobilités sont appréhendées à travers le prisme des réseaux transnationaux, révélant l'inscription des migrants dans des systèmes d'interactions qui articulent étroitement le local et le global. Les marchés urbains apparaissent ainsi comme des nœuds de circulation de biens, de capitaux et d'informations, tandis que les pratiques d'adaptation traduisent une forte capacité

d'agency, permettant aux acteurs de composer avec les contraintes urbaines. Cette perspective souligne également la fluidité des appartenances et la recomposition des identités, dans un contexte marqué par des tensions socio-spatiales et des rapports de pouvoir liés à l'accès aux ressources et à la légitimité territoriale.

Sur le plan anthropologique, l'analyse met l'accent sur la dimension vécue, symbolique et culturelle des migrations. À travers les récits de vie et les pratiques quotidiennes, les marchés et les quartiers résidentiels se révèlent comme des espaces de production de sens, où se construisent des normes, des valeurs et des formes d'appartenance hybrides. La plasticité des identités migrantes, ainsi que les dynamiques différenciées selon le genre et les générations, témoignent de la diversité des trajectoires et des modalités d'insertion, inscrivant la migration dans un processus continu de transformation culturelle et sociale.

Dans une perspective politique, cette lecture met en lumière les enjeux de gouvernance urbaine et de reconnaissance, en soulignant les limites des politiques publiques souvent focalisées sur les migrations internationales au détriment des mobilités intra-urbaines. Les stratégies informelles observées traduisent à la fois des formes d'adaptation et des situations de marginalisation, tandis que les tensions socio-spatiales renvoient aux problématiques du droit à la ville, d'accès aux ressources et de participation à la vie urbaine. Dakar apparaît ainsi comme un espace de négociation permanente, où se redéfinissent les formes de citoyenneté et d'inclusion.

Dans cette perspective transversale, les marchés et les quartiers résidentiels peuvent être conceptualisés comme de véritables « laboratoires de stratégies transnationales ». En tant qu'espaces relationnels et dynamiques, ils concentrent des processus d'expérimentation, d'innovation et d'ajustement, où les migrants mobilisent des ressources pluri-localisées, développent des réseaux d'entraide et articulent des pratiques économiques, sociales et culturelles à différentes échelles. Les marchés fonctionnent comme des interfaces entre économies locales et globales, tandis que les quartiers résidentiels constituent des espaces d'ancrage, de reproduction sociale et de recomposition identitaire.

L'ensemble de ces dynamiques conduit à une redéfinition des catégories migratoires, en brouillant les frontières entre migration interne et internationale, ainsi qu'entre « migrant » et « autochtone ». La migration apparaît dès lors comme un processus continu de circulation, d'ancrage et de recomposition, profondément inscrit dans les pratiques quotidiennes.

En définitive, cette analyse fait de Dakar un laboratoire empirique des mobilités contemporaines, où la migration, loin d'être périphérique, constitue un principe structurant de l'espace urbain. Elle invite à repenser les cadres d'analyse dominants en mettant l'accent sur la dimension locale, relationnelle et créative des pratiques migratoires, ainsi que sur leur rôle central dans la production des formes sociales, économiques et politiques de la ville.

Notre article offre une perspective renouvelée sur les migrations africaines, en décentrant le regard vers les dynamiques intra-urbaines et en soulignant leur rôle crucial dans la compréhension globale des mobilités. Elle invite à repenser les cadres conceptuels et méthodologiques, et à reconnaître la capacité d'agence et l'ingéniosité des migrants africains face aux défis de la mondialisation.

I- LES "MIGRATIONS IMMOBILES" : INVESTIR DANS L'INFORMEL POUR UN DÉPART HYPOTHÉTIQUE

I-1. Une mobilité en suspens : l'attente active

Le concept de "migrations immobiles" désigne ces trajectoires de jeunes qui, bien qu'aspirant à quitter Dakar, restent physiquement dans la ville et construisent leur avenir à travers des stratégies économiques locales. Plutôt que de se cantonner à un rôle passif en attendant une opportunité de partir, ces jeunes s'engagent dans des activités informelles (commerce de rue, artisanat, services ponctuels, etc.) avec l'objectif explicite de financer un futur départ, souvent incertain et lointain.

Une telle dynamique que nous pouvons qualifier d'« attente active » transforme le temps urbain en un capital stratégique. Pour le dire plus clairement chaque jour consacré au travail informel est une étape vers la réalisation d'un projet migratoire hypothétique comme nous le fait savoir un jeune vendeur qui s'active à Colobane :

Je passe mes journées à vendre des téléphones et des accessoires. Ce n'est pas que je veux rester ici pour toujours, mais chaque petit bénéfice me rapproche d'un voyage que j'espère un jour faire. Dakar devient un tremplin, pas une destination finale.

Ces propos offrent une lecture particulièrement éclairante des trajectoires migratoires contemporaines, en mettant en évidence des logiques imbriquées d'attente active, de projection et d'ancrage temporaire dans l'espace urbain. Ils illustrent une forme de mobilité différée, où la migration ne s'opère pas immédiatement mais se construit dans le temps, à travers des pratiques d'accumulation économique et de préparation progressive. L'activité quotidienne, en l'occurrence le commerce informel, s'inscrit ainsi dans une rationalité stratégique, chaque gain étant investi d'une valeur projective orientée vers un départ futur.

Dans cette perspective, Dakar apparaît comme un espace intermédiaire, à la fois lieu d'ancrage fonctionnel et plateforme de projection vers l'ailleurs. Cette ambivalence traduit la condition d'un « migrant en devenir », situé entre immobilité contrainte et mobilité désirée. Sur le plan anthropologique, ces propos révèlent également une subjectivité migrante marquée par la tension entre présent et futur, où l'incertitude structurelle des trajectoires coexiste avec une éthique de la persévérance, faisant de l'espoir un moteur d'action.

Par ailleurs, cette situation renvoie à des contraintes structurelles et à des inégalités d'accès à la mobilité, qui obligent les individus à transformer leur immobilité en ressource stratégique. L'économie informelle apparaît dès lors comme un espace à la fois d'opportunité et de marginalisation, révélateur des limites des dispositifs institutionnels.

En définitive, ces propos incarnent la figure du « migrant en projection », pour qui l'ancrage urbain, bien que temporaire, constitue une étape essentielle dans la construction d'un projet migratoire. Dakar se présente ainsi comme un espace-laboratoire des mobilités, où se façonnent des trajectoires à la fois contraintes, stratégiques et profondément orientées vers un horizon d'ailleurs.

I-2. Les stratégies économiques et les investissements dans l'informel

Les activités choisies par ces jeunes répondent à plusieurs logiques : générer des revenus rapidement, minimiser les risques financiers et maximiser les opportunités de réinvestissement. Les petits commerces (vente de vêtements, téléphones, denrées alimentaires), les services (cours particuliers, transport à moto, aide domestique) et

l'artisanat (menuiserie, couture, électronique) constituent des terrains privilégiés pour accumuler un capital de départ.

Une jeune femme de Sicap, qui vend des vêtements importés de Guinée, explique :

Chaque mois, je mets de côté l'argent que je gagne ici. Je sais que partir ne sera pas facile, mais si je ne commence pas maintenant, je n'aurai rien le jour où je devrai partir.

Ces activités ne sont pas seulement des sources de revenus : elles permettent également de créer des réseaux sociaux et économiques, d'acquérir des compétences pratiques, et d'expérimenter des responsabilités qui préparent les jeunes à la vie autonome, que ce soit à Dakar ou ailleurs.

I-3. Motivations et incertitudes

La décision de rester et de travailler dans l'informel est souvent guidée par la tension entre espoir et incertitude. Ces jeunes naviguent entre le rêve de départ et la réalité économique de Dakar, ce qui les amène à adopter une approche pragmatique : accumuler des ressources tout en restant flexibles face aux opportunités ou aux obstacles imprévus. Un jeune homme de Mermoz, aspirant à l'Europe, raconte :

Parfois je me demande si je vais vraiment partir un jour... mais au moins ici, je construis quelque chose. Même si le départ ne se fait pas, j'aurai appris à gérer mes affaires.

Cette incertitude crée une dynamique particulière : elle pousse les jeunes à développer des stratégies adaptatives et innovantes, tout en maintenant un lien fort avec leur territoire urbain.

I-4. Impact sur l'économie locale et sur le développement personnel

Si ces trajectoires peuvent paraître centrées sur un objectif individuel, elles ont aussi des effets tangibles sur l'économie urbaine et les dynamiques sociales locales. Les micro-entreprises informelles contribuent à l'activité économique quotidienne, favorisent la circulation de biens et de services, et créent des liens interpersonnels qui renforcent la cohésion sociale dans certains quartiers. Parallèlement, ces expériences permettent aux jeunes de renforcer leurs compétences entrepreneuriales, leur résilience et leur capacité d'adaptation – autant de ressources transférables, qu'ils restent à Dakar ou qu'ils réussissent à migrer. Une commerçante de Sandaga conclut :

Même si je ne pars jamais, cette expérience m'a transformée. J'ai appris à négocier, à gérer l'argent, à connaître les gens... ce sont des choses que personne ne peut m'enlever.

Ainsi, les "migrations immobiles" constituent un espace de négociation et d'innovation, où les jeunes transforment l'attente en action concrète, et où Dakar se révèle être un véritable laboratoire de mobilité et de stratégies de survie.

II- L'ÉCHEC COMME RESSOURCE : RECYCLAGE DES SAVOIRS MIGRATOIRES AVORTÉS EN COMMERCE EUROPÉENS

II-1. Transformer l'échec en opportunité économique

Les projets migratoires vers l'Europe ne réussissent pas toujours, mais l'échec n'est pas systématiquement synonyme de désespoir. Au contraire, pour de nombreux

jeunes Dakarois, ces expériences avortées deviennent des sources d'apprentissage et d'innovation. Les épreuves traversées – refus de visa, conditions de voyage difficiles, adaptation culturelle, contacts avec des réseaux étrangers – permettent d'acquérir des compétences concrètes et des connaissances précieuses. Un jeune homme de Colobane, qui avait tenté de rejoindre l'Espagne, raconte :

J'ai raté mon visa deux fois, mais en attendant, j'ai appris comment fonctionnent les marchés là-bas, quels produits se vendent bien et comment les gens achètent. Maintenant, j'utilise ces infos pour importer des vêtements et des accessoires ici.

Ainsi, l'échec migratoire est transformé en capital expérientiel, qui peut être exploité pour créer des micro-entreprises locales ou des commerces transnationaux reliant Dakar à l'Europe.

II-2. Recyclage des savoirs et compétences acquises

Les savoirs migratoires ne se limitent pas aux connaissances économiques. Ils incluent également la maîtrise des langues étrangères, la compréhension des normes commerciales européennes, la capacité à négocier avec des fournisseurs internationaux et à identifier les tendances de consommation. Tous ces apprentissages sont ensuite **recyclés** dans des activités économiques locales. Une jeune femme de Sicap, qui avait tenté de migrer en Italie, explique :

Même si je n'ai jamais quitté Dakar, j'ai gardé tous mes contacts là-bas. Aujourd'hui, j'achète des produits italiens pour les revendre ici. Tout ce que j'ai appris sur la façon dont les gens achètent et vendent en Europe me sert ici.

Ces compétences permettent non seulement de créer des entreprises rentables, mais aussi de renforcer la connectivité économique de Dakar avec des marchés européens, établissant une forme de migration commerciale indirecte.

II-3. Dynamiques entrepreneuriales et innovation

La capacité à tirer parti des expériences migratoires avortées illustre la résilience et l'ingéniosité des migrants. Ces entrepreneurs développent des stratégies originales pour sécuriser les approvisionnements, fidéliser une clientèle et adapter leurs produits aux goûts locaux. Parfois, ces commerces servent aussi de tremplins pour de futures migrations réussies ou pour des collaborations transnationales. Un commerçant de Sandaga explique :

Quand j'ai échoué à partir, j'ai commencé à vendre les mêmes produits que j'avais vus en Espagne. Les gens ici aiment ça, et j'ai maintenant un petit réseau qui pourrait me servir si je décide de partir plus tard.

L'innovation se manifeste aussi dans la diversification des activités, l'adaptation des produits aux réalités locales, et l'utilisation de réseaux familiaux et communautaires pour minimiser les risques.

II-4. Capacité d'adaptation face à l'adversité

Ces trajectoires montrent que l'échec n'est pas une fin en soi, mais un point de départ pour la réinvention. La migration avortée forge une expérience pratique et une confiance dans la capacité à surmonter les obstacles. Ces jeunes apprennent à naviguer entre contraintes économiques, bureaucratiques et sociales pour transformer une

expérience frustrante en avantage compétitif. Une jeune femme installée à Mermoz, qui avait tenté de partir en France, confie :

Au début, j'étais triste et frustrée... mais maintenant je comprends que tout ce que j'ai appris peut me servir ici. J'ai ouvert une boutique et je fais venir des produits français. Mon échec est devenu ma chance.

Cette approche illustre que les migrations avortées ne sont pas des impasses, mais des laboratoires d'apprentissage et de création économique, où l'adversité se transforme en opportunité.

II-5. Impact sur l'économie locale et les réseaux transnationaux

Le recyclage des savoirs migratoires avortés contribue également à **connecter** Dakar aux marchés européens, en créant des flux commerciaux informels mais structurés. Ces initiatives participent au dynamisme économique des quartiers et renforcent les réseaux sociaux et commerciaux des migrants. Elles montrent que même sans quitter la ville, les individus peuvent avoir un impact transnational. Un jeune entrepreneur de Colobane résume :

Je n'ai jamais mis les pieds en Italie, mais grâce à ce que j'ai appris, mes produits voyagent là-bas et ici. C'est comme si j'étais un pont entre Dakar et l'Europe.

Ainsi, l'échec migratoire devient un vecteur de créativité, de résilience et d'innovation économique, offrant un éclairage inédit sur la façon dont les mobilités avortées peuvent façonner l'espace urbain et les dynamiques transnationales.

III- LES SOLIDARITÉS PARADOXALES : TONTINES MASCULINES VS. MBOOTAAAY FÉMININS DANS LE FINANCEMENT DES VOYAGES

III-1. Les tontines masculines : accumulation rapide et objectifs migratoires

Parmi les jeunes hommes aspirant à migrer depuis Dakar, les tontines masculines jouent un rôle central dans la mobilisation de ressources. Ces associations informelles permettent de mutualiser rapidement des capitaux pour financer un départ individuel ou collectif vers l'Europe ou d'autres destinations. L'objectif principal est pragmatique : constituer une somme suffisante pour couvrir les frais de voyage, les visas, les documents ou les contacts avec des réseaux de passage. Un jeune homme de Colobane raconte :

On se retrouve chaque semaine avec nos amis, chacun met son argent. Quand c'est ton tour, tu prends la somme pour préparer ton départ. C'est rapide, c'est risqué, mais ça marche si tu es sérieux.

Cette forme de solidarité est souvent marquée par un rapide retour sur investissement personnel : la logique est centrée sur l'individu et sur le succès du projet migratoire, parfois au détriment de la cohésion à long terme. La confiance repose sur des règles implicites et des sanctions sociales en cas de manquement, mais le cadre est moins structuré que dans les associations féminines.

III-2. Les mbootaay féminins : solidarité, polyvalence et émancipation

Chez les femmes, les mbootaay représentent une autre forme de solidarité, plus structurée et polyvalente. Au-delà du financement des voyages, ces associations offrent un cadre d'entraide mutuelle, de soutien social et d'émancipation. Les femmes échangent

des conseils, des services et des ressources, et organisent des collectes régulières pour aider leurs membres à atteindre divers objectifs, qu'il s'agisse de voyages, de soins de santé, d'éducation des enfants ou d'investissements commerciaux. Une participante de Sacré-Cœur explique :

Dans le mbootaay, on ne pense pas seulement à partir. On s'aide pour tout : payer l'école, démarrer un petit commerce, se soutenir quand il y a des problèmes à la maison... le voyage est un projet parmi d'autres.

Cette structure plus formelle permet aux femmes de développer un capital social durable, où la confiance et la réciprocité s'inscrivent sur le long terme, et où la solidarité dépasse la simple finalité migratoire.

III-3. Dynamiques de pouvoir et rôles de genre

L'analyse comparée de ces deux formes de solidarité révèle des paradoxes et des dynamiques de pouvoir :

- Les tontines masculines favorisent l'autonomie individuelle et la compétition entre membres, reflétant des normes de virilité et d'initiative personnelle.
- Les mbootaay féminins privilégient l'interdépendance, le partage des savoirs et l'organisation collective, offrant un espace d'émancipation et de reconnaissance sociale pour des femmes souvent marginalisées dans l'espace économique formel.

Un jeune homme de Mermoz observe :

Nous, les hommes, on court après l'argent pour partir vite. Les femmes, elles, elles pensent à long terme... elles s'entraident pour tout, pas seulement pour le voyage.

Ces logiques contrastées montrent que la solidarité n'est pas neutre : elle est genrée, instrumentalisée selon les besoins et les stratégies migratoires, et influence directement la manière dont les individus se projettent dans l'avenir.

III-4. Mécanismes de confiance et de réciprocité

La réussite de ces dispositifs repose sur la confiance entre membres et sur la capacité à maintenir un équilibre entre engagement et bénéfice individuel. Dans les tontines masculines, le non-respect des règles entraîne souvent des sanctions directes ou l'exclusion. Dans les mbootaay féminins, la réciprocité est plus flexible et soutenue par des liens sociaux et familiaux forts, ce qui renforce la stabilité du groupe et l'efficacité des actions collectives. Une membre du mbootaay de Sicap confie :

On sait que chacune sera là quand on aura besoin. Si quelqu'un doit voyager, on l'aide, mais on continue à s'entraider pour tout le reste. C'est ça qui fait la force du groupe.

Ces mécanismes montrent que le financement migratoire est indissociable des réseaux sociaux et des logiques d'appartenance, et que la ville elle-même devient un espace où ces relations se construisent et se négocient.

III-5. Dakar comme nœud migratoire et espace de recomposition sociale

En analysant ces formes de solidarité, il devient clair que Dakar n'est pas simplement un lieu de départ pour l'Europe : la ville est un nœud migratoire, où se recomposent en permanence frontières, identités et appartenances. Les tontines et les mbootaay illustrent comment les habitants inventent des formes de coopération adaptées

aux contraintes économiques et sociales, tout en maintenant leurs ambitions migratoires. Un jeune commerçant de Sandaga résume :

Dakar n'est pas seulement un point de départ. C'est ici qu'on apprend, qu'on construit, qu'on se prépare. Les réseaux, les amis, les associations... tout ça fait partie du voyage, même si on reste dans la ville.

Ces logiques paradoxales révèlent la complexité des solidarités urbaines, où le genre, le projet migratoire et la culture locale se rencontrent pour produire des stratégies à la fois résilientes et innovantes.

IV- LE MYTHE DE LA "MIGRATION VERS L'EUROPE" VS. LA RÉALITÉ DAKAROISE

IV-1. Une perception dominante : l'Europe comme horizon unique

Dans le discours médiatique, politique et parfois académique, la migration sénégalaise est souvent présentée comme une quête quasi exclusive vers l'Europe. Cette vision unidimensionnelle réduit les parcours migratoires à un objectif final lointain, occultant la multiplicité des stratégies locales et intra-urbaines. Elle crée une image où la ville de Dakar apparaît comme un simple point de départ, et où les jeunes sont représentés comme des migrants « en attente » d'un voyage vers l'Europe.

Pourtant, cette perception masque la richesse des dynamiques locales et les mobilités qui se jouent à l'intérieur même de la ville ou du pays. Les jeunes ne se limitent pas à rêver de l'Europe ; ils testent, expérimentent et construisent leur autonomie dans l'espace urbain avant d'envisager un départ international. Un jeune de Grand-Yoff témoigne :

Tout le monde pense qu'on veut tous aller en Europe... mais moi, avant de penser à partir, j'ai essayé de me débrouiller ici, dans le quartier. J'ai vendu des téléphones, des accessoires, et j'ai compris comment gérer mon argent. C'est Dakar qui m'a appris à bouger.

IV-2. Les mobilités internes : une étape cruciale souvent ignorée

Les enquêtes récentes montrent que la majorité des jeunes pratiquent une mobilité interne avant toute tentative de départ international. Notre étude (2023) révèle que 63 % des jeunes de Grand-Yoff ont d'abord tenté une mobilité interne, que ce soit en changeant de quartier, en migrant vers d'autres villes du Sénégal ou en investissant dans des activités économiques locales pour se préparer à un éventuel départ.

Cette mobilité interne n'est pas un simple palliatif à l'échec ou un substitut à l'émigration ; elle constitue une véritable étape stratégique, un terrain d'apprentissage et d'expérimentation. Les jeunes testent des marchés, créent des réseaux sociaux et économiques, et construisent des compétences entrepreneuriales qui seront précieuses, que la migration vers l'Europe se réalise ou non. Une jeune femme de Mermoz explique :

Avant de rêver de l'Europe, j'ai d'abord vendu des produits importés de Dakar vers d'autres villes. J'ai appris à gérer mes clients, mes fournisseurs... tout ce que je ferais là-bas aurait été impossible sans ça.

IV-3. Stratégies locales comme chaînon manquant de la compréhension migratoire

Ces expériences intra-urbaines et nationales sont souvent invisibles dans les statistiques officielles et dans les récits médiatiques. Pourtant, elles constituent un chaînon essentiel pour comprendre la dynamique migratoire globale. Les mouvements locaux façonnent non seulement les compétences et les ambitions des jeunes, mais ils influencent aussi la structure des réseaux sociaux, les pratiques économiques et la capacité à prendre des risques calculés.

Les marchés, les quartiers et les associations locales deviennent ainsi des espaces de préparation, de négociation et de créativité. Les jeunes construisent des stratégies d'adaptation au contexte urbain, développent une résilience face aux incertitudes économiques et testent leurs projets migratoires de manière progressive. Un commerçant de Colobane résume :

Beaucoup de jeunes croient qu'il faut aller en Europe pour réussir. Mais Dakar est déjà un apprentissage. Ceux qui réussissent à Dakar réussissent souvent mieux quand ils partent, parce qu'ils savent comment gérer leur argent et leurs contacts.

IV-4. Repenser le regard sur la migration sénégalaise

Cette réalité montre que la migration ne commence pas à la frontière européenne : elle se joue d'abord dans la ville, dans le quartier et dans les micro-espaces économiques et sociaux de Dakar. En décentrant le regard vers ces mobilités locales, on comprend que les projets migratoires sont souvent **graduellement construits**, intégrant les échecs, les expériences et les solidarités locales comme ressources pour l'avenir.

Ainsi, Dakar apparaît non pas comme un simple point de départ, mais comme un nœud migratoire dynamique, où se recomposent stratégies, réseaux et identités. La ville devient un laboratoire d'innovation sociale et économique, préparant les jeunes à affronter les défis de la migration internationale tout en renforçant leur autonomie locale. Une participante de Sandaga conclut :

On rêve tous d'Europe, mais ce n'est pas là que tout commence. Ici à Dakar, on apprend, on teste, on construit nos réseaux... même si on ne part jamais, cette expérience nous transforme.

V- LES MARCHÉS DAKAROIS : INCUBATEURS DE MOBILITÉS TRANSNATIONALES

V-1. Les marchés : espaces de socialisation et de circulation économique

Les marchés de Dakar ne peuvent être réduits à de simples lieux de transaction commerciale. Du point de vue sociologique, ils constituent des espaces d'interaction sociale et de production de capital économique et symbolique, où se croisent trajectoires individuelles, réseaux familiaux et ambitions migratoires. Les marchés comme Sandaga, Colobane ou Petersen fonctionnent comme de véritables écosystèmes dynamiques : ils structurent les relations sociales, favorisent la circulation de l'information et permettent la création de ressources financières pour des projets de mobilité.

Ces espaces jouent également un rôle d'agent d'intégration et d'apprentissage. Les jeunes et les migrants expérimentent des stratégies entrepreneuriales, négocient des prix, et apprennent à gérer des risques financiers et organisationnels. La dimension transnationale de ces marchés apparaît dès lors que les biens circulent, que les informations sur les marchés européens ou régionaux sont échangées, et que les relations personnelles se transforment en opportunités économiques et migratoires.

Un jeune vendeur de Sandaga confie :

Ici, ce n'est pas seulement vendre pour vivre. Chaque contact, chaque client peut te donner une idée pour voyager ou pour créer un réseau à l'extérieur. Dakar devient un point de départ avant même le départ.

V-2. Cas inédit : les "boutiques Italia" de Sandaga

Parmi les phénomènes les plus emblématiques, les "boutiques Italia" de Sandaga illustrent parfaitement la dimension transnationale des marchés. Ces commerces, dont le nom évoque immédiatement l'Europe, constituent des points névralgiques de la mobilité et de la circulation des biens. Une étude de terrain menée en 2024 révèle que 72 % des gérants sont des rapatriés d'Europe, ce qui souligne non seulement leur capacité de réinsertion économique, mais aussi la continuité de leurs liens transnationaux à travers le commerce.



Ces boutiques incarnent une circularité économique : l'argent généré par la vente de produits importés (vêtements, accessoires électroniques, denrées spécifiques, etc.) est réinvesti dans des projets migratoires, souvent hors des circuits bancaires formels. Ce mécanisme fonctionne comme une banque informelle, où l'expérience migratoire avortée ou réussie devient un capital exploitable. Un commerçant (entretien n°45) résume cette logique : « Ici, on vend des produits d'Europe pour acheter le voyage vers l'Europe. »

Ce verbatim illustre parfaitement la circularité des flux économiques et migratoires, où le marché devient à la fois lieu d'apprentissage, d'accumulation de ressources et de préparation pour la mobilité transnationale.

V-3. Les marchés comme laboratoires de savoirs migratoires

Les marchés ne sont pas seulement des plateformes commerciales : ils sont des laboratoires d'apprentissage et d'innovation sociale. Les commerçants expérimentent des stratégies de gestion, de marketing et de relation client, mais aussi des mécanismes de financement et de solidarité. Ces savoirs migratoires, qu'ils soient techniques (négociation, gestion d'inventaire) ou relationnels (réseautage, capital social), sont transférables et mobilisables pour des projets migratoires ultérieurs, créant une forme de préparation concrète à la mobilité internationale.

Une jeune commerçante de Sandaga explique : « Les anciens m'ont montré comment acheter en Europe et revendre ici. Même si je reste à Dakar, je me sens déjà prête si un jour je pars. » Ainsi, le marché se transforme en interface entre l'ici et l'ailleurs, où les compétences, les capitaux et les ambitions migratoires se combinent pour créer des trajectoires hybrides.

V-4. Dynamiques sociales et économiques transnationales

La circularité observée dans ces marchés met en lumière un réseau économique et social transnational implicite. La vente de produits européens, la réinjection des profits dans les voyages, et la création de liens commerciaux et personnels font des marchés dakarois des nœuds migratoires stratégiques, où se construisent et se financent les parcours migratoires.

Un commerçant de Colobane précise : « *Même si tu ne pars jamais, ton commerce te connecte avec des gens et des idées à l'extérieur. Dakar devient une plateforme internationale.* »

Les marchés incarnent donc une dimension de résilience et d'ingéniosité urbaine, où les flux économiques locaux et internationaux s'entrelacent, et où la ville devient un véritable incubateur de mobilité, de savoirs et de stratégies migratoires.

En somme, les marchés de Dakar, et en particulier les boutiques Italia, révèlent que la ville n'est pas seulement un lieu de départ vers l'Europe, mais un laboratoire de mobilités transnationales. Les flux économiques et sociaux qu'ils génèrent permettent de transformer des expériences locales en capital transnational, d'expérimenter des stratégies migratoires et de préparer des projets de mobilité futurs. Ces marchés deviennent ainsi des acteurs essentiels dans la construction, le financement et la circulation des parcours migratoires, tout en réinventant la relation entre l'espace urbain et la mobilité internationale.

VI- L'ÉCHEC MIGRATOIRE RECOMPOSÉ : QUAND LE LOCAL DEVIENT TRANSNATIONAL

VI-1. L'échec comme catalyseur de créativité économique

Selon les données issues de notre mémoire (2020), 41% des projets migratoires avortés donnent lieu à la création d'Activités Génératrices de Revenus (AGR). Ce résultat met en évidence que l'échec migratoire constitue un véritable levier de reconversion économique, où les expériences accumulées sont réinvesties localement.

Les jeunes dakarois transforment leur expérience en expertise : certains ouvrent des cybercafés spécialisés dans l'aide aux demandes de visa, d'autres créent des agences de conseil en itinéraires migratoires, légaux ou non, tandis que d'autres se positionnent comme facilitateurs pour l'envoi de colis transnationaux.

Cette transformation illustre la capacité d'adaptation et de transfert de compétences : les connaissances acquises lors des tentatives de migration sont recyclées pour créer un écosystème économique parallèle, où l'expérience personnelle devient un capital exploitable et partagé. Un jeune entrepreneur témoigne :

J'ai raté mon visa deux fois, mais j'ai appris comment fonctionne le système, comment aider d'autres jeunes et comment mon réseau peut générer de l'argent. L'échec m'a appris plus que le succès aurait pu le faire.

VI-2. La "migration fantôme" : identité et mobilité virtuelle

Un phénomène inédit et complexe émerge de cette dynamique : la "migration fantôme". Il s'agit de dakarois qui n'ont jamais quitté leur ville, mais qui vivent socialement et économiquement en Europe. Cela inclut des pratiques comme l'usurpation d'identité par des proches restés au pays, l'envoi et la réception de fonds fictifs, ou encore la simulation d'un statut de migrant européen pour accéder à certains services et maintenir un prestige social.

Cette migration fantôme brouille les frontières entre présence physique et projection identitaire, révélant l'ingéniosité sociale et la capacité à contourner des obstacles administratifs ou financiers. Elle crée une forme de mobilité transnationale symbolique, qui se traduit par des flux financiers, des réseaux sociaux et des pratiques culturelles translocales. Une commerçante de Grand-Yoff explique :

Même si mon frère n'est jamais parti, tout le monde le croit en Europe. Il reçoit de l'argent, il envoie de l'argent, et ça nous aide à investir ici. On vit avec l'Europe sans y être.

Ces pratiques montrent que la migration ne se réduit pas à la mobilité physique ; elle inclut une dimension virtuelle et sociale, où le local devient transnational par la créativité et la projection identitaire.

VII- QUARTIERS RÉSIDENTIELS : DES FRONTIÈRES INTÉRIEURES QUI ORGANISENT LES INÉGALITÉS

VII-1. Les "rues de Barcelone" et l'impact des envois de fonds

Au sein des quartiers résidentiels de Dakar, des frontières invisibles structurent les opportunités sociales et économiques. Dans les Parcelles Assainies, certaines rues sont surnommées "rues de Barcelone" en référence aux destinations privilégiées des migrants. Ces rues abritent des familles dont les membres sont partis à l'étranger, et qui bénéficient d'envois de fonds réguliers.

Les données montrent que ces familles ont un taux de scolarisation deux fois plus élevé que celles des rues voisines. Les ressources financières provenant de la migration internationale permettent non seulement d'assurer la scolarité des enfants, mais aussi d'investir dans le logement, les activités économiques et le capital social. Ainsi, la migration crée des inégalités intra-urbaines, même au sein d'un même quartier à Dakar. Une mère de famille nous confirme cela au cours d'un entretien : « *Mon fils étudie mieux que les enfants de la rue d'à côté. Son oncle est en Europe et envoie de l'argent pour l'école et les fournitures. Ici, l'argent change tout.* »

VII-2. Les réseaux spirituels comme stratégie de résilience

Dans ces quartiers, les femmes développent également des stratégies spirituelles pour influencer le succès migratoire. Les "réseaux de prières payantes", où des sommes sont collectées pour financer des séances de prières individuelles ou collectives auprès de marabouts, visent à influencer sur les décisions consulaires et à assurer la sécurité des proches en migration.

Cette pratique révèle la manière dont la spiritualité devient une ressource tangible, intégrée dans un système d'adaptation aux contraintes économiques et administratives. Elle illustre également la combinaison de foi, ingéniosité et solidarité féminine dans la préparation et le suivi des projets migratoires.

Une habitante du quartier des Parcelles Assainies nous explique avec une grande amertume : « *On prie pour nos enfants qui partent. Parfois, on donne un peu d'argent au marabout pour que tout se passe bien à l'ambassade. Sans ça, certains ne réussiraient jamais.* »

Ces pratiques révèlent la complexité des stratégies déployées à l'échelle locale, où s'articulent étroitement des dimensions économiques, sociales et spirituelles dans la gestion de l'incertitude et la poursuite des projets de mobilité. Elles mettent en évidence une rationalité plurielle, au sein de laquelle les acteurs mobilisent simultanément des

ressources matérielles, des réseaux relationnels et des référents symboliques afin d'optimiser leurs chances de réussite, en dépit des contraintes structurelles qui encadrent leurs trajectoires.

Dans une telle situation, nous soutenons que les phénomènes d'échec migratoire recomposé et de frontières intra-urbaines invitent à dépasser une conception restrictive de la migration envisagée uniquement comme déplacement géographique. Ils montrent que la mobilité s'inscrit dans des processus plus larges de reconfiguration sociale, impliquant la redistribution des ressources, la réactivation des solidarités et la transformation des pratiques culturelles. L'échec migratoire, loin de constituer une fin de trajectoire, devient ainsi un moment de réajustement et de redéfinition des stratégies, tandis que les frontières intra-urbaines traduisent des différenciations spatiales et sociales qui structurent les opportunités d'insertion et de circulation.

Dans ce contexte, les quartiers résidentiels apparaissent comme des espaces centraux de négociation et d'innovation sociale, où se recomposent les formes d'ancrage et de mobilité. Ils constituent des lieux d'expérimentation, au sein desquels s'entrecroisent stratégies économiques (diversification des activités, accès aux ressources), solidarités informelles (réseaux d'entraide, logiques communautaires) et pratiques symboliques (réinterprétation des normes, recours au religieux). Ces dynamiques traduisent la capacité des acteurs à produire des réponses situées et créatives face aux contraintes de la mobilité, contribuant ainsi à faire de l'espace urbain un véritable laboratoire des trajectoires migratoires contemporaines.

CONCLUSION

Je propose ici de penser la migration à partir de ce qui se joue en amont du départ, dans les espaces ordinaires de Dakar. Ce que j'appelle le **translocalisme par le bas** renvoie à l'ensemble des pratiques, souvent discrètes, par lesquelles les individus construisent des liens économiques, sociaux et symboliques avec l'Europe, sans nécessairement quitter immédiatement le territoire.

Dans cette perspective, la migration ne commence pas au moment du passage des frontières. Elle prend forme bien avant, dans les quartiers, les marchés, les réseaux sociaux. Dakar devient ainsi un espace de préparation, d'expérimentation et d'accumulation de ressources. Comme le souligne un enquêté : « Tout commence ici : apprendre, économiser, construire un réseau. »

Cette dynamique se matérialise dans des espaces urbains spécifiques. Certains quartiers fonctionnent comme de véritables interfaces transnationales. À Sicap Liberté 4, les liens avec la France structurent les activités économiques locales, largement soutenues par les transferts de la diaspora. À Grand-Yoff, d'autres logiques apparaissent, liées aux routes migratoires vers l'Europe via la Libye, avec des réseaux d'information et de préparation au départ.

Ces configurations traduisent une transformation plus large : les aspirations migratoires participent à redessiner l'organisation sociale et spatiale de la ville. Elles produisent des formes d'économie ancrées localement mais orientées vers l'international.

Sur le plan économique, cette réalité est loin d'être marginale. Une part importante des ménages dépend de ressources liées à la migration, y compris lorsque celle-ci n'a pas encore eu lieu. Les activités développées — qu'il s'agisse de micro-entreprises, de services ou de circulation d'informations — montrent que la migration fonctionne déjà comme un levier économique local.

Par ailleurs, j'observe des formes de **mobilités anticipées ou simulées**. Avant même de partir, certains jeunes adoptent des pratiques inspirées de l'expérience migratoire : gestion "à l'européenne" de petits commerces, apprentissages informels, ou

encore mises à l'épreuve physiques et psychologiques. Ces pratiques traduisent une intériorisation du projet migratoire et une volonté de s'y préparer concrètement.

Au fond, ces éléments invitent à déplacer le regard. La migration n'est pas seulement un déplacement géographique ; c'est un processus social continu, qui s'élabore dans le quotidien. Elle s'ancre dans des stratégies hybrides, mêlant économie, imaginaires et expériences vécues.

Dès lors, Dakar ne peut plus être considérée uniquement comme un point de départ. Elle constitue un espace central de fabrication des trajectoires migratoires. Autrement dit, migrer commence déjà ici.

SECTION GÉNÉRALE

LE SUPPORT SOCIAL : UN DETERMINANT DE LA RÉINSERTION PROFESSIONNELLE DES EX-DÉTENUS RÉSIDANT A GUEDEAWAYE (DAKAR)

SOCIAL SUPPORT: A KEY FACTOR IN THE REINTEGRATION INTO THE WORKFORCE OF EX-PRISONERS LIVING IN GUEDEAWAYE (DAKAR)

Issa Niang DIOP
Université Gaston Berger de Saint-Louis

Résumé :

Le présent article se penche sur les dynamiques d'insertion post-carcérale des personnes libérées vivant dans le département de Guédiawaye (région de Dakar). Dans un environnement marqué par l'instabilité du marché de l'emploi et par la précarité socio-économique, la réintégration professionnelle demeure un parcours complexe pour ces individus. L'étude mobilise une approche qualitative fondée sur des entretiens et des observations de terrain afin d'analyser la manière dont les individus réorganisent leurs liens sociaux et activent diverses formes d'appui relationnel après la détention. Les résultats révèlent que les ressources issues de la famille, du voisinage, des réseaux communautaires ou des structures d'accompagnement jouent un rôle déterminant dans l'orientation des parcours de sortie. Ces soutiens contribuent à atténuer les effets du stigmate pénal, à stabiliser les transitions identitaires et à faciliter l'accès à des opportunités économiques, souvent situées dans le secteur informel. Les trajectoires observées apparaissent toutefois fortement différenciées selon l'intensité du capital social mobilisable, la profondeur des ruptures biographiques engendrées par l'incarcération et la capacité des individus à reconstruire des relations de confiance. L'analyse montre ainsi que l'intégration professionnelle ne peut être appréhendée comme une démarche strictement individuelle. Elle relève plutôt d'un ensemble d'interactions sociales et de configurations relationnelles qui conditionnent la possibilité d'un retour durable à la vie économique. En ce sens, les appuis sociaux constituent un levier central des processus de sortie de prison et façonnent les formes de réintégration observées dans la périphérie dakaroise.

Mots-clés : Disqualification sociale ; réintégration professionnelle ; support social ; trajectoires post-carcérales

Abstract:

This article focuses on the post-incarceration reintegration dynamics of individuals released from prison and residing in the Guédiawaye department (Dakar region). In a context characterized by labor market instability and socio-economic precariousness, professional reintegration remains a complex process for these individuals. Drawing on a qualitative approach combining interviews and field observations, the study examines how individuals reconstruct their social networks and mobilize various forms of relational support after release. The findings show that resources stemming from family ties, community networks, and institutional actors play a decisive role in shaping reintegration pathways. These forms of support help mitigate the effects of penal stigma, facilitate identity reconstruction, and open access to economic opportunities most of which are located within the informal labor market. However, the trajectories observed are highly differentiated, depending on the strength of available social capital, the depth of biographical ruptures caused by imprisonment, and the individual's ability to rebuild relations of trust. The study concludes that access to professional activity cannot be understood solely as an individual initiative. Rather, it is embedded in a set of relational configurations that determine the concrete possibilities of returning to economic participation. Social support thus emerges as a central determinant in post-prison trajectories and significantly shapes the forms of reintegration observed in Dakar's peripheral urban areas.

Keywords: social disqualification; professional reintegration; social support; post-carceral trajectories.

INTRODUCTION

Au Sénégal, les conditions d'accès à l'emploi se déploient dans un environnement marqué par un chômage structurel persistant¹, une organisation du travail largement informelle et une précarité socio-économique diffuse. Dans ce contexte, l'activité professionnelle constitue, dans le département de Guédiawaye, non seulement comme un facteur de légitimation et de positionnement social², mais aussi un élément central des stratégies de subsistance. Or, ces contraintes structurelles se trouvent redoublées pour les individus sortant de détention. Leurs perspectives d'intégration professionnelle se heurtent en effet à la stigmatisation associée au passé carcéral ainsi qu'à l'affaiblissement durable des liens sociaux. De ce point de vue, la sortie de prison ne saurait être analysée comme une transition linéaire vers la réhabilitation sociale. Elle ouvre, au contraire, une phase de forte incertitude caractérisée par une recomposition des réseaux relationnels et, simultanément, par un accès souvent limité aux ressources économiques, institutionnelles ou communautaires. En effet, dans l'espace public sénégalais, la figure de la personne porteuse d'un passé judiciaire demeure marquée par une ambivalence persistante. Elle oscille entre la représentation d'un individu perçu comme potentiellement dangereux, susceptible de récidiver, et celle d'un acteur engagé dans une démarche de réintégration, aspirant à une normalisation de son statut social. Par conséquent, cette polarisation influence profondément les opportunités concrètes offertes aux personnes libérées, notamment en matière d'insertion sur le marché du travail.

Par ailleurs, si les établissements pénitentiaires se prévalent d'une double mission de sanction et de rééducation, les dispositifs de préparation à la sortie demeurent limités. L'accompagnement post-carcéral apparaît, en outre, souvent inadapté aux réalités socio-économiques locales. Ainsi, l'accès à l'emploi après l'incarcération relève d'un processus multidimensionnel. Celui-ci s'inscrit à l'intersection des politiques publiques, des dynamiques communautaires et des ressources que les individus parviennent à mobiliser. Dans cette perspective, la capacité des ex-détenus à mobiliser un soutien social constitue un déterminant central de leurs trajectoires post-carcérales. Celui-ci peut se manifester à travers des appuis familiaux, des réseaux communautaires, des médiations institutionnelles ou encore d'autres formes de capital relationnel.

Dès lors, l'objet de cet article est d'interroger les conditions dans lesquelles ces ressources relationnelles contribuent, ou non, à la réintégration socio-professionnelle des personnes libérées. Plus précisément, il s'agit d'examiner comment les réseaux sociaux, dans leur structure comme dans leur temporalité, façonnent les parcours de période post-libératoire et influencent l'accès à une activité professionnelle. À cet égard, les approches interactionnistes, les théories de la stigmatisation ainsi que les travaux portant sur les processus d'inclusion et d'exclusion sociale constituent un cadre analytique pertinent. Ces perspectives permettent de mieux comprendre les mécanismes par lesquels les liens sociaux soutiennent, contraignent ou reconfigurent les trajectoires d'insertion.

¹ Le chômage structurel au Sénégal s'inscrit dans une dynamique durable de désajustement entre la croissance démographique, la faiblesse du secteur industriel et la capacité limitée du marché du travail formel à absorber la main-d'œuvre disponible. Selon l'Organisation internationale du travail, le secteur informel représente la principale source d'emploi en milieu urbain, mais se caractérise par une forte précarité, l'absence de protection sociale et une instabilité des revenus, ce qui affecte particulièrement les populations déjà marginalisées, dont les ex-détenus (OIT, 2018 ; Ndiaye, 2019).

² Dans les sociétés urbaines africaines contemporaines, le travail constitue un vecteur central d'intégration sociale et de reconnaissance symbolique. L'accès à une activité professionnelle conditionne l'inscription de l'individu dans des rôles socialement valorisés et participe à la légitimation de sa place au sein du groupe (Durkheim, 1897/2014 ; Castel, 1995). L'absence d'emploi tend ainsi à renforcer les processus de disqualification sociale, particulièrement dans les espaces populaires marqués par la précarité.

Sur le plan méthodologique, l'étude repose sur une démarche qualitative articulant observations de terrain et entretiens semi-directifs menés auprès des personnes anciennement incarcérées, de membres de leur entourage et de professionnels de l'action sociale. Cette approche vise à saisir les significations subjectives attribuées aux expériences de la vie hors de l'institution pénitentiaire, tout en identifiant les processus relationnels qui influencent les itinéraires postpénaux. En ce sens, l'analyse poursuit trois objectifs. Il s'agit, premièrement, d'examiner l'effet de la présence ou de l'absence d'appuis sociaux au moment de la libération sur l'accès à une activité économique. Deuxièmement, d'analyser la nature et la temporalité de ces ressources relationnelles avant, pendant et après l'incarcération. Troisièmement, d'observer comment les réseaux sociaux se recomposent au cours des séquences de réintégration après détention et comment certains liens deviennent de véritables supports d'intégration professionnelle.

Enfin, l'article se déploie en deux sections complémentaires. La première expose le cadre théorique et la démarche méthodologique, en discutant les concepts de réinsertion socio-professionnelle et de support social. La seconde analyse les résultats empiriques issus du terrain, afin de montrer comment, la qualité du capital relationnel et les modalités de son activation déterminent les expériences de retour à la vie sociale et, plus largement, les possibilités concrètes d'accès à l'emploi après la détention.

I-CADRE METHODOLOGIQUE ET THEORIQUE DE L'ARTICLE

I-1. Présentation de la zone d'étude

L'étude se déroule dans le département de Guédiawaye, en banlieue nord-est de Dakar, au sein d'un espace urbain populaire et densément peuplé, marqué par des fragilités économiques persistantes et une forte dépendance au secteur informel. Ces caractéristiques en font un terrain particulièrement pertinent pour analyser les parcours de l'après détention dans un environnement où l'accès aux ressources matérielles et symboliques demeure limitée. L'expérience carcérale continue de produire des effets au moment de la libération, notamment dans la réintégration sociale et l'accès à une activité professionnelle. En l'absence de données statistiques locales permettant d'évaluer la présence d'ex-détenus dans la commune, une démarche qualitative a été retenue afin de saisir les logiques d'action et les recompositions relationnelles à l'échelle du territoire. Guédiawaye ne disposant pas de structure pénitentiaire, les enquêtés ont principalement été incarcérés dans d'autres établissements, notamment à la Maison d'Arrêt et de Correction de Rebeuss. Cette situation accentue la discontinuité institutionnelle et renforce le rôle des ressources familiales, communautaires et associatives mobilisables après la libération. Dans un contexte où les opportunités professionnelles restent limitées, les réseaux de proximité constituent les principaux appuis des personnes libérées. Enfin, l'existence d'un centre local de formation orienté vers les cultures urbaines représente un appui significatif pour les jeunes en difficulté, parmi lesquels certains ont connu l'incarcération. Cette structure contribue à valoriser des compétences généralement peu reconnues dans les circuits traditionnels de recrutement.

I-2. Cadre théorique de la réinsertion socio-professionnelle

La réinsertion socio-professionnelle désigne l'ensemble des processus permettant à des individus marginalisés de réintégrer activement la société. Cela suppose à la fois l'accès à une activité économique et la restauration de liens sociaux stabilisants. Elle repose sur une approche multidimensionnelle mobilisant acquisition de compétences, accompagnement psychosocial, réduction des discriminations et activation de réseaux

relationnels et institutionnels³ (Lacroix, 2011). L'objectif est de restaurer une autonomie à la fois matérielle et symbolique, et de faciliter la participation sociale⁴ (Goffman, 1963). Dans cette perspective, elle s'inscrit dans un cadre plus large d'inclusion sociale. Les apports de la sociologie interactionniste soulignent le rôle central des interactions dans la construction des identités post-carcérales. Les personnes ayant connu la détention sont confrontées à des processus de catégorisation et de stigmatisation susceptibles de fragiliser les appartenances sociales (Becker, 1963). Elles doivent ainsi composer avec la dévalorisation symbolique, l'érosion des compétences et la réduction des ressources relationnelles susceptibles de soutenir la transition hors de l'institution pénitentiaire (Uggen & Wakefield, 2005)⁵. Les dispositifs de formation, programmes d'insertion et actions de mentorat constituent dès lors des leviers importants pour accompagner cette transition (Chantraine, 2004).

Réinsertion sociale et dynamiques communautaires

La dimension sociale de la réintégration renvoie à la restauration des liens d'appartenance qui structurent les formes de solidarité quotidienne (Durkheim, 1897). L'isolement fragilise les trajectoires et augmente les risques de désengagement social et de récidive (Maruna, 2001). Les ressources issues des cercles familiaux, amicaux ou associatifs constituent des appuis décisifs dans cette recomposition des liens (Sampson & Laub, 1993). Toutefois, la persistance des stéréotypes, analysée à travers la théorie de l'étiquetage⁶, peut entraver cette dynamique et limiter les possibilités de réajustement identitaire (Becker, 1963).

³ La réinsertion socio-professionnelle peut également être comprise comme un processus de transition sociale, marqué par le passage d'un statut institutionnel contraint à une position sociale autonome, nécessitant une redéfinition progressive des rôles sociaux et des identités professionnelles (Farrall, 2004). Cette approche met l'accent sur la temporalité de la sortie de prison, souvent non linéaire, faite d'avancées et de ruptures.

⁴ Dans la perspective interactionniste de Goffman, l'incarcération produit un stigmate durable qui affecte profondément l'identité sociale de l'individu. Le stigmate carcéral fonctionne comme un attribut disqualifiant, réduisant l'individu à son passé pénal et limitant son accès aux rôles socialement valorisés. La réinsertion suppose alors un travail de réparation identitaire, par lequel l'ex-détenu cherche à produire des signes de conformité et de normalité, notamment à travers l'engagement professionnel. Goffman souligne que cette reconstruction dépend largement du regard d'autrui et de la possibilité d'échapper à une identité « gâtée ». Goffman, E. (1963). *Stigma: Notes on the Management of Spoiled Identity*. Englewood Cliffs: Prentice-Hall.

⁵ Les analyses de Becker et d'Uggen & Wakefield montrent que l'exclusion professionnelle des ex-détenus ne relève pas seulement d'un déficit de compétences, mais d'un processus social de disqualification, ancré dans les mécanismes de contrôle social et de discrimination structurelle. Uggen et Wakefield démontrent que le casier judiciaire limite durablement l'accès à l'emploi stable, produisant une marginalisation économique qui alimente les trajectoires de récidive. La reconnaissance sociale, notamment à travers le travail, apparaît dès lors comme une condition centrale de l'inclusion durable, en permettant l'accès aux ressources matérielles et symboliques nécessaires à l'autonomie. Becker, H. (1963). *Outsiders*. New York: Free Press. Uggen, C., & Wakefield, S. (2005). *Young adults reentering the community from the criminal justice system*. In R. Settersten et al. (eds.), *On the Frontier of Adulthood*. Chicago: University of Chicago Press.

⁶ La théorie de l'étiquetage, issue de l'interactionnisme symbolique, soutient que la déviance n'est pas inhérente aux actes commis mais résulte des réactions sociales et institutionnelles qui désignent certains individus comme déviants. Dans ce cadre, l'étiquette d'« ancien détenu » dépasse la durée de la sanction pénale pour s'inscrire durablement dans l'identité sociale de l'individu, fonctionnant comme un stigmate qui conditionne les interactions futures. Cette catégorisation négative influence fortement l'accès à l'emploi, les employeurs associant souvent le passé carcéral à des risques ou à une moindre fiabilité, indépendamment des compétences réelles des personnes concernées. En s'institutionnalisant à travers les pratiques de recrutement et les exigences administratives, l'étiquetage devient un obstacle structurel à la réinsertion socio-professionnelle, renforçant les mécanismes d'exclusion et pouvant paradoxalement

Emploi comme vecteur d'intégration

L'accès à une activité professionnelle occupe une place centrale dans les trajectoires post-carcérales, dans la mesure où le travail contribue à structurer l'identité, à renforcer l'estime de soi et à favoriser l'ancrage social (Freud, 1930 ; Lhuillier, 2006). Néanmoins, les anciens détenus se heurtent à des obstacles récurrents, tels que la précarité des opportunités et les discriminations à l'embauche (Pager, 2003). D'où l'importance, pour les politiques publiques, de développer des dispositifs associant formation, accompagnement individualisé et sensibilisation des employeurs (Gaumont & Guérin, 2017).

Le support social comme déterminant transversal

Il se définit comme l'accès à des ressources relationnelles mobilisables dans les interactions quotidiennes (Cobb, 1976 ; House, 1981), constitue un facteur transversal des trajectoires de sortie de prison. Qu'il prenne une forme émotionnelle, matérielle ou informationnelle, il permet de réduire l'isolement, de renforcer les capacités d'action et de faciliter l'insertion sur le marché du travail. Les travaux de Lin et de Berkman & Glass montrent son rôle protecteur et structurant, particulièrement dans les situations marquées par la vulnérabilité. De ce point de vue, la dynamique de retour des anciens détenus repose moins sur des dispositions individuelles que sur la capacité à s'inscrire dans des réseaux susceptibles de soutenir durablement les démarches engagées (Maruna, 2001).

I-3. Méthodologie

La méthodologie constitue le fondement de l'articulation entre la question de recherche, la logique d'investigation adoptée et les instruments mobilisés pour produire et interpréter les données (Crotty, 1998, cité par Savoie-Zajc & Karsenti). Dans le cadre de cet article, une approche qualitative a été retenue afin de saisir les significations que les acteurs attribuent à leurs expériences et d'analyser leurs pratiques au regard des contextes sociaux dans lesquels elles s'inscrivent. Ce choix se justifie par la nature même de l'objet étudié : la réinsertion professionnelle des personnes en transition postpénale renvoie à des processus relationnels complexes et à des mécanismes sociaux difficilement appréhendables par des méthodes quantitatives standardisées (Deslauriers, 1991). La production des données s'appuie sur un dispositif méthodologique combinant plusieurs techniques complémentaires. Au total, quarante-deux entretiens semi-directifs ont été menés auprès de profils variés : dix-sept anciens détenus, treize membres de leur entourage (famille et amis), six travailleurs sociaux et deux représentants institutionnels. L'échantillonnage a reposé sur le principe de saturation⁷, qui consiste à poursuivre la collecte jusqu'à ce que les entretiens n'apportent plus d'informations nouvelles, garantissant ainsi la richesse et la redondance analytique du matériau.

En parallèle, une observation directe⁸ à la fois participante et non participante a permis d'appréhender les interactions quotidiennes, les modalités pratiques de mobilisation de l'appui social et les stratégies mises en œuvre dans les situations d'insertion. Cette immersion a offert un accès privilégié aux dynamiques relationnelles

contribuer à la marginalisation durable qu'il prétend prévenir. Becker, H. (1963). *Outsiders*. Le Blanc, M. (2003). *La conduite délinquante*. Montréal : PUM.

⁷ Le principe de saturation consiste à poursuivre la collecte des données jusqu'à ce que les entretiens n'apportent plus d'informations nouvelles pertinentes pour l'analyse, garantissant ainsi la profondeur et la cohérence du corpus (Glaser & Strauss, 1967).

⁸ L'observation, qu'elle soit participante ou non participante, permet d'accéder aux pratiques effectives et aux interactions sociales en situation, tandis que la triangulation des sources contribue à renforcer la crédibilité de l'analyse qualitative (Denzin, 1978).

qui échappent souvent au discours et qui structurent les parcours post-carcéraux. Des documents écrits (rapports, supports institutionnels, archives, publications associatives) ont également été consultés de manière à trianguler les données, renforcer la validité des interprétations et contextualiser les situations observées. Le recours à cette méthodologie qualitative se justifie par l'absence de données statistiques localisées sur les anciens condamnés et par la dispersion des lieux d'incarcération, qui rendent difficile toute approche strictement quantitative. Elle permet de conjuguer l'analyse des expériences subjectives⁹ avec l'examen des dispositifs institutionnels, des arrangements pratiques et des contraintes structurelles encadrant les trajectoires.

Ce cadre méthodologique offre ainsi un cadre solide pour comprendre les logiques sociales qui organisent la réintégration professionnelle des anciens justiciables incarcérés. Il permet notamment d'identifier les modalités concrètes par lesquelles les appuis issus de l'entourage qu'ils soient familiaux, amicaux, communautaires ou institutionnels interviennent dans l'accès à l'emploi, orientent les bifurcations de parcours et contribuent, ou non, à stabiliser les cheminements d'accès à l'emploi après la détention.

II- RÉSULTATS ET ANALYSE DES DONNÉES

L'analyse des données empiriques recueillies sur le terrain met en évidence une forte diversité des situations observées après la détention. À Guédiawaye, les conditions de retour à l'activité varient sensiblement selon plusieurs facteurs, notamment l'âge, le genre, la durée de l'incarcération et la stabilité du milieu familial. Les personnes ayant purgé des peines relativement courtes et disposant d'un entourage structuré accèdent plus facilement à une activité économique. À l'inverse, celles issues de milieux précaires rencontrent davantage d'obstacles dans leur processus d'intégration professionnelle.

Les entretiens réalisés indiquent également que le cercle relationnel joue un rôle déterminant dans les trajectoires postpénales. Les proches fournissent des informations pratiques, facilitent les contacts professionnels et apportent un soutien moral essentiel dans les premières étapes de la sortie. Dans l'ensemble, les résultats montrent que l'accès à une activité professionnelle après la détention ne peut être expliqué ni par la seule action des dispositifs publics ni par la motivation individuelle des personnes concernées. Il résulte plutôt de l'articulation entre ressources relationnelles, opportunités disponibles et contraintes structurelles qui encadrent les trajectoires de réintégration.

II-1. Les profils des enquêtes : caractéristiques sociales et trajectoires carcérales

L'examen des profils des enquêtés révèle une diversité de situations qui reflète la pluralité des parcours après la détention. Malgré cette hétérogénéité, plusieurs tendances apparaissent et permettent d'identifier certaines configurations récurrentes. La majorité des personnes rencontrées sont des hommes. Cette présence masculine importante renvoie au poids dominant des hommes dans les institutions pénitentiaires sénégalaises, mais aussi à leur visibilité plus marquée au moment de la sortie. Elle s'accompagne d'attentes sociales fortes : dans de nombreux contextes familiaux, les hommes demeurent associés à la responsabilité économique du foyer, ce qui accentue la pression liée au retour à une activité (Bourdieu, 1998). L'accès à un travail est alors perçu comme une condition essentielle de reconnaissance sociale et comme une étape importante dans la reconstruction d'une identité valorisée. Les femmes rencontrées, bien que moins nombreuses dans l'enquête, présentent quant à elles des parcours marqués par des vulnérabilités spécifiques. Elles cumulent souvent la stigmatisation liée à l'expérience

⁹ L'articulation entre subjectivité individuelle et contraintes sociales permet d'éviter une lecture strictement psychologisante ou individualisante de la réinsertion, en replaçant les trajectoires dans leur contexte social et structurel (Bourdieu, 1986).

carcérale et la transgression des normes sociales associées au genre. Cette double assignation rejoint l'analyse de la disqualification identitaire proposée par Goffman (1963). Dans ce contexte, les exigences de respectabilité sociale apparaissent plus strictes à leur égard, rendant leur stabilisation sociale parfois plus difficile.

L'analyse de la durée des peines montre par ailleurs qu'une part importante des condamnations se situe entre six et douze mois. Ces durées intermédiaires permettent parfois de maintenir un lien minimal avec une activité professionnelle. À l'inverse, les peines plus longues produisent des ruptures plus profondes : éloignement durable du monde du travail, perte de compétences ou affaiblissement des relations professionnelles antérieures. Ces effets prolongés rejoignent les analyses de Becker (1963) sur les processus d'étiquetage, selon lesquelles la sanction pénale peut produire des identités sociales susceptibles de perdurer bien au-delà de la libération.

Au-delà des caractéristiques sociodémographiques, les conditions de vie du milieu d'origine jouent également un rôle déterminant. Les personnes disposant d'un entourage relativement stable ressources économiques minimales, soutien familial ou réseaux mobilisables affrontent plus facilement les contraintes de la sortie. À l'inverse, celles issues de milieux très précaires cumulent les désavantages. Cette distribution inégale des ressources renvoie aux analyses de Bourdieu (1986) sur la répartition des capitaux. Faiblesse du capital économique, fragilité du capital relationnel et détérioration du capital symbolique contribuent à accentuer les difficultés rencontrées. Dans cette perspective, la période post-libération se comprend moins comme une rupture franche que comme une recomposition des positions sociales. Elle implique l'entrecroisement de la stigmatisation (Goffman, 1963), de l'assignation identitaire (Becker, 1963) et de la reproduction des inégalités sociales (Bourdieu, 1986).

II-2. Le retour à l'activité comme attente sociale et marqueur de réintégration

Les données recueillies montrent que l'accès à une activité rémunérée constitue un enjeu central dans les parcours après la détention. Cette attente est à la fois intériorisée par les personnes concernées et exprimée par leur entourage. Le travail apparaît ainsi comme un indicateur majeur permettant d'évaluer la réussite du retour à la vie sociale. À l'inverse, l'absence d'activité est souvent interprétée comme le signe d'un échec ou d'une incapacité à changer de trajectoire. Elle alimente les soupçons, renforce la méfiance et ravive la stigmatisation associée au passé pénal (Goffman, 1963). Plusieurs enquêtes évoquent un sentiment de dévalorisation lorsqu'ils se retrouvent sans emploi : dépendance économique, perte d'autonomie et poids du regard social. Dans ce contexte, l'activité professionnelle fonctionne comme un mécanisme de réhabilitation sociale. Même lorsqu'elle demeure informelle ou précaire, elle confère un statut minimal reconnu par le groupe et sert de preuve d'un engagement à reconstruire sa trajectoire. Cette dimension morale apparaît clairement dans les propos d'un acteur social interrogé : « *Le travail, c'est la base de la vie... c'est ce qui définit l'homme* ». Cette affirmation illustre l'intériorisation des normes sociales valorisant l'activité productive comme fondement de la dignité et de l'intégration sociale (Lhuillier, 2006).

L'entourage familial et communautaire contribue à renforcer cette interprétation normative du travail. Dans plusieurs situations, la pression exercée par la famille joue un rôle déterminant. Elle se manifeste comme une injonction à revenir à une vie ordinaire, à adopter un comportement responsable et à démontrer une volonté de changement. Ces attentes s'inscrivent dans un ensemble de normes sociales qui encadrent la place attribuée aux personnes ayant connu la détention au sein du groupe (Bourdieu, 1998).

Cependant, les conditions structurelles du marché du travail limitent fortement les possibilités d'accès à l'emploi. Les marques sociales laissées par l'expérience carcérale

réduisent les marges d'action des individus concernés. Certains expriment un sentiment d'impuissance face à ces contraintes. Cette assignation à un statut déviant, déjà analysée par Becker (1963), restreint l'accès aux rôles socialement valorisés, même lorsque l'individu manifeste une volonté de réorientation. Ainsi, si l'emploi constitue un repère central dans les processus de réintégration, il ne peut être envisagé comme un mécanisme automatique. Il s'inscrit dans un ensemble de contraintes économiques, de normes sociales et de rapports de pouvoir qui structurent les trajectoires d'insertion. C'est dans cet espace de tension entre attentes sociales et obstacles structurels que se déploient les stratégies d'accès à l'activité examinées dans la section suivante.

II-3. Les stratégies mobilisées pour l'accès à l'emploi après une peine privative de liberté

Le retour à une activité rémunérée après la sortie de prison constitue un processus exigeant. Les difficultés rencontrées sont nombreuses. Ces difficultés résultent en grande partie des discriminations persistantes dans l'accès à l'emploi et de la méfiance de certains employeurs. Elles sont aussi liées à la précarité des opportunités dans un marché fortement structuré par les activités économiques non structurées. Elles s'expliquent également par les limites des dispositifs publics d'accompagnement, souvent insuffisants pour répondre aux besoins concrets des personnes concernées.

Dans ce contexte, les individus élaborent différentes stratégies afin de retrouver une activité. Ces démarches reposent à la fois sur des initiatives personnelles et sur les configurations relationnelles dans lesquelles ils s'inscrivent. Le recours à l'entourage proche occupe une place centrale. Les soutiens familiaux, amicaux ou communautaires constituent fréquemment les premiers leviers activés pour accéder à une opportunité ou pour obtenir des informations utiles.

L'analyse des entretiens révèle une grande diversité de pratiques. Certains sollicitent intensément leurs relations afin de multiplier les possibilités d'embauche. D'autres se tournent vers les structures d'accompagnement existantes. Quelques-uns prennent volontairement leurs distances avec des cercles relationnels jugés défavorables à leur stabilisation sociale. D'autres encore privilégient l'auto-emploi afin de contourner les obstacles du marché du travail formel. Ces démarches ne relèvent jamais du hasard. Elles se construisent dans un environnement marqué par la rareté des opportunités et par la persistance du stigmate associé au passé pénal. Le poids de cette expérience influence les perceptions sociales, la mobilisation des ressources disponibles et l'accueil réservé par les employeurs. Les stratégies observées reflètent ainsi à la fois les marges d'action des individus et les contraintes structurelles qui orientent leurs choix.

La mobilisation du réseau social : un levier central

L'activation des relations de proximité apparaît comme la stratégie la plus fréquemment mentionnée par les personnes rencontrées. Dans de nombreux cas, l'accès à une activité dépend davantage de l'intervention d'un proche que de démarches administratives formelles. La famille, les amis, d'anciens collègues ou de simples connaissances jouent un rôle déterminant en transmettant des informations, en recommandant une candidature ou en facilitant la mise en relation avec un employeur. Plusieurs récits illustrent cette dynamique. L'un des enquêtés souligne : « *C'est mon frère qui a parlé pour moi auprès de l'entreprise. Sans son appui, je ne sais pas si j'aurais pu être recruté.* » Un autre témoigne : « *J'ai contacté un ancien collègue, qui m'a fourni des contacts et conseillé sur la manière de me présenter. Seul, je n'aurais pas su comment m'y prendre.* ». Ces témoignages montrent que l'efficacité d'un réseau dépend moins de son étendue que de la qualité des liens mobilisés. Certains sollicitent même des relations

anciennes, parfois peu entretenues, mais encore suffisamment solides pour produire un soutien concret. La réussite de cette mobilisation suppose toutefois de maintenir la confiance et de transformer ces appuis relationnels en opportunités réelles. Comme l'exprime un participant : « *Un ami m'a mis en relation avec un employeur, tout en précisant que je devais démontrer mon changement personnel. La recommandation seule ne garantit pas l'accès à l'emploi.* »

Les relations activées ne procurent pas uniquement un accès matériel au travail. Elles participent également à la restauration de l'estime de soi et de la légitimité sociale, atténuant les effets du stigmate associé au passé judiciaire. Pour certains, la présence d'un proche constitue un soutien moral essentiel : « *Parfois, juste savoir que quelqu'un croit en toi te donne la force de continuer.* »

Ces éléments montrent que les liens mobilisés fonctionnent simultanément comme ressource pratique, garantie morale et soutien psychologique, confirmant l'importance du tissu relationnel dans les premières étapes du retour à la vie professionnelle.

Recours aux acteurs institutionnels et dispositifs d'accompagnement

Au-delà des relations personnelles, plusieurs enquêtés s'appuient sur des structures institutionnelles afin de progresser dans leur parcours d'insertion. Pour certains, ces dispositifs constituent même les seuls points d'appui disponibles après la libération, notamment lorsque les ressources familiales ou amicales sont limitées. Les mécanismes existants demeurent toutefois restreints. Leur couverture territoriale est inégale, leurs moyens sont souvent modestes et leur accès peut s'avérer difficile. La localisation des centres, la méconnaissance des services proposés ou la complexité des démarches administratives représentent autant d'obstacles susceptibles d'en limiter l'usage.

Malgré ces contraintes, ces structures jouent un rôle important. Elles offrent un cadre d'accompagnement relativement stable, proposent des orientations individualisées et apportent une forme de reconnaissance sociale souvent absente dans les interactions ordinaires du marché du travail. Cette reconnaissance institutionnelle occupe une place particulière dans les récits recueillis. Elle marque pour plusieurs participants un moment de rupture avec la période d'incarcération. L'un d'eux souligne : « *Quand quelqu'un croit en toi et t'accompagne, ça change tout. Ça te redonne confiance et les autres commencent à te voir autrement.* » L'accompagnement fourni ne se limite pas à un appui technique. Il contribue également à transformer l'image de soi associée au passé pénal. À travers le regard du travailleur social ou du formateur, l'individu est réinscrit dans une trajectoire possible, perçu comme porteur de compétences et de potentialités. Dans plusieurs situations, l'intervention institutionnelle produit des effets concrets sur l'accès à l'emploi. Les formations professionnelles et les programmes d'accompagnement peuvent servir de passerelles vers les entreprises locales. Un enquêté raconte : « *Le travailleur social m'a inscrit à une formation en plomberie. Grâce à ça, j'ai eu un contrat dans une entreprise. Sans son aide, je chercherais encore.* » Ces expériences montrent que les institutions remplissent une fonction d'intermédiation importante. Elles réduisent les asymétries d'information, certifient certaines compétences et facilitent les démarches d'entrée dans l'activité, même lorsque l'emploi obtenu demeure précaire.

Par ailleurs, la fréquentation régulière d'un centre de formation ou d'une structure d'accompagnement favorise l'établissement de nouveaux liens sociaux. Ces espaces permettent le développement de sociabilités alternatives, centrées sur l'apprentissage et les compétences plutôt que sur le passé des participants. Cette recomposition relationnelle

contribue à rompre l'isolement, renforce la confiance en soi et soutient la stabilisation du parcours professionnel.

Rupture avec les anciens réseaux et recomposition des sociabilités

Pour plusieurs personnes interrogées, prendre de la distance avec des relations associées à des pratiques délinquantes constitue une étape importante du retour à une vie stable. Cette prise de distance vise à éviter les situations susceptibles d'entraîner une rechute et à créer un environnement plus favorable à un projet professionnel. Certains décrivent ainsi une rupture progressive avec des connaissances perçues comme risquées pour leur équilibre. L'un d'eux explique : « *J'ai rompu avec certains cercles sociaux, craignant que les visites ne me replongent dans d'anciennes habitudes. Désormais, en travaillant avec de nouveaux partenaires, je parviens à progresser.* » Cette mise à distance dépasse une simple logique d'évitement. Elle implique un travail réflexif sur les priorités personnelles, les normes de conduite et la place accordée aux relations anciennes. Rompre avec certains cercles relationnels revient parfois à renoncer à des formes de soutien matériel ou affectif. Néanmoins, ces liens sont souvent perçus comme incompatibles avec la construction d'un parcours professionnel durable.

Dans cette perspective, certains participants se tournent vers des espaces socialement valorisés tels que des associations, des initiatives communautaires ou des activités culturelles. Ces lieux leur permettent de rencontrer de nouveaux pairs, d'élargir leurs relations et d'intégrer des cercles où leur passé pèse moins lourd. Pour d'autres, la rupture est plus radicale et s'accompagne d'un changement de quartier ou d'environnement social. Un enquêté résume cette expérience : « *J'ai dû changer complètement de quartier et d'amis. Sinon, rien n'aurait marché. Ce n'était pas simple, mais c'était nécessaire.* » Cette reconfiguration relationnelle reste toutefois exigeante. Elle suppose une vigilance constante dans le choix des fréquentations et une capacité à résister aux sollicitations anciennes. Les personnes qui franchissent cette étape démontrent une aptitude à transformer leur environnement social en ressource favorable à leur stabilisation.

Ainsi, la recomposition des sociabilités joue un double rôle : elle réduit les risques de retour dans des trajectoires délinquantes et soutient la reconstruction d'un projet professionnel.

Auto-initiative, entrepreneuriat et valorisation des compétences

Face aux difficultés d'embauche et au poids persistant du stigmate judiciaire, une part importante des personnes rencontrées s'oriente vers la création de leur propre activité. Dans l'échantillon étudié, près de 40 % déclarent avoir lancé un projet économique individuel : artisanat, petits services, activités manuelles, commerce de proximité ou initiatives culturelles. L'auto-emploi apparaît ainsi comme une manière de contourner les refus répétés du marché du travail formel, mais aussi comme un moyen de reprendre la maîtrise de son parcours. Les récits recueillis traduisent cette volonté d'autonomie.

L'un des participants explique : « *J'ai commencé à fabriquer des meubles chez moi. Personne ne voulait m'embaucher, alors j'ai créé mon propre travail. Maintenant, mes voisins achètent mes tables et mes chaises.* » Ce témoignage illustre la transformation d'une situation d'exclusion en opportunité localement reconnue. D'autres s'orientent vers des activités liées au jardinage ou à l'aménagement paysager, perçues comme des espaces de créativité et des sources de revenus alternatives. L'un d'eux témoigne : « *J'ai installé un petit stand de vente de fleurs et de plantes. Je conseille les habitants et je gagne ma vie. C'est ma manière de montrer qu'on peut réussir sans retourner à la rue.* » Ces

initiatives mettent en évidence la dimension à la fois économique et symbolique de l'entrepreneuriat : produire, offrir un service et retrouver une place utile dans la communauté.

L'auto-emploi ne constitue donc pas seulement une solution financière. Il représente également un moyen de reconquérir une autonomie et une dignité sociale. En développant leur propre activité, ces individus échappent partiellement aux mécanismes de disqualification associés au passé pénal et se réinscrivent comme acteurs économiques. Ces démarches reposent souvent sur des réseaux restreints composés de proches ou de pairs, qui apportent un soutien moral, matériel ou technique. L'accès à des outils, les échanges de savoir-faire ou les conseils pratiques jouent un rôle déterminant dans le démarrage de l'activité.

Enfin, ces projets favorisent l'acquisition de nouvelles compétences : organisation du travail, relations avec la clientèle, gestion de ressources limitées ou adaptation aux demandes locales. Ces apprentissages contribuent à la stabilisation des parcours et renforcent la capacité à maintenir une activité dans la durée.

CONCLUSION

Cet article s'est intéressé aux modalités de réintégration socioprofessionnelle des personnes anciennement incarcérées dans la périphérie dakaroise, à partir de l'analyse des ressources mobilisées après la libération. L'enquête révèle que la fin de la peine ne correspond pas à un passage immédiat vers l'autonomie économique. Elle s'inscrit plutôt dans un processus marqué par la persistance de la stigmatisation liée à l'expérience carcérale, par la précarité du contexte professionnel et par les limites des dispositifs institutionnels d'accompagnement. Dans cet environnement, l'accès à une activité rémunérée dépend largement de l'inscription des individus dans des réseaux relationnels capables de faciliter l'ouverture d'opportunités. Les résultats mettent en évidence le rôle central de ces relations dans les trajectoires post-carcérales. Sur le plan pratique, elles permettent d'accéder à des informations, à des recommandations et à des opportunités dans un marché du travail largement dominé par des emplois non régulés. Sur le plan symbolique, elles contribuent à atténuer les effets de la disqualification sociale associée au passé pénal, en participant à la reconstruction d'une identité professionnelle reconnue.

La réintégration s'impose comme un équilibre fragile entre normes sociales centrées sur l'emploi, contraintes économiques, discriminations persistantes et capacité individuelle à activer ou reconstruire ses réseaux. Les trajectoires observées montrent clairement que la sortie de prison ne peut être comprise sans considérer le poids décisif des ressources relationnelles et du milieu social dans lequel évoluent les personnes concernées. L'analyse souligne également les limites des approches centrées exclusivement sur la motivation individuelle ou sur la responsabilisation des personnes en transition post-carcérale. Une telle perspective tend à négliger les mécanismes collectifs qui orientent concrètement l'accès à l'activité. À l'inverse, les résultats mettent en évidence le rôle essentiel des réseaux familiaux, communautaires et institutionnels comme espaces de médiation entre l'univers pénitentiaire et le monde professionnel, particulièrement dans des contextes marqués par la précarité et les inégalités sociales.

Plusieurs pistes de recherche peuvent être envisagées à partir de ces résultats. Une attention particulière aux parcours féminins permettrait d'analyser plus finement l'articulation entre stigmate pénal et normes de genre dans les dynamiques de retour à l'activité. Une comparaison entre milieux urbains et ruraux pourrait également éclairer l'influence des contextes locaux sur les opportunités professionnelles et sur les formes de soutien disponibles. Enfin, l'étude des représentations et des pratiques des employeurs

constituerait un prolongement important pour mieux comprendre les mécanismes de discrimination et les conditions d'une ouverture plus inclusive du marché du travail.

En définitive, penser la réintégration professionnelle implique de dépasser une lecture strictement individualisante. Elle doit être appréhendée comme un processus relationnel, façonné par des rapports sociaux, des ressources collectives et des trajectoires personnelles. Dans cette perspective, le soutien social ne constitue pas un simple complément aux dispositifs institutionnels, mais un élément structurant des dynamiques d'insertion durable.

BIBLIOGRAPHIE

- Becker, Howard Saul (1963). *Outsiders: Studies in the sociology of deviance*. Free Press.
- Berkman, Lisa. F., & Glass, Thomas (2000). "Social integration, social networks, social support, and health". In L. F. Berkman & I. Kawachi (Eds.), *Social epidemiology* (pp. 137–173). Oxford University Press.
- Bourdieu, Pierre (1986). "The forms of capital". In J. Richardson (Ed.), *Handbook of theory and research for the sociology of education* (pp. 241–258). Greenwood Press.
- Bourdieu, Pierre (1998). *La domination masculine*. Éditions du Seuil.
- Cobb, Sidney (1976). "Social support as a moderator of life stress". *Psychosomatic Medicine*, 38(5), 300–314.
- Crotty, Michael (1998). *The foundations of social research: Meaning and perspective in the research process*. Sage.
- Deslauriers, Jean-Pierre (1991). *Recherche qualitative : Guide pratique*. McGraw-Hill.
- Durkheim, Émile (1897). *Le suicide : Étude de sociologie*. Alcan.
- Farrall, Stephen (2002). *Rethinking what works with offenders: Probation, social context and desistance from crime*. Willan Publishing.
- Freud, Sigmund (1930). *Civilization and its discontents* (J. Riviere, Trans.). Hogarth Press.
- Gaumont, Laure & Guérin, Jean-Marie (2017). « Insertion professionnelle et stigmatisme pénal : Obstacles et leviers à l'emploi des sortants de prison ». *Sociologie du travail*, 59(3), 1–18.
- Goffman, Erving (1963). *Stigma: Notes on the management of spoiled identity*. Prentice-Hall.
- House, James. S. (1981). *Work stress and social support*. Addison-Wesley.
- Lacroix, Christian (2011). *Travail social et insertion*. Dunod.
- Le Blanc, Marc (2003). *Trajectoires de déviance et régulation sociale*. Presses Universitaires de France.
- Lhuillier, Dominique (2006). *Cliniques du travail*. Érès.
- Maruna, Shadd (2001). *Making good: How ex-convicts reform and rebuild their lives*. American Psychological Association.
- Pager, Devah (2003). "The mark of a criminal record". *American Journal of Sociology*, 108(5), 937–975.
- Savoie-Zajc, Lorraine & Karsenti, Thierry (n.d.). *La méthodologie de la recherche en éducation*. Presses de l'Université du Québec.
- Travis, Jeremy (2005). *But they all come back: Facing the challenges of prisoner reentry*. Urban Institute Press.
- Uggen, Christopher (2000). "Work as a turning point in the life course of criminals: A duration model of age, employment, and recidivism". *American Sociological Review*, 65(4), 529–546.

Uggen, Christopher & Wakefield, Sara (2005). “Young adults reentering the community from prison”. In J. Travis & C. Visser (Eds.), *Prisoner reentry and crime in America* (pp. 114–144). Cambridge University Press.

TÉLÉ-IRRIGATION ET SÉCURISATION NUTRITIONNELLE AU NIGER DE 2011 À 2024

REMOTE IRRIGATION AND NUTRITIONAL SECURITY IN NIGER FROM 2011 TO 2024

Yao Jules YAO
Université Félix Houphouët-Boigny

Résumé :

Depuis 2011, le Niger a décidé d'utiliser l'intelligence artificielle pour son développement agricole. La télé-irrigation est un système technologique basé sur le téléphone pour améliorer son système alimentaire. Il est question pour nous dans l'étude d'établir l'impact de la télé-irrigation sur l'accès à l'alimentation. Le but de l'article est de faire comprendre que la télé-irrigation est utile pour renforcer la sécurité alimentaire au Niger. C'est une étude historique qui a eu recours à la méthode qualitative. Pour y arriver, nous sommes appuyés sur une multitude de sources dont les sources orales, écrites et audio-visuelles.

Mots clés : Impact, intelligence artificielle, télé-irrigation, téléphone, Niger.

Abstract :

Since 2011, Niger has decided to use artificial intelligence for its agricultural development. Tele-irrigation is a technological system based on the phone to improve its food system. Our study aims to establish the impact of tele-irrigation on access to food. The aim of the article is to make people understand that tele-irrigation is useful for strengthening food security in Niger. This is a historical study that used the qualitative method. To achieve this, we relied on a multitude of sources including oral, written and audio-visual sources.

Keywords : Impact, artificial intelligence, tele-irrigation, phone, Niger.

INTRODUCTION

Le Niger est un pays localisé dans l'espace sahélien. Face à toutes les difficultés climatiques, en 2011, il s'appuie sur l'intelligence artificielle à travers la télé-irrigation. C'est un dispositif de pilotage automatique. C'est un procédé technologique qui permet à l'agriculteur d'irriguer à distance. C'est un système d'irrigation au moyen du téléphone portable, de l'éolien ou du soleil. Elle permet de collecter les données météorologiques et hydrologiques à savoir le taux d'humidité, la température, la vitesse du vent, la pluviométrie et la radiation solaire. Cette technologie est une irrigation à distance. Par conséquent, cette technique est utilisée par les paysans nigériens dans l'exercice de leurs activités agro-pastorales. Dès lors, Quel est l'impact de la télé-irrigation sur la souveraineté alimentaire du Niger de 2011 à 2024 ? L'étude a permis de comprendre que l'intelligence artificielle est un moyen de développement durable au Niger. C'est une étude historique qui s'inscrit dans le domaine qualitatif. La collecte des données se résume à une diversité de sources.

I- MÉTHODOLOGIE

La mobilisation des données s'est appuyée sur un cadre géographique, une diversité de sources, des techniques de collectes, des instruments de collectes et des méthodes de traitement.

I-1. La zone d'étude

Le Niger est un pays qui est situé dans la zone sahélienne. Cette partie de l'Afrique est très aride du fait de l'émergence des phénomènes climatiques. Sa capitale est Niamey. La superficie du pays est de 1267 000 Km². Sa population est estimée à environ 26

millions habitants (BAD,2019). Le président actuel s'appelle TIANI Abdourahamane. La langue officielle de ce pays est le français. La religion majoritaire est l'islam. Toutefois, il existe d'autres religions comme le christianisme, l'animisme... (ACN International,2023). Les peuples qui y vivent sont les Haoussa, les Djermas, les Touaregs, les Peuls, les Kanouri... La localisation de la zone d'étude est perceptible sur la figure 1 suivante.

Figure 1 : Localisation géographique du Niger



Source : Idris Mohammed, 2023, « Insécurité : l'invasion du Niger pourrait aggraver la crise humanitaire en Afrique de l'Ouest », *Afro Impact*, p.1.

I-2. Techniques de collectes de données

Nous pouvons regrouper les techniques de collectes de données en trois (3) aspects qui sont l'entretien, la recherche documentaire et l'observation.

I-2-1. Entretiens semi-directs

L'enquête par questionnaire est une technique de collecte de données qui comprend un ensemble de questions s'enchaînant de manière structurée et logique. Ce type d'enquête vise à obtenir des données statistiques quantifiables et comparables sur une population précise. Pour cela, le questionnaire est administré à un échantillon représentatif de la population visée, c'est-à-dire à un groupe dont la taille est suffisante, en termes de nombre d'individus, pour que les réponses données soient représentatives de l'avis global de cette population. Cependant, dans le cadre de notre étude, la représentativité statistique n'est pas notre priorité. L'enquête a porté sur les stratégies utilisées par les populations locales pour la gestion des ressources naturelles du Niger. Le choix du type d'enquête a été l'entretien semi-dirigé.

L'entretien semi-dirigé est une stratégie intermédiaire entre l'entretien dirigé et l'entretien non dirigé, il combine certains aspects de ces dernières. Dans l'entretien semi-dirigé ou semi-directif, l'enquêteur arrête une liste de sujets à aborder, formule des questions s'y rapportant et les pose à l'enquêté, dans l'ordre qu'il juge nécessaire en vue d'atteindre le but fixé. Soit d'en arriver à la compréhension d'un phénomène, si celui-ci a donné son autorisation. Dans ce type d'entretien, l'enquêteur et l'enquêté sont laissés à leur aise, pour l'un dans le choix des questions pour avoir une compréhension riche du phénomène, et pour l'autre dans un mode de conversation approfondie semi-ouvert. C'est un mode qui n'est pas totalement ouvert. Cela permet d'aborder les questions dans leur profondeur.

I-2-2. La revue documentaire

L'analyse documentaire constitue la première étape de collecte des données. Elle vise, entre autres, à faire l'état des lieux de la documentation de la question d'étude en rapport avec le sujet qui permet en somme de disposer des informations préliminaires en vue d'aborder l'étude ou la recherche avec plus de lisibilité, de peaufiner les outils et méthodes de collecte de données. Ainsi, nous avons consulté des documents, des ouvrages et des vidéos, des documentaires et reportages concernant notre sujet d'étude. On peut citer des thèses, des articles, notes de service, notes d'informations, rapports et comptes-rendus dans les centres de recherches.

I-2-3. L'observation

Cet outil d'investigation a permis d'observer la pratique de la gestion des ressources naturelles en eau dans ce pays. Par ailleurs, on peut distinguer l'observation directe et l'observation indirecte. Elle est directe lorsqu'elle s'intéresse aux conditions de travail d'arrosage, aux facteurs dégradants le couvert végétal, les problèmes environnementaux, etc.

L'observation est indirecte lorsque l'auditeur a des informations à travers des éléments intermédiaires. Par exemple, la connaissance des incidents, des accidents ou la simple fréquentation de l'infirmerie peuvent informer indirectement sur les conditions de travail. Selon P. N'Da (2011), l'observation peut être très utile et une évidence dans la démarche de recherche, car quel qu'en soit le domaine de recherche, le chercheur est avant tout un observateur curieux. Nous avons procédé à l'observation directe dans la gestion des crises hydriques de plusieurs localités en nous intéressant à la gestion des phénomènes climatique pour comprendre le mécanisme et l'efficacité de télé-irrigation.

I-3. Instruments de collecte de données

Dans la cadre de notre étude, il existe (3) outils de travail dont la fiche de lecture, la grille d'observation et le guide d'entretien pour l'entretien semi-directif.

I-3-1. Fiche de lecture ou grille de lecture

Notre étude a abouti à des thématiques dont il est important de souligner. Il s'agit de l'efficacité des méthodes de gestion de l'eau, les failles du système de gestion des crises alimentaires et la connaissance du processus de gestion de la télé-irrigation.

I-3-2. Grille d'observation

Sur notre grille d'observation, nous pouvons marquer plusieurs observations en lien avec notre objet d'étude. En ce sens, nous allons énumérer quelques-unes : la perception de gestion des ressources en eau au Niger, le niveau de satisfaction des

populations dans l'utilisation de la télé-irrigation dans l'agriculture, l'évaluation du niveau de performance technologique de la télé-irrigation.

I-3-3. Guide d'entretien

C'est un support physique sur lequel des directives sont données par le chercheur pour aboutir à l'objectif central de l'étude. Il est question de façon spécifique d'un guide d'entretien. Le guide est l'élément préalable avant d'effectuer des enquêtes dans une étude. Le guide d'entretien que nous avons conçu était destiné aux acteurs et aux populations rurales des zones du projet d'instauration de la télé-irrigation.

I-4. Le traitement des données collectées

Après l'étape de la collecte des sources orales, il a fallu les soumettre à un traitement. La mise en forme des informations obtenues auprès de chaque enquêté et la réalisation des synthèses des informations mise en forme de chaque lieu de collecte des sources orales, sont nos deux méthodes. Ici, il est question pour nous de reconstituer les informations reçues afin d'obtenir des données cohérentes pour mieux comprendre l'analyse des populations sur le système de gestion des ressources naturelles.

À cet effet, notons que nous avons fait cet exercice tout juste après notre collecte afin d'éviter d'éventuelles erreurs d'analyse. Dans l'exploitation des ouvrages et documents, nous avons pu obtenir les difficultés que vivent les populations dans l'exercice des activités agro-pastorales. L'examen des notes ainsi obtenues et de celles prises dans les bibliothèques, a permis de mettre en lumière plusieurs centres d'intérêts. Alors, nous nous sommes attelés à les recenser et à les classer par thème et suivant un ordre. Ainsi, il est apparu que les sources écrites et audio-visuelles ont traité de la question de la gestion efficiente de l'eau, la précarité climatique au Niger, l'introduction de la télé-irrigation, les effets de l'utilisation de cette technologie de l'Intelligence artificielle au Niger. Le traitement des documents collectés a été relativement facile dans la mesure où il avait des enregistrements des informations.

II-RÉSULTATS

Notre démarche scientifique nous a permis de voir plusieurs entités sur la question de recherche dont l'États des lieux, l'introduction de la télé-irrigation et ses retombées.

II-1-États des lieux

Le Niger enregistre une léthargie climatique qui a occasionné des phénomènes météorologiques.

II-1-1. La léthargie climatique

Au Niger, nous assistons à des difficultés climatiques qui se manifestent par des déficits pluviométriques. Les contrées rurales sont victimes de la baisse des isohyètes à tous les niveaux. Les pluies ne sont pas régulières dans les espaces agricoles. Cette situation est une source d'émergence de la sécheresse (Yao, 2023, p.19). La récurrence du stress hydrique est un fléau qui s'accroît avec plusieurs phénomènes météorologiques comme l'érosion, l'ensablement, les inondations... (J.-H Durand, 1977, p.383). Par conséquent, cette situation occasionne des conséquences sur l'accès des ressources alimentaires et pastorales.

II-1-2. Les conséquences de cette situation

Les populations locales souffrent de la dégradation des ressources à travers une baisse de la production agro-pastorale. Les populations n'ont plus véritablement accès à

l'alimentation de façon équitable. C'est ce qui explique la présence des épisodes de famines et de crises alimentaires (M. Pinna, 2019). Mieux, problèmes ont engendré par ricochet des maladies nutritionnelles telles que la malnutrition sévère et aiguë. Les zones rurales sont menacées par le problème de la sous-nutrition.

Figure 2 : Quelques images d'enfants malnutris



Source : Pinna Monica, 2019, « Les visages de la malnutrition au Niger », *Euro News*, p.1

Les populations souffrent de problèmes nutritionnels du fait de l'indisponibilité des ressources alimentaires dans les zones rurales du Niger. Cette situation de précarité environnementale, climatique et alimentaire a conduit à l'introduction de la télé-irrigation dans les zones rurales du Niger.

II-2. L'introduction de la télé-irrigation et ses retombées

Les populations locales ont adopté la télé-irrigation pour développer les activités agro-pastorales. Par ricochet, cette approche technologique a impacté positivement la société nigérienne à plusieurs dimensions telles que l'environnement, la nutrition et l'économie.

II-2-1. La présentation de la télé-irrigation et son mode de fonctionnement

Abdou Maman Kané est un jeune nigérien qui a mis en place une invention technologique en 2011. Cette innovation technologique est basée sur l'intelligence

artificielle. C'est la télé-irrigation. Ce système est connecté à plusieurs appareils avec des données enregistrées. L'appareil possède un système d'intelligence artificielle où sont stockés des données utiles à la température, au climat, à l'humidité pour déclencher l'arrosage automatiquement (Tech-Innov, 2023, p.9).

C'est un dispositif de pilotage automatique. C'est un procédé technologique qui permet à l'agriculteur d'irriguer à distance.

C'est un système d'irrigation qui se fait au moyen du téléphone portable, de l'éolien ou du soleil. Cette technologie a plusieurs atouts dont la collecte des données météorologiques et hydrologiques à savoir le taux d'humidité, la température, la vitesse du vent, la pluviométrie et la radiation solaire (Agribusiness, 2024). Cette technologie est une irrigation à distance. La télé-irrigation est un outil qui ne fonctionne qu'à partir des données qu'elle possède dans sa carte mémoire ou boîte noire. La réactivité de la télé-irrigation face aux besoins des plantes est liée aux données que l'homme a pris le soin d'introduire dans sa « mémoire artificielle ». Les simulations déclenchées sont des sortes de mimétisme technologique. Les cas de besoin pour déclencher l'arrosage automatique, est conditionnée par un appel vocal ou short message service (SMS) dans les champs ou jardins des paysans. Des numéros « verts » sont octroyés aux paysans pour le déclenchement de l'irrigation à distance (C. Lauvergnier, 2015). Les populations ont décidé d'appliquer la télé-irrigation dans leurs activités agro-pastorales. Les plantes reçoivent de l'eau de façon optimale pendant les journées.

Avec la télé-irrigation, nous observons la mécanisation agricole au Niger grâce à l'intelligence artificielle.

Figure 3 : Exemple d'un mécanisme de télé-irrigation au Niger



Source : Lauvergnier, Chloé, 2015, « Au Niger, la télé-irrigation pour économiser l'eau », *France 24, Les Observateurs*, p.1.

Le système d'irrigation est installé avec l'aide d'un panneau solaire pour faciliter l'approvisionnement des plantes en eau.

II-3. La portée de la télé-irrigation

L'adoption de la télé-irrigation fut très bénéfique pour les populations locales tant au niveau nutritionnel, économique et qu'au niveau environnemental.

II-3-1. Au plan nutritionnel

Les autorités nigériennes ont bénéficié des avantages liés à l'utilisation des télé-irrigation dans les foyers nigériens. Cette technique a permis d'améliorer le rendement agricole. Cela s'est fait grâce à la baisse des pertes pendant les récoltes (ANiamey,2013). Grâce à l'introduction de la télé-irrigation, nous avons accès aux denrées de première nécessité dans les localités rurales. Ce système est un pilier pour l'émergence agricole et nutritionnelle.

II-3-2. Au plan économique et environnemental

Cette politique technologique a renforcé le tissu économique du pays. Le projet de la télé-irrigation initié par les autorités locales, ont permis de créer les meilleures conditions pour l'autonomisation des femmes. Les femmes sont dans des activités commerciales pour valoriser le développement des circuits commerciaux (AFP,2014). Outre, le volet économique, il existe l'aspect environnemental à considérer. Dans les zones rurales, l'action entreprise par les experts de la télé-irrigation a contribué à la restauration de l'espace végétal et la protection des sols arables. Aussi faut-il ajouter que ce système de pilotage a permis une gestion rationnelle des ressources naturelles surtout de l'eau en milieu aride nigérien (O. Mathieu,2018, p.1).

III-DISCUSSION

La démarche scientifique adoptée par nous, confirme nos pistes de recherches sur le sujet de la télé-irrigation dans le processus de souveraineté alimentaire. En fait, la question de la télé-irrigation est une technologie basée sur l'intelligence artificielle. Cette stratégie a eu d'énormes avantages pour les activités agro-pastorales du Niger. La télé-irrigation favorisée l'optimisation des ressources naturelles surtout en eau à une période bien donnée. L'histoire du Niger est marquée par cette avancée technologique. Toutefois, il existe des auteurs qui ont abordé la même question sous des formes différentes avec des particularités similaires, divergences, partielles ou sensiblement proches dans la forme et le fond.

M. Delpech (2018) stimule que la télé-irrigation est une technologie importante car elle contribue au bien-être de l'économie et optimise l'utilisation de l'eau. La télé-irrigation est un moyen pour les populations d'accroître leurs chiffres d'affaires dans la production agro-alimentaires. C'est également un business pour les autorités centrales de pallier aux problèmes économiques des acteurs commerciaux, des associations paysannes et structures agricoles.

Or, cette approche n'est pas perçue par R. Haidara (2023) de la même manière. Selon lui, l'analyse qu'il se fait de cette technologie de l'intelligence artificielle, c'est rationalisation du temps de travail. Mieux, il approfondit son idée en insistant sur un autre angle qui est l'environnement. R. Haidara (2023), martèle que la télé-irrigation est un système qui protège l'environnement. Cependant, son point de vue n'est pas totalement accepté par A. Fassassi (2014). A. Fassassi (2014) a une vision plus technologique de la question. L'auteur explique uniquement l'ingéniosité du concepteur parmi tant d'autres créateurs. Dans son analyse, il fait la promotion de la créativité du concepteur Abdou Maman Kané.

Par contre, pour F. Ahlé (2020), la télé-irrigation doit être vue au-delà de l'ingéniosité technologique.

F. Ahlé démontre que ce système permet de lutter contre le stress hydrique aux champs. Pour lui, la télé-irrigation est une technique pour s'approvisionner aisément en eau dans les localités arides du Niger. Les problèmes d'eau ne sont plus fréquents dans les territoires. Cette invention a participé à l'accroissement des plantes et l'augmentation

de la production agricole dans les zones rurales. Mais, cette idée n'est pas appréciée par certains auteurs comme O. Mathieu (2018). Selon lui, il est nécessaire d'exposer sur le coût élevé du matériel ou de l'acquisition d'un système de télé-irrigation. La télé-irrigation est un système très inaccessible pour la plupart des populations à cause du prix. L'achat d'un système d'irrigation de ce genre n'est pas facile pour les populations locales.

Après avoir vérifié et fait la synthèse des différentes approches des écrivains sur le thème, un constat est fait. L'analyse des auteurs ci-dessus laisse entrevoir une limite dans l'approche des auteurs en ce sens que leurs analyses ne rendent pas toujours compte de tous les aspects de la thématique sur la télé-irrigation au Niger. Par conséquent, nous pouvons dire que notre étude est intéressante et plus globale. L'étude a tout son sens dans la mesure, il nous a permis d'aborder la question de façon holistique. C'est une méthode efficace pour savoir davantage sur la thématique de la télé-irrigation au Niger.

CONCLUSION

Le Niger a pu profiter de l'intelligence artificielle dans son programme d'amélioration de l'accès à l'alimentation des populations. Cette stratégie de mise en œuvre effective de la télé-irrigation de 2011 à 2024 a contribué à l'accès aux ressources naturelles, à la sécurité alimentaire, à la sécurité pastorale et agricole. Cette technologie est une prouesse pour le développement du Niger. Dans le cadre du prolongement de notre réflexion, nous nous intéressons à la question des difficultés rencontrées dans l'introduction de la télé-irrigation au Niger.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Acn International (2023). *Niger Report 2023*.
- Agence France Presse (2014). « Niger : l'irrigation à distance par téléphone pourrait changer la vie des paysans », *Jeune Afrique*.
- Agribusiness TV (2024). *Niger : la télé-irrigation pour réduire le gaspillage d'eau*, FAO, consulté le 12 mai, en ligne, <https://agribusinesstv.info/fr/niger-la-tele-irrigation-pour-reduire-le-gaspillage-deau/>.
- Aniamey (2013). « La télé-irrigation, un allié utile pour la mise en œuvre de l'Initiative 3N », consulté le 10 mai 2025, en ligne, <http://news.aniamey.com>.
- Ahlé, Francis (2020). « Niger : la télé-irrigation pour booster le secteur agricole », *Afrikom*.
- Amzath, Fassassi (2014). « Niger : un système de télé-irrigation distingué », *SciDevNet, Editions Afrique Subsaharienne*.
- Banque Africaine de Développement (2019). *Niger -Profil National de Changement Climatique*, 25 p.
- Durand, Jacques-Henri (1977). « À propos de la sécheresse et ses conséquences au Sahel », *Les Cahiers d'Outre-Mer*, pp.383-403.
- Lauvergnier, Chloé (2015). « Au Niger, la télé-irrigation pour économiser l'eau », *France 24, Les Observateurs*.
- Marion, Delpech (2018). « Tech-Innov, la startup nigérienne qui mise sur la télé-irrigation », *La Tribune*.
- Mathieu, Olivier (2018). « Niger : Tech-Innov, la télé-irrigation pour limiter le gaspillage », *Jeune Afrique*.
- N'Da, Paul (2015). *Méthodologie et guide pratique de mémoire de recherché et de thèse de doctorat en Lettres, Art, Sciences Humaines et Sociales : Informations, normes et recommandations universitaires techniques actuelles*, Paris, L'Harmattan, 328 p.
- Pinna, Monica (2019). « Les visages de la malnutrition au Niger », *Euro News*, p.1.

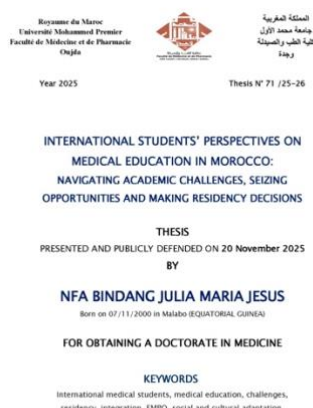
Ramatou, Haidara (2023). « Télé-irrigation : les TIC s'invitent dans l'agriculture pour booster les productions », *L'Essentiel, Afrique-Agriculture*.

Tech-Innov (2023). *Plan d'affaires 2023-2025, le kit de télé-irrigation (KTI) piloté par votre mobile*, 31 p.

Yao Yao, Jules (2023). « La faim au Niger de 1966 à 1986 : un fléau redoutable », *Generis Publishing*.

COMPTE RENDU DE LECTURE

COMPTE RENDU DE LECTURE



INTERNATIONAL STUDENTS' PERSPECTIVES ON MEDICAL EDUCATION IN MOROCCO: NAVIGATING ACADEMIC CHALLENGES, SEIZING OPPORTUNITIES AND MAKING RESIDENCY DECISIONS

NFA BINDANG Julia María Jesús

Thèse soutenue le 20 novembre 2025

Université Mohammed Premier

Faculté de Médecine et de Pharmacie Oujda (Maroc)

Introduction : Le Maroc est devenu une destination pour les étudiants en médecine internationaux, notamment ceux originaires d'Afrique subsaharienne. Cependant, leurs expériences demeurent encore peu documentées. Cette thèse explore la manière dont ces étudiants

s'adaptent au système d'enseignement médical marocain, comment ils s'intègrent dans la vie sociale et culturelle, et quels facteurs influencent leurs choix concernant le résidanat.

Méthodologie : Une approche mixte a été adoptée, combinant méthodes quantitatives et qualitatives. Des enquêtes ont été menées auprès de 90 étudiants en médecine internationaux et 90 étudiants marocains. Les questionnaires comprenaient des questions quantitatives ainsi que des réflexions ouvertes, permettant à la fois une comparaison statistique et une compréhension approfondie des défis et opportunités rencontrés par les étudiants.

Résultats : Les résultats montrent que les étudiants internationaux reconnaissent les points forts du système marocain. Les professeurs sont généralement perçus comme compétents et bienveillants, et beaucoup d'étudiants considèrent le Maroc comme une « seconde patrie » après plusieurs années d'études. Toutefois, la barrière linguistique demeure le défi le plus souvent cité, influençant à la fois la confiance académique et les interactions avec les patients.

L'intégration sociale s'effectue de manière progressive, souvent de façon positive, grâce aux amitiés, à la solidarité entre pairs et aux expériences académiques partagées, même si certains étudiants rapportent des moments d'isolement.

Les choix de résidence reflètent cette réalité contrastée : certains décident de rester au Maroc, attirés par la qualité et l'accessibilité de la formation, tandis que d'autres préfèrent rentrer dans leur pays ou partir ailleurs, en raison des difficultés linguistiques, de la pertinence de l'expérience clinique dans leur contexte local, des obligations familiales, ou encore de l'incertitude liée aux opportunités professionnelles à long terme au Maroc.

Conclusion : En plaçant la voix des étudiants au centre de l'analyse, cette thèse offre l'un des premiers portraits détaillés de l'enseignement médical international au Maroc. Elle met en lumière à la fois la résilience des étudiants internationaux et les atouts comparatifs du système éducatif marocain, tout en soulignant la nécessité d'un meilleur soutien linguistique, d'un mentorat structuré et de parcours de résidence plus clairs pour renforcer le rôle du Maroc en tant que pôle régional de formation médicale.

COMPTE RENDU DE LECTURE

NICOLE NDONGALA, DE INMIGRANTE A MEDIADORA INTERNACIONAL

JOSÉ CARLOS RODRÍGUEZ SOTO

Editorial Mundo Negro, 2024



Nicole llegó a España en 1998, con apenas 19 años, huyendo de la guerra en la República Democrática del Congo tras el derrocamiento de Mobutu Sese Seko. Su llegada no fue solo un desplazamiento geográfico, sino el inicio de un proceso marcado por la incertidumbre, la ruptura y la reconstrucción de sí misma en un contexto profundamente adverso.

Sus primeros años en España estuvieron atravesados por la dureza de la experiencia migratoria: la soledad, el racismo

cotidiano, las barreras legales y la ausencia de una red de apoyo que amortiguara el impacto del desarraigo. Sin embargo, lejos de quedar atrapada en estas condiciones, Nicole fue transformando esa vivencia en un motor de cambio personal y colectivo.

Su trayectoria dentro de la asociación Karibu ilustra con claridad este proceso de transformación. Comenzó como usuaria y, a partir de ahí, fue construyendo un recorrido que la llevó a desempeñarse como intérprete, mediadora intercultural, coordinadora del Centro de Formación y Promoción de la Mujer, hasta asumir finalmente la Dirección General de la entidad. Su recorrido profesional la sitúa como una gestora con sólida experiencia en liderazgo social, mediación y coordinación de proyectos, consolidándose como una figura clave en el acompañamiento y empoderamiento de personas migrantes. Presidenta de la Red de mujeres líderes africanas en España y fundadora de la Asociación Libanga ya Taló - Piedra Preciosa en la República Democrática del Congo. Este libro, de 224 páginas, recoge su historia de lucha, sueños y logros, desde una infancia humilde hasta convertirse en un referente de resiliencia y liderazgo para muchas jóvenes. Pero no se trata únicamente de una narración autobiográfica: es también una propuesta política y ética. Nicole rechaza los tópicos victimistas que con frecuencia encasillan a las personas migrantes, y en particular a las mujeres africanas, para ofrecer una mirada que pone en el centro la agencia, la dignidad y la capacidad de transformación.

A lo largo de sus páginas, aborda cuestiones fundamentales como la inmigración, el racismo y el papel de las mujeres africanas, a quienes reivindica como luchadoras y portadoras de esperanza. Su experiencia se convierte así en una herramienta para pensar críticamente las dinámicas de exclusión, pero también para visibilizar las múltiples formas de resistencia y construcción de futuro que atraviesan las trayectorias migrantes. Diplomada en Relaciones Públicas y Protocolo y gestión financiera, con un máster en dirección de entidades sin ánimo de lucro, master en migración, mediadora intercultural y conferenciante internacional, Nicole encarna una forma de liderazgo transnacional que conecta activismos entre África y España. Su trabajo impulsa proyectos de empoderamiento de mujeres africanas en ambos continentes, tejiendo puentes que desafían las fronteras físicas y simbólicas.

Esta obra es, en definitiva, un testimonio que interpela, moviliza y amplía el marco desde el cual pensamos la migración, invitándonos a reconocer no solo el dolor del desplazamiento, sino también la potencia transformadora de quienes lo atraviesan.